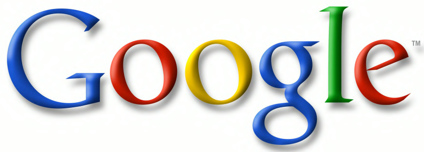


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

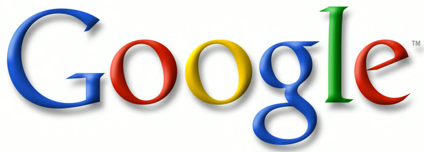
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

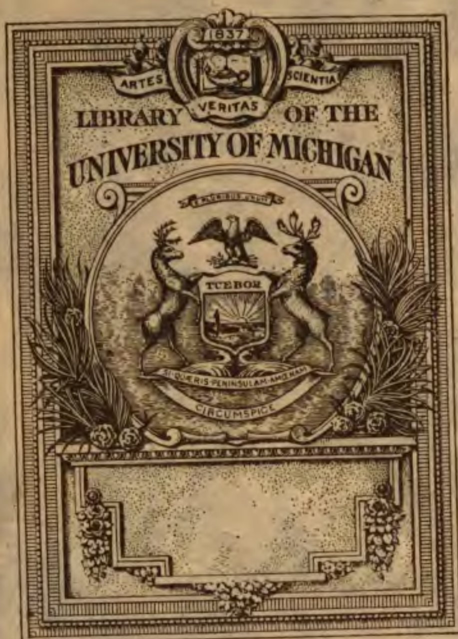
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE



DP
212
.H87

# HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

## DU MÊME AUTEUR.

*De l'organisation des sociétés de prévoyance et des bases scientifiques* sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°, 1852. Guillaumin et Ce. 7 fr. 50

*Saint-Simon, sa vie et ses travaux,* suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1857. 1 vol. grand in-18. Guillaumin et Ce. 3 fr.

*Histoire de la littérature contemporaine en Espagne.* Charpentier et Ce, 1876. 3 fr. 50

*De la création d'une caisse d'Etat pour recevoir les épargnes des classes laborieuses,* août 1875. Conférence faite au cercle de l'Union, à Passy. Brochure, Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte. 0 fr. 20

*Le budget des trois monarchies et le budget de la république,* brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1873. 0 fr. 20

*Le budget républicain,* brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1876. 0 fr. 20

*Plan d'une revue qui serait l'organe d'une nouvelle école d'économie politique,* prospectus in-4° édité par l'auteur, imprimé par Hennuyer, 1872. 0 fr. 50

*Lettres d'un volontaire, publiées entre le siége de Paris et l'insurrection de la Commune,* édité par l'auteur, 1871. Brochure in-8°. 1 fr.

---

L'*Histoire contemporaine de l'Espagne* se divise en trois séries, de deux volumes chacune.

La première série, comprenant le règne de Ferdinand VII (1814-1833), a paru en 1869; le deuxième volume de la deuxième série, qui comprend les régences de Christine et d'Espartero (1833-1843), est sous presse. Reste à publier la troisième série : règne d'Isabelle II (1843-1868).

Paris. — Typographie A. Hennuyer, rue d'Arcet, 7.

HISTOIRE

# CONTEMPORAINE

# DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Deuxième Série

RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

1833-1843

TOME PREMIER

PARIS

CHARPENTIER ET C^e, LIBRAIRES-EDITEURS

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1878

Tous droits réservés.

# PRÉFACE DE LA DEUXIÈME SÉRIE

---

Je dois quelques explications à toutes les personnes qui se sont intéressées à la publication de cette *Histoire contemporaine*.

Les deux premiers volumes, qui comprennent le règne de Ferdinand VII, datent de 1869, et ce n'est qu'en 1878 que je suis en mesure de donner cette seconde série de deux volumes, qui comprend les régences de Christine et d'Espartero.

Quelle est la cause de ce retard? Il ne serait pas juste de l'attribuer à la moindre négligence de ma part, à un défaut d'activité, à un oubli de l'engagement que j'ai contracté envers moi-même et envers mon pays le jour où je me suis tracé le plan de ce long travail.

Il ne faut l'imputer qu'aux terribles événements des années 1870 et 1871, et à la grande lutte politique qui les a suivis.

M'était-il permis de m'enfouir dans le silence du cabinet, et de rester spectateur impassible de la crise par laquelle passait ma patrie?

Je ne l'ai pas cru; exilé volontaire pendant toute la période de l'empire, de retour en France au moment où chancelait déjà l'édifice instable fondé par le crime de Décembre, j'aurais manqué, me semble-t-il, à tous mes devoirs si je n'avais donné la coopération la plus énergique au renversement de l'empire, à la défense de Paris, à la création en France d'une république sage et durable, solidement assise sur les bases d'une large démocratie.

349310

Aussi, dès la déclaration de guerre à la Prusse, ai-je consacré une grande partie de mon temps à la chose publique.

Ce n'est pas le lieu de raconter ici, ni la part que j'ai prise aux travaux de la commission d'armement du IX[e] arrondissement de Paris pendant les deux premiers mois du siége de notre capitale par les Prussiens, ni les services que je cherchai à rendre comme simple volontaire dans le 116[e] régiment de marche depuis la triste journée du 31 octobre jusqu'au lendemain de Buzenval, ni ma collaboration assidue au journal *la Nation souveraine* pendant l'insurrection de la Commune, alors qu'il fallait protéger l'existence de la République et contre une réaction monarchique déchaînée, et contre une partie de la population parisienne, littéralement égarée par la misère et le désespoir. Ce n'est pas le lieu non plus de dire comment, appelé dès la fondation du journal *la République française* à collaborer, sous la direction politique de M. Gambetta, avec MM. Challemel-Lacour, Spuller, Ranc, Allain-Targé et tant d'autres, j'ai joint pendant toute la durée de l'Assemblée nationale mes efforts à ceux de ces courageux champions de la liberté et de la justice, pour doter la France d'une constitution républicaine.

Après les élections du 20 février 1876, j'ai été appelé par les commissions du budget des diverses Chambres des députés pour remplir auprès d'elles les fonctions de secrétaire-adjoint, et mes instants sont encore actuellement consacrés à l'exercice de ces fonctions.

Ce concours de circonstances, cette préoccupation de la chose publique ne suffisent-ils pas à expliquer pourquoi cette seconde série ne paraît que si tard après la première?

Il m'est facile, d'ailleurs, de démontrer que, pendant

toute cette période, je n'ai cessé un seul instant d'avancer dans la tâche que je m'étais imposée.

Dans la livraison du mois d'octobre 1871 de la *Philosophie positive*, je publiais la même introduction qui paraît aujourd'hui à la tête de ce volume, et qui comprend l'histoire des lettres, des sciences et des arts pendant le règne de Ferdinand VII.

Plus tard, en février 1874, apparaissait dans la même Revue tout le travail qui occupera la fin du deuxième volume de cette série, et qui est relatif au mouvement des lettres, des arts et des sciences pendant les régences de Christine et d'Espartero.

Enfin, en 1876, je résumais toute l'histoire de la littérature contemporaine en Espagne dans un volume qui fait partie de l'intéressante collection de l'éditeur Charpentier, intitulée : *Histoire de la Littérature contemporaine dans les différents Etats de l'Europe*.

Ces divers travaux, loin de m'éloigner de mon but, m'en rapprochaient insensiblement. Les deux premiers forment, en effet, partie intégrante de la série actuelle. Quant au troisième, c'était déjà un jalon posé pour la dernière série.

Après cette justification et ces explications, il me reste à remercier la presse des encouragements de tout genre qu'elle a bien voulu m'accorder lors de la publication de mes premiers volumes. Malgré la volonté la plus énergique, on a besoin de témoignages de sympathie pour mener à terme une entreprise de ce genre. Je ne me confiais qu'en moi-même quand je l'ai commencée. Maintenant, depuis l'accueil que les critiques du journalisme ont fait aux deux premiers volumes, depuis les éloges si bienveillants qu'ils ont mérités de MM. Michelet (1) et Alfred Maury, depuis la décision prise par

(1) Voici la copie d'une lettre adressée par M. Michelet à mon

M. Bardoux, ministre de l'instruction publique, de mettre mon ouvrage à la disposition des colléges et des bibliothèques publiques, décision dont je lui reste d'autant plus reconnaissant qu'elle a été prise avec plus de spontanéité, il ne m'est plus permis de m'arrêter.

Je ne puis me dissimuler que des personnes du plus haut mérite, de la plus parfaite compétence, désirent avec un vif intérêt l'achèvement de mon œuvre.

C'est un fait dont je me sens trop honoré pour ne pas vouloir y répondre par une continuité d'efforts soutenus.

Il faudra un concours de tristes événements, de ceux qu'il n'est permis à personne de prévoir, pour que je tarde à publier la troisième série autant de temps que j'en ai mis après la première à publier la seconde.

beau-frère, M. Bertillon, qui avait bien voulu se charger de lui faire parvenir mes deux premiers volumes :

« Cher monsieur, si je savais l'adresse de M. Hubbard, je le remercierais de ce beau livre. Je n'ai jamais rien lu de si *instructif*, de si *ignoré*, de si *intéressant*. Veuillez lui transmettre mes remerciments, je vous prie »

# HISTOIRE
# CONTEMPORAINE
# DE L'ESPAGNE

---

## INTRODUCTION

### LETTRES, SCIENCES ET ARTS EN ESPAGNE

#### DEPUIS L'AVÉNEMENT DE FERDINAND VII JUSQU'A SA MORT

#### 1808-1833

## CHAPITRE I.

**Influence du catholicisme sur le développement de la société espagnole. — Le règne de Ferdinand VII se divise, au point de vue du mouvement intellectuel, en cinq périodes bien distinctes.**

---

Entraîné par le récit des événements, nous n'avons pu jusqu'à présent arrêter notre attention sur le mouvement intellectuel de la société espagnole pendant les vingt-cinq années écoulées de 1808 à 1833; il entre pourtant dans le plan de notre œuvre de le retracer fidèlement.

Aussi, avant de raconter l'affreuse guerre civile qui, dès la mort de Ferdinand VII, doit pendant sept longues années

ensanglanter la Péninsule, nous proposons-nous de jeter un coup d'œil sur l'état de la littérature, des sciences et des arts pendant toute la période que nous avons parcourue dans nos deux premiers volumes.

La manière toute spéciale dont le catholicisme a toujours été compris en Espagne, a eu depuis des siècles le déplorable résultat d'y comprimer l'essor de la pensée. Parmi les pays civilisés, il n'en est aucun qui, dans ces derniers temps, ait apporté un moindre contingent de découvertes scientifiques et de productions vraiment philosophiques; ses grands artistes, ses grands écrivains doivent toujours leur juste renommée bien plus à l'inspiration qu'à un long et difficile travail de l'esprit. Les penseurs espagnols, s'adressant à un public rempli de préjugés ridicules, étaient encore obligés, au commencement du dix-neuvième siècle, d'éviter dans leurs écrits toute allusion aux grands problèmes que résout à sa manière la révélation chrétienne. Les écrits de Voltaire et de Jean-Jacques, les travaux de nos encyclopédistes avaient bien fait quelques prosélytes; mais les hautes classes seules avaient participé à ce mouvement. Quelques nobles, quelques diplomates, à qui leur richesse permettait de voyager à l'étranger, en étaient venus à abandonner leurs antiques préventions; comme le prince de la Paix, ils aimaient à se considérer eux-mêmes comme dégagés de préoccupations (*despreocupados*). Ce n'était qu'un très-petit nombre, et encore la crainte de l'Inquisition les empêchait-elle de modifier en rien leur genre de vie et leurs habitudes de famille; ils raisonnaient en encyclopédistes; ils communiaient et se confessaient en catholiques sincères. Nul d'entre eux n'aurait osé ouvertement attaquer quelqu'une de ces monstrueuses idolâtries qui se pratiquent encore aujourd'hui. A peine dans les pièces de Moratin, dans les écrits de Jovellanos, osait-on

dessiner parfois le caractère d'un citoyen simple et vertueux qu'une sage philosophie sait maintenir dans les bornes d'une pure morale et de la plus sévère justice. Quant à la grande masse du pays, elle subissait, sans se plaindre, le joug d'ignorance sous lequel une puissante organisation cléricale la tenait asservie.

Après le mouvement du 2 mai 1808, presque simultané avec l'avénement de Ferdinand VII, un courant nouveau put enfin se produire au dehors et se répandre dans toute la Péninsule. Dès cette époque, il semble qu'une nouvelle vie doit animer la nation; les cerveaux commencent à penser; les cœurs se laissent envahir par des sentiments nouveaux. Si les nécessités de l'existence quotidienne, si les soins d'une lutte acharnée n'eussent alors exclusivement occupé toutes les intelligences, de belles œuvres littéraires, scientifiques et artistiques auraient marqué cette époque; mais ne fallait-il pas que tous les hommes jeunes et ardents consacrassent avant tout leurs efforts à sauver l'indépendance de leur pays? Au grand malheur des générations futures, la poésie ne put que lancer quelques accents sublimes; prise pour ainsi dire à l'improviste, la nation n'eut pas le temps de faire sortir de son sein quelqu'une de ces œuvres vigoureuses qui caractérisent une époque.

Aussi, à peine les événements de 1814 ramènent-ils Ferdinand VII dans sa capitale, qu'une nuit plus obscure encore que celle qui régnait sous l'administration de Godoy étend ses ténèbres au-dessus de la Péninsule. Avec l'Inquisition, avec le régime clérical, reparaissent les livres de piété, les vies de saints et de saintes; une censure impitoyable pèse sur l'art dramatique, arrête la publication de tous les journaux, décourage les artistes, met la science en suspicion. Tous les défenseurs du progrès intellectuel, condamnés à l'exil et à la prison, n'ont ni ressources ni moyens

pour agir sur l'opinion publique; pendant six ans, il semble que l'étincelle de 1808 n'a jeté qu'une lueur passagère dont les traces vont se dissiper rapidement.

Mais voici tout à coup la révolution de 1820 qui brise avec énergie tous les liens qui enchaînaient la nation. L'essor est rendu à la pensée; chacun peut se mettre à l'œuvre. Les théâtres se rouvrent, la presse jette en circulation de nombreux journaux; des livres apparaissent, des colléges sont fondés en dehors de l'influence ecclésiastique. Tout fait présumer que la civilisation et la philosophie sont décidément victorieuses, qu'elles ont pris en Espagne leurs lettres de naturalisation; à voir seulement les efforts tentés de tous côtés pour regagner le temps perdu, on peut croire un instant que la liberté a poussé des racines assez profondes pour n'être plus ébranlée par aucune tempête.

Vain espoir : il suffit, en 1822, de l'intervention du duc d'Angoulême et de l'armée française pour arrêter un essor encore prématuré. La masse du peuple n'avait pas absorbé les enseignements qui deux fois déjà avaient pu circuler dans son sein; elle accorde de nouveau sa confiance à ceux qui prêchent le retour pur et simple à l'ancien régime; elle sanctionne par son apathie les efforts de Ferdinand et du clergé pour s'opposer à la propagation des idées modernes. Cependant la situation n'est déjà plus, dans la deuxième réaction absolutiste, dans celle qui suit 1823, ce qu'elle avait été dans la première restauration de 1814 à 1820 : quelques germes féconds ont enfin fructifié; des écrivains libéraux se sont formés; il n'a plus été possible de les proscrire tous; et, si pendant plusieurs années, jusqu'en 1830, Calomarde est assez puissant pour leur fermer la bouche, ils préparent en silence leurs œuvres pour le jour déjà proche où ils entrevoient le triomphe définitif. Le découragement extrême qui régnait après 1814, est remplacé par une certaine dose

d'espérance ; le vaincu ne se résigne plus, il attend son heure Quant au vainqueur, il tend lui-même à se modifier; il commence à douter de son omnipotence ; il sent la nécessité de pactiser avec la presse, il veut lui-même faire usage des armes que ses adversaires ont maniées à leur profit.

La révolution de 1830, la naissance de l'infante Isabelle modifient de nouveau l'état de l'opinion publique. Avec le retour des proscrits, les idées modernes font une nouvelle apparition, la pensée ne se laisse plus comprimer, elle éclate partout. Les exilés s'empressent de raconter à leurs compatriotes tout ce qu'ils ont vu au dehors pendant leur longue absence; l'œuvre de 1808 et de 1820 est reprise par-dessous main, malgré les obstacles que suscitent encore les ministres dominants, toujours acharnés à rétablir l'ancien régime, quoique déjà forcés de se mettre en garde contre les dispositions du clergé en faveur de don Carlos. Lorsque Ferdinand VII vient à mourir, tout annonce que la nation n'est plus en état de supporter le régime d'ignorance sous lequel on l'a laissée croupir ; suivant l'expression du roi lui-même, le vin a déjà fermenté et le bouchon va sauter; et, en effet, l'année même de sa mort, 1833, ouvre une nouvelle époque qui fait d'abord concevoir les plus brillantes espérances ; une interminable guerre civile ne lui permettra de produire que quelques fruits très-rares.

En somme, le règne de Ferdinand VII, ainsi partagé en ces cinq périodes, n'a pu, dans ces conditions, être fécond en productions intellectuelles. Faut-il cependant passer tout à fait sous silence le travail qui s'est opéré dans les esprits pendant le quart de siècle qu'il a duré ? Faut-il, sous le prétexte que le paysage est sombre et obscur, éviter de le peindre, et ne pas même esquisser les ombres dont il est couvert ? Ce serait, à notre sens, mal comprendre le devoir de l'historien; tout en regrettant profondément l'ignorance

et la misère au milieu desquelles se débat la civilisation espagnole, il doit néanmoins retracer avec soin la série des efforts qu'elle a tentés pour sortir de son impuissance ; il doit déterminer le degré précis de son *retardement* dans les diverses branches où s'exerce l'activité humaine.

Lorsque nous aurons mesuré la profondeur du gouffre où s'est débattue l'intelligence pendant tout le règne de Ferdinand VII, nous pourrons mieux juger les faits de l'ère plus libérale qui, dès 1833, s'est ouverte pour l'Espagne. C'est pourquoi nous allons étudier séparément chacune des cinq périodes que nous avons signalées.

---

## CHAPITRE II.

*Première période :* 1808-1814. — Les efforts du prince de la Paix pour le progrès des lettres, des sciences et des arts n'ont pas été infructueux. — Tendances des littérateurs et des artistes vers les sujets mythologiques et les règles de la tragédie française. — Pastorales de Melendez. — Comédies de Moratin. — Réaction contre ces tendances après le mouvement du 2 mai. — Courant des idées démocratiques et philosophiques du dix-huitième siècle. — Rôle des poëtes lyriques Gallego, Quintana. — Silence des écrivains des anciennes écoles de Séville et de Salamanque. — Apparition d'une nouvelle génération, Martinez de la Rosa, Galiano. — Difficultés que rencontrent les savants pour continuer les travaux entrepris. — Cabanilles, Antillon. — L'observatoire de Madrid. — Les établissements industriels créés par le prince de la Paix périclitent au milieu des agitations politiques. — Les nombreux artistes existant en 1808 ont à traverser une époque de misère et de découragement. — Rôle spécial de Francisco de Goya; ses peintures, ses eaux-fortes. — *Les Caprices, les Désastres de la guerre.*

---

En cherchant à nous rendre compte de l'état de la société espagnole avant 1808, nous avons déjà démontré que le système du prince de la Paix, s'il avait été hostile aux idées politiques de la Révolution française, ne l'avait pas été au développement intellectuel du pays[1].

Nous avons insisté sur l'impulsion donnée à l'enseignement primaire, sur la création de l'Institut de Gijon, du corps des ponts et chaussées, sur les récompenses accordées à Melendez et à Moratin; nous aurions pu également apporter comme preuve la création de l'observatoire de San Fernando en 1797, le projet d'en construire un autre à Madrid même, l'envoi de plusieurs expéditions scientifiques; enfin, la fondation, dans presque toutes les capitales de province

[1] T. I, p. 13 à 18.

d'académies, intitulées *Sociétés économiques*, dont l'objet principal était de grouper vers un même but d'amélioration générale l'activité de tous les hommes éclairés. Lorsque Jovellanos eut terminé son rapport sur la loi agraire, que l'on peut considérer comme le premier programme de la révolution sociale réclamée par l'Espagne, il l'envoya à la Société économique instituée à Madrid; et c'est cette dernière qui, en l'insérant dans ses mémoires, et en l'adressant par un vote unanime au conseil de Castille, consacra le succès de cette importante publication.

Malheureusement, les mauvaises tendances qui régnaient parmi les écrivains et les artistes, étaient un contre-poids fâcheux aux bonnes dispositions du gouvernement.

En même temps que Philippe V, était entrée en Espagne l'étiquette cérémonieuse de la cour de Versailles; de nouvelles conventions, bientôt transformées en règles absolues, s'étaient imposées au monde littéraire.

Le peuple espagnol, habitué aux drames de Calderon et de Lope de Vega, dont la facture shakspearienne convient si bien à son tempérament, avait vu tout à coup son théâtre envahi par les traductions des tragédies françaises, dont la marche compassée le laissait froid et glacé; il n'y avait plus de lien entre le public et les auteurs. Ceux-ci n'écrivaient plus que pour quelques individus de haut parage; et, dominés par le prestige des mœurs de Versailles, ils cherchaient à plaire, en s'inspirant de sujets mythologiques, en écrivant de longues périodes, en composant des vers qui se rapprochaient de nos alexandrins. Le public voulait, au contraire, l'ancien rhythme de son Romancero, des sujets tirés de ses aspirations actuelles ou de ses anciennes gloires.

Quelle impression pouvaient produire les pastorales de Melendez sur une population écrasée tout entière par l'in-

digence? C'était un chant mélodieux, susceptible de charmer les oreilles, mais ne pénétrant point jusqu'au cœur.

Les fables d'Iriarte et de Samaniego avaient aussi été accueillies avec empressement; tout en appréciant l'esprit de ces deux fabulistes, on avait pourtant à leur reprocher à juste titre d'avoir plutôt traduit à l'espagnole des idées étrangères, que d'avoir récolté leur moisson sur le territoire national.

Plus accessibles à la masse que les écrits de Jovellanos et les poésies de Melendez, les comédies de Leandro Moratin avaient acquis à leur auteur une célébrité justement méritée; leurs nuances fines et délicates les rendaient cependant encore plus propres à être bien goûtées par les compatriotes de Molière que par le peuple habitué aux proverbes de Cervantes et aux saillies de Quevedo.

Un autre auteur dramatique dont les œuvres se représentent encore aujourd'hui de temps en temps sur la scène espagnole, don Ramon de la Cruz, aurait pu, avec ses *saynètes,* exercer une grande influence sur les esprits; mais, dénué de tout idéal, ce *chiffonnier littéraire*, comme il s'appelait lui-même, ne tendait pas assez à relever les personnages qu'il choisissait comme types; il se complaît trop à remuer la boue impure dans laquelle ils s'agitent, et le rire qu'il excite n'a trop souvent d'autre cause que l'obscénité et l'ignominie des mœurs qu'il retrace. En tous cas, c'est dans ses pièces et dans les tableaux de Goya que l'on retrouve le mieux les mœurs et les coutumes du peuple espagnol à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième.

Un écrivain très-érudit et très-soigné dans son style, vraiment sceptique dans toute sa manière de voir, mais voulant à tout prix paraître attaché aux vieilles traditions de l'Espagne catholique, don Leopoldo de Cueto, a publié

récemment un travail complet sur la poésie lyrique en Espagne pendant le siècle dernier. Le recueil qu'il a composé permet bien d'apprécier ce qu'était devenue la muse de Lope et de Calderon. Tout le mouvement se résume dans les travaux de deux écoles, établies, l'une à Salamanque, l'autre à Séville. Dans la première, créée vers le milieu du dix-huitième siècle, sous l'influence du poëte Cadalso, figurent Melendez, frère Diego Gonzalez, Huerta, auteur d'une tragédie restée célèbre sous le titre de la *Raquel*, le satirique José Iglesias, et le polémiste Former, espèce d'avocat hargneux dont la vie tout entière s'est passée à aboyer contre les tendances de son siècle, qu'il se refusait à comprendre. Tous ces auteurs consacraient leur temps à composer des pastorales ; ils avaient chacun adopté un nom de berger, et se renvoyaient l'un à l'autre avec affectation les idylles qu'ils avaient composées et que les dames de la cour roucoulaient avec ivresse. L'école de Séville, établie seulement à la fin du siècle, plus sévère sur les règles conventionnelles de l'*Art poétique* de Boileau, dégagée déjà de bien des superstitions, était destinée à être le berceau de la littérature dite des *afrancesados ;* elle est représentée par trois prêtres ; Blanco, Reinoso et Lista, connus à la fois comme poëtes et comme critiques[1].

Il aurait fallu, chez tous ces écrivains, quelque chose des mâles aspirations de Rousseau, un énergique appel au travail et à toutes les lois morales, pour rendre l'Espagnol capable de s'élever au niveau des civilisations étrangères ; il ne lui était offert que de belles églogues, de fines études critiques, ou des ébauches grossières. Ce n'était pas là ce qui convenait à ses véritables besoins.

[1] Voir le *Bosquejo critico de la poesia en el siglo* XVIII°, par don Leopoldo Augusto de Cueto. Biblioteca de Autores españoles de Rivadeneyra, t. LXI.

C'est par le fondement qu'il fallait commencer l'édifice; on ne s'occupait que de donner satisfaction au goût raffiné de la classe aristocratique, ou de glorifier ceux qui vivaient dans la débauche avec les toreros et les manolas : il fallait instruire et amuser le véritable peuple, celui qui travaille et produit.

Lorsque le mouvement du 2 mai fit tressaillir dans toute la Péninsule la fibre nationale, il amena naturellement comme conséquence immédiate une réaction violente contre toutes les importations françaises. De même que la constitution de Bayonne et les réformes de Joseph étaient violemment repoussées, sans même être jugées dignes d'examen et d'attention, de même les œuvres de Melendez et de Moratin, accusées de se ressentir de l'imitation de nos grands auteurs classiques, furent, pour un moment, abandonnées et dépréciées. Les amis de Ferdinand VII, intéressés à exploiter ce courant d'opinion, se prirent tout à coup d'une forte passion pour l'ancienne littérature espagnole, en haine de Godoy, qu'ils s'acharnaient à présenter comme un criminel importateur des coutumes françaises.

Si le courant des idées démocratiques n'était venu tout à coup faire diversion, l'Espagne littéraire se serait, pour ainsi dire, volontairement suicidée dans un élan de patriotisme.

Mais, tandis qu'elle croyait se dégager des liens de notre civilisation en secouant le joug suranné de nos abbés petits-maîtres et de nos dissolus de Versailles, elle recevait en même temps une impulsion nouvelle bien autrement féconde que celle à laquelle elle échappait si heureusement. Les idées que nos grands penseurs du dix-huitième siècle avaient propagées, faisaient pénétrer insensiblement dans les esprits les mieux trempés tout un monde de principes nouveaux, à la lueur desquels l'Espagne doit un jour se ré-

générer. Grâce à la secousse produite dans tout le pays par l'invasion de Napoléon, ces esprits purent s'emparer du sceptre de l'opinion, la parole leur fut donnée.

Leur tâche était bien difficile : ils avaient à créer toute une école nouvelle; ils avaient à fondre avec les idées philosophiques du dix-huitième siècle toutes les aspirations nationales, toutes les anciennes gloires de la patrie, son profond amour de l'indépendance, ses habitudes chevaleresques, ses besoins de croyance, son enthousiasme irréfléchi. Tant qu'il ne s'agit que d'exciter à la lutte les descendants de Pélage contre l'ennemi commun, les poëtes espagnols trouvèrent des accents sublimes pour les rallier autour d'eux. L'ode au 2 mai de Nicasio Gallego restera comme un monument éternel de l'indignation que peut exciter chez un peuple libre une violente tentative d'envahissement, accomplie avec toutes les circonstances les plus aggravantes de perfidie et de trahison (voir note A).

Mais, ce moment passé, cette fibre remuée, quand il s'agit d'accorder avec les anciennes traditions nationales les nouvelles idées démocratiques et sociales, les écrivains se trouvèrent au-dessous de leur tâche; ils ne surent pas rompre avec un passé dont la défense les maintenait en dehors de la civilisation européenne. Le besoin d'exalter la grandeur de leur race, la crainte de froisser des superstitions fortement enracinées, la peur de voir s'effondrer par la perte des Amériques toute leur opulence, les conduisent à transiger avec une foule de préjugés. A force de vanter la grandeur passée de l'Espagne sous le joug du catholicisme, ils poussent le peuple à confondre dans une même idée sa foi dans cette religion et son esprit de nationalité.

Quand on examine les écrits et les discours de tous les hommes qui exercent une influence sur l'opinion publique en Espagne de 1808 à 1814, on est frappé de la fausse

situation dans laquelle ils se sont trouvés placés et se sont placés eux-mêmes. Partout on voit apparaître la contradiction que nous avons signalée dans la constitution de 1812 entre ses instincts démocratiques et son intolérance religieuse. Il fallait trouver une issue pour sortir de cette contradiction difficile, qui, aujourd'hui même, pèse sur le pays. La plupart de ces hommes n'avaient pas encore visité les nations étrangères, ni ne s'étaient pénétrés des coups portés à la théologie par le progrès des sciences; ils sont tous remplis d'un ardent patriotisme et aspirent tous à une nouvelle ère de liberté et de progrès; mais, lorsque le triomphe de la raison exige d'eux le sacrifice de leur foi antique, l'abandon de leurs rêves de domination universelle, la négation de l'esprit de conquête, le règne du travail, ils restent sans force, sans haleine, se refusent à conclure définitivement, et laissent flotter l'esprit de leurs concitoyens au gré des passions diverses dont ils sont animés.

Parmi les écrivains qui exercèrent à cette époque la plus grande influence, aucun ne s'est approché plus près du but, et par suite n'a acquis une plus brillante auréole que Quintana ; c'est lui dont le cœur bat le plus à l'unisson de celui de tous ses compatriotes; il arme leurs bras contre l'oppresseur commun, il triomphe de leurs succès, il souffre de leurs revers; mais lui aussi veut conserver tout d'abord l'ancien prestige sous lequel la poésie lui a fait apparaître le beau type du chevalier espagnol, de l'hidalgo fidèle à son Dieu et à son roi. Il voudrait encore concilier ces grandeurs qui lui sont chères, avec les idées de paix, de justice et de fraternité dont il entrevoit le règne dans l'avenir. Il consent bien, dans son ode à Balmis sur la propagation de la vaccine, à avouer tous les torts des anciens conquérants envers les Américains ; mais il ne conclut ni à l'indépendance du nouveau continent, ni à l'abolition de l'esclavage. « De leur

atroce avarice, de leur cruauté, de leur oubli de toute clémence l'Espagne n'est pas coupable : le siècle entier, voilà le vrai criminel[1]. »

Ce n'est que plus tard, après les déceptions dont les révolutionnaires furent victimes, qu'il rompra définitivement avec la papauté, « ce monstre immonde et laid dont a avorté le dieu du mal, et qui du haut du Capitole dévore impunément le monde[2]. »

A force de se vanter à elle-même sa grandeur à l'époque des rois catholiques, de Charles-Quint et de Philippe II, l'Espagne s'est trouvée incapable de se proposer un autre idéal de gouvernement que celui qui lui avait donné cette prospérité illusoire. Quintana, plus au courant des faits historiques, aurait dû, dans ce brillant tableau, faire ressortir la misère réelle du peuple, son ignorance, les dangereuses habitudes qui devaient résulter de richesses mal acquises; il a préféré exploiter l'enthousiasme qu'excitait dans le peuple le souvenir du passé, pour obtenir de lui un grand effort contre Napoléon. De là ce dithyrambe sublime en l'honneur de l'ancienne Espagne, qui n'était vraiment qu'un cri de guerre et un appel aux armes : « Vous souvenez-vous de cette nation qui, un jour reine du monde, en proclama les destinées, et qui étendait à la fois sur toutes les zones son sceptre d'or et son blason divin ? La voyez-vous volant à l'Occident et semant sur tout l'océan Atlantique sa gloire et sa fortune? Où est-elle, l'Espagne? La voilà sur le sein de l'Amérique, dans les plaines de l'Asie, sur les confins de l'Afrique. Appelez en vain pour en mesurer la grandeur toutes les ressources de la fantaisie la plus hardie ; la terre lui abandonne ses minerais les plus précieux ; l'Océan lui

1 Su atroz codicia, su inclemente saña
Crimen fueron del tiempo, y no de España. (Voir note B.)

2 Ode à l'imprimerie.

cède ses perles et son corail, étonné, partout où s'agitent ses flots, de voir leur furie toujours vaincue par des côtes espagnoles. Voyez-la maintenant ! la honte pèse sur son front ; elle est abandonnée à l'insolence étrangère ; c'est une esclave au marché qu'attendent un joug pesant et une ignoble chaîne[1] ! »

Ce ne fut point par des applaudissements, mais par des actes que le peuple répondit aux accents de Gallego et de Cienfuegos[2]; il n'était pas possible de mieux interpréter la pensée de ses poëtes lyriques.

Aussi n'est-ce point à Madrid, n'est-ce point dans les villes soumises à l'occupation française qu'il faut étudier la vie littéraire de la nation espagnole pendant la guerre de l'indépendance.

Là où résidaient des hommes studieux, sincèrement dévoués à l'étude des lettres, comme à Séville, à Grenade, à Valence, ils n'osaient communiquer à leurs concitoyens le fruit de leurs travaux ; beaucoup, ne se sentant pas animés des mêmes passions que leurs compatriotes, attendaient patiemment le jour où il leur serait donné de reprendre la parole. L'Académie Sévillane, qui comptait alors dans son sein plusieurs hommes de talent, avait interrompu le cours de ses réunions, peu auparavant si brillantes et si animées. L'ancien centre de Salamanque avait été dispersé par la mort et l'absence de ses principaux membres, et n'existait déjà plus.

[1] Ode à l'Espagne après la révolution de Mai.

[2] Cienfuegos, dont le talent s'était déjà manifesté dans des compositions dramatiques, était certainement appelé à jouer un grand rôle dans le mouvement littéraire de l'Espagne. La mort l'atteignit en 1809, à l'âge de quarante-cinq ans, à Orthez, où il venait d'être interné par les autorités françaises. Murat s'était effrayé de l'influence extrême que pouvait exercer le poëte à Madrid, grâce à l'ardeur de son tempérament, aux élans de son enthousiasme et à l'énergie de son caractère.

C'est au milieu des camps, c'est à Cadix que s'agitait la nouvelle génération. Tous les jeunes gens avaient abandonné le foyer paternel : les uns s'étaient enrôlés dans les armées nationales, et, en les animant de leur enthousiasme patriotique, modifiaient complétement leurs anciennes allures. Citons parmi eux le jeune Angel Saavedra, appelé, sous le nom de duc de Rivas, à une si grande renommée ; dès le lendemain du 2 mai, il était accouru se ranger sous les ordres de Castaños et avait pris sa part des combats de Tudela, d'Uclès et d'Ocaña. Les autres, se sentant déjà capables d'une certaine initiative politique, étaient venus à Cadix offrir leur concours d'abord à la Junte, puis aux Cortès. Parmi eux, Toreno et Arguëlles faisaient résonner les premiers échos de la tribune espagnole, et, familiarisant la race castillane avec l'éloquence parlementaire, lui apprenaient à concevoir une autre grandeur que celle des conquérants et des dévastateurs. La belle langue espagnole, plus propre peut-être que toute autre à remuer les sentiments des masses, quand elle est maniée par de puissants artistes, se prêtait si bien aux élans passionnés de ces nouveaux tribuns, qu'on venait écouter leurs discours comme s'il se fût agi du plus beau concert. Le charme d'un certain rhythme musical, l'ampleur des périodes, la satisfaction causée par un plaisir nouveau trompaient le peuple sur le mérite de ses chefs, et il qualifiait de *divin* un orateur confus et verbeux, dont les discours sont de la compréhension la plus difficile.

Cadix n'avait pas seulement l'honneur de posséder la tribune nationale, la presse se formait aussi dans ses murs au dur apprentissage des questions politiques. Galiano, à peine âgé de plus de vingt ans, faisait redouter à tous les membres de la Junte et aux divers régents les traits de sa plume incisive et acérée. Bartolomé Gallardo, par les brû-

lantes satires de son *Dictionnaire critiquò-burlesque*, attirait contre lui la violente haine des serviles.

Tandis que l'armée française investissait la belle cité gaditane, la tasse d'argent, comme disent les Andalous, la population assiégée affectait de se livrer avec ardeur aux délassements et aux récréations de l'esprit; les théâtres étaient suivis avec soin, et plus d'une fois des représentations y furent interrompues par l'arrivée inopportune d'un boulet ennemi. Martinez de la Rosa faisait applaudir sa première comédie, intitulée : *Ce que peut un emploi*, et contribuait pour sa part à la réaction contre le goût français; il évoquait alors, comme Quintana, les souvenirs de Pélage et de Padilla.

Enfin Capmany retouchait les morceaux les plus remarquables de son beau livre *De la philosophie de l'éloquence*, dans lequel il rappelait à une sage mesure et à un style précis et correct les orateurs de la chaire, qui s'étaient trop facilement abandonnés, dans les époques précédentes, à la boursouflure et à l'obscurité des images. Il achevait ainsi la réforme déjà si heureusement commencée par le père Isla, lorsqu'il fit la peinture de son *fray Gerundio*, type pris sur nature avec une rare perspicacité, et qu'on retrouve encore aujourd'hui parmi les prédicateurs sacrés de l'Espagne (voir note C).

L'apparition de nouveaux talents pouvait donc, au point de vue littéraire, consoler ce malheureux pays des désastres qui l'accablaient; dans le domaine des sciences, tout était, au contraire, obscurité et retour à l'ignorance.

L'absence de ressources chez les savants, l'impossibilité pour le gouvernement de distraire en leur faveur le moindre subside des fonds de l'État, avaient arrêté le beau mouvement dont le prince de la Paix avait pris l'initiative pour propager dans la Péninsule les connaissances scientifiques. Le

jour viendra où la nation espagnole rendra pleine justice à celui qui, voulant la faire entrer rapidement dans le giron des nations les plus civilisées, consacrait annuellement d'énormes sommes à la traduction et à l'impression des œuvres des meilleurs spécialistes étrangers. Trop pauvre pour se consacrer par elle-même à l'étude des phénomènes et à la recherche des lois de la nature, l'Espagne n'avait rien de mieux à faire, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, que de s'assimiler par de bonnes traductions tous les beaux travaux qui s'exécutaient au dehors. Le meilleur moyen de la faire avancer était de traduire et de populariser, comme l'entreprit l'abbé Melon, sous le patronage direct de Godoy, les œuvres des savants les plus distingués de France, d'Angleterre et d'Allemagne. Buffon, Lacépède, Daubenton, Adam Smith, Hume avaient été vulgarisés avec soin, et avaient ouvert de nouveaux horizons à l'esprit national jusque-là resserré dans les bornes d'un naturalisme étroit et d'une fiscalité prohibitive.

Les botanistes espagnols avaient voulu eux-mêmes étudier leur flore, et, sous la direction de Cabanilles, avaient commencé la description des plantes natives de l'Espagne.

De grandes missions scientifiques avaient été organisées à l'effet d'ouvrir à la science moderne tous les trésors jusque-là inconnus que pouvaient lui offrir les trois règnes de la nature dans les vastes territoires des colonies.

Antillon s'était adonné avec succès à la propagation de la géographie. Les géomètres Chaix et Rodriguez avaient coopéré à la mesure de l'arc du méridien, commencée par Mechain et Delambre, poursuivie par Biot et Arago ; des astronomes avaient commencé à San Fernando toute une série d'observations qui devaient permettre un jour à l'Espagne de rendre de véritables services à l'astronomie, à la navigation et à la météorologie.

Dans les facultés de médecine, la création des études de clinique obligeait les jeunes médecins à abandonner les vieilles théories erronées et à diriger leur attention vers les travaux anatomiques et les études physiologiques, qui avaient pris à l'étranger un si bel essor. Enfin Betancourt, dans son Ecole des ponts et chaussées, avait préparé avec soin des élèves destinés un jour à faciliter le puissant mouvement que le dix-neuvième siècle allait communiquer aux travaux publics.

La révolution de 1808 et la guerre arrêtèrent l'impulsion scientifique que nous venons de signaler ; mais de tels germes ne demeurent jamais stériles, et les individus transmettent à leur postérité, même à leur insu, les féconds enseignements qu'ils ont une fois reçus.

Quelque chose resta aussi des efforts qui avaient été tentés à la même époque pour l'acclimatation des arts industriels ; on sait le goût de Charles IV pour l'ébénisterie, l'horlogerie, la serrurerie. S'appuyant sur cette passion du monarque, Godoy put consacrer les ressources du trésor à fonder certains établissements, qui, sans avoir de portée sérieuse, à cause du peu de consommation que la nation espagnole pouvait leur offrir, eurent cependant l'heureux résultat de vulgariser des genres de travaux jusque-là inconnus. Des fabriques de machines, des ateliers de meubles, d'horlogerie, de papiers peints, d'ornements en marbre, une orfévrerie furent installés avec l'argent du budget ; et, quelle que soit la répugnance des libres échangistes pour toutes ces créations ordonnées artificiellement par l'Etat, nous croyons pourtant à leur utilité ; on peut toutes les défendre, même la protection exagérée qui fut alors donnée à la gravure sur pierres fines. Il eût été bien préférable, sans doute, de voir populariser en Espagne, au lieu de la fabrication d'objets de luxe, des industries capables de satisfaire à une consom-

mation générale, et ayant surtout pour objet d'améliorer les produits de l'industrie agricole ; mais le seul fait de lancer vers le travail industriel une population qui n'en avait pas même la première notion, était si important, qu'il est équitable de pardonner au ministre le mauvais choix des établissements auxquels une protection fut accordée, en faveur du but qu'il poursuivit avec acharnement.

Il nous reste à parler des beaux-arts. Pendant la première moitié du dix-huitième siècle, sous les règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, ils avaient été assez négligés. Charles III, ne trouvant de son temps aucun peintre capable de rendre un certain éclat à l'école espagnole, avait appelé auprès de lui l'Allemand Mengs, dont il voulait faire l'inspirateur d'une nouvelle phalange d'artistes. Trop vanté de son temps, Mengs, qui a pourtant laissé quelques œuvres importantes, n'exerça point d'influence sérieuse sur ses contemporains ; quoiqu'il ait résidé à Madrid pendant douze ans dans la plus haute position sociale, il n'a par sa manière modifié en rien les habitudes et le goût des peintres espagnols.

Sous Charles IV, Maella, Bayeu, Francisco de Goya, Vicente Lopez et d'autres rendirent à la peinture un peu de cet éclat qui l'avait élevée, en d'autres temps, à un si haut degré de splendeur. Nous reviendrons sur la personnalité de Goya, qui apparaît au milieu de ces peintres avec un relief tout spécial ; privés de son génie et de son originalité, les autres se distinguent par une exécution facile qui fit un instant rechercher leurs œuvres avec empressement.

Plus encore que la peinture, l'art des graveurs atteignit à cette époque un degré de perfection qui n'a pas encore été dépassé. On est étonné de voir la quantité de productions artistiques que le burin mit alors en circulation, et rarement en aucun pays on a vu un groupe de gra-

veurs aussi distingués que ceux qui florissaient alors à Madrid. C'est l'époque des Montaner, des Enguidanos, des Selma, des Carmona ; le goût du public dut être puissamment éclairé par la grande quantité de gravures de toute espèce qui furent publiées, et qui furent mises en vente à bas prix, les dépenses premières étant faites par l'État.

Dans ce pays de lumière, où la couleur donne à tous les objets de la nature un relief si notable, la peinture est appelée à avoir toujours un prestige plus grand que ses deux autres sœurs, la sculpture et l'architecture. Ces deux arts néanmoins ne furent pas complétement délaissés, et le sculpteur Adam, l'architecte Villanueva, le disciple de l'éminent Ventura Rodriguez, à qui revient l'honneur d'être le véritable chef de l'école qui abandonna le genre churrigueresque, ont laissé des noms qui brillent encore aujourd'hui d'un certain éclat.

La musique, sans encore permettre de prévoir tous les progrès qu'elle allait réaliser dans le dix-neuvième siècle, fut également protégée ; les organistes des diverses cathédrales étaient choisis avec soin parmi les artistes les plus distingués, et le public commençait à réclamer dans les théâtres une instrumentation plus soignée et des exécutants plus capables.

A parcourir la longue liste d'artistes de tout genre qu'entretenait la munificence de Charles IV, l'historien peut aisément calculer le dénûment profond dans lequel ils durent tomber immédiatement après la révolution de 1808, et la misère qui pendant toute la période de la guerre dut peser sur ces familles, presque toutes établies à Madrid. Qui pouvait s'occuper en Espagne, durant toute la période de 1808 à 1814, à peindre des tableaux, à construire des maisons, à modeler des statues, à composer des opéras ?

L'imagination des vrais artistes devait alors exclusive-

ment les lancer vers l'interprétation de la passion guerrière dont toute la nation était animée ; c'eût été l'occasion réelle pour l'Espagne de composer sa Marseillaise ; il ne se trouva personne pour imaginer un chant musical digne de la magnifique ode de Gallego.

Un homme seul, sur lequel nous devons nous arrêter, qui pendant longtemps est resté inconnu au reste de l'Europe, et qui dans ces dernières années seulement, grâce aux études de MM. Matheron, Iriarte et Lefort, commence à être bien apprécié, mérite d'attirer l'attention de l'historien et du penseur, et doit fixer les regards ; c'est Francisco de Goya, dont nous avons cité le nom à propos des peintres qui se sont distingués pendant le règne de Charles IV.

On ne saurait jamais trop insister sur l'étonnante personnalité de Goya, qui, mieux que tout autre, représente la transition violente par laquelle l'Espagne a dû passer pour transformer ses mœurs et ses usages. Goya est un Aragonais pur sang, fils d'honnêtes laboureurs du village de Fuendetodos à quelques lieues de Saragosse ; une vocation irrésistible le pousse dès ses plus jeunes années vers le dessin et la peinture, et à ses premiers pas il trouve dans l'Église une main amie qui lui facilite les commencements, toujours si difficiles. C'est une nature ardente, passionnée, courageuse, obstinée même, sans quoi il n'eût pas été Aragonais ; il a une grande habileté de main, il est adroit à tous les exercices de corps, c'est un bretteur consommé ; en travaillant avec assiduité dans l'atelier d'un bon professeur de Saragosse, il devient rapidement un peintre distingué. Des aventures scandaleuses l'exposent aux poursuites de l'Inquisition dans la capitale de l'Aragon ; de bonne heure il trouve en face de lui ce pouvoir formidable, qui l'oblige bientôt à abandonner le pays.

Il arrive à Madrid en 1765 à l'âge de dix-neuf ans; et son mérite, des connaissances déjà acquises lui rendent l'entrée facile dans l'atelier du peintre de la cour, François Bayeu; en peu de temps il se fait une grande réputation dans cette cité, alors comme aujourd'hui disposée à brûler l'encens sur les autels de la jeunesse. Madrid sait bientôt qu'il possède un peintre d'un grand talent, d'un caractère indomptable, obstiné dans ses désirs, se plaisant au scandale et au bruit, et ne reculant jamais devant un coup d'épée. Goya, à la tête des élèves de Bayeu, se livrait avec ardeur à tous ces plaisirs bruyants qui caractérisent les pays méridionaux; la guitare à la main, il allait avec eux en troupe et déguisé solliciter sous le balcon des bourgeois un secours toujours accordé et payé soit avec de gais propos, soit avec une joyeuse chanson; dans les férias, il savait poursuivre au milieu des hardies *manolas* et des *majos* aux propos hasardés la femme du monde ennuyée qu'une secrète inquiétude poussait à demander à l'amour des distractions que lui refusait une dévotion stupide imposée par les mœurs et propre seulement à développer l'hypocrisie; d'autres fois, au printemps, à l'automne, il se mêlait avec ardeur à ces *romérias* champêtres, où le méridional amoureux du soleil sait au milieu des rires et des danses oublier toutes les misères de la pauvreté.

Plus intelligent que ses camarades, auxquels suffisaient le bruit et le mouvement, Goya cherche déjà dans le monde ceux autour desquels il aimera à se rallier; il s'unit aux amis du comte d'Aranda et déclare déjà avec eux la guerre aux jésuites; mais il n'était pas encore reconnu maître et ses scandales l'exposaient trop pour qu'il pût afficher hautement ses idées. Une nouvelle altercation avec la police le force à s'éloigner de la capitale, et, privé de ressources, le voilà obligé de parcourir l'Andalousie, et peut-être de ga-

gner sa vie en figurant comme comparse dans les courses de taureaux que l'on célébrait alors avec tant d'ardeur dans les contrées que baigne le Guadalquivir.

Cependant Goya ne pouvait oublier la vocation artistique qu'il sentait en lui ; chassé de Madrid, c'est sur Rome qu'il se dirige, car c'est là qu'il pourra se perfectionner, grandir et atteindre le dernier échelon de son art. Sa réputation l'y avait précédé ; parmi les pensionnaires du gouvernement espagnol, plusieurs étaient élèves de Bayeu, entre autres Ribera et Velasquez, jeunes artistes, portant déjà des noms bien célèbres, et appelés à acquérir eux-mêmes un rang assez élevé, l'un en peinture et l'autre en architecture. Ces deux compatriotes ont bientôt raconté à la société romaine les prouesses de leur ami dans la capitale de l'Espagne ; on les écoute avec confiance. Goya, encore jeune, déjà entouré d'une auréole brillante, trouve bientôt à Rome les ressources nécessaires pour acquérir une position indépendante, ainsi que la réputation et le crédit qui pouvaient lui en assurer la conservation.

À trente ans, il retourne à Madrid, non point encore riche et puissant, mais déjà indépendant et célèbre ; il peut travailler à sa guise ; on admet qu'il en sait assez pour n'avoir à subir la loi de personne. Devenu gendre du peintre de la cour François Bayeu, il se refuse à écouter les conseils de son beau-père ; il se sent lui-même ; il ne cherche pas à créer une école, mais il ne veut s'inféoder à aucun des professeurs acceptés. Je n'ai que trois maîtres, disait-il ; la nature, Velasquez et Rembrandt.

C'est à cette époque que commence la grande carrière artistique de Goya ; de là datent la plupart de ses plus belles œuvres, sa collection de cartons pour la manufacture de tapis de Santa Barbara, la décoration de l'église de San Francisco, celle d'une des voûtes de Notre-Dame del Pilar

de Saragosse, les portraits de Charles III, du général Ricardo, de Mazarredo. Le soin avec lequel toutes ces œuvres sont achevées, la persévérance du peintre, sa fécondité mettent le sceau à sa gloire. L'Espagne tout entière jouit du bonheur d'ajouter un nouveau diamant à sa belle couronne de peintres ; des honneurs consacrent cette gloire. Goya est nommé membre de l'Académie de San Fernando, peintre de la cour.

Il ne nous appartient pas de juger Goya comme peintre, et d'apprécier à sa juste valeur artistique son genre de mérite. Pour les admirateurs exclusifs de la beauté grecque et de Raphael, ce ne sera jamais qu'un ébaucheur de second ordre, un artiste entraîné par la fougue de son tempérament, un coloriste uniforme qui, vers la fin de sa vie, tourne au noir et au monochrome ; mais, pour ceux qui apprécient dans l'art la représentation exacte et vraie des effets de la nature, ce que l'on peut appeler la réalité philosophique des hommes et des choses, pour ceux qu'enthousiasment Shakspeare, Calderon, Rembrandt et Vélasquez, Goya, digne précurseur de notre école romantique française, ennemi de toute convention, cherchant dans ses œuvres à produire une impression forte et vraie, sachant dans toutes les scènes qu'il représentait découvrir aussitôt le côté pittoresque, restera toujours, au moins pour le tempérament, un artiste de premier ordre. Il est séparé par un abîme de cette multitude officielle, acharnée à remplacer les grands et beaux effets par un faux mérite de convention que la médiocrité atteint si facilement. Plus désireux de produire que d'achever, il ne saurait être aimé de ceux qui voient surtout dans l'art la perfection des détails ; mais ce n'est pas impuissance : si l'on trouve de lui d'innombrables ébauches dessinées à la hâte dans tout le cours de sa longue carrière, on a aussi des tableaux exécutés et achevés avec le

plus grand soin. Et n'est-ce donc rien pour un peintre que de posséder à la fois beaucoup d'invention, une main sûre, une connaissance parfaite des effets de lumière et de clair-obscur, une hardiesse extraordinaire dans le dessin, la puissance enfin d'impressionner et d'émouvoir ?

En 1788, Charles IV monte sur le trône, et bientôt les tressaillements de la révolution française vont agiter toute la Péninsule espagnole. Que fait Goya en cette circonstance? Nouveau parvenu dans cette cour de Madrid qui parle si vivement à son imagination, bien accueilli par le favori Godoy dont la bonne mine et la courtoisie le séduisent, ami sincère du roi Charles IV dont il aime la probité et connaît les bonnes intentions, Goya est fasciné : il se laisse aller à l'épicuréisme galant, aux mœurs élégantes et dissipées qui se substituent tout à coup avec Marie-Louise aux habitudes austères et monotones de Charles III. Une affection sérieuse pour la belle duchesse d'Albe aux yeux vifs et à la chevelure noire le retient captif dans des chaînes d'or et de soie ; le peintre cède aux caprices de la mode, il adopte pendant des années un style vaporeux et maniéré ; il se complaît aux douces pastorales que chantait alors l'harmonieux Melendez. On peut le juger dans la décoration de l'église de San Antonio de la Florida à Madrid, et dans les belles œuvres qui ornent l'Alameda du duc d'Ossuna, œuvres qui datent de cette époque.

Un triste accident, dont la conséquence est une surdité prématurée, vient tout à coup rappeler le grand homme à des devoirs plus sérieux ; il entrevoit déjà à la cour les dangereuses intrigues qui se trament autour du prince des Asturies ; et son esprit vif, son ardent désir de civilisation le placent du côté de Godoy et de Charles IV ; il aime à railler Escoiquiz dont il a pénétré les intentions mieux que personne ; il sait que jamais le drapeau de la patrie ne

pourra flotter avec dignité, s'il est remis à de telles mains, car il a reconnu les vrais ennemis du progrès.

Ce qu'il faut faire, ce dont il faut pénétrer la nation, c'est que le véritable obstacle à son développement est le jésuitisme, l'inquisition, l'intolérance catholique. Alors l'artiste, entrant décidément dans sa voie, et mettant à profit un talent qu'il avait déjà révélé dans la gravure à l'eau-forte des portraits équestres de Velasquez, commence les œuvres qui pour toujours doivent immortaliser son nom et font de lui une figure à part dans le mouvement de l'Espagne.

Pendant huit ans, de 1800 à 1808, il fit circuler à Madrid des copies de planches qu'il gravait silencieusement et qu'il faisait tirer d'une manière clandestine dans une mansarde de la rue San Bernardino. L'Académie de San Fernando possède ces planches et en répand des copies, de sorte qu'il est facile aujourd'hui de s'en procurer ; ce ne sont pas des caricatures à la mode du *Charivari* ou du *Punch*, ce sont des satires sanglantes, du Juvénal en dessin. Le peintre dans chacune d'elles donne une leçon, un avis, un enseignement à ses compatriotes, et cela d'une manière détournée, allégorique. Il faut que l'avis soit assez clair pour être compris, et la leçon assez forte pour être profitable. C'est le roi qui boit, tandis que la maison brûle ; ce sont des femmes qui plument les débauchés ; c'est l'Espagne courbée sous un poids qui dépasse ses forces ; c'est le sommeil de la raison enfantant des monstres.

Nous n'avons pas assez de mémoires sur cette époque pour bien caractériser l'effet que dut produire sur la génération d'alors l'apparition successive des quatre-vingts planches qui constituent l'œuvre dite *des Caprices;* mais, s'il faut le calculer par l'impression qu'elles nous causent aujourd'hui, on doit les considérer comme une de ces créa-

tions de l'esprit humain qui agissent efficacement sur les destinées d'un peuple. *Les Caprices*, c'est l'avant-coureur de 1808, de 1820 et de 1836.

Goya, antipathique au parti de Ferdinand VII, dont il devinait les tendances rétrogrades, crut un instant au succès de la dynastie napoléonienne; en 1808 il se soumit à Joseph, et comme peintre de la cour il exécuta son portrait. Mais le révolutionnaire antijésuitique était en même temps un patriote exalté; son tempérament ardent était surexcité par les terribles événements dont la Péninsule était alors le théâtre : la même fibre qui mettait la plume à la main de Quintana et de Gallego tressaillit chez lui; à l'âge avancé où il était déjà arrivé, elle se traduit par une œuvre aussi originale, aussi puissante que celle des *Caprices*, connue sous le nom de *Désastres de la Guerre*. C'est une série de planches gravées à l'eau-forte, composées toutes avec une rapidité effrayante et sous l'empire d'un sentiment profond ; elles ont pour but d'agir sur le peuple espagnol et de le remuer dans un sens patriotique et libéral au milieu du drame dans lequel il est engagé. Comme Quintana, Goya pousse le peuple à la lutte; les soldats reviennent du combat, blessés, mutilés, amputés. Qu'importe ? leur dit-il, les invalides peuvent encore servir. Point de trêve, point de répit ; il soutient l'espérance jusqu'au moment où l'aigle impérial déplumé, sans queue ni ailes, est réduit à fuir aux huées de la foule qui l'accable d'invectives ; au moment de l'achever, ce n'est pas un soldat qui lui donne le coup de grâce, c'est un paysan qui lève sur lui sa fourche.

Les *Désastres de la Guerre* n'ont pas seulement une grande portée politique, c'est aussi un chef-d'œuvre philosophique. Jamais artiste n'a présenté sous des couleurs plus sombres l'odieux d'une invasion, la cruauté de la guerre,

les instincts ignobles qu'elle met en jeu en les couvrant sous la fausse apparence de la gloire. Goya n'est pas, comme Vernet, un peintre de boutons de guêtre ; son *Soldat français*, envahisseur de l'Espagne, peut aussi bien représenter pour nous un Prussien de 1792 ; ce n'est plus un homme, c'est une affreuse machine à tuer et à fusiller. Les sociétés des amis de la paix, en France, en Angleterre et en Allemagne, devraient faire de cette admirable collection une édition populaire et la faire circuler de tous côtés; rien n'est plus susceptible de développer dans les âmes le goût de la civilisation et l'amour de la paix que le spectacle des scènes horribles de la guerre, ainsi vues et représentées par un artiste de premier ordre. Si cette œuvre de génie décèle une exubérance de haine contre nous, la faute n'en est pas au peintre, mais à nous-mêmes et à l'énormité de l'attentat commis alors par celui qui dirigeait nos destinées.

Lorsque Ferdinand revint en 1814, il lui était difficile de proscrire sans prétexte un homme comme Goya, qui ne s'était point mêlé directement aux affaires politiques et s'était contenté d'influer sur les événements comme artiste et comme philosophe; puis il y avait disette de grands hommes, et la retraite d'un semblable personnage eût été pour le trône du nouveau roi une diminution de prestige et d'éclat. Malgré la haine secrète qu'il lui portait, Ferdinand ne songea point à ressusciter les rancunes violentes que certaines planches des *Désastres* et des *Caprices* avaient laissées dans son cœur et dans celui de plusieurs de ses partisans. D'ailleurs la généreuse conduite de Charles IV, lorsque, pour sauver Goya, il avait déclaré à l'inquisition que les *Caprices* avaient été composés sur une commande royale, et ordonné que les planches fussent achetées et payées à la famille de leur auteur pour devenir propriété de l'État, empêchait qu'on ne pût revenir sur ce sujet et qu'on

n'eût à redouter de nouveaux tirages. Il fut décidé que Goya serait maintenu dans son titre de peintre de la cour et appelé à faire le portrait du monarque.

« Tu as mérité en notre absence, lui dit Ferdinand, l'exil et plus que l'exil, la corde; mais tu es un grand artiste et nous oublions tout. »

On voit qu'il s'en fallut de bien peu pour qu'à l'âge de soixante-huit ans, Goya ne se vît obligé d'aller demander l'hospitalité à une terre étrangère.

---

# CHAPITRE III.

*Seconde période :* **1814-1820. — Réaction cléricale. — La haine de Ferdinand contre le progrès des lumières se manifeste dès les premiers jours de sa rentrée; il n'applique même pas le plan général d'instruction publique dressé en 1807 par Caballero. — Destitution de douze professeurs de l'université de Salamanque. — Le désir de s'instruire est détruit dans la jeunesse. — Efforts inutiles de quelques individualités pour réagir contre cette tendance. — Cours de José Rodriguez dans le cabinet d'histoire naturelle de Madrid.**

**Envoi de pensionnaires des beaux-arts à Rome. — Juan Rivera, José Madrazo, José Aparicio. — Goya réduit à faire des tableaux religieux : il se retire dans sa quinta du Manzanarès.**

**Point d'œuvres dramatiques de quelque importance. — La tragédie est admirablement interprétée par l'acteur Isidoro Maiquez. — Succès obtenus par don Angel Saavedra à Séville et à Madrid.**

---

Le mouvement encyclopédique du dix-huitième siècle avait été transmis aux universités espagnoles. Celle de Salamanque entre autres, qui pendant longtemps avait paru exclusivement vouée aux préjugés traditionnels, avait senti le besoin de se retremper à de nouvelles sources philosophiques. Lorsque le ministre Caballero dressa le plan général d'études de 1807, ce furent les professeurs de Salamanque qui, par des réclamations énergiques, obtinrent quelques concessions favorables au progrès des lumières.

La Constitution de 1812 avait établi en principe qu'une forte organisation serait donnée aux anciennes universités; mais les philosophes de Cadix n'eurent ni le temps ni les moyens de réaliser cette importante réforme; ils ne purent même appliquer le plan général de 1807 et durent abandonner les anciens établissements universitaires à la vie individuelle et isolée qu'ils avaient toujours menée.

Ferdinand profita avidement en 1814 de cet état de choses qui assurait la perpétuité de l'ignorance ; il se garda bien de faire pratiquer le concours établi dans le plan de 1807 pour le choix des professeurs. Pendant les six années qui suivirent le retour de Valencey, aucune tentative ne fut faite pour restaurer l'enseignement ; aucune ressource nouvelle ne fut accordée aux universités qui avaient grandement souffert des désastres de la guerre et de la misère générale. Il y a plus, une opposition systématique éloigna des chaires toutes les personnes capables. L'université de Salamanque, ayant eu l'audace de faire des représentations en faveur du régime constitutionnel, paya cette démarche de la destitution de douze de ses meilleurs professeurs ; ils furent remplacés par des partisans dévoués du clergé et de la cour de Rome ; et ainsi, dès l'origine de cette période, la jeunesse se trouva frustrée de tout enseignement quelque peu élevé, dans le plus célèbre et le plus important des centres d'instruction de la Péninsule.

Quel résultat pouvait-on attendre de maîtres auxquels on imposait pour premier devoir de se montrer hostiles au triomphe de la raison et de subordonner toutes leurs aspirations aux exigences d'une foi sévère et d'une superstition minutieuse ?

Les grades conférés n'étaient regardés généralement que comme une formalité nécessaire pour obtenir certains emplois ; il s'agissait bien moins de savoir que d'assister régulièrement aux cours, et encore l'assiduité n'était pas absolument nécessaire, car elle se prouvait par le témoignage des élèves, et l'on peut croire qu'il n'était pas très-difficile à chacun d'eux de trouver entre ses amis et camarades le nombre de témoins fixé par le règlement. Lorsqu'on voyait arriver aux plus hauts postes de la magistrature, de l'administration et du clergé des hommes dont l'ignorance était

notoire et dont le seul mérite était d'affecter un zèle excessif pour les tendances du souverain, le désir de s'instruire devait être nul, l'émulation impossible.

C'est en dehors des universités qu'il faut chercher les vrais amis des lettres, des arts et des sciences, si l'on veut en trouver dans cette triste période. Ainsi nous voyons en 1817 la Chambre de commerce de Bilbao mettre au concours une chaire de mathématiques, et ce poste est occupé pendant trois années consécutives par l'abbé Lista, ancien membre de l'Académie Sévillane, exilé comme afrancesado, déjà connu par ses poésies, et appelé comme critique et comme professeur à jouer un rôle important dans la régénération de son pays.

A Madrid, quelques jeunes gens et parmi eux Gil y Zarate, le futur réformateur des universités espagnoles, cherchent à s'unir en sociétés pour se communiquer leurs travaux littéraires et scientifiques; ils en sont empêchés par une police ombrageuse, pour laquelle une simple expérience de physique prenait tout de suite les proportions d'une tentative de complot.

Martinez de la Rosa au préside du Peñon; Arguëlles, prisonnier à Ceuta d'abord, puis au château de l'Alcudia, dans l'île de Mayorque; Quintana, sur la terre étrangère, se consolent par l'étude des rigueurs de la captivité et de l'exil; mais ils sont privés de toute communication avec leurs compatriotes et ne peuvent défendre l'œuvre tentée par les Cortès de 1810 à 1814. Galiano, laissé en liberté, emploie dans des conspirations l'activité de son esprit, tandis que le poëte Melendez exhale, en 1817, son dernier soupir sur la terre étrangère.

Parmi les désastres causés par la guerre, un des plus sensibles avait été l'interruption des travaux entrepris pour l'érection d'un observatoire à Madrid; à peine l'idée en

avait-elle été conçue qu'on s'était empressé de construire un édifice provisoire; puis le gouvernement avait commandé à l'architecte Villanueva les plans définitifs qui servirent plus tard à la construction de celui qui a été élevé dans le jardin du Retiro; en attendant, des instruments nombreux avaient été réunis, un personnel avait été dressé pour en bien apprendre le maniement, et il ne restait plus beaucoup à faire pour que la capitale de l'Espagne possédât un établissement scientifique d'une certaine importance, lorsque les événements de 1808 vinrent détruire ce germe de progrès. Maîtresses du bâtiment qui devait être converti en observatoire, les troupes françaises destinées à l'occupation de Madrid y avaient dressé leurs batteries. Les instruments avaient été dispersés; un beau télescope d'Herschell, de 25 pieds de longueur et de 2 pieds de diamètre, avait été détruit; c'est à peine si le directeur Jimenez Coronado, qui, avec un autre savant espagnol, établi en Angleterre, don José Mendoza y Rios, avait travaillé assidûment à cette œuvre, put sauver quelques appareils. A son retour, Ferdinand ne daigna point reprendre les projets de Coronado, complétés désormais par les plans de Villanueva; la fondation d'églises et de cirques pour les courses de taureaux lui paraissait bien plus intéressante que la construction d'un observatoire.

Sous le ministère de Garay, un petit effort fut cependant tenté en faveur de la science. Don José Rodriguez, l'ancien collaborateur de Chaix, de Biot et d'Arago, fut autorisé à reprendre son enseignement devant la jeunesse studieuse de Madrid; pendant deux ans, il put faire un cours de hautes mathématiques dans une chaire du cabinet d'histoire naturelle.

Quoique ayant eu beaucoup à souffrir pendant le siége de Cadix, l'observatoire de San Fernando eut le bonheur de

résister à toutes les convulsions de la guerre : un certain nombre de personnes y profitaient de toutes les observations qui s'y trouvent recueillies. C'est ainsi qu'un ancien officier supérieur de la marine espagnole, Ferrer, composa, vers 1816, un mémoire très-intéressant qui ne fut publié qu'en 1833 ; il y discutait toutes les observations du passage de Vénus du 3 juin 1769, faites sur les différents points de la terre, et examinait les causes des écarts auxquels divers savants étaient arrivés dans leurs déterminations.

Sous l'influence des événements, l'ancienne Académie des beaux-arts avait dû se dissoudre pendant la guerre de l'indépendance ; aussitôt après 1814 il fut question de la reconstituer, et Ferdinand, qui ne croyait pas dangereux pour les jeunes artistes le séjour de la cité pontificale, autorisa comme sous les régimes antérieurs l'envoi annuel de pensionnaires à Rome. C'était le moins qu'il croyait pouvoir faire, et encore s'y fût-il refusé, s'il avait pu calculer que les jeunes gens qu'il envoyait ainsi en Italie contribueraient plus tard à propager, avec la manière de David, un ensemble d'idées républicaines qu'emporte toujours avec lui le souvenir des Grecs et des Romains. Il faut se féliciter que, dans son ignorance, il n'ait pas prévu ce danger ; l'Espagne y gagna le perfectionnement de quelques peintres distingués, Juan Rivera, José Madrazo, José Aparicio, qui devaient répandre dans leur patrie l'habitude d'un dessin correct, et prévenir les écarts qu'aurait pu produire une maladroite imitation du genre de Goya.

Quant à ce dernier, forcé de s'abstenir de toute propagande philosophique, il employait son talent à des tableaux religieux ; c'est à cette époque qu'il faut rapporter la *Sainte Justine* et la *Sainte Ruffine* de Séville, ainsi que le *Saint Joseph* de l'église San Antonio Abad de Madrid. Retiré dans sa quinta du Manzanarès, Goya laisse à peine percer sa mi-

santhropie dans les fresques dont il décorait sa demeure; un effrayant *Saturne dévorant son enfant* avec l'avidité la plus brutale y rappelle involontairement nos tristes révolutions, dont les plus sincères défenseurs sont d'habitude les premières victimes.

Avec la peinture, c'est toujours l'art dramatique qu'il faut examiner en Espagne avec le plus d'attention, si l'on veut se faire une idée exacte des dispositions d'esprit qui animaient la société.

Or, rien de plus pitoyable que la scène espagnole pendant les six années dont nous nous occupons; sans le talent d'un grand acteur, Isidoro Maïquez, qui, élevant la tragédie à une hauteur qu'elle n'avait jamais atteinte en Espagne, apprit au public à comprendre des beautés que jusqu'alors il n'avait qu'imparfaitement saisies, les théâtres eussent été complétement abandonnés. Soit crainte de la censure, soit difficulté à se décider entre notre école classique et le genre de l'ancien théâtre espagnol, les auteurs n'osaient rien imaginer d'eux-mêmes. Tantôt ils se contentaient d'imiter et de traduire nos mauvaises tragédies du commencement de ce siècle, tantôt ils s'occupaient exclusivement de refondre les pièces d'Alarcon, de Moreto et de Rojas. Un seul auteur allait conquérant quelque célébrité, bien que ses œuvres ne se distinguassent point encore par un véritable cachet d'originalité; c'était le jeune Saavedra, dont la première pièce, *Ataulfo*, avait été interdite par la censure; deux autres tragédies, *Alliatar* et *Lanuza*, avaient successivement rendu son nom populaire à Séville, puis à Madrid.

Pour achever de caractériser cette époque, il nous suffira de rappeler les quelques monuments qui la signalent; le théâtre de Vittoria, la maison du Labrador à Aranjuez, et le palais de Vista Hermosa sur le Prado de Madrid. Ce sont là les seules constructions dont puissent vraiment se féliciter

les architectes ; quant à l'ornement des palais, à la décoration des jardins, pour apprécier le degré de dépravation où le goût était descendu dans ces différents arts, qu'on visite les jardins réservés du Buen Retiro. Ferdinand VII aimait à s'y promener du vivant de la reine Isabelle de Bragance, et il eut la prétention de faire un lieu de délices de la partie spéciale de ce parc qu'il réservait pour lui. Tout ce qu'on sut inventer, ce fut de lui improviser quelques cabanes rustiques à côté de temples chinois, des montagnes et des rivières en miniature, de mesquins caravansérails et des cascades microscopiques. Rien ne saurait mieux peindre l'impuissance et la sottise de ce monarque dénué de toute imagination ; il n'a abouti qu'à faire construire côte à côte des chinoiseries peu intéressantes qui ne répondent dans leur ensemble à aucun plan préconçu.

C'est là tout ce qui mérite d'être signalé, tant la torpeur était profonde, lorsque vint à éclater la révolution de 1820.

---

## CHAPITRE IV.

*Troisième période :* **1820-1823. — Le réveil du pays en 1820 se manifeste surtout dans les journaux et dans les clubs. — *Miscellanea. El Imparcial. El Censor.* — Les sociétés patriotiques.**
**Fondation du collége de San Mateo. — Ardente jeunesse qui vient se grouper autour de Lista.**
**Les théâtres ; compagnies d'acteurs. — Le drame et la tragédie sont abandonnés pour l'opéra.**

---

Dès que le roi, après les scènes des 8 et 9 mars 1820, se fut décidé à jurer la Constitution de 1812, la nation espagnole se crut un moment arrivée d'un seul coup à la tranquille jouissance d'une liberté régulière et d'institutions constitutionnelles ; nous nous sommes plu à signaler ces courts instants de joie et d'allégresse pendant lesquels elle crut arrivé le moment de sa régénération décisive [1].

La presse devait être la première à profiter du nouvel essor donné à la pensée. C'est elle, en effet, qui était appelée tout d'abord à marquer le ton que l'opinion publique devait prendre en cette époque difficile, et son influence devait être d'autant plus grande que le silence des six années précédentes avait été plus complet.

Elle eut, dès l'origine, parfaite conscience de son rôle, et les premiers jours virent éclore un nombre considérable de publications. Entre elles se distinguait en première ligne la *Miscellanea* de Xavier de Burgos, esprit pratique, doué de goûts très-littéraires et désireux d'introduire dans son pays tous les rouages de l'administration française, auxquels il

[1] Voir le chapitre I[er] du tome II.

attribuait une valeur exagérée. Le succès de ce recueil détermina Burgos à le transformer en un grand journal, *El Imparcial*, dans lequel, avec la collaboration d'hommes distingués, comme Sebastian de Miñano, il entreprit l'éducation de ses compatriotes si arriérés sous tous les rapports qui constituent la grandeur des peuples modernes.

D'autres hommes, non moins distingués, marchèrent sur ses traces, et c'est avec un certain respect que nous avons parcouru une collection de dix-sept volumes, publiée à cette époque sous le titre d'*El Censor*, par Lista, Hermosilla, Miñano, Gallego, etc. Nous y avons reconnu, il est vrai, une quantité considérable de morceaux traduits de ceux de nos auteurs qui défendaient le mieux à cette époque en France les idées libérales, MM. Comte, Dunoyer, Say, et même le promoteur du socialisme, Henri Saint-Simon ; mais, pour n'être pas originale, cette œuvre n'en était pas moins un grand bienfait. Combien n'était-il pas utile de vulgariser alors de l'autre côté des Pyrénées le fécond enseignement qui pouvait ressortir des leçons de ces divers écrivains ! Quel succès s'ils avaient pu être compris du peuple espagnol ! Malheureusement, il ne pouvait y avoir de disciples pour un enseignement particulièrement adressé aux hommes qui vivent de la vie industrielle, dans une population exclusivement composée, comme celle de Madrid, de courtisans, d'employés, de militaires et de domestiques.

Le nombre des lecteurs était insuffisant pour faire vivre toutes les feuilles publiques qui furent créées après 1820 ; la plupart des publications qui avaient vu le jour le lendemain de la révolution durent disparaître, et le journalisme ne tarda pas à devenir tout simplement une arène pour la lutte des passions politiques.

Dans les quelques mois antérieurs à l'entrée du duc d'An-

goulême en Espagne, la presse n'a déjà plus que ce caractère d'instrument de combat; les journaux les plus influents ne s'occupent plus de raisonner et d'éclairer, ils agitent, ils excitent. La *Tercerola*, *el Zurriago* ne songent qu'à échauffer les esprits et à irriter les passions. Il fallait bien au reste que le parti libéral employât cette arme avec une certaine énergie, car les apostoliques, qui d'abord avaient affecté de ne considérer les journaux que comme des feuilles d'avis et d'annonces, avaient commencé à comprendre l'usage qu'on en pouvait faire pour agir sur les masses. Ils y mettaient autre chose que les degrés de température, les fêtes du calendrier, les numéros gagnants de la loterie, les détails sur les confréries, l'annonce des ventes et adjudications; ils avaient déjà leurs organes spéciaux, rédigés, il est vrai, presque toujours sans talent, mais avec une connaissance approfondie de toutes les préventions et de tous les préjugés sur lesquels il fallait s'appuyer pour reculer le triomphe de la raison et maintenir le règne de la superstition.

La même transformation s'était opérée dans le sein des sociétés patriotiques. D'abord fréquentées par des hommes de mérite, des orateurs de vraie distinction, comme Alcala Galiano, elles avaient été peu à peu dominées par des talents secondaires, obéissant à des vues étroites et mesquines, à des intérêts sordides; aussi, après avoir contribué à répandre dans le peuple de précieux enseignements, à donner le goût de l'éloquence et du beau langage, elles étaient devenues peu à peu des succursales des halles et marchés publics; les applaudissements les plus vifs y étaient décernés à l'injure la plus grossière, à la phrase la plus violente.

La mode des banquets, qui s'était répandue après la grande fête patriotique célébrée au Prado le lendemain de la journée du 7 juillet, fut plus favorable aux lettres que

celle des clubs ; à la suite de ces repas, il n'était pas rare de voir apparaître d'habiles improvisateurs qui, par des vers brillants, gracieux, bien appropriés à la circonstance, excitaient les applaudissements des convives.

On avait parfaitement senti en Espagne, durant cette période, la nécessité d'une réforme universitaire, et dès 1821 une nouvelle loi sur l'instruction publique avait été votée par les Cortès. Si elle eût pu être immédiatement appliquée, de grands résultats n'auraient pas tardé à se manifester; mais les ressources manquaient, et le beau plan resta fixé sur le papier, rien de plus.

Ce qu'on ne put réaliser pour la masse, quelques intelligences distinguées le mirent à exécution pour les classes les plus élevées de la société; elles organisèrent, sous le nom de *San Mateo*, un collége dont l'enseignement promettait avant tout d'être libéral, et dirigé dans le sens du progrès des idées modernes. Lista, directeur de ce collége, et professeur de trois facultés distinctes, eut le bonheur de réunir autour de lui une foule de jeunes gens, qui tous manifestaient le plus ardent désir d'allumer le flambeau de la civilisation espagnole; cet honnête homme, à la fois poëte, critique et savant, plein de sagesse et de modération, malheureusement trop enclin au doctrinarisme que Royer-Collard mettait à la mode en France, ennemi de la passion, ferme dans ses convictions, plus tard beaucoup trop hostile aux tendances du romantisme, aura toujours sa place dans l'histoire de son pays. C'est auprès de lui que se formèrent la plupart des écrivains qui vont honorer la littérature espagnole : Espronceda, Patricio de Escosura, Ventura de la Vega, Roca de Togores, pour ne citer que les plus illustres, et omission faite de généraux, de diplomates et d'hommes d'État qui formèront plus tard l'arrière-ban du parlementarisme.

Le succès du collége de San Mateo fut complet ; mais il excitait trop le mécontentement des apostoliques pour résister à la chute du système constitutionnel : il fut fermé le jour même où le duc d'Angoulême entra dans Madrid à la tête de ses troupes.

De son côté, l'art dramatique contribua fort peu au progrès général de la société ; il ne se trouva aucun acteur pour prendre la place de Maiquez, et la tragédie perdit ainsi le plus grand de ses attraits. La foule, éloignée depuis longtemps des théâtres par l'insuffisance des pièces qu'autorisait la censure, ne put y être rappelée, et les compagnies d'acteurs qui exploitaient les principales scènes se laissèrent aller au plus sombre découragement. Elles avaient offert en vain quelques pièces de circonstance, quelques drames prohibés ; ces essais n'avaient point satisfait le public, et la mode s'était déclarée avec fureur pour les opéras de Rossini, dont tous les journaux étrangers répétaient alors les louanges avec l'accent du plus vif enthousiasme.

Il fallait, pour satisfaire cette nouvelle exigence du public, des compagnies plus riches, des scènes tout autrement disposées que celles qui existaient alors à Madrid ; sous l'empire de cette nécessité, toutes les anciennes compagnies d'acteurs furent forcées de se liquider, et les auteurs qui auraient pu se vouer à la composition des pièces dramatiques cherchèrent dans la presse ou à la tribune les triomphes que le théâtre leur refusait.

---

## CHAPITRE V.

*Quatrième période :* 1823-1830. — Découragement causé tout d'abord par la réaction de 1823. — Les écrivains se relèvent ensuite et luttent contre le système dominant.

*Lettres.* — Malgré l'absence de compagnies, le goût du théâtre se maintient dans le public. — Comédies de maison. — La censure. — Le Père Carrillo. — Traduction des tragédies françaises. — Breton de los Herreros et Gil y Zarate. — La Torre et la Concepcion Rodriguez. — Fureur philharmonique. — Académie d'*El Mirto.* — Triste situation du journalisme. — La représentation de Xavier de Burgos. — *El Europeo*, revue philosophique publiée à Barcelone par Aribau et Lopez Soler.

*Beaux-arts.* — Influence de l'école de David. — Madrazo nommé peintre de chambre de Ferdinand VII. — Lopez conserve les traditions de Bayeu. — Mort de Goya. — L'architecture et la sculpture produisent peu d'œuvres recommandables.

*Sciences.* — Aucune protection n'est accordée aux sciences. — L'observatoire de Madrid n'est pas continué. — Mort de Rodriguez. — La botanique est la seule science qui fournisse quelques travaux sérieux. — Abandon où on laisse les dessins et manuscrits provenant des expéditions scientifiques du dix-huitième siècle. — Dette contractée par l'Espagne à l'égard de Mutis et de Mocino. — Le botaniste Mariano Lagasca.

Conduite du gouvernement à l'égard des universités. — Plan de 1824, ses tendances. — Les recteurs nommés par le roi. — Les universités perdent leur indépendance sans que l'Etat leur accorde un appui réel ; leur décadence.

---

Le débarquement du roi à Puerto Santa Maria, lorsque Cadix se fut rendu au duc d'Angoulême, le 1er octobre 1823, fut le signal d'un nouveau revirement dans les tendances du pays. A cette date fatale, tous les hommes instruits et distingués qui avaient mis la main à la révolution de 1820, furent réduits à se cacher ou à émigrer ; des bandes d'assassins parcoururent les villes en faisant la chasse aux *nègres*, c'est-à-dire aux amis du progrès. Le clergé reprit

partout son attitude insolente et dominatrice; il ne fut plus permis à un seul écrivain de défendre la cause de la liberté; le silence de la mort, les ténèbres de l'ignorance planèrent à nouveau sur la malheureuse Péninsule.

Au premier abord on a peine à comprendre comment une nation entière pouvait ainsi passer en un instant par des alternatives aussi fortes; mais, si l'on songe au peu de productions vraiment sérieuses que nous ont offertes les années 1820 à 1823, on comprend que, malgré la différence de système politique dans le gouvernement, un très-petit espace sépare la vie intellectuelle du régime constitutionnel, et le sommeil forcé des années subséquentes.

La vraie lutte aurait dû s'engager sur le terrain religieux; mais les libéraux, par une faiblesse désespérante, avaient prétendu toujours concilier leur opposition au clergé et leur foi catholique. Engagée dans cette impasse dont elle ne pouvait sortir, la nation tantôt se laissait aller à un vigoureux effort contre les prêtres, tantôt, au contraire, écoutait leurs leçons avec recueillement et s'inclinait devant leurs discours. N'étaient-ils pas, après tout, les défenseurs de la vraie religion, de celle qu'on tenait toujours associée à la grandeur de la patrie? Ainsi, au lieu de s'élever dans une atmosphère pure et bienfaisante, la raison se maintenait volontairement dans une région malsaine; le développement du pays, au lieu de se faire par un progrès normal et régulier, ne consistait qu'en une série de secousses plus ou moins violentes, suivant le degré de passion qui animait les divers personnages.

Dans les premiers moments qui suivirent le rétablissement de l'autorité absolue, l'émigration des hommes les plus distingués, tels que Toreno, Isturiz, Galiano, Saavedra, Martinez de la Rosa, jeta d'abord dans les esprits un découragement profond. Ces émigrés étaient, pour le

moment, les plus éminents représentants de la civilisation nationale; c'étaient eux qui communiquaient le mouvement, qui donnaient l'élan. Que penserait-on en leur absence? Quelle direction allaient prendre les lettres et les arts? On revint peu à peu sur cette première impression; il fallut s'habituer au régime nouveau que les baïonnettes françaises avaient institué; et, tandis que ces exilés se pénétraient, sur la terre étrangère, de tous les besoins des civilisations modernes, qu'ils étudiaient d'autres usages, d'autres mœurs, d'autres littératures, on cherchait à l'intérieur à suppléer à leur absence.

Au milieu de ses plus grandes préoccupations, il faut au peuple de Madrid des fêtes et des spectacles; privée de compagnies dramatiques, la bourgeoisie madrilène organisa dans son sein des troupes d'acteurs, faciles à tourner en ridicule à cause de leur inexpérience, mais néanmoins utiles pour maintenir le goût et les habitudes du public dans une époque de laisser-aller et d'abandon.

Un écrivain spécialement dédié à la peinture des mœurs madrilènes[1], Mesonero Romanos a retracé dans un de ses ouvrages, avec un soin minutieux, une de ces *comédies de maison*, comme on les appelait (comedia casèra); il a esquissé toutes les difficultés qu'entraînait avec elle une représentation de ce genre; la confusion, le tumulte, l'inexpérience dont elles donnaient le spectacle, contribuèrent beaucoup à rehausser l'art du comédien, en en faisant ressortir l'utilité sociale. Pour organiser une comédie de maison, il fallait d'abord grouper toute une société de jeunes gens amis et enthousiastes; une fois réunis, leur premier soin devait être le choix du président, car la représentation devait être mise sous le patronage d'une personne impor-

[1] *Escenas matritenses*, par El Curioso Parlante.

tante; puis il fallait réunir à la fois les acteurs, les contribuables et les spectateurs. On se divisait ensuite en commissions pour le local, les décorations, les lumières, pour la copie des rôles, les costumes; il incombait naturellement au président d'obtenir le permis du gouvernement. Venait ensuite le choix de la pièce, puis les répétitions, et enfin le grand jour de la représentation, se terminant parfois par des applaudissements enthousiastes, parfois aussi par le désarroi général de la troupe, reconnue incapable d'arriver au but qu'elle s'était proposé.

Quelle qu'en fût l'imperfection, ces comédies, néanmoins, étaient assez goûtées d'une importante partie du public, de celle qui voyait avec peine l'opéra italien se substituer sur la scène même du théâtre del Principe, au répertoire de Lope de Vega, de Calderon et de Moratin. Leur succès détermina donc de nouvelles compagnies à se former, et bientôt les théâtres de la Cruz et del Principe, sans abandonner les opéras, qui, par leur nouveauté, excitaient alors un véritable enthousiasme, se décidèrent à ouvrir leurs portes aux auteurs dramatiques et à leur demander de nouvelles compositions.

Il fallait de l'audace pour entrer dans la carrière, car il y avait à lutter contre deux censures : l'une ecclésiastique, l'autre politique; toutes deux chagrines, inintelligentes, disposées à voir des allusions dans toute expression quelque peu hardie et piquante. Le succès était donc bien difficile; et, à supposer que l'auteur réussît, il lui fallait se contenter du murmure approbateur que les applaudissements répandaient autour de son nom, car il n'y avait à espérer aucun profit matériel à une époque où la plus belle pièce ne donnait pas à son auteur plus de 2000 réaux, et où la propriété littéraire n'était pas respectée.

Il faut nous arrêter un instant sur le type du censeur

dramatique chargé du soin de reviser toutes les pièces, sans l'avis duquel aucune représentation ne pouvait avoir lieu. Ce portrait nous donnera une idée exacte des misères auxquelles était alors condamné l'art dramatique. Le père Carrillo était un moine du couvent de la Victoire, d'un embonpoint excessif, aussi lourd dans sa démarche que dans son entendement, toujours sale, les habits tout couverts de tabac à priser, inspirant enfin à première vue le dégoût et la répugnance. Il cumulait, avec l'inspection des théâtres, le soin d'assister les criminels condamnés à mort et de les exhorter jusqu'au lieu du supplice. Déjà, dans son couvent, il s'était rendu célèbre par la violence avec laquelle il s'adressait aux malheureux pénitents qui venaient s'incliner devant lui au tribunal de la confession. L'un d'eux lui paraissait-il trop coupable pour l'absolution : « Allons ! s'écriait-il avec des gestes furieux et un ton menaçant, c'en est assez : une voiture et en enfer ! »

Pour les malheureux qu'il conduisait à la potence, son intervention devait être plus pénible encore que celle du bourreau ; car il s'inquiétait peu des conditions spéciales dans lesquelles se trouvait sa victime ; il s'agitait violemment devant elle, qu'elle voulût ou non se recueillir en elle-même. Ce qu'il lui fallait, c'était un pénitent bien préparé, bien contrit, bien effrayé des supplices qui l'attendaient, s'il ne se décidait pas à faire acte de contrition ; le père Carrillo soignait son œuvre avec amour, et triomphait en raison même des angoisses et des faiblesses du malheureux qui lui était abandonné. Un jour qu'il accompagnait ainsi un de ces condamnés, on vit tout à coup, un peu avant le moment fatal, apparaître sur le lieu du supplice un garde du corps qui agitait un mouchoir blanc pour annoncer à l'avance le pardon, et qui s'efforçait d'arriver à temps avant que le bourreau eût exercé son fatal office. Le père Carrillo

ne put s'empêcher de froncer le sourcil : « Quel malheur ! disait-il ensuite ; mon homme était si bien préparé pour la mort ! »

Ajoutez à ces traits une ignorance désespérante, une gourmandise tournant plus à la voracité qu'à la recherche, une certaine affectation à passer pour homme de goûts littéraires ; voilà le personnage devant lequel devaient s'incliner les directeurs de théâtre. Ceux-ci, heureusement, eurent bientôt rencontré les moyens de se le concilier ; ils étudièrent ses vices et ses instincts ; de copieux dîners offerts avec empressement rendirent au moine le séjour du théâtre plus attrayant ; il voulait apparaître comme engoué de Tirso de Molina. Une foule de pièces de l'ancien répertoire furent attribuées à cet auteur, et c'était avec joie qu'il en autorisait alors la représentation, quel qu'en fût le sujet.

Pour tout le reste, on jugera de sa manière d'agir par quelques-unes des excentricités suivantes : le mot de *pauvre* ne devait pas être prononcé, car il pouvait impliquer un blâme à la richesse. Ces expressions : *Mon ange, je t'adore*, si fréquemment prononcées en Espagne dans l'intérieur de la famille, ne devaient être employées que pour la Divinité. Il fallait bien se garder de dire : *J'abhorre la victoire ;* le public aurait pu faire allusion au couvent dont le moine faisait partie. Si Oreste tuait sa mère dans une tragédie de *Clytemnestre*, ce dénoûment devait être immédiatement modifié : un parricide ne devait pas paraître sur la scène[1].

Malgré toutes ces extravagances, un écrivain dont l'Espagne peut encore aujourd'hui saluer les productions nouvelles, et qui a beaucoup d'analogie avec notre spirituel Scribe, parvint à se faire jour. Breton de los Herreros, tout jeune encore, car il est né dans la première année de ce

[1] *Galeria de la litteratura española*, par A. Ferrer del Rio.

siècle, faisait alors représenter ses premières comédies ; il inaugurait ainsi un charmant répertoire, plein de saillies, de finesse, de grâce, à travers lequel on peut suivre, pour ainsi dire pas à pas, le développement des mœurs espagnoles dans ce siècle où elles passent par une si brusque transition.

Moins heureux, Gil y Zarate ne pouvait obtenir la représentation de deux tragédies originales : *Blanche de Bourbon* et *Don Rodrigo ;* il trouvait une opposition chez le moine, qui ne voulait pas qu'on traînât sur la scène, suivant son expression, des monarques trop dissolus (*tan aficionados á las muchachas*).

Très-hostile à toutes les nouveautés, le père Carrillo se montrait un peu moins sévère pour les traductions des tragédies françaises ; ce fut un bonheur, car l'apparition de deux acteurs de talent, Latorre et la Concepcion Rodriguez, qui, marchant sur les traces de Maiquez, donnèrent à la tragédie un nouvel éclat, faisait vivement désirer au public la représentation de plusieurs œuvres de notre répertoire dramatique. Breton et Zarate durent consacrer leur talent à de simples traductions ; ils s'y résignèrent gaiement, et, pendant toute cette période, le public espagnol assistait avec empressement à l'audition d'*Andromaque*, d'*Iphigénie*, de *Mithridate*, de *Marie Stuart*, des *Enfants d'Edouard ;* ces pièces étaient traduites par des écrivains de talent et représentées par des comédiens de grand mérite. Les spectateurs étaient sevrés de Corneille et de Voltaire, mais on leur laissait Racine et Casimir Delavigne ; ce n'était pas une mauvaise nourriture pour le cœur et pour l'esprit ; et, alors que le romantisme s'annonçait déjà en France, il était heureux que la société espagnole pût se bien pénétrer des beautés de notre théâtre classique ; il devait lui être ainsi plus facile de suivre le débat qui allait s'engager entre les deux écoles,

classique et romantique, et de choisir sa ligne définitive en pleine connaissance de cause.

La dernière année de cette période, 1830, il fallut cependant que l'art dramatique s'avouât de nouveau vaincu par les charmes du nouvel opéra italien. Une chanteuse célèbre, la Tossi, étant venue à Madrid, excita un tel enthousiasme philharmonique que Thalie fut complétement dédaignée. La population ne voulait entendre parler que du phénix et des chefs-d'œuvre de Rossini. Le principal impresario, Grimaldi, qui avait épousé la Concepcion Rodriguez, cette actrice, Latorre, et un autre acteur distingué, Caprara, essayèrent en vain de résister à cette vogue furieuse; ils furent réduits à aller attendre à Séville des temps meilleurs. Breton de los Herreros les y suivit après avoir écrit contre la population madrilène une violente satire, où il lui reprochait amèrement de sacrifier le théâtre national à la musique italienne; il eût été plus sage de comprendre que l'engouement ne pouvait être que momentané, en raison même de son excès, et que le plaisir que cause la magnificence des opéras modernes est une conquête de notre civilisation qui a bien aussi son éclat et sa grandeur.

La poésie lyrique n'avait pas des adeptes moins fervents que la dramatique. Tandis que Quintana, au fond de l'Estramadure, composait avec amour ce beau recueil de poésies choisies qui est aujourd'hui en Espagne dans toutes les bibliothèques, de nouveaux poëtes se réunissaient autour de l'ancien directeur du collége de San Mateo. Lista, forcé par les circonstances de fermer en 1823 l'établissement qu'il avait fondé, avait ouvert sa maison à quelques-uns de ses élèves dont il avait apprécié le génie naturel, et qui lui paraissaient doués d'une vraie inspiration poétique; il aimait à les encourager de ses conseils et de ses avis. José de Espronceda, Ventura de la Vega, Patricio de Escosura,

encore à l'âge d'étudier, avaient organisé entre eux, dès 1824, une académie de belles-lettres, désignée sous le nom d'*El Mirto*, dans laquelle ils ne se contentaient pas de traiter les plus graves questions de critique littéraire, mais où ils se communiquaient encore leurs premières créations.

Il serait sorti sans doute quelque belle conception de l'échauffement réciproque de ces cœurs enthousiastes, si peu à peu, sous l'influence des événements et sous la pression des circonstances, l'académie d'El Mirto n'avait été, par une police trop perspicace, transformée en une société politique, la Numantine, dont nous avons indiqué la courte existence et la rapide dissolution[1]. Obligés de se séparer, les jeunes poëtes que nous venons de citer suivirent chacun une voie différente. Vega, plus porté par ses goûts à rechercher les applaudissements de la haute société et à se complaire dans les raffinements d'une versification soignée, s'appliqua à devenir un poëte élégant et aimable; il y réussit rapidement, et, devenu capable, à force d'art, de poétiser Ferdinand VII lui-même, il avait glorifié, en 1828, dans une épître remarquable, la rapide pacification de la Catalogne après la guerre des Agraviados. Patricio de la Escosura, moins préoccupé de la gloire littéraire que désireux de jouer un rôle brillant dans sa patrie, ne put comme Vega se recommander d'un protecteur puissant lors de la dissolution de la Numantine; il dut s'exiler et aller un instant grossir à Paris le nombre des réfugiés espagnols; mais il était trop jeune encore pour attirer l'attention du pouvoir. Il lui fut permis, peu de temps après, de revenir en Espagne, et, admis dans le corps spécial de l'artillerie, il abandonna les muses pour étudier l'art militaire. Le dernier enfin de nos trois poëtes, celui des trois à qui seul ce nom

[1] Voir t. II, p. 297.

convienne réellement, don José de Espronceda, fut forcé par la persécution de se cacher d'abord dans un couvent; il y resta quelque temps malade, et, quand ses forces furent réparées, il s'enfuit à l'étranger. Les tracasseries de la police, l'exiguïté de sa fortune particulière l'obligèrent de mener à Lisbonne, à Londres, à Paris une vie errante de privations et de souffrances qui contrastait avec la beauté de sa figure, l'élégance de ses manières et l'éclat de son génie. Espronceda, comme Byron, comme Alfred de Musset, est le représentant de cette génération que nous avons vue réunir à le fois le scepticisme religieux le plus complet et les idées chevaleresques les plus élevées. Byron se dévoue à l'indépendance de la Grèce; Espronceda combat à Paris sur les barricades de 1830, s'offre comme volontaire pour courir au secours de la Pologne, et expose ses jours contre la Sainte-Alliance. A cette époque, Espronceda n'était encore connu que d'un très-petit nombre d'amateurs; mais les éloges que Lista avait accordés à ses premières productions répandaient déjà autour de son nom une auréole brillante.

Rien n'est contagieux comme le talent littéraire; cette même société de jeunes écrivains, qui n'avait encore donné que des espérances, se flattait déjà de posséder un nouveau satirique, un second Quevedo; en réalité elle le préparait pour l'avenir. Ventura de la Vega avait entrevu dans quelques productions de José Mariano de Larra, à peine âgé de vingt ans, des qualités de premier ordre, et, avec cette chaleur que possèdent seuls la jeunesse et le talent, on lui créait une renommée, avant même qu'il s'en fût montré digne. Heureuse jeunesse que celle de 1830! En Espagne comme en France elle avait l'amour de la poésie et le culte du talent! N'existerait-il plus aujourd'hui que le goût des plaisirs matériels ou l'unique passion de la richesse?

Espronceda et Larra, les deux hommes en qui se résume

le mieux à nos yeux l'effort de l'Espagne moderne pour sortir de ses langes et de son impuissance, n'appartiennent pas à la période de 1830 ; ils sont en germe, mais ils n'ont pas d'action sur la société. Ils vont éclore, et nous ne les citons que parce qu'il nous paraît utile de signaler les circonstances au milieu desquelles ils doivent faire leur apparition.

Par la censure qui pesait sur les théâtres, il est facile de calculer celle dont le journalisme était l'objet : la presse se trouvait exclusivement à la dévotion des sacristies, et il n'était permis à aucun écrivain de publier dans le pays des écrits politiques sans l'autorisation expresse du pouvoir. L'économie politique, le droit administratif étaient englobés dans l'animadversion des autorités pour tout ce qui constituait le progrès moderne, et on en aurait fait à la cour bon marché, si les besoins mêmes de la répression n'avaient imposé à Ferdinand l'obligation de soigner ses finances et d'étudier les ressources du crédit public. Grâce à cette nécessité, le ministre Ballesteros put appeler autour de lui des hommes spéciaux comme Canga-Arguëlles et Xavier de Burgos ; et ce dernier dut à la faveur dont il jouissait, aux services qu'il avait rendus à Paris en favorisant la réalisation de l'emprunt Guebhard, l'autorisation de faire circuler une représentation au roi. Cet écrit, publié en 1826, eut un retentissement considérable. Si l'on pénètre au fond des choses, le mémoire de Burgos n'était pourtant pas un programme bien extraordinaire ; il se limitait à demander une amnistie, le nivellement du budget, un emprunt de 300 millions avec hypothèque des biens ecclésiastiques, la création d'un ministère de progrès (fomento), et l'établissement dans les provinces de délégués du pouvoir civil, indépendants de l'autorité militaire et de la magistrature ; mais, à cette époque, toutes ces réformes étaient si nécessaires, si indis-

pensables, le mémoire d'ailleurs était écrit avec tant de netteté, de précision et d'élégance, que le pays tout entier l'accueillit avec empressement, et que, malgré l'atonie et l'abattement des esprits, il se répandit à des milliers d'exemplaires.

Madrid n'est pas une cité à études profondes, à tendances philosophiques ; on n'y aime guère les productions de longue haleine, les efforts vigoureux de la réflexion et de la raison. Aussi, tandis que nous voyons se former dans son sein, sous les efforts de Lista, une nouvelle école littéraire, nous y chercherions en vain des penseurs et des philosophes ; on dirait vraiment que la pensée n'est pas à son aise sur les rives du Mançanarès, et que le climat sec, variable, accablant, de la capitale de l'Espagne est contraire au fonctionnement régulier de la machine cérébrale.

Si nous voulons rencontrer quelques hommes sincèrement dévoués aux larges méditations de la pensée, c'est à Barcelone que nous les trouverons. Il y eut dans cette cité, avant les tristes événements qui signalèrent la domination du comte d'Espagne, et sous l'influence de quelques réfugiés français et italiens, un effort qui, s'il avait été énergiquement suivi, aurait conduit à la création d'une école catalane de quelque distinction. Sous le titre d'*El Europeo*, la publication d'une revue philosophique fut tentée en 1824, à Barcelone, par Aribau, Lopez Soler et autres ; mais les événements vinrent dissoudre le petit groupe avant qu'il eût pris racine, et Lopez Soler, qui s'était particulièrement distingué par ses tentatives pour propager en Espagne l'esthétique allemande, dut s'arrêter dans son enseignement.

Laissons à un Catalan, M. Leopoldo Feu, le soin de qualifier à sa manière les tendances des rédacteurs d'*El Europeo* : « Aribau, dit-il, et surtout Lopez Soler se distinguent avant tout par une physionomie spiritualiste ; leur

connaissance des bonnes théories esthétiques, particulièrement de celles de Schiller, leur affection pour le moyen âge et les usages de la chevalerie, l'importance qu'ils accordent à l'éducation de l'homme, leur enthousiasme pour l'art musical et l'opéra italien, leur aspiration au romantisme dans le bon sens du mot, leur respect profond pour les coutumes nationales en tant qu'entièrement liées avec la religion, le climat, les lois et les autres éléments sociaux, tout cela indique une renaissance prochaine et salutaire, très-notable dans une société gênée depuis si longtemps comme la nôtre par des préoccupations religieuses et politiques. »

Comparés aux lettres pendant cette période, les arts ne nous offrent pas dans l'origine un abattement aussi complet ; mais on sent moins aussi l'espoir d'un prochain essor. Le grand artiste, à la puissante figure, qui domine toute l'école au commencement de ce siècle, Francisco de Goya, disparaît de la scène ; il est remplacé par des hommes à manières académiques, dénués de toute inspiration, moins épris du beau qu'adorateurs de certaines formes conventionnelles. Nul ne cherche à saisir les imaginations par une grande création ; l'unique éloge qu'on puisse donner aux écoles est de conserver avec soin les procédés et les règles de l'art.

L'influence extrême exercée par David sur les jeunes peintres qui avaient été envoyés comme pensionnaires à Rome était devenue prépondérante à Madrid même, aussitôt après leur rentrée dans cette capitale. Le triomphe définitif de ce genre fut assuré par la nomination de José de Madrazo comme peintre de chambre de Ferdinand VII et professeur à l'Académie. C'est l'époque des grands tableaux de l'histoire grecque et romaine. Madrazo exécute la *Mort de Viriathe*, celle *de Lucrèce*, le *Combat des Grecs et des Troyens sur le corps de Patrocle*. José de Aparicio, encore

plus hardi, veut transporter les poses théâtrales et roides des gladiateurs antiques dans les scènes modernes, comme dans son tableau de la *Faim* de 1811, à Madrid ; et le succès est tel que c'est lui qui est chargé par Ferdinand VII de léguer à la postérité, sur une grande toile, le souvenir du débarquement au Puerto Santa Maria.

Parmi les héritiers de Bayeu et de Maella, quelques-uns résistèrent énergiquement à l'exagération du genre de David ; citons parmi eux Vicente Lopez, déjà peintre de chambre sous Charles IV, et qui conserva cette position sous Ferdinand. C'est à lui que nous devons un admirable portrait de Goya, qui nous donne une parfaite idée de cette puissante nature. Lopez, peintre finisseur, voulait encore retoucher le portrait pour en perfectionner les détails ; mais Goya, satisfait du résultat obtenu, le lui enleva brusquement ; il craignait de voir disparaître l'énergie et l'ensemble de sa physionomie sous une retouche trop fine et trop savante.

Lopez, comme Madrazo, comme Jean-Antoine Rivera, l'auteur du *Cincinnatus* et du *Vamba*, est devenu le chef d'une famille d'artistes distingués. Ces noms de Lopez, de Rivera, de Madrazo se retrouvent désormais à chaque page dans l'histoire de l'art espagnol contemporain : la célébrité des pères a rejailli sur les fils, et ceux-ci, à leur tour, défendent avec ardeur la mémoire de leurs ascendants.

C'est une excellente garantie pour la conservation des bons procédés que l'existence de ces familles où de père en fils un même art est cultivé avec enthousiasme ; mais quelquefois elle forme une barrière trop compacte à l'élévation des jeunes talents. Ce domaine de l'art doit être accessible à tous ; il ne faut jamais consentir à ce qu'il devienne l'apanage exclusif de quelques privilégiés.

Le genre de Goya ne se prête guère à la formation d'une

école; nous comprenons notre Delacroix s'inspirant des œuvres du peintre espagnol, et s'habituant, en les reproduisant, à se faire une main rapide et un coup d'œil profond, pour ébaucher en un instant l'esquisse d'une scène ou d'un paysage; mais, en dehors de la recherche de l'impression et de l'effet, ériger en règle l'imperfection volontaire d'un grand peintre qui terminait à l'occasion, ce serait vouloir faire du désordre la condition normale de l'art. Goya reste donc seul au milieu du mouvement artistique; la tournure de son esprit, son originalité, sa manière font de lui un peintre à part, dont l'œuvre tout entier sera toujours admiré; mais il ne joue pas le rôle de chef d'école. Son éclatant succès est la meilleure preuve que les romantiques puissent invoquer contre les classiques; ce serait pourtant ne pas comprendre le romantisme que de vouloir l'enfermer dans le style irrégulier, haché, incomplet à beaucoup d'égards, qui caractérise le génie du peintre aragonais.

Il n'était ni sage ni prudent pour Goya de vivre à la cour de Ferdinand VII à l'époque des proscriptions qui suivirent la réaction de 1823; obligé de séjourner dans la capitale en qualité de peintre de la cour, il demanda l'autorisation de faire un voyage à l'étranger, et elle lui fut accordée. Transporté, en France, dans un milieu plus conforme à l'allure de son esprit, Goya ne voulut bientôt plus abandonner notre patrie; il y resta cinq ans, et s'établit à Bordeaux, où il retrouva l'auteur du *Si de las Niñas*, l'élégant et gracieux Moratin. Ces deux vieillards se plaisaient à poursuivre ensemble de longs entretiens, où la conduite qu'avait tenue l'Espagne en 1808 et 1812 était appréciée sous toutes ses faces. En 1827, Goya dut retourner à Madrid pour solliciter un congé définitif; et, l'ayant obtenu, il se hâta de revenir à Bordeaux, où la mort l'atteignit l'année suivante, au milieu de sa famille, à l'âge de quatre-vingt-deux ans et quinze

jours. Moratin mourut aussi à Paris cette même année 1828. Le poëte comique et le peintre emportèrent avec eux les regrets de plusieurs générations qui déjà avaient pu jouir de leurs œuvres,

Le ton un peu glacial que nous avons dû signaler dans les travaux des peintres de 1823 à 1830, apparaît aussi dans ceux des architectes : leur style est timide, maniéré, exclusif; c'est du gréco-romain soumis à des prescriptions inflexibles. Aucun artiste n'arrive à la hauteur de Ventura Rodriguez, tous se contentent de suivre l'impulsion donnée par ce maître. Parmi ceux qui méritent d'être cités, l'un, Perez, est l'auteur du théâtre Vittoria ; on lui doit la reconstruction de San Sebastian et d'importants édifices dans les provinces basques ; un autre, Velasquez, dégage la place d'Orient à Madrid et améliore les résidences royales d'Aranjuez et de la Granja ; un troisième, Aguado, élève la maison de Vista Hermosa, dresse les plans du théâtre Royal, et construit enfin cette affreuse porte de Tolède, qui fait à Madrid un contraste si choquant avec le beau monument bâti sous Charles III, qui domine toute la rue d'Alcala.

Nous avons peu de chose à dire de la sculpture : don José Alvarez, qui avait étudié en Italie avec Canova les magnifiques œuvres de l'antiquité; Sola, l'auteur des statues de Cervantes et de Daoiz et Velarde ; Ginez, quelques élèves d'Adam, tels sont, dans cette période, les seuls représentants de cet art difficile auquel les Espagnols ne rendent pas assez hommage.

C'est toujours quand on arrive à l'étude du mouvement scientifique que se manifeste de la manière la plus triste le degré d'infériorité de la nation espagnole relativement aux autres sociétés européennes; nous avons peine à trouver la figure d'un vrai savant ayant contribué réellement au pro-

grès de l'esprit humain. Point de ces belles vies consacrées tout entières au culte de la science, et venant se résumer dans une de ces grandes découvertes qui honorent notre époque et lui donnent un caractère spécial en dehors de toutes les générations qui nous ont précédés.

Les causes de cette infériorité sont faciles à énumérer pour qui a longtemps vécu en Espagne. Notons d'abord et avant tout l'absence complète de capitaux dans ce pays. Abstraction faite de quelques familles placées par leur richesse tout à fait en dehors de la société, et qui, par malheur, ne savent pas faire usage de leur fortune en faveur du développement des sciences, fort peu de propriétaires et de capitalistes jouissent d'une aisance suffisante pour consacrer leurs efforts au progrès d'une science déterminée. Ceux qui se décident à tenter cette œuvre difficile ne sont pas encouragés par la considération publique, cette noble récompense que peuvent toujours offrir les sociétés civilisées ; puis les luttes inféconden d'une politique toute personnelle attirent les plus nobles intelligences et les portent à user toute leur vie en efforts stériles. Peut-être enfin le climat, en beaucoup de lieux, s'oppose-t-il à un travail long et soutenu de la pensée ; mais c'est là un point de vue que nous soumettons aux physiologistes, sans nous juger aptes à le résoudre par nous-mêmes. En dehors de ces causes, qui prennent leur racine dans l'état économique et moral de la société espagnole, ainsi que dans le milieu où elle vit, l'intolérance religieuse et la haine des lumières qui ont caractérisé le règne de Ferdinand VII, furent des obstacles transitoires qui, pendant cette période, empêchèrent tout progrès scientifique.

Loin d'accorder la moindre protection aux sciences, les divers ministres qui dirigèrent la marche des affaires s'occupèrent surtout à leur opposer des barrières ; se vouer à

l'étude était le moyen le plus sûr de se condamner à la misère, et d'exciter la haine, soit d'une police ombrageuse, soit d'une populace fanatisée.

Aucun centre n'existait auquel les savants pussent adresser leurs travaux, et Ferdinand ne songea point à combler cette lacune. Il y avait bien une Académie espagnole, créée dans le but de fixer l'élégance et la pureté de la langue castillane, avec cette devise : *Limpia, fija y da esplendor ;* il y avait bien une Académie d'histoire pour éclairer l'histoire d'Espagne dans toutes ses parties; il y avait encore une Académie dite de *San Fernando* pour les beaux-arts. Il n'y avait pas d'Académie des sciences.

Les plans de l'Observatoire de Madrid avaient été achevés par Villanueva ; il eût suffi de quelques subsides pour doter la capitale de l'Espagne d'un établissement aussi utile. On avait en même temps sous la main un homme capable de diriger les travaux astronomiques ; on laissa mourir le géomètre Rodriguez sans utiliser ses connaissances, et nul ne songea à réaliser les projets de Coronado, qu'avait si fortement encouragés le prince de la Paix.

A l'observatoire de San Fernando, il s'était rencontré un directeur intelligent, don José Sanchez Cerquero, qui aurait élevé cet établissement à la hauteur des nécessités de la science moderne ; tout ce que put faire cet astronome distingué, ce fut de se mettre au conrant de tous les progrès accomplis dans les observatoires de Greenwich, de Paris et de Bruxelles, et de recueillir des notes pour réaliser de véritables améliorations, le jour où le gouvernement parviendrait à en comprendre l'utilité.

Dans les dernières années du siècle précédent, un beau travail avait été commencé par les professeurs du Jardin botanique de Madrid, l'étude de la flore d'Espagne. Cette œuvre avait été poursuivie avec ardeur par Cavanilles,

pendant les trois années où la direction du Jardin lui fut confiée, de 1801 à 1804. Si une mort prématurée n'était venue enlever cet homme distingué à ses amis et aux jeunes élèves qu'il animait de son ardeur scientifique, non-seulement, dès les premières années de ce siècle, l'Espagne eût possédé un vaste recueil de toutes les plantes de son territoire, mais encore la science moderne lui aurait dû la connaissance complète de toute la flore de l'Amérique centrale et méridionale et de plusieurs provinces asiatiques.

En effet, les divers gouvernements espagnols, excités par les réclamations des savants de toute l'Europe, avaient compris qu'il ne leur était point permis de priver la civilisation moderne de toutes les ressources qu'on pouvait tirer de la magnifique végétation des colonies. Pour se faire pardonner l'extrême sévérité avec laquelle ils interdisaient aux étrangers l'entrée de certains territoires, ils organisèrent plus d'une fois de vastes expéditions scientifiques, dont la mission était de recueillir avec soin des spécimens de tous les produits des trois règnes : animal, minéral et végétal[1].

Disons à la louange des gouvernements que ces expéditions furent réellement exécutées, qu'elles furent suivies avec régularité et persévérance pendant des années ; mais, par une fatalité sans exemple peut-être dans aucune autre nation, tout le zèle disparaissait au moment de livrer à la publicité le fruit des travaux des expéditionnaires[2]. L'Espagne aurait cru se nuire à elle-même en faisant jouir le monde entier du résultat de ses efforts; comme un avare

[1] Voir dans Colmeiro, *la Botanica y los Botanicos*, des détails intéressants sur toutes ces expéditions.

[2] «Destin fatal qui semble accompagner toutes nos expéditions scientifiques. Les expéditionnaires ne négligent aucun effort, n'épargnent aucune fatigue pour atteindre le but; ils reviennent dans leur patrie chargés de dépouilles opimes, et quand il n'y a plus qu'à publier leurs travaux pour se couvrir eux-mêmes de gloire, pour augmenter celle de

qui garde ses trésors, elle a enfoui dans le Jardin botanique de Madrid des herbiers et des dessins dont les savants ont été privés, et dont elle ne se sert pas elle-même, faute d'avoir daigné achever par un dernier sacrifice l'œuvre qu'elle avait entreprise (voir note D).

L'activité, l'énergie, la persévérance de Cavanilles permirent de tirer profit de quelques-uns des travaux exécutés par les botanistes espagnols tant dans l'ancien que dans le nouveau continent. C'est à lui qu'on doit la publication des dessins de plantes et d'animaux recueillis par la commission qui accompagna, en 1789, le navigateur Malespina dans son voyage autour du monde. L'élan qu'il avait communiqué s'arrêta à sa mort, en 1804; bientôt les troubles intérieurs, la guerre de l'indépendance interrompirent d'une manière fatale l'essor donné aux sciences naturelles.

A la rentrée de Ferdinand, en 1814, elles reçurent pourtant une nouvelle impulsion d'un autre botaniste éminent, Mariano Lagasca, qui fut appelé à la direction du Jardin botanique. Comme Cavanilles, Lagasca occupe un rang à part parmi les savants espagnols; pendant vingt-cinq ans, il fut de l'autre côté des Pyrénées le représentant le plus élevé de la science; il était en relation avec les hommes les plus distingués de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie. Quoique l'absence de ressources et la guerre civile aient souvent arrêté ses bonnes intentions, et l'aient spécialement empêché de publier les travaux de Mutis et de Mocino, il n'en a pas moins rendu des services éminents qui le placent à un haut rang parmi les naturalistes. L'Es-

leur patrie, tous leurs efforts viennent se briser contre les circonstances malheureuses au milieu desquelles se débat le pays et contre des causes tout à fait étrangères à la science. » (Extrait du discours de réception de M. Laureano Perez Arcas à l'Académie royale des sciences exactes, physiques et naturelles, 1868.)

pagne lui doit la propagation de la classification des plantes en familles naturelles, la continuation des belles études déjà commencées sur la flore espagnole, un vaste travail sur les céréales péninsulaires, sur les lichens et les cryptogames, sur les plantes à soude, sur les herbages et les prairies.

Lorsque les Cortès abandonnèrent Madrid en 1823, et que, réfugiées d'abord à Séville, elles furent forcées par le duc d'Angoulême d'aller chercher un abri derrière les remparts de Cadix, Lagasca, qui en faisait partie et votait avec les exaltés, eut le chagrin, au milieu du désordre qui suivit l'abandon de Séville par les troupes constitutionnelles, de voir piller par le peuple de Séville une belle collection qu'il traînait avec lui; il perdit alors des manuscrits précieux, et ne put jamais se consoler de cette perte douloureuse. Après la capitulation de Cadix, il accompagna en exil l'élite de la population que le fanatisme chassait de ses foyers; après un long séjour à Londres et à Jersey, ce ne fut qu'en 1831 qu'on lui rendit la direction du Jardin botanique de Madrid, poste où il aurait pu rendre tant de services à son pays.

De toutes les sciences, la botanique est celle qui, depuis le commencement de ce siècle, a été cultivée en Espagne avec le plus de succès et de soin ; les autres sciences naturelles, la physique, la chimie, la biologie ne comptent aucun savant qui se soit élevé à la hauteur de Cavanilles et de Lagasca.

Pour comble d'infortune, l'état de l'instruction publique était tel qu'il ne se prêtait point au développement scientifique des nouvelles générations.

Depuis le plan général de 1807, la plupart des hommes d'Etat espagnols songeaient à détruire l'ancienne indépendance des universités. Nous avons déjà signalé la première

épuration dont avait été victime en 1814 l'université de Salamanque; après 1823, elle resta fermée durant une année entière, et, quand les portes en furent rouvertes, il se fit un travail d'élimination si sévère tant parmi les professeurs que parmi les élèves, que cet antique établissement fut bientôt tout à fait déchu de sa splendeur passée; de sept mille qu'il avait atteint à d'autres époques, le nombre des étudiants se trouva réduit à sept cents.

L'université destinée aux jeunes Catalans fut maintenue avec soin à Cervera, malgré les désirs de Barcelone, qui aurait voulu la posséder et qui offrait aux élèves de bien autres ressources que la ville de Cervera, éloignée de toute communication.

Pendant le régime constitutionnel, il avait été question de transférer à Madrid l'ancienne université d'Alcala. On se garda bien d'accomplir cette réforme, qui aurait doté la capitale du personnel ardent et révolutionnaire qui lui manquait.

Les dispositions du gouvernement de Ferdinand VII à l'égard de l'enseignement public nous sont retracées dans le plan général de 1824, qui vint remplacer le grand projet des Cortès de 1820. Ce plan avait été improvisé dans l'espace d'un mois par le père Martinez de la Miséricorde, un des plus fougueux instruments de la réaction; il est en arrière même du plan de Caballero de 1807 pour tout ce qui touche aux matières de l'enseignement. Quant à l'organisation intérieure des universités, il déclare abolis les anciens statuts, et détermine un état de choses qui ne pouvait produire que le marasme et l'ignorance. En effet, en détruisant par la base toutes les anciennes prérogatives des universités, il ne remplace pas les forces résultant de l'énergie individuelle des corporations et des commissions locales par un appui sérieux de l'Etat.

Les neuf universités qui subsistaient encore avec quelque éclat, celles de Salamanque, Cervera, Alcala, Santiago, Séville, Oviedo, Grenade, Valence et Saragosse, restent abandonnées à elles-mêmes et doivent faire face à toutes leurs dépenses. Seulement, leur administration, qui autrefois était tout entière entre leurs mains, passe dans celles du roi; c'est le pouvoir royal qui se charge désormais de nommer lui-même le recteur, devenu, par la suppression de la charge de chancelier, le seul chef de l'établissement. L'unique privilége qui leur est conservé est de présenter une liste de trois candidats qu'elles doivent choisir parmi les chanoines ou dignitaires des cathédrales, pourvus du grade de docteurs. Les étudiants devaient jurer de ne pas reconnaître le dogme de la souveraineté populaire, et de s'abstenir de faire partie de toute société secrète[1].

Le plan de 1824, si fatal à l'enseignement public, devait avoir force de loi jusqu'à la réforme définitive de 1845 due aux efforts intelligents d'un ministre éclairé, don José Pidal, et d'un homme de grand talent, Antonio Gil y Zarate, auxquels revient l'honneur d'avoir mis en pratique le plan conçu par les législateurs de 1820.

Si l'on songe à la misère dans laquelle devaient languir les universités dénuées de toutes ressources, à l'absence de tout cabinet de physique, de laboratoires et de collections, au mépris que les autorités elles-mêmes témoignaient pour les savants, au peu d'importance que l'on accordait aux examens, aux grades et aux concours, au dégoût avec lequel devaient travailler des étudiants qui savaient à l'avance l'inutilité de tout effort, au découragement que devait

[1] Voir *l'Espagne scientifique,* par Ed. Mailly, Bruxelles, 1868, et *De la instruccion publica en España,* par don Antonio Gil y Zarate, 3 vol. in-8°. Madrid, 1855.

causer l'idée qu'il fallait compter exclusivement sur la faveur pour réussir dans sa carrière, la décadence de l'Espagne n'est vraiment pas difficile à expliquer, et peut-être doit-on plutôt s'étonner de ce que les générations actuelles ne soient pas encore descendues plus bas dans l'échelle de la civilisation.

---

# CHAPITRE VI.

*Cinquième période :* 1830-1833. — Influence de l'école romantique sur le progrès des lettres. — Résistance que les classiques cherchent à lui opposer. — De la poésie lyrique. — Chants en faveur de la reine Christine à propos de l'amnistie. — Couronne funéraire de la duchesse de Frias. — Publication des poésies de Breton de los Herreros. — Ventura de la Vega. — Mouvement produit au théâtre par le succès des pièces de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas sur les scènes parisiennes. — La critique dans les journaux *El Correo Mercantil, La Abeja.* — Juan Mariano de Larra.

Les effets du romantisme se font peu sentir dans les arts. — Regrets qu'à côté de la nouvelle pléiade de littérateurs il ne se soit pas formé à l'étranger une autre phalange d'artistes, de savants et d'industriels. — Lagasca est le seul représentant de la science dans l'émigration espagnole.

---

La révolution de juillet 1830, due à un puissant mouvement des esprits en France, a eu pour conséquence immédiate deux grands faits qui constituent, avec le développement extraordinaire de l'industrie, l'originalité du dix-neuvième siècle ; ces deux faits sont l'invasion du romantisme en littérature et la pénétration de la politique par les questions sociales.

Si jamais il fut vrai d'appeler Paris le *cerveau du monde*, ce fut certainement dans les premières années qui suivirent l'avénement de Louis-Philippe qu'il mérita le mieux cette belle qualification.

On peut dire que, depuis quarante ans, nous n'avons fait les uns et les autres que perfectionner et améliorer les idées, plans et réformes qui furent alors jetés à pleines mains, en désordre et sans mesure, il est vrai, mais avec une profusion pleine de promesses, par les philosophes, les poëtes et les écrivains de cette époque.

L'importance chaque jour croissante que prennent en France les questions économiques et sociales suffit à démontrer le coup d'œil profond dont firent preuve après 1830 les promoteurs du socialisme. Tandis que les doctrinaires s'enfermaient dans le système de Montesquieu, ils devinaient, eux, au contraire, tous les problèmes que suscite notre organisation moderne. Aussi, malgré les erreurs, les chimères qui se joignent aux théories des diverses écoles socialistes, elles laissent dans l'histoire un sillon profond; nos générations actuelles obéissent aujourd'hui à l'impulsion que ces doctrines ont communiquée à la philosophie, à l'économie politique, à l'industrie, à la littérature.

Trop arriérée au point de vue industriel, disposant encore de nombreux territoires qui offrent du travail à une population clair-semée, n'ayant point de classes en état d'antagonisme réel, ayant d'ailleurs avant tout à effectuer son évolution politique, l'Espagne devait rester indifférente aux premières tentatives du socialisme en France : elle ne pouvait rien comprendre aux aspirations de nos classes ouvrières; mais, autant de ce côté elle se maintint en dehors de notre mouvement, autant dès l'origine elle se montra favorable à la transformation que l'école romantique venait introduire en littérature.

C'est avec une profonde satisfaction qu'après 1830 le peuple espagnol vit se manifester la réaction contre l'école classique. Jamais les règles de la tragédie, malgré le talent d'artistes éminents, n'avaient été par lui vraiment acceptées; on les subissait : voilà tout. D'ailleurs, dans ce pays où la forme emporte toujours le fond, les mauvais classiques n'avaient pas tardé à abonder; ils s'étaient rendus vraiment insupportables en implantant un genre de compositions qui excluait trop systématiquement la passion, là où elle doit être l'accompagnement obligé de toute œuvre

littéraire. Loin d'accepter toutes les formes, toutes celles qui conviennent séparément à chaque pays, à chaque religion, à chaque climat, ils prêchaient une seule forme toujours semblable, toujours identique, applicable à toutes les sociétés, quelles que fussent leurs circonstances spéciales.

Lorsque l'on vit à Madrid que ces mêmes Français, coupables importateurs de la tragédie classique, en arrivaient à repousser ce genre vieilli et accueillaient avec ivresse un genre de compositions qui laissait place à tous les élans de l'enthousiasme, à toutes les ardeurs de la passion, ce fut un applaudissement presque unanime.

Non pas que comprenant bien dès l'origine la portée de cette révolution littéraire, on se bornât alors comme aujourd'hui à voir en elle l'expression de cette loi naturelle que, notre société étant tout autre que celle de l'antiquité, tout autre aussi doit être notre littérature. Le mouvement ne fut pas dès l'abord compris ainsi : beaucoup n'y virent qu'un retour aux antiques romances, aux drames des seizième et dix-septième siècles. Au lieu d'admirer les odes, idylles, églogues, faites dans le goût des anciens auteurs grecs, ou les tragédies exécutées suivant les règles d'Aristote, d'Horace et de Boileau, c'est Calderon, c'est Lope de Vega qui devenaient seuls dignes de l'enthousiasme et du respect universels.

Les discussions que souleva l'apparition de l'école romantique immédiatement après 1830, déterminèrent dans l'esprit des écrivains l'adoption de méthodes nouvelles, d'efforts distincts de ceux qu'ils avaient tentés jusque-là. Victor Hugo, lord Byron, Lamartine, Walter Scott sont lus partout; ils sont analysés, étudiés. Les compositions diverses s'imprègnent d'un nouveau parfum : elles sont souvent religieuses, au fond antimatérialistes et en même

temps patriotiques. Dans le détail, plus de réalisme que d'idéal; la mythologie est l'ennemi principal : tous les traits sont dirigés contre elle. Le style est généralement affecté; on recherche la périphrase au détriment de la clarté et de la précision ; un maladroit besoin d'imitation pousse les écrivains à une certaine mélancolie tout à fait en désaccord avec l'éclatant soleil et les belles nuits du Midi.

Tel est le caractère du romantisme en Espagne; nous avons dû le signaler, car il se retrouve désormais chez tous les écrivains vraiment dignes de ce nom.

Ce n'est pas qu'une résistance sérieuse ne lui soit opposée par tous ceux qui, imbus des règles d'Aristote et de Boileau, n'admettent rien en dehors de ce qu'ils avaient eux-mêmes appris et pratiqué. Parmi les meilleurs esprits que comptait alors l'Espagne, beaucoup ne voulurent voir dans la nouvelle révolution qu'un faux appétit de licence et d'émancipation. Lista, Hermosilla, Martinez de la Rosa, opposèrent une digue au courant qui se déclarait contre eux ; devenus maîtres des positions académiques, ils prétendront même arrêter dans son développement le triomphe du romantisme; mais leur impuissance est démontrée par ce seul fait que toute leur action se borne désormais à de nombreux articles de discussion pure, tandis que leurs adversaires, produisant de nouvelles œuvres, les distancent de tout l'espace qui sépare le vrai créateur du simple critique.

C'est dans la poésie lyrique que commencèrent à apparaître, après 1830, les premiers symptômes d'une vitalité nouvelle chez les écrivains espagnols. Sous la vive impression produite par les tendances moins absolutistes des dernières années de Ferdinand, à l'ombre des espérances que faisait naître l'alliance déjà pressentie de Christine et du parti constitutionnel, dans l'auréole d'enthousiasme qui

entourait le berceau de la jeune princesse Isabelle, tous les poëtes sentaient, l'un après l'autre, déborder leur cœur plein d'allégresse et de joie.

Ventura de la Vega, Gallego, Breton de los Herreros dirigent le chœur de ces ardents enthousiastes auxquels s'associe Quintana lui-même; leurs vers, avidement recherchés par une population ivre d'espérance, étaient lus et répétés dans tous les salons et tous les cafés; on s'arrachait les journaux et les recueils qui les contenaient. Chaque incident donnait lieu à de nouvelles créations poétiques. La proclamation de l'amnistie, la naissance d'Isabelle, la mort de la duchesse de Frias, dont l'époux s'était fait le Mécène de cette brillante cohorte, devenaient le prétexte de véritables joutes littéraires.

Le théâtre résistait davantage à l'innovation; cependant on avait connaissance des pièces de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas, représentées alors avec tant de succès à Paris. De jeunes auteurs venaient chaque jour importuner les acteurs les plus réputés pour les engager à abandonner de vieilles tragédies dont le public ne voulait plus. Acteurs et compagnies défendaient avec acharnement leur répertoire; mais les poëtes dramatiques se montraient généralement favorables à la nouvelle mode de France. Ceux qui, comme Gil y Zarate avec sa pièce de *Blanche de Bourbon*, voulurent à ce moment rester fidèles à l'école classique, s'exposèrent aux sifflets des habitués du Café del Principe; au lieu de traductions de tragédies françaises, les spectateurs demandaient des arrangements des vieux drames de Calderon et de Moreto; avant de créer un nouveau genre, il semble qu'on voulait se retremper dans les souvenirs de l'âge d'or de la littérature espagnole.

Enfin, stimulé par le succès que venait d'obtenir un poëte de Cadix, avec une nouvelle pièce intitulée *Coquetterie et*

*Présomption*, Breton de los Herreros se décida à abandonner le genre de versification légué par Moratin; il fit représenter, en 1831, la *Marcela*, et la faveur extraordinaire dont cette comédie fut l'objet, rompit les dernières barrières qui s'opposaient encore à l'invasion du romantisme sur la scène.

D'aussi grandes modifications dans la manière de juger les œuvres littéraires, n'avaient pu s'obtenir sans de longues discussions critiques; il s'était créé, en effet, pour étudier les questions littéraires, de nombreux journaux qui, rédigés par tout ce que la république des lettres comptait de plus remarquable, donnaient une grande valeur à tous les articles de critique et de goût. C'est l'époque du *Correo Mercantil*, de la *Abeja*, de *el Artista*, recueils dont il est très-difficile aujourd'hui de se procurer des exemplaires.

La censure existait toujours, quoique moins sévère et plus disposée à laisser flotter les rênes au gré des coursiers qu'elle refrénait auparavant avec tant de violence. Elle permettait à Mesonero Romanos de publier, sous le pseudonyme de El Curioso Parlante, et sous le titre de *Escenas Matritenses*, un tableau vif et piquant des mœurs de Madrid, écrit dans un style clair et élégant qui rappelle la touche d'Addison et de Jouy. Un autre écrivain, don Serafin Calderon, cultivait le même genre avec moins de succès, mais avec une égale érudition, et s'attachait à peindre et à représenter au naturel des scènes de la vie andalouse. Mais le plus distingué de tous les auteurs de l'époque, celui que la nature avait doué du génie le plus original, et qui était capable d'exercer le plus d'influence sur ses compatriotes, ne put trouver grâce devant elle; c'était don José Mariano de Larra, âgé de vingt et un ans en 1830 et déjà célèbre dans le monde littéraire. Il commença vers 1832 à publier,

sous le titre de *Lettres du pauvre Parleur*[1], une série de satires en prose, si vives, si animées, si puissantes par le style et par l'idée, que la clémence des gouvernants se sentit défaillir en présence d'attaques aussi rudes. Ce n'était pas que la mesure manquât à l'écrivain, ni qu'il lui arrivât jamais, par des propos trop virulents ou des critiques trop amères, de dépasser le ton d'une polémique raisonnable; mais il frappait si juste, il attaquait si directement les abus, les misères, les sottises de la société espagnole, il savait si bien capter tous les suffrages, si bien flageller par le ridicule, tous ceux qui masquaient leur ambition sous des dehors trompeurs, que le gouvernement se crut perdu s'il ne lui imposait silence. A force de mettre des entraves dans sa publication, on le força à la suspendre, et le public madrilène se vit privé de l'enseignement le plus fécond et le plus sérieux qu'il eût encore possédé depuis l'inimitable Quevedo.

Le succès des beaux romans de Walter Scott décidait, en outre, quelques écrivains à consacrer leurs efforts à la nouvelle historique. Escosura publiait le premier son *Comte de Candespina*, tandis que Larra préparait en silence l'intéressante et trop courte notice intitulée : *Le Page de don Enrique et Doliente*, d'où il devait tirer son célèbre drame *Macias*. Malheureusement, ce genre qui, vu le côté pittoresque des mœurs espagnoles, serait susceptible de fournir de si beaux arguments, ne pouvait donner de fruits sérieux à cause du peu de profondeur avec lequel les siècles antérieurs ont été jusqu'à présent fouillés et analysés par les historiens et les chroniqueurs espagnols.

Nous chercherions en vain dans les beaux-arts le même courant que nous venons de signaler dans la littérature;

[1] *Cartas del pobrecito Hablador*, por el bachiller don Juan Perez de Munguia.

aucun artiste ne se sent l'énergie suffisante pour réagir victorieusement contre les disciples de l'école de David. La très-courte période que nous étudions est principalement occupée en peinture par les œuvres de José Aparicio et de Tejeo, jeune artiste envoyé comme pensionnaire à Rome et sur lequel depuis son retour on fondait de grandes espérances.

Autant l'émigration espagnole devait profiter utilement de son séjour à l'étranger au point de vue de toutes les idées philosophiques et littéraires, autant elle semble s'être montrée indifférente en tout ce qui concerne la science et l'industrie. Quel savant, quel industriel pourrions-nous mettre en parallèle avec les Galiano, les Saavedra, les Toreno et les Martinez de la Rosa, qui allaient revenir dans leur patrie avec une récolte abondante de nouvelles connaissances? Quant à l'ancien directeur du Jardin botanique, Mariano Lagasca, qui représentait le mieux à Londres la science espagnole, l'âge et le découragement produits par la perte de ses manuscrits, l'empêchèrent d'utiliser autant qu'il aurait pu le faire son séjour dans la grande capitale britannique.

L'époque de la science et de l'industrie n'était pas encore arrivée, en 1833, pour la civilisation espagnole ; le seul côté par lequel elle promettait de briller bientôt était celui de la littérature.

---

# RÉGENCES
# DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

# LIVRE I.

## REGENCE DE CHRISTINE.

---

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

### LE STATUT ROYAL.

Septembre 1833. — Août 1836.

---

## CHAPITRE I.

### RÉFORMES ADMINISTRATIVES.

29 septembre 1833. — 15 janvier 1834.

Conservation du ministère Zea Bermudez. — Manifeste du 4 octobre. — Le conseil de régence. — L'amnistie est étendue à tous les proscrits. — Désarmement des volontaires. — Mouvement dans les provinces en faveur de don Carlos. — Décret de ce prince à Santarem. — Sa proclamation de Castello Branco. — Xavier de Burgos, ministre du fomento. — Ses diverses réformes. — Manifestes des généraux Quesada et Llaudér. — La régente se décide à donner satisfaction au parti libéral. — Elle retire à Zea Bermudez la direction des affaires. — Rôle joué par cet homme d'Etat; son caractère.

---

Marie Christine, née à Naples le 27 avril 1806, était âgée de vingt-sept ans et cinq mois, au moment où, par la mort de Ferdinand VII, elle se trouva appelée à prendre en main les rênes de la monarchie espagnole : belle, intelligente, ayant du goût pour l'étude, devenue en un instant dispen-

satrice suprême de toutes les faveurs dans un pays où les hautes positions dépendaient exclusivement de la volonté royale, instruite déjà par l'expérience pendant les quatre années d'épreuves qu'elle venait de passer à Madrid, au milieu d'une cour corrompue et divisée, elle s'éveillait d'un jour à l'autre maîtresse exclusive de sa propre destinée et, en même temps, responsable de l'avenir d'un grand pays.

Depuis les événements de la Granja, elle préparait en silence les moyens d'assurer la transmission de la couronne sur la tête de sa fille ; un grand d'Espagne, le marquis de Miraflorès, qui avait montré un dévouement spécial à sa personne dans les moments les plus critiques de la lutte avec don Carlos, lui avait même préparé à l'avance un plan complet de la conduite qu'elle aurait à tenir au moment de la mort de Ferdinand VII [1]. Aussi ne se trouva-t-elle pas prise au dépourvu, et, dès que les médecins eurent déclaré que le roi avait rendu le dernier soupir, elle manifesta au premier ministre sa volonté de le maintenir avec tous ses collègues à la tête des affaires.

Zea Bermudez, sans perdre un moment, réunit alors autour de lui les principaux fonctionnaires de la capitale ; il leur demanda de s'unir franchement et loyalement à lui pour assurer la succession à la jeune princesse Isabelle ; il reçut leur assurance formelle de coopérer efficacement à assurer l'autorité de la régente, et leur fit même signer une manifestation écrite de leurs sentiments ; puis, une fois maître de ce document, il transmit aux provinces la grande nouvelle que tous savaient devoir être le signal de la guerre civile.

Grâce à ces résolutions prises avec une sage détermina-

[1] Voir l'ouvrage du marquis de Miraflorès, intitulé *Memorias para escribir la historia contemporanea de los siete primeros años del reinado de Isabel II*, t. I, documento nº 5.

tion, il n'y eut, dès l'origine, aucun arrêt dans la marche générale de l'administration et de la justice; la constitution du nouveau gouvernement et la mort de Ferdinand furent partout simultanément connues. On put accomplir, sans désordre, toutes les cérémonies officielles dont l'étiquette castillane entourait les funérailles d'un monarque.

Nous avons déjà esquissé à la fin de notre précédent volume le système général de politique de Zea Bermudez; il n'y avait pas à attendre de lui la moindre modification aux idées qu'on lui connaissait; travailleur infatigable, esprit dogmatique et inflexible, il ne pouvait que persévérer dans le plan de *despotisme éclairé* qu'il avait mis en pratique depuis un an; son maintien au pouvoir devait donc avoir pour résultat de rallier autour de Christine tous les conservateurs monarchiques, qu'un intérêt spécial n'avait pas encore entraînés vers don Carlos; mais, en revanche, il pouvait éloigner d'elle tous les libéraux, qui considéraient la mort de Ferdinand VII comme l'aurore certaine d'une nouvelle ère de liberté et de progrès.

Zea Bermudez ne crut pas devoir laisser longtemps la nation en suspens sur la manière dont il comprenait la mission qu'il avait à remplir dans ces difficiles circonstances; dès le 4 octobre 1833, c'est-à-dire le jour même où les cendres de Ferdinand étaient conduites au Panthéon de l'Escurial, il publiait dans la *Gazette officielle* un manifeste solennel dans lequel la reine gouvernante (reina gobernadora) dévoilait au peuple espagnol ses principes de gouvernement.

Voici quels étaient les principaux passages de ce document :

« La religion et la monarchie, premiers éléments de vie pour l'Espagne, seront respectées, protégées, maintenues par moi dans toute leur force et toute leur pureté... »

« La religion immaculée que nous professons, sa doctrine, ses temples, ses ministres, tels seront les premiers soins de mon gouvernement ; ceux qu'il se plaira toujours à avoir en vue... »

« Je maintiendrai religieusement la forme et les lois fondamentales de la monarchie, sans admettre des innovations périlleuses, dont l'application se présente à l'origine sous des couleurs flatteuses, mais dont l'expérience n'a que trop démontré le danger. La meilleure forme de gouvernement pour un pays, c'est celle dont il a l'habitude... »

« Je remettrai le sceptre des Espagnes aux mains de la reine, intact et sans diminuer en rien son prestige, tel que la loi le lui a donné. »

« Mais cela ne m'obligera pas à laisser sans culture cette possession précieuse qui doit lui revenir. Je connais tous les maux qu'a causés au peuple la série non interrompue de nos calamités et tous nos efforts auront pour but de les soulager. Les réformes administratives, les seules qui produiront immédiatement la prospérité et le bonheur, les seules qui assureront au peuple un bien-être vraiment positif, tel sera l'objet constant de mes préoccupations. »

Ce langage était de nature à mécontenter à la fois et les absolutistes et les libéraux ; aux premiers on annonçait des réformes dont ils ne voulaient pas entendre parler ; on déclarait ne rien vouloir accorder aux seconds de ce qu'ils réclamaient avec le plus d'insistance. En prétendant placer la royauté au-dessus de tous les partis, Zea Beamudez s'isolait complétement et s'exposait à ne rencontrer aucun appui le jour où il aurait à solliciter le concours de la nation.

Si encore le ministre dirigeant, avant de lancer ce malheureux manifeste, se fût assuré des dispositions de tous les membres du conseil de régence nommé par le testament de Ferdinand VII, il eût pu, avec raison, réclamer d'eux une

coopération efficace au programme qu'il y avait développé ; bien au contraire, il voulut, par une extrême précipitation, déterminer dès l'origine les tendances du nouveau gouvernement ; la publication du manifeste la veille même du jour où le conseil de régence devait se réunir pour la première fois ne servit qu'à semer des germes de mécontentement entre les personnages qui en faisaient partie et les ministres confirmés par la régente.

Des huit membres choisis par Ferdinand pour composer le conseil de régence, cinq pouvaient entrer immédiatement en fonctions, c'étaient le duc de Medina Cœli, le marquis de Santa Cruz, Castaños, le marquis de las Amarillas et don José Maria Puig; le cardinal Marco, depuis de longues années, résidait à Rome, et comme le suppléant appelé à le remplacer en cas de décès était mort lui-même peu auparavant, la régente désigna pour le remplacer don Pedro Font, ancien archevêque de Mexico. A la place de Francisco Xavier Caro, trop malade pour assister à des délibérations quotidiennes, on appela le suppléant désigné par le monarque, don Nicolas Garelly ; et pour ne pas réunir sur une même tête les fonctions de secrétaire du conseil et de ministre, il fut décidé que le comte O'falia abandonnerait son portefeuille du fomento. Ainsi composé, le conseil se trouva réunir une majorité dont les idées étaient tout à fait contraires à celles du président du conseil ; Garelly et le marquis de las Amarillas, qui avaient joué un rôle important pendant la période de 1820-1823, étaient favorables à une prochaine réunion des Cortès, et ils entraînaient dans leur opinion Puig, Castaños et l'archevêque de Mexico. La mésintelligence apparut immédiatement, et Zea Bermudez, déjà gêné dans ses tendances trop absolutistes par l'opposition que lui faisaient au palais l'infante Charlotte, le marquis de Miraflorès et le général Quesada, se vit encore

contrarié dans le sein même du conseil par un parti puissant à la tête duquel se plaça le marquis de las Amarillas.

Pour remplacer dignement le comte O'falia au fomento, la régente choisit don Xavier de Burgos, ce publiciste à l'instigation duquel était déjà due l'heureuse création de ce ministère même. L'opinion publique, bien disposée en faveur de ce personnage, attendait beaucoup de lui; c'est lui qui devait accomplir, disait-on, toutes les réformes annoncées dans le manifeste du 4 octobre. Sa nomination, coïncidant avec l'époque fixée pour la proclamation de la reine Isabelle (21-24 octobre), fut en effet signalée par l'apparition dans la *Gazette* de plusieurs décrets importants.

L'un d'eux étendait aux députés qui avaient voté la déchéance du roi à Séville l'amnistie accordée par le décret du 15 octobre 1832[1], et rouvrait les portes de la patrie à l'ancien constituant de Cadix Argüelles, au poète Angel Saavedra, au botaniste Lagasca, à Gil de la Cuadra, Cayetano Valdes, Alava, et une foule d'autres hommes éminents qui rentraient en possession de leurs titres, honneurs et dignités. Un second décret annulait la décision souveraine du 4 mars 1824, qui avait déclaré nuls et sans valeur les contrats passés durant la période constitutionnelle de 1820 à 1823 entre les propriétaires des majorats et ceux qui avaient acheté leurs biens. Un troisième supprimait les énormes contributions imposées au pays pour le soutien des volontaires royalistes. Six autres enfin apportaient dans l'administration publique certaines modifications tout à fait conformes à l'esprit des temps modernes.

Ces premières tentatives de réforme furent accueillies avec enthousiasme, mais loin de satisfaire l'opinion elles ne servirent qu'à l'exalter. Un grand mouvement commen-

[1] Voir ce décret dans le tome II de notre *Histoire contemporaine*, note G, p. 429.

çait à se manifester de tous côtés; dans la capitale, dans les principales villes de province, chaque jour voyait éclore de nouvelles feuilles publiques; tous les maux qui désolaient la nation étaient mis en évidence; on demandait au gouvernement une action immédiate et énergique. Les amnistiés, au retour d'une longue émigration, faisaient cruellement ressortir la distance qui séparait leur pays natal des nations qu'ils venaient de visiter; ils réorganisaient les anciennes loges maçonniques, cherchaient à se grouper en faisceaux à Barcelone et à Madrid, et insistaient enfin énergiquement auprès du gouvernement pour obtenir des mesures décisives.

Du moment où l'on supprimait les contributions spéciales à l'aide desquelles on entretenait les volontaires royalistes, il était évident que l'intention du gouvernement était d'arriver à supprimer définitivement ce redoutable corps, sur lequel il ne pouvait pas compter; aussi le lendemain de la proclamation d'Isabelle (25 octobre), des instructions secrètes touchant le désarmement immédiat des volontaires furent-elles adressées à tous les capitaines généraux, et cet ordre fut exécuté partout où la tranquillité régnait encore. A Madrid ils essayèrent une résistance armée; le 27 octobre, instruits de la détermination prise à leur égard, ils s'enfermèrent dans leur caserne, située au centre même de la ville, dans le local où est aujourd'hui la Bourse, place de la Leña, se déclarèrent en rébellion, et proclamèrent Carlos V; mais la décision du reste de la troupe, l'attitude de la population madrilène qui se déclara ouvertement contre eux, eurent bientôt vidé la question. Après quelques décharges de part et d'autre, les défenseurs de la caserne furent obligés de se rendre, et les armes des vaincus passèrent aux mains d'autres partisans, dévoués cette fois au triomphe des idées libérales. Le lendemain de cette échauffourée (28 octobre),

la suppression du corps des volontaires était officiellement annoncée.

La seule crainte de voir ces bataillons former le noyau d'une armée factieuse, avait empêché jusqu'ici le gouvernement d'exécuter plus tôt cette mesure. Mais tandis que l'on hésitait à procéder contre eux, tous les éléments hostiles à la régente et favorables au prince don Carlos s'étaient empressés d'agir et avaient pris partout les armes sans même attendre l'impulsion de leur chef. Si l'on compare, en effet, les dates des proclamations émanées de la cour de don Carlos à Abrantès, à Santarem et à Castello Branco, avec celles des diverses insurrections qui, dès la mort de Ferdinand, éclatèrent dans les diverses provinces d'Espagne, on voit que ces révoltes étaient plutôt spontanées qu'inspirées par un mot d'ordre du monarque qu'elles acclamaient [1].

D'un autre côté, don Carlos avait cru aussi de bonne politique de pousser la confiance dans son droit jusqu'à supposer que Zea Bermudez, dépositaire du pouvoir, le lui remettrait volontairement ; sa première proclamation, datée d'Abrantès (1er octobre), respire la paix et l'union : il ne doute pas que le pays entier ne le reconnaisse ; quiconque ne lui jure pas serment de fidélité est désormais un traître, et il considère l'Espagne comme le pays de la loyauté par excellence. Il a confiance dans les mêmes hommes qui ont

[1] A la nouvelle de la mort de son frère, un des premiers actes de don Carlos avait été d'écrire au général Saarsfield, commandant en chef des troupes cantonnées en Estramadure, pour lui demander de le reconnaître. Saarsfield, qui avait dès le premier moment envoyé à Zea Bermudez l'assurance formelle qu'on pouvait compter sur son concours et celui de son armée en faveur de la succession directe, répondit franchement qu'il avait déjà juré fidélité à la reine Isabelle. Si l'on songe que le corps de Saarsfield représentait l'unique force armée en état d'agir immédiatement en ces différentes circonstances, on peut calculer avec quelle impatience les amis de l'héritière avaient dû attendre sa décision, et la confiance qu'elle leur donna quand ils la connurent.

été choisis par Ferdinand pour diriger les affaires, et des décrets signés de sa propre main, à Santarem, confirment dans leurs portefeuilles respectifs Zea Bermudez et ses collègues. Mais quand les résolutions se succèdent contre lui à Madrid, quand il voit tous ses biens confisqués, la reine Isabelle solennellement proclamée, le corps des volontaires dissous, il commence à comprendre que le pays n'a pas dans son droit cette foi aveugle qu'il est parvenu, à force de fanatisme, à s'imposer à lui-même, et il sent que la guerre seule peut lui permettre d'atteindre son but. C'est alors seulement (4 novembre) que, dans sa proclamation à Castello Branco, il fait un appel énergique aux passions violentes et aux intérêts malsains; c'est alors qu'il ordonnera à tous ses partisans, soit de le rejoindre à la frontière, soit d'aller grossir les bandes qui mettaient déjà à feu et à sang la plupart des provinces espagnoles, c'est alors enfin qu'il promettra des grades, pensions et honneurs à tous ceux qui se détacheront de l'armée pour venir se ranger sous ses drapeaux.

Quelle est au contraire la conduite de ses soldats? Comme nous le verrons au chapitre spécial que nous consacrerons à l'insurrection, ils commencent la lutte dès le premier moment, et ne s'en fient qu'au sort des armes pour le triomphe définitif.

Dès le 2 octobre, Gonzalès se soulève à Talavera, tandis que le brigadier Zavala se prononce à Bilbao, Verastegui à Vittoria, et Santos Ladron en Navarre. Guipuzcoa, la Vieille-Castille et le Maestrazgo ne se font pas attendre; la Catalogne même, quoique puissamment dominée par le capitaine général Llauder, qui avait eu le temps de prendre toutes ses précautions, s'organise et voit des bandes sur son propre territoire. Dès les premiers instants, la lutte s'annonce sanglante, acharnée, implacable, et ce n'était certes

pas le moment pour la reine Christine d'employer une politique de juste milieu et de contemplation entre les divers partis; quand les apostoliques se déclaraient tous en faveur de don Carlos, elle n'avait qu'une ressource, se confier aux libéraux.

L'entrée au ministère de Xavier de Burgos, comme nous l'avons vu déjà, avait donné quelques espérances à tous les amis du progrès. Par suite de l'ascendant qu'exercent toujours les hommes de talent sur ceux qui les entourent, ce ministre avait conquis en très-peu de temps une influence prédominante dans les conseils du gouvernement; il éclipsait déjà le président du conseil, à qui revenait l'honneur d'avoir deviné sa haute capacité. Dans le conseil de Régence, au sein du palais, ses avis étaient accueillis avec un égal empressement; mais Burgos ne voulait accorder aucune importance aux réformes politiques; il croyait ou feignait de croire qu'en laissant de côté les droits du peuple, tous ses maux pouvaient se guérir à l'aide d'une nouvelle législation mieux appropriée à ses besoins; très au courant de tous les détails de l'administration française, qu'il avait étudiée avec soin pendant son long séjour à Paris, il croyait faire assez pour son pays, au milieu de cet orage, en introduisant sur le sol espagnol les règlements de la France. Il dépensa ainsi pendant tout le mois de novembre une activité étonnante pour donner force de loi à une foule de dispositions nouvelles dont l'utilité, sans doute, était incontestable, mais qu'il aurait fallu établir avec plus de maturité.

L'Espagne lui doit sa division actuelle en quarante-neuf provinces, et l'organisation de ses gouvernements civils, qui correspondent à nos préfectures; avant lui l'administration se trouvait exclusivement placée entre les mains de magistrats qui confondaient d'une manière fâcheuse les intérêts particuliers et sociaux; malgré la difficulté des temps, il eut

le courage de préparer et fit accepter par la reine l'idée de mettre à la tête de chaque province un *subdelegado de fomento*, qui plus tard devait être appelé gouverneur civil, à la responsabilité duquel devaient être soumis tous les détails de l'administration. La *Gazette officielle* publia, le 30 novembre, une instruction détaillée à tous ces nouveaux fonctionnaires, dans laquelle il passait successivement en revue tous les points qui devaient attirer leur attention; ce remarquable travail, que consulteront toujours avec fruit les hommes d'État espagnols, est un véritable chef-d'œuvre, et il leur suffirait d'en appliquer les prescriptions pour lancer le pays dans la véritable voie qui doit le rendre à la prospérité. Cette instruction, en effet, touche à tous les éléments de la production nationale; au point de vue de l'agriculture, elle étudie les principales questions que soulèvent la liberté du commerce des grains, les dépôts publics de céréales (positos), les voyages des troupeaux (ganaderia), les irrigations, les desséchements, l'appropriation des terrains incultes, l'exploitation des biens communaux, le reboisement, la culture de la soie, du lin et du chanvre; au point de vue de l'industrie, elle tend à une protection éclairée, sans réglementation absurde, elle encourage l'introduction des nouvelles machines, l'emploi des moteurs naturels, l'instruction professionnelle; au point de vue du commerce, elle pousse à une amélioration immédiate de toutes les voies de communication, à l'uniformité des poids et mesures, à la création des tribunaux de commerce. Elle traite, en outre, de tout ce qui touche à l'emploi des fonds des municipalités, à la police générale, à l'instruction publique, aux sociétés économiques, aux établissements de bienfaisance, aux prisons, aux confréries religieuses, aux bibliothèques, aux théâtres; s'il avait été donné à Burgos d'appliquer tout ce qu'il concevait si bien, et s'il avait été aidé par le développement

général du pays, l'Espagne eut trouvé en lui ce qui lui a toujours manqué jusqu'à ce jour, son véritable Colbert.

Mais les temps n'étaient point venus du progrès des intérêts matériels; bien loin de là, c'était une période de lutte qui s'ouvrait, et de lutte acharnée entre les anciennes idées et les aspirations nouvelles. En présence d'un parti qui aspirait au rétablissement, à main armée, de l'inquisition, qui soulevait partout les populations et mettait les armes aux mains de paysans fanatiques pour la défense des préjugés catholiques, la question capitale, c'était de vaincre ce parti; toute autre considération devait disparaître devant cette nécessité suprême. Voilà ce que Burgos ne voulait pas comprendre ; sans être hostile au gouvernement constitutionnel, il était de ceux qui ne jugeaient pas le pays assez avancé pour pouvoir le pratiquer, et sans être aussi hostile que Zea Bermudez à l'introduction de ce régime, il affectait de n'en pas comprendre le besoin immédiat.

Cependant, peu à peu, grâce à l'action du marquis de las Amarillas et de Garelly, aux demandes réitérées du marquis de Miraflorès, l'esprit de la régente se pénétrait de la convenance qu'il y avait à pactiser avec les idées modernes, et à faire un appel sincère aux libéraux. En confiant l'intérim du ministère des finances, devenu vacant, au même Burgos, qui rendait de si grands services au fomento, en remplaçant le ministre de la guerre, José de la Cruz, par le maréchal de camp Antonio Zarco del Valle (décembre 1833), qui jouissait d'une grande popularité, Christine donna des gages de ses bonnes dispositions. On comprit que l'inflexible Zea Bermudez était l'unique obstacle à un changement de régime, et de toutes parts alors on commença contre ce dernier rempart de l'absolutisme une violente croisade.

Tant qu'elle luttait seulement contre les instances de sa sœur et des courtisans qui l'entouraient, Christine, par re-

connaissance de la conduite du président. du conseil au moment si critique de la mort de Ferdinand VII, résistait à toutes les obsessions ; elle commença seulement à fléchir quand elle vit deux capitaines généraux, ceux de la Vieille-Castille et de la Catalogne, se hasarder à publier des manifestes dans lesquels ils déclaraient que si le nouveau règne n'était pas l'inauguration d'un régime libéral, et si les Cortès n'étaient pas prochainement convoquées, la lutte contre don Carlos devenait impossible à soutenir, et que la princesse Isabelle serait obligée de céder le trône à son oncle. Émanant d'hommes aussi importants que les généraux Quesada et Llauder, tous deux anciens serviteurs de Ferdinand VII, et jusqu'à ce jour plutôt adversaires qu'amis du parti libéral, ces manifestes, qui annoncent d'ailleurs de la part de l'armée la prétention de continuer à jouer un rôle actif dans la politique intérieure, furent livrés à la circulation contre la volonté du premier ministre, tirés à un nombre considérable d'exemplaires et répandus partout avec une extrême profusion. Ils avaient été rédigés avec le plus grand soin ; celui de Quesada était l'œuvre d'un jeune avocat dont la réputation commençait à grandir, don Salustiano de Olozaga[1] ; il regardait la convocation d'une vraie représentation nationale comme l'unique moyen de consolider des droits qui allaient être disputés ; il montrait les dangers résultant de la révolte de plus de trois cents bataillons, il exposait que les seuls vrais défenseurs de la succession directe étaient trompés, tandis que les honneurs étaient livrés aux amis de don Carlos ; celui de Llauder, plus grave, plus mesuré, allait aussi plus directement au but ; il faisait ressortir toute la gravité des circonstances, l'impossibilité, avec des troupes insuffisantes et un trésor épuisé, de faire face à une rébel-

[1] Voir Olozaga, *Estudio biografico y politico*, por Angel Fernandez de los Rios, p. 218.

lion aussi importante que celle du parti carliste, la nécessité de recourir aux Cortès comme on l'avait fait en 1813, et comme Ferdinand avait promis de le faire en 1814 ; enfin il accusait directement Zea Bermudez de conduire la nation à l'abîme et de précipiter la ruine du nouveau gouvernement. En somme, ces deux manifestes n'étaient pas encore un programme véritablement révolutionnaire ; mais c'était déjà une mise en demeure solennelle à la régente de rompre avec le président de son conseil.

Quoique les ministres se fussent refusés à recevoir communication officielle des deux manifestes, quoiqu'ils eussent répondu à la demande de Llauder en envoyant immédiatement quatre subdélégués dans les quatre provinces formant le territoire de la Catalogne, bientôt la régente eut connaissance du discrédit dans lequel était tombé Zea Bermudez ; elle apprit aussi que les populations libérales de la Catalogne félicitaient hautement le capitaine général de son initiative et se montraient disposées à un soulèvement prochain si satisfaction ne leur était donnée. Elle craignit de perdre la popularité dont elle jouissait ; elle se décida enfin, d'accord avec le conseil de régence, à remettre l'autorité en de nouvelles mains. A sa première indication, plusieurs noms d'hommes d'État marquants lui furent communiqués par les personnes qui composaient son entourage ordinaire ; elle appela auprès d'elle Burgos et Zarco del Valle, ministre du fomento et de la guerre, et remettant entre leurs mains les listes qui lui avaient été données, elle les chargea de choisir eux-mêmes ceux qu'ils voudraient s'adjoindre comme collègues.

Quand il apprit cette résolution de la régente, Zea Bermudez ne put s'empêcher de montrer son dépit et son irritation ; sérieux dans tous ses actes, ferme dans ses principes, plein de conviction dans la bonté de ses idées politiques, il

vivait au milieu des affaires sans se douter le moins du monde du mécontentement qui était allé grossissant d'abord contre son système, puis contre sa personne. Au moment de quitter la régente, il ne sut que l'effrayer sur les conséquences dangereuses que pouvait produire l'application des idées libérales, comme si ces craintes mêmes devaient empêcher la régente de s'appuyer sur la seule force capable de la soutenir. C'est que l'ambition et l'orgueil obscurcissaient alors sa raison; vaincu par les circonstances, il se faisait l'illusion de se croire le seul homme capable de soutenir la monarchie, et il en considérait la ruine comme inévitable le jour où il ne serait plus là pour la défendre. Nous avons de ces hommes dans notre histoire, et Zea Bermudez, en décembre 1833, tel que nous le dépeint Xavier de Burgos, nous rappelle involontairement M. Guizot à la veille de 1848. Zea, nous dit son ancien collègue dans le premier volume de ses *Annales* du règne d'Isabelle II, était acharné au travail au point de passer dans son cabinet quatorze à quinze heures par jour ; il était désintéressé au point d'être déjà sorti deux fois du ministère sans un seul cordon ; il vivait tellement en dehors du monde qu'on ne le voyait jamais ni à la promenade, ni au théâtre, ni à aucune réunion, et que dans sa propre maison il ne recevait que ses parents les plus intimes ; très-frugal dans ses repas, négligé dans son costume, Zea n'avait, en apparence, aucune de ces passions qui poussent les autres hommes à désirer le pouvoir. Du reste, doué d'une grande sagacité, plein de bonne foi, voulant le bien avec ardeur, il avait des qualités sérieuses que pouvaient difficilement apprécier ceux qui ne le traitaient pas intimement. Parfois il était abstrait et chimérique dans ses conceptions, incohérent et prolixe dans ses discours ; suivant les circonstances, il se montrait tour à tour franc et réservé, confiant et soupçonneux, obstiné et docile, exalté

et froid, incertain dans ses affections ou plein de douceur sous une apparence sévère ; inégal comme tous les hommes obstinés dans leurs idées, il paraissait incapable de voir ou de calculer à l'avance tel ou tel événement qui pouvait l'obliger à les modifier [1].

Tel apparaissait aux yeux de son collègue Zea Bermudez, dont la passion dominante, si nous comprenons bien ce caractère, devait être le besoin de dominer ses semblables et de leur imposer sa volonté et sa manière systématique de voir, en dépit même des nécessités les plus évidentes pour tout homme de bon sens.

[1] Xavier de Burgos, *Annales del reinado de Isabel II*, t. I, p. 162 et 163.

---

# CHAPITRE II.

## OCTROI DU STATUT ROYAL.

15 janvier-24 juillet 1834.

Composition du ministère Martinez de la Rosa. — Attente générale pendant trois mois. — Publication du statut royal. — Analyse de cette œuvre insuffisante qui n'a aucun des caractères d'une constitution. — Désenchantement — Attitude des divers partis. — Agitation des esprits. — Grande tristesse produite à Madrid par la nouvelle des désastres survenus dans les provinces, par l'entrée de don Carlos en Navarre et par le mauvais état des finances. — Irritation contre les moines. — Le choléra. — Scènes des 17 et 18 juillet 1834 à Madrid. — Ouverture de la première session des Cortès.

---

Sur la plupart des listes remises par la régente à Burgos et à Zarco del Valle, figurait en première ligne le nom de Martinez de la Rosa, cet homme d'Etat que nous avons déjà vu député aux Cortès de 1813, condamné aux galères pendant toute la période de 1814 à 1820, ministre constitutionnel, en 1822, obligé, à la suite des tristes journées du mois de juillet 1822, de résigner le pouvoir en laissant face à face Ferdinand VII et les exaltés. Après 1823, il avait dû abandonner l'Espagne, et à Paris, où il avait longtemps résidé, il s'était occupé avec plus d'assiduité de participer au mouvement littéraire de l'époque, que de préparer par une active coopération le succès des entreprises tentées contre le monarque espagnol; aussi le gouvernement de Ferdinand VII, bien instruit de la conduite de chacun des émigrés, l'avait-il considéré comme formant catégorie à part, et tandis que le séjour de la patrie était rigoureusement interdit aux autres, il lui avait été permis de venir résider

à Grenade, dans sa ville natale. Ecrivain élégant et gracieux, poëte sans élan, Martinez n'avait jamais été qu'un politique faible, dénué de caractère et d'énergie, et incapable de dominer une situation forte; mais ses manières aimables, la facilité avec laquelle il exprimait sa pensée, un certain entraînement qui l'avait poussé, dans sa première jeunesse, à embrasser avec ardeur la cause de l'indépendance et de la révolution, la constance avec laquelle il avait supporté sa captivité au Peñon de la Gomera, l'avaient d'abord rendu populaire; plus tard, son attitude en 1822, son affectation à ne fréquenter que les maisons aristocratiques, ses relations connues avec les doctrinaires français les plus distingués, avaient attiré sur lui l'attention du parti conservateur. En un moment où les hommes les plus intelligents de ce parti se voyaient forcés de pactiser avec le système constitutionnel et de faire quelques concessions aux idées modernes, sans vouloir pour cela abandonner leurs postes défensifs, ils virent leur suppléant nécessaire dans Martinez de la Rosa, qui, après avoir donné dans sa jeunesse des gages aux libéraux, se montrait déjà repentant de son premier enthousiasme; suppléant d'ailleurs assez instruit et assez orateur pour lutter contre des députés nouveaux et inexpérimentés, sans être assez énergique pour conquérir par lui-même un grand ascendant.

Force fut donc à Xavier de Burgos, doué cependant d'une plus grande initiative et mieux au courant des besoins du pays, de désigner, au choix de la régente, ce personnage comme l'auxiliaire le plus indispensable de la nouvelle combinaison. Christine s'empressa de l'accepter, et cette décision une fois prise, il devint aisé de compléter le cabinet. Garelly, ancien collègue de Martinez en 1822, fut appelé au ministère de grâce et justice; Figueroa, à celui de la marine; Zarco restait à la guerre; les finances furent con-

fiées, au grand déplaisir de Burgos et par la volonté expresse de la régente, à un personnage incapable qu'il fallut bientôt remplacer. La première difficulté s'éleva au sujet de la présidence du Conseil. Devait-elle être considérée comme une annexe indispensable du portefeuille d'Etat (affaires étrangères), ou ne convenait-il pas plutôt de la joindre au ministère du fomento, en raison de l'importance extrême qu'il venait de prendre depuis les dernières réformes ? Sous cette question de principes se cachait déjà la lutte sourde de rivalité entre Martinez de la Rosa, ministre d'Etat, et Burgos, ministre du fomento. Pour calmer les deux susceptibilités, il fut convenu que la présidence serait détachée du ministère d'Etat, et qu'elle serait naturellement dévolue au personnage qui, dans toutes les circonstances, serait le plus capable de donner à l'action gouvernementale l'impulsion nécessaire ; chacun des deux ministres s'en rapportait à l'avenir pour asseoir sa suprématie sur des bases incontestables, l'un confiant dans ses connaissances administratives, son activité au travail, et la bonté des réformes qu'il projetait ; l'autre, appuyé sur sa popularité, son expérience, son savoir-faire, et surtout ses très-nombreuses relations dans le sein de la société espagnole et parmi les hommes politiques alors dominant en France.

L'opinion publique accueillit avec une extrême faveur la nomination de Martinez de la Rosa ; il devait avoir grandi pendant sa longue émigration, et il rapportait sans doute du dehors de nouvelles institutions susceptibles d'être utilement appliquées en Espagne. Aussi, quand on vit, dès les premiers jours, apparaître dans la gazette officielle une série d'articles très-bien écrits, dans lesquels Lista défendait avec talent les droits de la reine Isabelle ; quand on sut que Martinez s'occupait avec la plus grande assiduité de la ré-

daction d'un nouveau pacte constitutionnel; que, contrairement au manifeste du 14 octobre 1833, il considérait comme très-urgent l'octroi par la couronne de certaines libertés politiques, l'espérance entra dans tous les cœurs, on crut à une révolution sans secousse et sans effusion de sang. Le nouveau ministère fut acclamé par tous: les anciens exaltés eux-mêmes, avouant l'imperfection de la constitution de 1812, joignirent leurs voix à celles des modérés pour encourager le nouveau ministre dans son entreprise. On oublia en un jour tous les efforts de Burgos, et le ministre d'Etat, bien qu'on lui eût refusé, à l'origine, la présidence du Conseil, se trouva président de fait peu après son installation.

L'enfantement dura trois mois entiers (15 janvier-15 avril 1834), et pendant tout ce temps il n'y eut aucune défaillance dans l'opinion. La guerre civile exerçait pourtant ses ravages dans la plupart des provinces, particulièrement celles du Nord, où elle avait pris tout à fait racine; presque partout elle arrêtait le travail et entravait le commerce. Il fallait demander de nouvelles ressources en hommes et en argent à un pays qui n'avait pu encore se relever, sous une administration tyrannique, du délabrement causé par les huit années de la guerre de l'indépendance et les désordres de 1823. Don Carlos, établi en Portugal, se mêlait avec ardeur aux dissensions de don Miguel et de don Pedro; et dans le cas où les miguelistes viendraient à triompher on pouvait s'attendre à voir le prétendant marcher sur Madrid à la tête d'une armée portugaise, autour de laquelle seraient venus se ranger ses nombreux partisans de l'intérieur. Au dehors, enfin, si le gouvernement d'Isabelle trouvait certaine faveur auprès des cabinets de Paris et de Londres, il rencontrait une opposition systématique dans les cours de Vienne, de Berlin et de Saint-

Pétersbourg, tandis que celles de Naples et de Turin prêtaient à don Carlos un concours secret.

C'était en réalité une situation des plus déplorables, et cependant, à Madrid comme à Barcelone et dans les principales villes, loin de se laisser aller au découragement et à la tristesse, la population s'abandonnait plutôt à l'espérance; comme aux premiers jours de 1820, il semblait que l'évocation seule de la liberté allait répandre sur la Péninsule des pluies bienfaisantes et décupler les récoltes.

Enfin, le 10 juillet 1834, on vit apparaître dans la *Gazette* l'œuvre si impatiemment attendue; elle avait été baptisée du nom de *Statut royal;* elle était présentée comme un octroi de la souveraineté royale, concédé dans le but de rétablir dans toute leur force et vigueur les lois fondamentales de la monarchie, et surtout de déterminer les mesures à prendre quand la couronne vient à tomber entre les mains d'un mineur.

Le Statut se divisait en cinquante articles.

La régente, visant une loi de l'ancienne *Partida*, et deux autres lois de la *Nueva Recopilacion*, convoquait par le premier article les Cortès générales du royaume, et fixait dans le second leur composition de la manière suivante:

Les Cortès générales se composeront de deux Etats (Estamentos) : celui des pairs et celui des députés (procérès et procuradorès).

Un titre tout entier, le second, était consacré à l'organisation de l'Etat des procérès, qui se composait de deux éléments distincts : l'un, dans lequel la pairie était héréditaire, il se formait de tous les grands d'Espagne, âgés de vingt-cinq ans, jouissant d'une rente de 200 000 réaux; l'autre élément, dont le nombre était illimité, ne possédait qu'à titre viager cette dignité ; tous ceux qui le constituaient tenaient leur nomination directe de la couronne; celle-ci pouvait

les choisir entre les archevêques, évêques, titrés de Castille, ministres, conseillers d'Etat, ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, officiers généraux de terre et de mer, magistrats des tribunaux suprêmes, ainsi qu'entre les propriétaires, fabricants ou négociants ayant fait partie de l'Etat des procuradorès et jouissant d'une rente de 60 000 réaux, ou entre les personnages, jouissant de la même rente, qui auraient acquis une grande célébrité dans les lettres, les sciences et les arts.

Les titres troisième et quatrième du Statut royal étaient consacrés à l'Etat des procuradorès; laissant à une loi d'élections le soin de déterminer le mode spécial au moyen duquel on devait procéder à leur nomination, on se contentait de déterminer les conditions requises pour être député; il fallait être Espagnol, âgé de trente ans, posséder une rente de 12 000 réaux, et justifier dans la province où on était élu soit d'une résidence de deux ans, soit de la propriété d'un domaine rapportant au moins 6000 réaux. Les députés n'avaient d'autres pouvoirs que ceux qui leur étaient remis au moment de leur nomination, et dont la limite était fixée par le décret même de convocation; ils pouvaient être réélus, mais le terme de leur mandat ne pouvait dépasser trois ans. Ils devaient se réunir au lieu fixé par la couronne; un règlement spécial devait déterminer leur mode de délibération; les président et vice-présidents devaient être choisis par le roi sur une liste de cinq membres présentés par l'Etat tout entier.

Dans le cinquième et dernier titre étaient réunies toutes les dispositions générales relatives aux deux Etats. Il y était dit que la couronne avait seule le droit de convoquer, suspendre et dissoudre les Cortès, que celles-ci devaient toujours être réunies à la mort du roi pour que le successeur ou ses gardiens, s'il était mineur, fussent appelés à jurer une fidèle

observation des lois, et qu'elles eussent à recevoir le serment d'observance; qu'en toute circonstance grave, le roi pouvait les convoquer; qu'elles ne pouvaient délibérer que sur les points soumis à leur examen; que pour la formation des lois l'approbation des deux Etats et la sanction royale étaient nécessaires; qu'aucun impôt ne pouvait être perçu s'il n'avait été voté par les Cortès sur la proposition du roi; que les contributions ne pouvaient être votées à l'avance pour plus de deux ans; qu'un budget annuel devait être présenté et voté; que les Etats devaient cesser de se réunir aussitôt après tout décret de suspension ou de dissolution, et que toute dissolution devait être suivie d'une nouvelle convocation dans le délai d'un an; qu'aucun Etat ne pouvait être convoqué isolément; que les séances devaient être publiques; enfin, que les procérès et les procuradorès seraient inviolables pour les opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour ce qui concernait les bases du droit de suffrage, c'est dans le préambule que les ministres avaient donné leur pensée.

Dans chaque arrondissement devait se former, pour nommer deux électeurs, une junte composée des municipalités, y compris les syndics et les députés, et d'un nombre égal de principaux contribuables. Tous les électeurs ainsi envoyés par les arrondissements, réunis dans la capitale de chaque province, choisiraient les procuradorès dans des conditions fixées à l'avance par le pouvoir central.

Il résulte de cette courte analyse que Martinez de la Rosa avait évité tout ce qui pouvait fortifier le principe de la souveraineté nationale, sous ce prétexte que les droits politiques ne sont pour les citoyens que des moyens pratiques de s'assurer la possession tranquille des droits civils; admettre la participation au gouvernement du pays comme insépa-

rable de la qualité de citoyen et par là inaliénable, il s'en serait bien gardé; semblable principe lui eût semblé ne pouvoir conduire qu'à l'anarchie.

A la négation du droit de vote que la constitution de Cadix revendiquait pour tous les Espagnols, qu'on ajoute la participation considérable que Martinez prétendait rendre, dans la direction des affaires, aux derniers représentants de l'aristocratie, sa tendance à accorder de véritables priviléges aux possesseurs de rentes, et à concentrer toute l'influence dans chaque localité entre les mains de quelques électeurs, et l'on comprendra facilement la déplorable impression que dut produire sur la population la promulgation du Statut royal.

La désillusion fut d'autant plus grande que les espérances avaient été plus vives; ce n'était pas une constitution, ni même une charte; c'était un amas confus de formes nouvelles et de réminiscences historiques, un pastiche, enfin, sans vigueur et sans originalité. Et son auteur, dont on se préparait à célébrer le génie, qu'on se disposait à traîner en triomphe au Capitole, devenait à peine digne de la roche Tarpéienne; ce n'était, suivant l'expression espagnole, qu'un véritable *pastelero* (pâtissier).

Quelle distance entre la constitution de Cadix et cette combinaison avortée, qui ne tenait aucun compte du véritable état social de l'Espagne, qui accordait une importance exagérée à une aristocratie impuissante, qui remettait tout le pouvoir aux mains de quelques intrigants, qui donnait au gouvernement le moyen d'acheter tous les personnages nécessaires et en nombre illimité, de manière qu'on pût, quand on le voudrait, réduire à rien ce fantôme de représentation nationale!

Malgré tout cependant, et à cause même de ces défauts, le parti conservateur entreprit de faire illusion à l'Espagne

sur le mérite du Statut royal ; les grands, visiblement flattés de la participation qui leur était donnée au mouvement des affaires, les riches propriétaires, les capitalistes, les hauts fonctionnaires, le célébrèrent sur tous les tons ; ils vantèrent l'importante concession faite par la couronne aux exigences du parti libéral, et leurs journaux traitèrent violemment d'anarchique quiconque osait ne point se montrer satisfait. Le parti exalté n'était pas encore réorganisé ; il ne put donc prendre une attitude franche en face du nouveau pacte social qui lui était offert ; les hommes principaux qui le composaient se contentèrent seulement de faire ressortir l'insignifiance des concessions octroyées, et de démontrer la grande différence qui les séparait de la constitution de 1812.

Parmi les écrivains capables d'une juste appréciation sur la nouvelle constitution, l'impression dominante fut celle du ridicule. Larra, dans un de ses pamphlets, la caractérisait ainsi : « Nous sommes régis par un gouvernement qui ne prend que des quasi-mesures ; nous avons une espérance quasi certaine d'être quasi libres quelque jour. Par malheur, nos hommes d'Etat sont quasi ineptes ; ils assistent à une lutte quasi éternelle entre deux principes, les peuples et les rois ; et pour y mettre fin, ils résolvent les questions par un juste milieu qui crée des quasi-rois et des quasi-peuples, des représentations quasi nationales, et des despotes quasi populaires[1]. »

Xavier de Burgos avait assisté à toutes les séances où, dans le sein du conseil des ministres, le statut avait été discuté ; plus disposé à l'action qu'à la résistance, il n'en avait pas moins fortement contribué à défendre les prérogatives royales contre tout empiétement ; sa signature se trouve au bas du décret qui ordonnait la promulgation du statut ;

[1] Voir le pamphlet de Figaro intitulé *Cuasi, pesadilla politica.*

mais il faut croire que le résultat obtenu ne lui causait que peu de satisfaction, car, le 17 août, il donnait sa démission, et laissait à Martinez de la Rosa le soin de défendre à lui seul leur œuvre commune. Cette retraite ne pouvait qu'être agréable au ministre d'Etat, qui devenait sans opposition président du conseil; il put alors composer le cabinet tout entier à son choix, et confia le portefeuille du fomento, dont il changea le nom en celui d'*intérieur*, à un autre de ses collègues de 1822, Moscoso, sur le talent duquel il savait pouvoir se fier pour la difficile tâche de diriger les élections et de trouver tous les membres qui devaient constituer l'Etat des procérès. Son attention se porta ensuite sur la personne à qui devaient être confiées les finances; c'était un choix difficile, car il fallait que le nouveau titulaire inspirât à la fois confiance à la régente, à l'opinion publique, aux traitants indigènes et aux capitalistes étrangers dont le concours était absolument nécessaire. Des difficultés venaient de surgir sur la place de Paris entre les membres de la commission des finances espagnoles et les banquiers français, qui demandaient, avant de verser de nouveaux fonds, la reconnaissance formelle des emprunts de 1820, 1821 et 1822. Il fallait un financier capable de discerner ce qu'il y avait de juste et de fondé dans leurs réclamations, de rétablir le crédit et de développer toutes les ressources de la nation; mais cet homme d'Etat existait heureusement et avait déjà en maintes circonstances donné des preuves de son talent et de sa haute capacité; c'était le comte de Toreno. Martinez de la Rosa l'appela donc auprès de lui, et le 18 juin la *Gazette officielle* contenait la nomination du nouveau ministre des finances.

Avec ce puissant auxiliaire le cabinet se trouvait en état de se présenter devant les Cortès, qui avaient été convoquées pour le 24 juillet (décret du 25 mai).

La masse du peuple, n'étant pas appelée à la vie politique,

ne pouvait se passionner pour les élections; ce n'était pas elle qui avait à choisir les procuradorès. Leur nomination était exclusivement réservée à la classe moyenne, à qui on avait également remis des armes, suivant l'esprit du décret qui avait présidé à l'organisation de la milice urbaine. Martinez de la Rosa, d'accord avec le système doctrinaire français, voulait bien admettre à participer aux affaires l'élément le plus riche de la bourgeoisie; mais une frayeur instinctive le tenait en garde contre la petite bourgeoisie et le peuple, qui partageaient plus volontiers les opinions du parti exalté et qui pourtant étaient l'unique force que le ministère pouvait opposer aux nombreux partisans de l'absolutisme.

Or, on pouvait constater, dans les grandes villes d'Espagne, une grande modification dans les dispositions du peuple, qui, presque partout, surtout à Madrid et à Séville, n'avait été jusqu'alors qu'un instrument entre les mains du clergé. On l'avait bien vu en 1808, en 1814, en 1823, où, tandis que la petite bourgeoisie suivait les doctrines du parti exalté, ceux qui occupaient le dernier degré de l'échelle sociale, ceux que leur indigence mettait plus particulièrement à la discrétion des prêtres dispensateurs de la charité publique, avaient obéi avec empressement à tous les appels du fanatisme et avaient couru sus aux libéraux avec beaucoup plus de zèle qu'ils n'avaient acclamé Riego. Maintenant, au contraire, si, dans les campagnes de Navarre, des provinces basques, d'Aragon, de Catalogne et de Valence, le moine, armé du mousquet et du crucifix, pouvait encore soulever les populations, il se serait exposé à une mort certaine à jouer le même rôle dans les centres industriels et les villes. Une violente haine commençait à fermenter dans tous les cœurs populaires contre les criminels auteurs de la ruine du pays, contre les hommes qui, après avoir absorbé toutes les richesses nationales,

s'opposaient avec une persévérance si acharnée à l'émancipation des esprits : les progrès de l'instruction, quoique lents, permettaient d'apprécier la fausseté de leurs prédications : on était indigné de voir ces ministres d'une religion qui prêche la charité, transformer les couvents en arsenaux, les églises en foyers d'insurrection, les citoyens en rebelles, les frères en ennemis.

La nation entière ne pouvait douter que tous ses maux ne fussent causés par une ténébreuse entente du clergé catholique régulier et séculier; c'était lui qui, avec ses richesses, subventionnait la cause de don Carlos. Malgré son désir de respecter les communautés religieuses, le ministère avait dû prendre contre elles toutes sortes de précautions. Un décret avait ordonné la suppression de tous les monastères où auraient été trouvés des dépôts d'armes, dont la dixième partie des religieux aurait passé aux rebelles et où se seraient tenues des réunions secrètes. Les biens de ces monastères devaient être vendus publiquement, et le produit en être employé soit en pensions aux veuves et orphelins des combattants morts pour la défense du trône et de la patrie, soit à l'extinction de la dette publique. Or, loin d'arrêter les mauvaises dispositions du clergé régulier, ce décret n'avait servi qu'à exciter davantage sa haine et sa colère ; à Salamanque, à Orduña les moines s'étaient mis ouvertement en insurrection, et il avait fallu prononcer la suppression des couvents de ces deux villes ; partout ailleurs, ils conspiraient secrètement, et se faisaient le centre de toutes les intrigues contre la liberté et la régence de Christine.

On sait que, de tout temps, le clergé catholique a cherché à faire tourner les grandes calamités publiques au profit de son intérêt personnel et de sa domination exclusive ; c'est ainsi que, d'après lui, les maux produits par la guerre de l'Indépendance avaient pour unique origine la volonté

du ciel de punir les auteurs de la constitution de Cadix, ennemis de l'inquisition; en Amérique, le tremblement de terre de Caracas avait été suscité par la Providence pour châtier les tentatives d'indépendance des Venezolains. La fièvre jaune qui avait désolé Barcelone en 1822 était une juste punition de l'enthousiasme avec lequel l'insurrection de 1820 avait été accueillie par cette grande cité. Aussi, le choléra, le terrible choléra étant venu, sur ces entrefaites, au mois de juillet 1834, exercer ses ravages à Madrid, il ne manqua point de prêtres pour répéter dans la chaire et au confessionnal qu'un tel fléau n'était que le juste châtiment infligé par le ciel aux ennemis de Dieu, de la sainte religion, de l'inquisition et de don Carlos.

Que les masses eussent accordé confiance à ces interprétations et la cause du prétendant pouvait à l'avance être considérée comme gagnée, car l'esprit public, à Madrid, se trouvait dans un état extrême de surexcitation. Le désenchantement causé par la publication du Statut royal, les nouvelles apprenant coup sur coup, soit l'apparition sans cesse renouvelée de bandes factieuses dans le Maestrazgo ou la Catalogne, soit un désastre des troupes libérales et un succès de Zumalacarreguy, soit enfin l'arrivée tout à fait imprévue de don Carlos sur le théâtre même de la guerre, en Navarre, alors qu'on le croyait retenu à Londres par les autorités anglaises, le spectacle désolant d'une épidémie cruelle en face de laquelle toutes les ressources étaient insuffisantes, coïncidant avec une chaleur étouffante et une atmosphère embrasée, toutes ces causes avaient répandu dans Madrid un abattement et une consternation extrêmes. Aucun avis officiel ne prévenait la population de l'intensité de l'épidémie, et dans l'ignorance du nombre réel des victimes chacun s'en exagérait l'importance.

Tout à coup, le 16 juillet 1834, le bruit se répand que

les fontaines sont empoisonnées; déjà semblable rumeur avait ému Paris en 1832, lors de cette fameuse invasion du choléra à laquelle succomba, entre tant d'autres, Casimir Périer. Quel pouvait être l'auteur de ce crime abominable? Le bas peuple de Madrid, dans l'état d'exaltation où il était, n'hésita pas un instant dans ses soupçons: ces moines fanatiques qui depuis des siècles nourrissaient son esprit de mensonges, de chimères et de superstitions, étaient les seuls coupables; n'était-ce pas eux qui voulaient que la Providence châtiât les ennemis de don Carlos! Empoisonner les fontaines, cela devait être pour eux exécuter la volonté de ce Dieu qu'ils avaient l'habitude de faire parler à leur guise.

C'est toujours dans les quartiers les plus populeux que naissent ces sinistres rumeurs, présages des plus tristes désordres. A Madrid, elles avaient cours surtout dans les environs de la place de la Cebada (les Halles de la capitale) et de la rue de Tolède. Elles y faisaient l'objet de toutes les conversations des groupes populaires, dont l'attitude morne et sombre trahissait plus de dispositions à affronter une mort immédiate qu'à subir avec calme le fléau qui menaçait toutes les têtes.

Dès le 15 et le 16 juillet, on avait pu observer que ces groupes prenaient des allures de plus en plus menaçantes, et l'autorité, dans l'attente d'un péril prochain, s'était décidée à prendre quelques dispositions militaires. Le 17, au matin, comme une charrette, toute chargée de cadavres, sortait de la paroisse Saint-Millian et débouchait sur la place de la Cebada, un long cri d'effroi et d'indignation s'éleva de tous côtés; aucune clameur politique ne se mêlait à cette simple et spontanée expression d'horreur, lorsque tout à coup, dans la rue de Tolède, au coin de la place, un ex-sergent de volontaires royalistes profite de cette disposition des esprits pour dire à haute voix que la nouvelle

milice urbaine était la seule cause de tout le mal et qu'il fallait en finir avec elle. Loin de trouver de l'écho, ses paroles ne font qu'irriter la colère de la foule ; on se précipite sur lui, il fuit ; des miliciens urbains et la foule entière derrière eux le poursuivent ; serré de près, il se réfugie au collége de San Isidro, près l'église de ce nom, et demande asile aux R. P. Jésuites ; leurs portes s'ouvrent au fugitif et se refermant sur lui arrêtent à propos ses persécuteurs.

Mais la foule, déjouée, animée par la poursuite et sûre de sa force, s'irrite d'un tel obstacle ; elle réclame d'abord impérieusement sa victime, et puis, ne pouvant l'obtenir, elle se détermine à l'arracher par la force. Déjà les portes sont brisées, le couvent envahi, et la fureur populaire, s'exaltant par la résistance qu'on lui oppose, attaque les moines eux-mêmes, qu'elle considère déjà comme les vrais coupables.

La nouvelle de cette première violence vole bientôt de bouche en bouche dans tous les quartiers et l'on voit accourir en un instant tous ceux pour qui le désordre est une heureuse occasion de rapine et de brigandage, ce rebut de toutes les classes, qui, aux aguets de la ruine sociale, est toujours prêt à tuer et à brûler, pourvu qu'il puisse piller. C'en est fait ; les Jésuites de San Isidro, qui ne savent pas se dérober par une fuite rapide ou se tapir dans quelque cachette, sont immolés au ressentiment de la multitude.

Le capitaine général, prévenu à la hâte, accourt enfin à la tête d'un escadron ; il parvient à recueillir, dans une chapelle de l'église San Isidro, plusieurs religieux réfugiés, pleins d'épouvante, au pied des autels ; il occupe ensuite le couvent et réussit à disperser la foule sur ce point.

Mais l'exaspération populaire ne devait pas se borner là ; l'idée de piller tous les couvents de Madrid s'était emparée d'une partie de la population, et ce n'était pas seulement à San Isidro que les moines étaient égorgés, mais aussi à

Saint-Thomas, à la Merced et à San Francisco. Et cela, saus aucun plan préconçu, sans aucune tactique; aussi ne pouvait-il y en avoir dans la répression. En vain le capitaine général courait-il d'un point à un autre; il ne pouvait suivre ni prévoir les mouvements inconscients d'une multitude en fureur. Tandis qu'il rétablissait l'ordre à San Isidro, les moines de la Merced tombaient sous les coups de la même vengeance populaire.

Au couvent de San Francisco, les religieux essayèrent de résister et quelques-uns firent feu du haut de la tour de l'église; mais cela ne servit qu'à exaspérer encore la foule; implacable dans sa haine et dans sa fureur, elle poursuivit les malheureux de cellules en cellules, et en égorgea dix-sept, tandis que soixante-treize autres ne durent leur salut qu'à l'arrivée d'une compagnie de miliciens.

Satisfaits de leurs exploits dans ces trois couvents, enivrés par le sang et la boisson, les manolas et les chulos, qui formaient l'élément le plus énergique de cette populace, songèrent à attaquer les couvents de San Gil, de los Basileos, del Carmen et de San Cayetano; mais l'autorité était enfin partout en mesure; la troupe, secondée par la milice urbaine, qui s'était empressée d'apporter sa coopération, les contraignit de tous côtés à se replier.

Dans la nuit du 17 au 18, il y eut une nouvelle tentative contre le couvent d'Atocha; là encore les attaques furent aisément réprimées, de même que les démonstrations hostiles tentées dans la journée du 18 contre les couvents de Santa Barbara, du Rosario et de Jésus, ainsi que contre le séminaire des nobles également tenu par les Jésuites: le torrent de la fureur populaire, d'ailleurs, était de lui-même rentré dans son lit.

On a cherché bien souvent à représenter cette triste journée du 17 juillet 1834 comme une sédition disposée à

l'avance, soit par le gouvernement lui-même, soit par les chefs du parti exalté; rien n'est plus faux. Triste produit des calomnies propagées, de part et d'autre, dans l'intérêt des haines politiques, de la terreur causée par le choléra et du débordement des esprits encore superstitieux qui, secouant le joug d'une foi fanatique, prenaient en haine leurs anciens conseillers, ces déplorables violences ne peuvent être directement imputées ni au gouvernement ni aux manœuvres des partis.

Malgré les efforts tentés pour rétablir le calme, une grande partie de la population, après le 18 juillet 1834, voulut à tout prix quitter la capitale; tous les moyens de transport, toutes les voitures furent mis en réquisition par l'impatience et la peur. Beaucoup partirent sans savoir où ils iraient ; la plupart d'entre eux furent victimes de leur terreur; ils fuyaient la maladie et le pillage, mais ils emportaient en eux le germe du mal, et le choléra les atteignait dans les villages voisins, où ils succombaient sans le moindre secours, privés d'une assistance généreuse qui ne leur aurait pas manqué dans la capitale.

On accusa naturellement le gouvernement de n'avoir pas déployé une prévision et une énergie suffisantes dans ces malheureuses circonstances; et ceux-là mêmes qui avaient montré la plus grande faiblesse furent, comme toujours, ceux qui manifestèrent contre lui le plus d'acharnement. En réalité, il n'avait pu rien empêcher; pour donner satisfaction aux exigences de l'opinion, il accepta la démission du capitaine général, il fit mettre en prison, juger et fusiller, après condamnation, certains individus reconnus coupables d'avoir coopéré à ces horribles scènes; mais, fille de la haine excitée chaque jour par leur fanatisme, la vengeance du peuple espagnol contre les moines devait se traduire encore par de nouveaux épisodes plus dramatiques.

Le 17 juillet 1834 n'était que l'indice d'un nouvel esprit; l'antique prestige du moine sur la plèbe espagnole était détruit. Le moine n'était plus respecté, il était haï.

L'ouverture des Cortès devait avoir lieu le 24 juillet; on sut gré à la régente de ne pas se laisser dominer par le souvenir des tristes événements qui venaient de s'accomplir, et d'inaugurer les sessions en grande cérémonie, comme si la ville se fût trouvée dans un état normal. Cet acte de courage civil influa puissamment sur toutes les imaginations trop surexcitées, et rendit à la froide raison un ascendant qu'elle avait un instant si malheureusement perdu.

---

# CHAPITRE III.

## LA QUADRUPLE ALLIANCE.

**22 avril-18 août 1834.**

**Attitude prise par le gouvernement français à la mort de Ferdinand VII. — Instructions adressées à M. de Rayneval.— M. Mignet est envoyé à Madrid. — La France et l'Angleterre reconnaissent la reine Isabelle. — En Portugal don Miguel continue à agir d'accord avec don Carlos. — L'ambassadeur espagnol quitte Lisbonne. — Succès de don Pedro. — Ambassade du marquis de Miraflorès à Londres. — Ses négociations avec lord Palmerston et le prince de Talleyrand. — Signature du traité de la quadruple alliance. — Campagne du général Rodil en Portugal. — Don Miguel et don Carlos sont forcés de quitter la Péninsule. — Don Carlos à Portsmouth et à Londres. — Il abandonne tout à coup l'Angleterre et se transporte au milieu des troupes de Zumalacarreguy. — Cet événement décide les quatre cours alliées à resserrer leur alliance. — Articles additionnels signés le 18 août 1834.**

---

A la mort de Ferdinand VII, il y avait déjà près d'un an que les affaires, en France, étaient dirigées par le cabinet du 11 octobre 1832, lequel, sous la présidence du maréchal Soult, comptait dans son sein, comme ministres principaux, MM. Guizot, Thiers et de Broglie. Ces hommes d'Etat, bien informés par leur ambassadeur à Madrid, M. de Rayneval, de la situation en Espagne, ne pouvaient être surpris par un événement que tout le monde prévoyait depuis longtemps; ils avaient été dans l'origine prévenus en faveur de la loi salique et contre la succession féminine par les préjugés dynastiques du roi Louis-Philippe, qui avait toujours attaché une grande importance aux droits éventuels qu'en qualité de Bourbon il pouvait faire valoir à la couronne

d'Espagne; mais, peu à peu, comprenant mieux les dangers qui pouvaient résulter pour la branche d'Orléans de l'alliance intime qui tendait à s'établir entre les légitimistes français et les apostoliques espagnols, ils s'étaient décidés à prendre parti pour Christine et Isabelle. M. de Rayneval avait reçu l'ordre, le lendemain du décès de Ferdinand, de se considérer dans la position d'un agent dont le caractère officiel est comme suspendu jusqu'à ce qu'il ait reçu de son gouvernement de nouvelles lettres de créance; mais il n'en devait pas moins offrir immédiatement à la reine tout l'appui qu'elle pouvait désirer de la part de la France, et se concerter avec l'ambassadeur anglais, M. Villiers, qu'on supposait avoir reçu de Londres des instructions analogues, pour qu'ils parussent agir collectivement et que l'identité parfaite de leur attitude frappât tous les esprits.

Aussitôt qu'il eut appris la mort de Ferdinand, M. de Broglie, ministre des affaires étrangères, voulut que M. Mignet se rendît à Madrid et commentât de vive voix ces instructions soit auprès de M. de Rayneval, soit auprès du gouvernement espagnol. M, Mignet remplit avec une grande célérité la mission spéciale qui lui était confiée, et le jour même de son arrivée (10 octobre) M. de Rayneval annonça officiellement à la régente et à Zea Bermudez que la France reconnaissait la jeune reine et lui offrait son appui..

Cette reconnaissance fut accueillie à Madrid avec la plus grande satisfaction : on s'empressa de la publier dans la *Gazette*, et quant à l'assistance offerte, loin de la repousser, on se montra très-disposé à y avoir recours si les circonstances l'exigeaient.

L'Angleterre fit attendre un peu plus longtemps sa décision, ce ne fut que le 4 novembre que son ambassadeur fit la reconnaissance officielle; et avec une rare prévoyance qui prouvait le mérite de ses hommes d'État, les ministres

anglais, avaient eu soin, dans le formulaire des lettres de créance, d'accréditer leur ambassadeur près de la jeune reine, et non, comme le cabinet français, près de la régente.

Les Etats-Unis, la Suède et le Danemark imitèrent l'exemple qui leur était donné par les deux grandes puissances de l'Europe occidentale. Mais les trois cours de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg s'abstinrent de reconnaître la succession féminine; c'était beaucoup de leur part de ne pas se déclarer ouvertement pour don Carlos, d'autant plus que, si elles s'y étaient décidées, leur conduite eût été à l'instant suivie par la Sardaigne et par Naples, qui favorisaient la cause du prétendant; ces deux gouvernements hésitèrent cependant, en se trouvant tout seuls, à le reconnaître officiellement et se bornèrent à protester contre la variation que subissait en Espagne la loi de succession.

Une fois assuré de l'appui des deux grandes puissances constitutionnelles, le gouvernement de la reine Christine n'eut plus qu'une préoccupation, celle de les entraîner à une intervention active, pour l'aider à vaincre le mouvement carliste. Pendant le ministère de Zea Bermudez, son frère, M. de Colombi, qui exerçait à Paris les fonctions de chargé d'affaires, avait déjà obtenu qu'on lui facilitât les moyens de contracter un emprunt, qu'on livrât 6000 fusils à Llauder, et qu'on approvisionnât de vivres Saint-Sébastien, bloqué par les carlistes.

Mais ces premiers secours étaient loin de paraître suffisants; on voulait obtenir bien plus de la France et de l'Angleterre, sans, du reste, songer à rien leur donner en échange. Aussi, dès les premiers jours de février 1834, Martinez de la Rosa se décida-t-il à envoyer à Paris et à Londres deux hommes d'Etat, avec la mission spéciale de peser autant que possible sur les deux cabinets de manière à ob-

tenir d'eux le concours le plus actif possible en faveur des deux reines, Maria et Isabelle.

Depuis la mort de Ferdinand VII, les relations diplomatiques de l'Espagne et du Portugal s'étaient sensiblement modifiées; si, du vivant de ce monarque, Zea Bermudez avait cru devoir soutenir avec énergie les intérêts de don Miguel à cause de son opposition à la charte de don Pedro, ses sympathies s'étaient affaiblies peu à peu, à mesure que ce prince contractait une alliance plus étroite avec don Carlos. L'ambassadeur espagnol à Lisbonne, don Luis Fernandez de Cordoba, dont nous avons expliqué déjà le rôle difficile, chargé d'abord d'amener don Miguel à pratiquer un système plus modéré, avait dû insensiblement prendre une attitude menaçante. S'il avait été autorisé à déterminer lui-même la ligne politique à suivre, dès le lendemain de la mort de Ferdinand il se serait déclaré adversaire de don Miguel et aurait fait marcher contre lui le corps d'observation qui, aux ordres du général Saarsfield, protégeait la frontière. Mais il n'était que l'exécuteur des ordres de Zea Bermudez, et ce ministre, dans sa politique à l'égard de don Miguel, manifesta jusqu'à la fin pour sa cause une préférence malheureuse, qui aujourd'hui encore pèse sur sa mémoire d'un poids accablant. Ni l'entrée de don Pedro à Lisbonne, ni les succès de Charles Napier et de Villaflor ne réussirent à lui ouvrir les yeux; il ne sut pas reconnaître la jeune reine, doña Maria, au moment critique où la moindre intervention de sa part aurait réduit à néant toutes les espérances des deux princes coalisés; c'est à Cordoba, et à Cordoba seul, que l'on doit être redevable des habiles manœuvres qui permirent de déjouer tous les plans de don Carlos pour pénétrer sur le territoire espagnol et qui empêchèrent la réunion aux troupes absolutistes du maréchal Bourmont et des autres officiers français soudoyés par les légitimistes de

France; bien plus, lorsque les autorités portugaises reconnurent don Carlos, c'est sans l'intervention de son gouvernement qu'il se décida à demander ses passe-ports et à abandonner le Portugal.

Le général Saarsfield avait été chargé d'abord de surveiller tous les pas et démarches du prétendant, alors qu'il essayait d'organiser à Castello-Branco un noyau de volontaires; mais ce militaire ayant été appelé par le gouvernement à pacifier les provinces basques et la Castille, où les carlistes paraissaient avoir groupé leurs principales forces, la tâche d'observer la frontière du Portugal fut dévolue au capitaine général d'Estramadure, Rodil, l'ancien défenseur du Callao. Cet officier fut autorisé à pénétrer sur le territoire portugais, à s'emparer de la personne de l'infant, et à le ramener prisonnier pour l'enfermer soit à Badajoz, soit en tout autre point qui lui paraîtrait plus sûr (24 octobre). Mais, en lui communiquant cet ordre, le ministère, dont toutes les forces étaient employées à la répression des bandes carlistes, ne mettait à sa disposition aucune troupe. Rodil refusa donc pour le moment de s'aventurer dans une expédition hasardeuse et insista auprès du gouvernement pour qu'un corps de 6000 hommes lui fût envoyé, si l'on voulait qu'il exécutât l'importante mission qui lui était confiée; en attendant, d'accord avec Morillo, capitaine général de la Galice, il se borna à intercepter toutes les correspondances que don Carlos cherchait à établir avec les partisans qu'il comptait dans cette province et en Estramadure.

Tant que Zea Bermudez fut à la tête des affaires, on négligea de donner satisfaction au juste désir manifesté par Rodil; mais, dès que Burgos et Martinez prirent la direction des affaires, ils songèrent de suite à former le corps destiné à opérer en Portugal : les ressources n'étaient pas grandes; aussi ce ne fut qu'au mois d'avril 1834 que Rodil se trouva

réellement en état d'ouvrir la campagne. Avant de l'entreprendre il était nécessaire de savoir comment elle serait accueillie par les gouvernements anglais et français ; et tel est le véritable motif de la mission donnée par Martinez à ses deux ambassadeurs de Paris et de Londres, le duc de Frias et le marquis de Miraflorès. Les relations entre le gouvernement de Louis-Philippe et celui de la reine Christine étaient telles qu'il n'y avait aucun doute à avoir sur les dispositions du cabinet français ; c'était surtout l'opinion de lord Palmerston, chef du Foreign Office, et jaloux défenseur de l'influence anglaise en Portugal, que l'on redoutait.

Le marquis de Miraflorès, parti de Madrid le 21 février, était arrivé à Paris dans les premiers jours de mars ; il y resta près d'un mois, occupé ostensiblement à traiter des questions financières avec le baron Rothschild, et, selon toute probabilité, se mettant d'accord avec les ministres sur la ligne politique qui devait être suivie avec les cabinets anglais et portugais. Enfin il partit pour Londres, et le 9 avril il avait déjà sa première conférence avec lors Palmerston. Celui-ci se montra d'abord très-froid et très-réservé ; puis tout à coup, trois jours après, il se déclara favorable à l'intervention et disposé à signer un traité dont les bases seraient aussitôt discutées. Dans l'esprit de lord Palmerston, ce traité devait simplement être offert à l'adhésion de la France ; mais notre ambassadeur à Londres, M. de Talleyrand, voulut y entrer comme partie contractante, et le ministre anglais y consentit, quoique à regret. Le chargé d'affaires du Portugal, au nom de la jeune reine doña Maria, fut également appelé à coopérer aux négociations, et s'empressa de donner son consentement aux bases convenues entre lord Palmerston et le marquis de Miraflorès.

Ainsi se trouva, en quelques jours, arrêtée et conclue la

convention du 22 avril 1834, connue sous le nom de *traité de la quadruple alliance*, et appelée, sous ce titre, à une si grande célébrité dans la politique européenne.

En lui-même, le traité était exclusivement consacré aux affaires de la Péninsule (voir note B), et stipulait, en effet : l'obligation pour don Pedro de chasser du territoire portugais l'infant don Carlos ; l'engagement de la part de la régente Christine de faire entrer en Portugal un corps de troupes qui devait coopérer à l'expulsion définitive des deux infants, don Carlos et don Miguel, et de le retirer une fois le résultat obtenu ; la promesse du gouvernement anglais de faciliter les opérations par l'envoi d'une flotte auxiliaire ; l'obligation pour le gouvernement français de faire tout ce qui serait déterminé d'un commun accord entre lui et ses alliés au cas où sa coopération serait jugée nécessaire. En outre de ces stipulations, il y était dit qu'une amnistie générale serait accordée en Portugal aussitôt les infants expulsés, et que tous deux auraient droit de la part de leurs monarques respectifs à une rente, proportionnée à leur rang et à leur convenance. Malgré l'objet tout particulier de ce traité, l'opinion publique s'acharna à y voir un projet d'union des puissances de l'Europe occidentale et constitutionnelle contre les tendances absolutistes des trois cours de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et c'est sous cet aspect qu'il devint, à peine signé, l'objet de toutes les conversations politiques de l'Europe entière.

Au point de vue spécial de l'Espagne, c'était un véritable triomphe pour elle, après l'expédition de 1823, que d'engager la signature de la France et de l'Angleterre pour l'éloignement définitif du trône de celui qui voulait maintenir chez elle le règne de la superstition et de l'ignorance. Aussi le service rendu à cette époque à son pays par le marquis de Miraflorès est-il de ceux qu'une nation ne doit jamais ou-

blier; service inspiré par le patriotisme le plus sincère et qui eût dû avoir de bien plus féconds résultats pratiques, mais qui a eu néanmoins l'immense avantage de rapprocher l'Espagne des puissances libérales, en l'éloignant des monarchies absolues.

Nous aurons si souvent à revenir sur les difficultés que devait susciter l'application de ce célèbre traité, sur les rivalités auxquelles il donna lieu entre les deux grandes puissances coopératives, ainsi que sur le mécontentement qu'il excita dans les cours du Nord, qu'il nous paraît inutile de nous y arrêter ici ; il nous suffira de dire qu'il excita le plus vif enthousiasme à Madrid et dans toute l'Espagne, et contribua ainsi beaucoup à calmer le désenchantement général produit à cette même époque par la promulgation du Statut royal.

Déjà même avant que le public en eût officiellement connaissance, le ministère avait jugé à propos d'en commencer l'exécution; il lui tardait d'expulser du Portugal l'infant don Carlos, qui affectait de se tenir à l'extrême frontière. Rodil, resté si longtemps l'arme au bras, reçut donc l'ordre d'entrer en campagne dès que les plénipotentiaires furent convenus des bases du traité, et avant même qu'ils eussent reçu leurs pleins pouvoirs. Son quartier général était depuis longtemps établi à Ciudad-Rodrigo, ville située à quelques lieues de la frontière et voisine de la forteresse portugaise d'Alméida, laquelle tenait encore pour don Miguel. Il fallait décider la garnison de cette citadelle à changer son drapeau, car Alméida était un point d'appui de la plus grande importance pour les deux prétendants. Dès qu'il eut connaissance des premières démarches de Rodil, soit qu'il crût par sa présence pouvoir entraîner l'armée espagnole, soit qu'il songeât à tenter une résistance désespérée, don Carlos s'enferma dans la place avec la faible es-

corte de 500 à 600 hommes qui l'accompagnait. Il parut, un instant, que la question allait se décider sous les murs d'Alméida, car si Rodil, par un mouvement rapide, parvenait à bloquer hermétiquement cette place, la captivité du prince allait dépendre exclusivement des opérations du siége; mais pouvait-on attendre des preuves d'héroïsme des courtisans qui entouraient le fanatique prétendant, et qui étaient partagés déjà en deux factions ennemies, dont l'une suivait les avis de doña Francisca, et l'autre se rangeait autour de l'évêque de Léon, Abarra, nommé premier ministre? Il n'y avait parmi eux aucun militaire, aucun diplomate vraiment capable de diriger, en homme d'Etat, la difficile entreprise de don Carlos; un seul homme, un Français, M. Huguet de Saint-Sylvain, plus connu sous le nom de baron de los Valles, appréciait les événements avec sagacité; mais il était attaché directement à la personne du prince, il n'avait point voix dans les affaires intérieures de l'Espagne; c'était à l'évêque de Léon qu'incombait la conduite de tous les graves intérêts de la cause carliste, et ce prélat fanatique et astucieux était aussi incapable de concevoir un plan que de le suivre avec décision. Avec de tels auxiliaires, don Carlos lui-même, au dire d'un témoin oculaire, ne savait rien faire de ce qu'il eût dû entreprendre dans les circonstances où il se trouvait; il n'avait point de représentant auprès des cours étrangères qui auraient pu l'aider, il ne savait point se mettre en relation avec tous les partisans qu'il comptait dans la Péninsule; il ne savait se procurer aucune ressource financière, à tel point que le petit nombre de soldats qui s'étaient rangés sous ses ordres en étaient réduits à piller pour subsister, et par cette triste nécessité excitaient contre lui la haine des Portugais. Dans une telle extrémité, don Carlos ne se sentit pas l'audace nécessaire soit pour rester dans Alméida, soit pour pénétrer à

ses risques et périls sur le territoire espagnol, et pour rejoindre sous un déguisement ses vaillants défenseurs des provinces basques et de la Navarre ; dès qu'il eut acquis la conviction que les troupes envoyées contre lui n'étaient nullement disposées à l'acclamer, il aima mieux se résigner à la fuite. Profitant avidement d'un instant de répit qu'accordait à ses soldats le brigadier chargé de l'investissement d'Alméida, il abandonna tout à coup cette place pour se réfugier dans l'intérieur du Portugal.

La campagne de Rodil, après cette fuite, ne fut plus qu'une promenade triomphale; il décida les défenseurs d'Alméida à reconnaître doña Maria; il poursuivit don Carlos, qui se retira d'abord à la Guarda, puis à Santarem ; il se mit en communication avec les chefs portugais qui combattaient pour don Pedro et la jeune reine, et, d'accord avec eux, il s'occupa de faire mettre bas les armes à toutes les bandes miguelistes qui infestaient le nord du Portugal. Cette opération, puissamment aidée par la conclusion du traité de la quadruple alliance, dura tout un mois ; enfin, vers le 15 mai, le moment vint de porter les coups décisifs ; un mouvement combiné fut convenu entre les troupes de don Pedro et celles de Rodil ; les premières devaient descendre vers la capitale, en passant par Thomar, tandis que les secondes occuperaient Santarem, que protégeait une petite division carliste aux ordres du général Gonzalez Moreno, devenu tristement célèbre depuis l'exécution du malheureux Torrijos. Aucune résistance sérieuse ne fut opposée ni par les miguelistes, ni par les carlistes ; le duc de Terceira, général de don Pedro, put occuper Thomar, tandis que Rodil entrait facilement à Santarem.

Don Carlos et don Miguel, réduits à abandonner tous les pays situés au nord du Tage, se concentrèrent avec les débris de leurs troupes à Evora, seule place qui leur restât

encore ; mais bientôt abandonnés, sans hommes ni ressources, ils ne songèrent plus qu'à traiter personnellement pour obtenir les conditions les plus avantageuses ; ils s'adressèrent donc à l'ambassade anglaise de Lisbonne, et, grâce au concours bienveillant des diplomates britanniques, échappèrent l'un et l'autre aux conséquences rigoureuses de leur défaite.

Don Miguel traita le premier et, peu soucieux de compromettre ses intérêts pour ceux de son oncle et allié, il se préoccupa exclusivement, dans les négociations qui précédèrent la convention d'Evora, d'assurer, par une soumission complète, à ses partisans les bienfaits de l'amnistie générale promise par le traité du 22 avril, et à lui-même une pension de 400 000 francs et la libre disposition de toutes ses propriétés particulières (26 mai 1834).

Ainsi réduit à ses seules ressources, don Carlos, craignant de tomber entre les mains de Rodil, se décida à accepter les propositions qui lui avaient été faites à diverses reprises par l'amiral anglais Parker, et à évacuer le Portugal. L'amiral donna ordre à un de ses officiers, le colonel Wysse, d'accompagner le prince jusqu'au lieu choisi pour l'embarquement, Aldea-Gallega, l'accueillit sur un de ses navires, le *Donegal*, frégate de soixante-quatre canons, qui devait le conduire à Portsmouth, en Angleterre, et consentit même à l'embarquement de sa famille et de soixante personnes qui furent considérées comme faisant partie de son cortége (27 mai). Ce départ trop précipité, et que don Carlos aurait dû retarder jusqu'au moment où il aurait assuré la vie de toutes les personnes compromises dans sa cause, laissa sans aucun moyen de défense contre une population justement irritée un grand nombre d'officiers accourus à Aldea-Gallega pour s'embarquer avec leur chef.

Aussi voudrions-nous n'avoir pas à signaler les désordres

dont le petit port d'Aldea-Gallega fut le théâtre; les actions que les Portugais y commirent sous le coup de la colère qu'ils avaient amassée pendant les dévastations de cette campagne, nous paraissent aussi blâmables que la lâcheté de ceux qui avaient abandonné leurs compagnons au sort le plus lamentable, sans les garantir par aucune capitulation.

Seuls, 270 carlistes purent s'évader pour l'Angleterre et éviter d'être dirigés sur les dépôts intérieurs, où Rodil réunissait ses prisonniers; ils ne durent leur salut qu'au dévouement de la princesse de Beira, qui mit ses diamants en gage pour fréter deux navires de commerce.

On comprendra sans peine quel fut le chagrin du général espagnol, à qui ses instructions prescrivaient de s'emparer à tout prix du prétendant, lorsqu'il se vit prévenu par les Anglais; il exhala ses plaintes dans quelques notes acerbes dirigées aux autorités portugaises, qui n'étaient point responsables, tout étant l'œuvre de la diplomatie britannique, plus coupable en cela d'humanité que d'intention politique.

Tout ce que put faire le cabinet de Madrid, de son côté, fut d'écrire à Londres au marquis de Miraflorès pour l'autoriser à faire des offres à don Carlos, par l'intermédiaire du sous-secrétaire d'État du Foreign Office. Dès son arrivée à Portsmouth, on proposa donc au prétendant de s'engager à ne pas pénétrer dans la Péninsule, moyennant quoi une pension de 30 000 livres sterling lui serait assurée.

Don Carlos s'était trop avancé; il avait trop confiance dans son prétendu droit, dans l'influence du parti apostolique et dans les succès qu'obtenait alors Zumalacarreguy, pour écouter de semblables propositions. Son échec en Portugal ne l'avait nullement découragé; il s'imaginait toujours qu'il lui suffisait de se montrer à son peuple pour être immédiatement acclamé. Aussi, soutenu par cette espérance, songea-t-il, aussitôt après son débarquement, à se procurer les moyens

de passer en Espagne sans être inquiété par les polices anglaise et française, et son principal agent, M. de Saint-Sylvain, se mit à l'œuvre immédiatement

Tout fut en effet bientôt disposé ; grâce à la liberté dont il jouissait sur le territoire anglais, et malgré la surveillance dont il était l'objet de la part de l'ambassadeur espagnol, il put, dès le 1er juillet, abandonner sa résidence de Glocester-Lodge et passer sur le continent. Débarqué à Dieppe, il traversa toute la France en passant par Paris, Tours, Bordeaux et Bayonne, reçut l'hospitalité de plusieurs personnes influentes du parti légitimiste français, et pénétra enfin le 7 juillet sur le territoire espagnol. Nul n'était prévenu de son arrivée, pas même Zumalacarreguy, qui cependant l'avait invité plusieurs fois par les lettres les plus pressantes à venir animer de sa présence les nombreux soldats qui s'étaient dévoués à sa cause[1].

L'impression produite à Madrid, à Paris et à Londres par les deux nouvelles du départ de don Carlos d'Angleterre et de son arrivée en Navarre, nouvelles qui furent presque simultanément connues, fut d'abord très-grande. On se souvenait encore des rentrées triomphales de Ferdinand dans sa capitale en 1814 et en 1823, et les torys anglais, les légitimistes de France, aidés par les apostoliques espagnols, firent croire pendant quelques jours, à force de le répéter, qu'il suffirait à don Carlos de se présenter en personne pour être salué roi. Mais l'illusion fut de courte durée ; on s'aperçut

[1] On raconte que, dans la traversée de Paris, la chaise de poste où se trouvaient don Carlos et M. de Saint-Sylvain se croisa avec une voiture qui conduisait à Neuilly Louis-Philippe et quelques membres de sa famille. Don Carlos s'empressa de les saluer, sans pourtant être reconnu ; puis, se tournant vers son compagnon de route : « Mon cousin d'Orléans, lui dit-il, est bien loin de se douter qu'en ce moment je traverse ses Etats sans son autorisation, pour aller briser avec la pointe de mon épée son traité de la quadruple alliance. » Phrase de héros dans la bouche d'un pygmée !

bientôt que, grâce à l'incapacité notoire de ce prétendant aussi ambitieux qu'obstiné, il n'y avait réellement en Navarre qu'un factieux de plus (un faccioso mas), et les mêmes diplomates qui avaient déjà signé le traité de la quadruple alliance, un instant ébranlés par cet incident, ne songèrent bientôt qu'à modifier leur convention primitive en tenant compte de la nouvelle situation.

Le traité de la quadruple alliance avait eu pour motif primitif l'exclusion de don Miguel et de don Carlos du territoire portugais ; on décida par des articles additionnels : 1° que le gouvernement français empêcherait que par la frontière des Pyrénées aucun secours en hommes ni en argent ne pût parvenir aux carlistes qualifiés de rebelles ; 2° que l'Angleterre fournirait les secours d'armes et de munitions jugés nécessaires, en outre de la flotte déjà promise, et finalement, que le Portugal aiderait la régente par tous les moyens en son pouvoir. Ces articles élargissaient le but de l'alliance, puisqu'il ne s'agissait plus seulement de chasser les infants du Portugal, mais encore d'assurer la paix dans la Péninsule ; ils furent signés le 18 août 1834, et spécifièrent d'une manière définitive le genre de concours que devaient donner à l'Espagne pendant tout le cours de sa guerre civile ses trois alliés occidentaux, la France, l'Angleterre et le Portugal (voir note C).

---

# CHAPITRE IV.

## LES CORTÈS DE 1834

**24 juillet 1834-7 juin 1835**

**Composition des deux Chambres formées suivant les prescriptions du Statut royal. — Esprit qui les anime. — Principaux orateurs et hommes d'Etat qu'elles contiennent. — Projet de loi sur la dette étrangère présenté par Toreno. — Emprunt des 400 millions. — Budget de 1835. — Llauder nommé ministre de la guerre. — Evénements du 18 janvier 1835 à Madrid. — Mort du général Canterac. — Llauder est obligé de se retirer. — Son portefeuille est confié à Geronimo Valdès. — Mécontentement causé dans le pays par les revers de l'armée du Nord — Agitation des provinces. — Séance du 11 mai. — Tous les ministres donnent leur démission, à l'exception de Toreno, nommé président du conseil et chargé de former un nouveau cabinet.**

---

Martinez de la Rosa, dès le lendemain de l'ouverture des Cortès, put comprendre combien il serait rapidement puni de l'injuste défiance qu'il avait manifestée au principe de la souveraineté populaire ; il avait cherché, dans son malheureux Statut, à reconstruire un nouveau pouvoir avec les vieux débris de l'ancienne noblesse, et, suivant l'exemple des doctrinaires français, il n'avait appelé à partager le pouvoir avec elle que l'état-major de la bourgeoisie. Or, il arriva que dans les classes mêmes sur lesquelles il s'appuyait se trouvèrent des défenseurs zélés de la souveraineté nationale, seule base positive du droit public moderne.

Dans la Chambre des pairs (procérès), à côté des grands personnages de l'ancienne aristocratie espagnole, à côté des ducs de Medina Cœli, d'Albe, d'Ossuna et de Frias, figurait Angel Saavedra, devenu duc de Rivas, un des députés les plus ardents de 1822, qui, par la fougue de son caractère et la célé-

brité qu'il avait déjà acquise, pouvait devenir le chef d'une puissante opposition, si à ses facultés de poëte et d'orateur il joignait celles d'un homme d'Etat. Il y avait aussi à craindre la turbulence du vieux comte de Montijo, et celle de José Palafox, récemment nommé duc de Saragosse pour sa belle défense de 1808 ; ce dernier venait d'être compromis dans un complot mal tramé par un agitateur peu consciencieux, et sous le prétexte d'hostilité nationale à tous les *afrancesados*, il laissait pressentir une disposition à se ranger parmi les ennemis du ministère. Pour donner satisfaction à l'opinion publique, il avait fallu donner le titre de *procer* à des hommes importants dont le nom était déjà inscrit dans les annales de l'histoire : à Garcia Herreros, à Alvarez Guerra, à Gil de la Cuadra, à Quintana, à Cayetano Valdès, à Gaspar de Vigodet, et ces hommes n'étaient pas de ceux que pouvaient satisfaire les maigres conditions du Statut. Il est vrai que, contre ces éléments indépendants ou hostiles, Martinez pouvait compter sur le concours du général Alava, du marquis de las Amarillas, de Xavier de Burgos, du duc de Baylen, du comte de Carthagène, d'Ofalia et du marquis de Miraflorès, associés à sa politique, qui, avec leur influence, entraînaient dans leur orbite les membres les plus importants de l'aristocratie ; mais il devait aussi redouter l'attitude de Llauder et de Quesada, les deux militaires qui avaient provoqué par leurs manifestes la chute de Zea Bermudez, aujourd'hui violemment hostiles l'un à l'autre, mais exerçant alors tous deux sur l'armée une influence personnelle importante.

On voit, par cette rapide énumération, que la composition de la classe la plus élevée de la société espagnole n'avait pas permis au ministère de constituer une Chambre haute à sa dévotion absolue, bien que le Statut lui en eût livré la nomination. Néanmoins il s'y était assuré une majorité do-

cile, tandis qu'il était loin d'en être ainsi dans le second Estamento. Le corps électoral, tout restreint qu'il était, avait choisi pour *procuradores* un nombre considérable d'anciens défenseurs de la constitution de 1812, et on devait s'attendre de leur part aux plus grands efforts pour reprendre en 1834 la situation qu'ils avaient perdue en 1823 par le seul fait de l'intervention de Louis XVIII.

Parmi ces libéraux figuraient en première ligne deux personnages auxquels les électeurs d'Oviedo et de Cadix avaient dû eux-mêmes constituer, par une donation patriotique, la rente de 12 000 réaux que la loi électorale exigeait des *procuradores*; et certes, quand on pense qu'il s'agissait des deux orateurs les plus distingués de la tribune espagnole, d'Arguëlles et de Galiano, on est révolté contre ces règlements qui prétendaient faire de la richesse une condition *sine quâ non* de la vie politique.

Après eux, on remarquait Isturitz, Florez Estrada, déjà célèbres par leur attitude dans les deux époques parlementaires qui avaient précédé, puis un noyau de jeunes tribuns, qui étaient appelés à jouer le plus grand rôle, comme représentant spécialement les idées de la nouvelle génération ; entre autres, un avocat du barreau d'Alicante Joaquim Maria Lopez, Fermin Caballero, le comte de las Navas, Trueba et Antonio Gonzales.

Pour résister à cette phalange qui s'apprêtait à soulever contre lui les débats les plus passionnés, le cabinet comptait d'abord sur ses principaux membres, qui avaient été élus dans divers districts. Martinez, Toreno, Moscoso groupaient autour d'eux une fraction nombreuse et non dépourvue de talent ; mais la grande masse des députés, composée de personnes incertaines et irrésolues, laissait pressentir que chaque incident, chaque débat donnerait lieu à un partage différent des voix, suivant l'impression

produite par les orateurs et suivant la marche des circonstances.

L'expression d'*exaltados*, sous laquelle on avait désigné, en 1822, les adversaires de Martinez et de Toreno, qualifiés eux-mêmes de *moderados* (modérés), fut remplacée, à l'ouverture des Cortès, par celle de *progressistes*. C'est désormais le nom que vont prendre tous ceux qui se proposent de renverser le Statut royal.

Les débats s'engagèrent de suite à propos de la réponse qui devait être adressée, dans les deux Chambres, au discours de la couronne. Les pairs (procérès) s'empressèrent d'approuver une manifestation louangeuse félicitant la régente pour l'octroi du Statut royal, et refusèrent de s'associer au duc de Rivas, qui réclamait à la fois une déclaration des droits, une loi qui assurât la liberté individuelle, une autre loi sur la liberté de la presse, une troisième sur l'organisation de la milice urbaine, enfin l'application immédiate d'un régime encore plus constitutionnel.

Tout ce programme, au contraire, fut chaudement accueilli par la Chambre des procuradorès, et si, après une longue discussion, la majorité consentit à ne pas en conseiller aux ministres l'exécution stricte, elle tint énergiquement à affirmer que tous les maux de la patrie provenaient d'une administration arbitraire et d'une réaction obstinée contre les principes reconnus inséparables de toute bonne organisation sociale. C'était faire comprendre d'une manière assez précise que, pour sa part, la Chambre des procuradorès obéissait à des convictions toutes différentes de celles qui avaient inspiré la nouvelle charte octroyée ; elle acceptait le Statut comme fondement (cimiento) d'un nouvel édifice, mais sous la condition expresse que la liberté de la presse, l'organisation de la milice urbaine, l'établissement du jury indépendant du pouvoir judiciaire et la responsabilité mi-

nistérielle viendraient garantir les droits des citoyens. Un homme d'une éloquence passionnée, don Joaquin Maria Lopez, rapporteur du projet d'adresse, avait su dominer tout ce débat ; et, sorti vainqueur d'un tournoi où Martinez et Toreno étaient ses adversaires, il avait conquis du premier coup l'estime de ses collègues et la sympathie de la nation.

Aux termes des articles 31 et 32 du statut, les procuradorès ne pouvaient délibérer valablement sur une question qui n'aurait pas été expressément soumise à leur examen en vertu d'un décret royal ; seulement ils conservaient le droit d'adresser des pétitions au roi, suivant le mode et dans la forme fixés par le règlement.

Sous le bénéfice de ces dispositions, le ministère, bien que certain d'avoir en face de lui une majorité opposante, ne crut pas devoir se retirer des affaires, tant il est vrai qu'il n'avait pas eu l'intention d'organiser réellement un parlement et une monarchie constitutionels, mais bien de garder le pouvoir à la régence en faisant seulement quelques concessions de forme.

Il laissa, ce qui est toujours facile dans une Chambre espagnole, le temps de la session se consumer en de vaines luttes oratoires où brillaient les talents des Arguëlles, des Galiano et des Lopez, et s'attacha à empêcher les Chambres de sortir des bornes étroites qui limitaient leur action. Les procuradorès réclamaient-ils l'abolition définitive du vote de Santiago, déjà supprimé par les Cortès de 1812 et de 1820, il s'empressait de présenter lui-même un projet de loi, évitant par là qu'une pression de l'opinion ne l'obligeât à leur reconnaître un droit d'initiative. S'agissait-il de l'une quelconque des grandes réformes consignées dans l'adresse en réponse au discours de la couronne, il ne consentait à ce qu'ils s'en occupassent qu'autant que leur résolution serait

présentée à la régente sous forme de pétition. C'est ainsi que, l'idée leur étant venue de formuler tous les droits que la nation espagnole eût désiré voir écrits dans son Statut, une longue discussion de principes, qui occupa un grand nombre de séances, n'aboutit qu'à une vaine déclaration, sans être suivie d'aucune sanction de la part de l'autre Chambre ou de la couronne.

Il est facile de comprendre à quel point une semblable impuissance était humiliante pour des hommes qui avaient encore présente à l'esprit l'autorité souveraine des assemblées de 1812 et de 1822 ; aussi ne perdaient-ils aucune occasion de faire sentir au ministère leurs sentiments. Consultés sur l'exclusion de don Carlos et de sa famille à tous droits éventuels à la succession du trône, ils s'empressèrent d'accueillir affirmativement une disposition qui leur convenait, mais en même temps profitèrent de l'occasion pour relever le principe de la souveraineté nationale. Le gouvernement, n'ayant qu'un nombre de soldats insuffisant pour réprimer les soulèvements, avait été obligé de présenter un projet d'organisation de la milice urbaine ; les progressistes, au lieu d'accepter le projet ministériel, s'occupèrent à reconstituer sur les bases les plus démocratiques cet ancien instrument de leur supériorité, qui avait alors le double avantage de les protéger contre toute tendance usurpatrice du pouvoir, et d'assurer la répression des désordres du parti carliste.

Une pétition énergique leur assura encore d'autres alliés, à savoir : tout le personnel des anciens fonctionnaires de 1820 à 1823, revenus de l'émigration et impatients de retrouver leurs anciennes positions. La Chambre des procuradorès demanda leur réintégration sous cette considération que le temps était venu de réagir contre la triste période qui avait suivi l'expédition du duc d'Angoulême.

En matière de finances, le Statut avait bien été obligé de reconnaître la sanction de la Chambre des procuradorès ; il disposait que le budget des recettes et dépenses leur serait annuellement soumis, et qu'aucune contribution ne pourrait être imposée sans leur approbation. Cette seule clause eût suffi à l'opposition pour prendre l'avantage, si elle se fût composée d'hommes capables de bien comprendre les besoins du pays, et de faire face à toutes les difficultés contre lesquelles on avait à lutter. Par malheur, elle n'avait alors dans son sein aucun financier en état de tenir tête au comte de Toreno ; celui-ci, dès son entrée au ministère, s'était montré désireux d'attacher son nom à une grande mesure, et il avait conçu le projet de rétablir sur les places étrangères le crédit de l'Espagne par une grande opération de règlement de la dette publique.

C'était là un vaste et noble projet, une heureuse inspiration, et il eût été du devoir des progressistes, bien loin de gêner cette opération, de la faciliter de tout leur pouvoir. Ils n'en jugèrent pas ainsi et, entraînés par la passion, au lieu de voir l'immense avantage qu'il y avait pour l'avenir des finances espagnoles à relever le crédit de l'Espagne, ils crurent bien faire en empêchant, autant qu'ils le pouvaient, la reconnaissance de l'emprunt Guebhard.

Sans doute, les Cortès pouvaient, à juste titre, voir avec douleur l'inscription sur le grand-livre des titres émis par la régence d'Urgel pour soudoyer les bandes apostoliques, criminels auxiliaires des armées du duc d'Angoulême ; mais elles auraient dû comprendre que cet emprunt, reconnu par décret royal, avait été divisé de telle sorte que les titres de la régence ne se distinguaient plus de ceux qui avaient servi au payement des dépenses de l'Etat, et qu'en frappant les porteurs actuels, on pouvait être injuste envers des détenteurs de bonne foi. Leur passion devait donc se taire

devant la nécessité et devant le sentiment de la justice. Répéter la faute que Ferdinand VII avait commise en 1823, c'était apparaître aux yeux de l'étranger aussi coupable que lui. Qui traiterait désormais avec l'Espagne, si chacun des deux partis qui la divisaient répudiait à son tour les obligations contractées par l'autre?

Quand on relit de nos jours les discussions sur le projet de Toreno, on reste effrayé de la légèreté avec laquelle il fut examiné ; ce ne sont que disputes personnelles ; la part qui revient à chacun dans les emprunts des Cortès et de la régence d'Urgel est la seule préoccupation de tous les orateurs. De la portée de l'opération, des ressources réelles de l'Espagne, de sa force productive, de la proportion entre son capital et la charge qu'elle allait s'imposer, il n'en est que peu ou point question. C'était pourtant là le point essentiel, et c'est par là que Toreno se montre véritablement grand au milieu des individualités qui glapissaient contre lui pour des vétilles, sans voir que l'avenir du pays était réellement en jeu.

En analysant le plan de Garay [1] et les réformes de Ballesteros [2], nous avons déjà eu l'occasion de jeter un coup d'œil sur les finances espagnoles ; ni l'un ni l'autre de ces deux ministres, malgré leurs louables efforts, n'avait osé tenter une liquidation sérieuse des dettes nationales ; et les pilotes eux-mêmes n'osant jeter la sonde, il était généralement admis qu'il y avait là des gouffres dont nul ne pouvait apprécier la profondeur. Déjà, sous Garay, on évaluait à 12 milliards de réaux environ le capital de la dette publique ; depuis 1817, cette somme n'avait fait que s'accroître, bien qu'il y eût eu quelques valeurs amorties et quelques charges viagères éteintes. Nous avons vu les Cortès de 1820 obli-

[1] Voir t. I, p. 329 à 337.
[2] Voir t. II, p. 335 à 342.

gées de souscrire des emprunts pour combler les déficits : le gouvernement de Ferdinand VII avait suivi la même voie, et, pour sa part, il avait ajouté un peu plus de 2 milliards pendant sa dernière période ; ajoutez qu'on n'avait point payé les intérêts des emprunts-Cortès depuis 1823, et que, par suite, le capital représenté par l'accumulation de ces intérêts s'ajouterait forcément un jour au total de la dette.

Le comte de Toreno savait bien que les banquiers principaux de Paris et de Londres avaient résolu de fermer ces deux marchés au gouvernement espagnol, s'il n'était fait droit aux justes réclamations des souscripteurs aux emprunts-Cortès ; il savait aussi que, malgré la prospérité apparente des années 1828 et 1829, le budget n'avait jamais cessé de se solder en déficit ; que les dépenses annuelles, surtout avec la guerre civile, dépassaient 900 millions, tandis que les recettes atteignaient à peine 700 millions. Il pensait bien qu'avec une meilleure assiette des impôts, les revenus se développeraient beaucoup ; mais il ne se dissimulait pas aussi que la paix intérieure, condition essentielle de ce développement, était difficile à réaliser. Déterminé par ces circonstances, il négocia avec les banquiers de Paris et de Londres les bases d'une conversion définitive des anciens titres, et suffisamment éclairé sur leurs prétentions, il proposa aux deux Chambres un projet de loi ayant pour objet le règlement de la dette étrangère et l'autorisation d'emprunter 400 millions effectifs.

Aussi bien chez les procérès que chez les procuradorès, ce projet devint le prétexte des discussions les plus vives, des récriminations les plus amères ; à la fin, cependant, il fut voté sans modifications sérieuses et, revêtu de la sanction royale, il était promulgué le 16 novembre 1834 dans la *Gazette officielle* (voir note D).

Par le premier article, le plus important et le plus dis-

puté, l'Espagne reconnaissait tous les emprunts contractés par elle à l'étranger antérieurement et postérieurement à 1823 ; il était dit ensuite que l'on procéderait immédiatement à l'examen et à la liquidation de toutes les créances.

Toute la dette étrangère devait être partagée en dette active et en dette passive, et la conversion des anciens titres en nouveaux devait se faire sur la base de deux tiers de dette active et un tiers de dette passive.

Les intérêts en retard des anciens emprunts seraient remboursés en valeurs de la dette passive ; cette dernière était sans intérêt, mais amortissable par des dispositions ultérieures, et la partie ainsi donnée en échange des coupons d'emprunts non payés et des billets primés devait, en douze ans, à partir du 1er janvier 1832, se transformer en dette active, sans préjudice des autres moyens qui pourraient être employés pour le remboursement.

On établissait un fonds d'amortissement d'un demi pour 100 par an sur la totalité du nouveau fonds emprunté, qui devait rapporter un intérêt de 5 pour 100 ; et il était stipulé qu'après avoir amorti une certaine quantité de dette active, on appellerait par la voie du sort une quantité égale de passive à jouir de l'avantage de l'intérêt et de l'amortissement ; seulement on ne fixait pas à l'avance quelle serait cette quantité.

Enfin le ministre des finances était autorisé à contracter un emprunt suffisant pour qu'il pût réaliser 400 millions effectifs.

Toreno était en mesure d'exécuter la conversion que les Cortès avaient décidée ; il s'était, en effet, réservé d'écouter jusqu'au 20 novembre les propositions qui lui seraient faites pour la mener à bon terme, et à l'expiration de ce délai des offres lui avaient été remises. Il n'avait que l'embarras du choix, et se décida pour le banquier qui avait présenté les

conditions les plus avantageuses. C'était le même personnage qui avait émis les emprunts-Cortès et qui avait avancé, par l'entremise de Mendizabal, les sommes nécessaires aux premiers armements de don Pedro. M. Ardoin avait, en effet, le plus grand intérêt à ce que les fonds émis par lui reprissent les cours qu'ils n'auraient jamais dû perdre; il prit l'emprunt de 400 millions au taux de 60 pour 100, et le 6 décembre 1834 signa avec le ministre l'obligation, non-seulement de lui fournir le total de l'emprunt à des dates fixes et stipulées à l'avance, mais encore d'opérer lui-même la conversion à l'étranger de toutes les anciennes dettes.

Ainsi se trouva résolue par l'activité et l'énergie d'un homme d'Etat intelligent la plus grande difficulté du moment, en présence des déficits constants de chaque budget annuel et des fortes dépenses exigées par les circonstances. 400 millions de réaux effectifs n'étaient, certes, pas une somme très-considérable, et les procuradorès, qui s'effrayaient de la quotité de l'emprunt et cherchaient à le réduire, ne se doutaient guère des embarras qui pesaient sur le trésor public toujours à sec et toujours assailli ; à voir le peu d'effet que causa l'entrée de ce capital dans les caisses de l'Etat, on est porté, au contraire, à se demander comment, sans lui, on aurait pu faire face à la situation. De plus, il faut observer qu'un retard de quelques mois aurait rendu l'opération impossible par suite de la baisse des fonds, et la dépréciation aurait exclusivement pesé sur le gouvernement espagnol, tandis qu'après l'émission elle retomba en partie sur le banquier et sur les capitalistes.

Les Cortès furent ensuite appelées à discuter le budget de 1835; Toreno en évaluait les recettes à 766 millions, les dépenses, y compris le service des intérêts de la dette, à 937, et il comptait sur un déficit de 170 millions. Dans l'in-

tention de frapper les esprits par l'espoir d'un nivellement prochain, le ministre estimait que des augmentations de produits faciles à obtenir pourraient très-probablement diminuer de plus des deux tiers cette différence trop considérable ; mais, à côté de ce calcul par trop hypothétique et présenté sans doute pour faciliter l'émission des 400 millions, il se voyait obligé de faire pressentir que, si la guerre civile continuait, loin de compter sur une diminution du déficit, il fallait plutôt prévoir la nécessité prochaine de recourir soit à un nouvel emprunt, soit à tout autre moyen extraordinaire (note E).

La discussion des recettes et des dépenses offrait un trop vaste champ d'attaques à l'opposition, pour qu'elle le négligeât dans l'état d'irritation où elle se trouvait ; en outre, ayant remarqué une mésintelligence naissante entre les divers membres du cabinet, elle prit à tâche d'accroître ces germes de discorde.

Au mois de novembre, le ministre de la guerre, Zarco del Valle, fatigué de la lourde tâche qui pesait sur lui, avait donné sa démission, et la régente avait insisté pour qu'il fût remplacé par le capitaine général de la Catalogne, don Manuel Llauder.

Le crédit de ce personnage auprès de Christine, l'activité militaire qu'il avait déployée, firent craindre à ses collègues qu'il ne prît un ascendant prédominant et suscitèrent contre lui toutes leurs jalousies, toutes leurs attaques. Tandis qu'ils intriguaient sourdement et qu'ils publiaient dans les journaux des articles violents contre ses tendances absolutistes, ils encourageaient publiquement son rival, le général Quesada, mécontent de s'être vu enlever un poste honorifique qu'il occupait au palais. Une autre scission se produisait ; il y avait désaccord entre les tendances de Toreno et celles du ministre de l'intérieur, Moscoso.

Celui-ci ne voulait pas abandonner le recouvrement des revenus provenant de son département; il s'opposait à la suppression des gouverneurs civils, réclamée par le ministre des finances au profit de ses intendants, et ces tiraillements, indices de rivalités ambitieuses, étaient apparus au grand jour dans le rapport de présentation du budget.

Le président du conseil n'avait pas une énergie suffisante pour étouffer dans leur origine ces germes dangereux qui pouvaient amener la dissolution de son cabinet; l'autorité de Toreno devenait, d'ailleurs, prépondérante dans le conseil depuis la conclusion de l'emprunt ; le ministère allait donc s'affaiblissant de jour en jour, lorsque l'esprit public fut tout à coup agité par un soulèvement militaire qui éclata à Madrid.

Le 18 janvier 1835, à cinq heures du matin, une forte patrouille du 2e régiment d'infanterie légère d'Aragon, commandée par un simple sous-lieutenant, s'était présentée au poste central de Madrid, donnant sur la Puerta del Sol, et, pourvue du mot de passe, avait pu s'y introduire ; d'autres patrouilles du même régiment, conduites cette fois par le lieutenant Cayetano Cardero, l'avaient bientôt suivie, s'étaient emparées des armes de tous les militaires de service, et dès avant six heures, tout le grand hôtel des Postes (aujourd'hui ministère de l'intérieur) était occupé par 758 hommes révoltés, qui se déclaraient en état d'insurrection ouverte.

Cardero n'avait avec lui d'autre officier que le sous-lieutenant Rueda; il avait agi de concert avec les principaux chefs du parti exalté, dont il attendait un concours énergique ; il croyait n'avoir à donner qu'un signal, et s'imaginait que l'exemple donné par lui serait immédiatement suivi par la milice et le peuple de Madrid. Il savait qu'une partie des modérés, ceux-ci en haine de Llauder, ceux-là

parce qu'ils se groupaient autour de Quesada, ne verraient pas d'un mauvais œil un mouvement dont ils espéreraient profiter : dans les sociétés avec lesquelles il était en rapport direct, il avait su que deux anciens chefs de l'époque constitutionnelle de 1820 à 1823, Quiroga et Palarea, préparaient une insurrection dans les provinces. Confiant dans toutes ces circonstances, Cardero avait osé prendre sur lui de soulever son régiment ; et soit par connivence, soit par négligence, il avait pu, dans la nuit du 17 au 18, éloigner de la caserne tous les officiers qui pouvaient lui faire ombrage ; il avait entraîné avec lui le porte-drapeau et tous les sergents ; quant aux soldats, ils s'étaient laissé conduire, ils avaient suivi leur bannière, et une fois engagés dans le mouvement, comprenant l'impossibilité de rétrograder, ils mirent leur honneur à y persévérer, quelles que dussent être les conséquences de leur conduite.

L'émotion fut grande dans la capitale, lorsqu'à son réveil elle apprit qu'un régiment insurgé était maître d'un poste de première importance et appelait aux armes tous les ennemis du ministère. Un effort de la part du peuple, et le gouvernement se trouvait renversé ; mais cet effort ne fut pas fait. L'audace de Cardero effraya, sans doute, les chefs du parti progressiste ; ils n'osèrent pas se mettre en mouvement et abandonnèrent l'initiateur à tous les périls d'une situation qu'ils avaient tant contribué à créer.

Cardero attendait, de moment en moment, à l'hôtel des Postes, l'exécution du plan qui avait été convenu ; les avis qu'il recevait ne lui apportaient que des déceptions. Un groupe de conjurés devait se rendre chez le capitaine général et le faire prisonnier ; cette partie du programme ne fut pas remplie, et, rapidement prévenu par ses aides de camp de l'acte de rébellion, le général Canterac, cet ancien chef de l'armée du Pérou, qui avait rendu tant de services

à son pays adoptif dans le nouveau continent, s'était empressé d'accourir auprès des soldats soulevés. Il arrive, armé de son bâton de commandement, et, toujours énergique en face du danger, quoique dominé alors par une colère qui l'aveuglait, il n'épargne ni menaces ni supplications pour ramener les rebelles au sentiment de leur devoir. A ses cris, Cardero se présente et veut lui expliquer le but général du soulèvement ; le général ne lui répond qu'en le repoussant du poing et en le frappant de son bâton. Il agit de même envers un lieutenant-colonel de la milice urbaine, qui, revêtu de son uniforme, était venu se joindre à la troupe insurgée. Celui-ci et Cardero, plus calmes que le général, savent se contenir ; forts de l'ascendant qu'ils exerçaient sur les soldats, ils ne répondent point par la violence à l'injure qui leur est faite, et se contentent d'annoncer au général qu'il doit se considérer désormais comme privé de sa liberté.

Canterac ne fait point cas de cet avis, et ordonne au soldat qui l'accompagnait de courir à sa caserne pour donner l'ordre que tout le régiment dont il fait partie vienne châtier les révoltés. Le soldat est arrêté au passage et ne peut exécuter sa mission. Canterac sent redoubler sa colère, il oublie l'étrange situation dans laquelle il se trouve, et court au-devant des soldats pour les haranguer de nouveau; il les apostrophe, les excite à tuer les deux officiers qui les ont conduits à l'hôtel des Postes, et plus il voit sa fureur inutile, plus il s'exalte. Il en arrive à se précipiter lui-même sur Cardero et à lui arracher son sabre. Cardero répond avec sangfroid : « Général, cette action n'est pas digne de vous. » Les soldats restaient immobiles ; mais, à voir leur attitude, il était facile de juger qu'une semblable scène ne pouvait durer plus longtemps sans dégénérer en comédie ou en drame.

Le dénoûment devait être tragique. Tant que Canterac parcourut les rangs des soldats au cri de : *Vive le Statut royal!* les soldats se contentèrent de lui répondre par ces mots : *Vive la liberté!* Mais il oublia dans ce moment suprême la mort de Ferdinand VII et, dominé par ses anciens souvenirs, poussa un cri de : *Vive le roi!* Ce mot malheureux, à une époque où il était le mot d'ordre des carlistes, produit le plus déplorable effet. Les soldats chargent leurs armes; des bourgeois, qui avaient pénétré dans l'intérieur de l'hôtel, les excitent contre leur vieux général. Un tumulte s'ensuit, des coups de feu retentissent, et Canterac tombe, frappé mortellement, victime de son zèle pour la discipline.

Ce fut un moment de stupeur pour les spectateurs de ce lugubre événement; il y eut comme un pressentiment que cette circonstance décidait l'insuccès de la révolte ; tous les bourgeois qui se trouvaient dans l'hôtel l'abandonnèrent de suite; Cardero et ses hommes restèrent seuls en face du cadavre et de leur effrayante responsabilité.

Dans ce redoutable moment le courage ne les abandonna point; quoique pénétrés à chaque instant de la certitude de leur isolement, ils ne songèrent point à se rendre, et pensèrent d'abord, par une résistance énergique, soit à donner au peuple le temps de se soulever, soit à obtenir au moins, pour eux-mêmes, de bonnes conditions.

Leur position était forte; on ne pouvait faire jouer l'artillerie contre eux à cause de la direction oblique des rues qui avoisinaient l'hôtel; le poste, bien fermé, pouvait être facilement défendu; chaque soldat avait trente cartouches, et, avant que le blocus fût établi, on pouvait se procurer quelques vivres.

Avant de commencer les hostilités, le gouverneur de la place vint faire une nouvelle sommation à Cardero; celui-

ci en profita pour expliquer son rôle politique; il était prêt à jurer fidélité à la régente et à la reine, mais il demandait expressément la suppression du Statut royal et la chute du ministère.

Le gouverneur se hâta d'aller rendre compte de sa mission au conseil des ministres. Parmi eux, le plus intéressé de tous à voir l'issue du drame, Llauder, voulait aller se mettre lui-même à la tête de la garnison, qu'il avait déjà réunie, et enlever de force l'hôtel des Postes; on s'opposa à ce qu'il prît la direction des troupes; il fut forcé par ses collègues de rester avec eux au sein du conseil, et dut laisser au gouverneur de la place toute la direction du siége.

En peu de temps, cinq colonnes provenant des différentes casernes de Madrid débouchèrent par des rues afférentes sur la Puerta del Sol. La lutte s'engage, on entend la fusillade, et la population effarée se retire dans ses foyers, abandonnant aux combattants le théâtre de ses travaux journaliers.

La milice avait été convoquée, mais chez elle la compassion dominait; elle était évidemment sympathique au drapeau que les rebelles avaient arboré. Aussi la fusillade, de son côté, n'était guère vive, et Cardero, s'en étant aperçu, permit à deux de ses sergents d'entrer en relations avec des officiers chargés de garder les abords de l'hôtel du côté de la rue de Carretas. Instruit de cette circonstance, le général Sola vint bientôt lui-même, au nom du gouverneur, proposer une capitulation à Cardero; on tarda beaucoup à s'entendre; le lieutenant abandonné comptait toujours apprendre la nouvelle d'un mouvement; il savait que les Cortès devaient se réunir, et engager le débat au sujet d'une pétition qui leur avait été adressée; aussi voulait-il gagner du temps. De son côté, inquiet des dispositions de la milice et

de celles des procuradorès, le ministère avait hâte d'en finir.

Après de longs pourparlers, Cardero proposa la capitulation suivante :

1° Un voile serait jeté sur tous les événements qui s'étaient accomplis en ce jour ;

2° Chaque militaire conserverait son emploi respectif, sans qu'aucune mention fût faite sur sa feuille de service de la part qu'il y avait prise ;

3° La garnison sortirait de l'hôtel, tambour en tête et la baïonnette au bout du fusil, jusqu'en dehors de Madrid ;

4° De Madrid elle serait dirigée sur l'armée du Nord, pour se battre au milieu d'elle contre les ennemis de la patrie et donner à l'Espagne de nouveaux jours de gloire.

Après quelques hésitations, ces bases furent adoptées ; les ministres, la régente donnèrent leur approbation, et la population tout entière assista le même jour au défilé vers les barrières de la ville de cette troupe énergique qui, durant une journée entière, avait fait face à toute une armée. Le détachement alla s'incorporer dans l'armée du Nord. Quant à Cardero, il resta jusqu'à Burgos à la tête de ses soldats ; là, il en fut séparé et on l'envoya aux Baléares.

C'était vraiment pour les révoltés se tirer avec bonheur du mauvais pas où ils s'étaient engagés. Quelle que fût l'impopularité du Statut, il n'appartenait réellement pas à un lieutenant d'infanterie légère de prendre l'initiative d'une insurrection ; il risquait d'ailleurs de compromettre l'avenir même du parti qu'il comptait servir. Le mouvement de Riégo ne fut tant acclamé que parce qu'il était absolument nécessaire, et que la patrie foulée aux pieds réclamait un vengeur. Quant à celui du 18 janvier, il ne pouvait servir que des influences de coterie ; aussi l'énergie de Cardero ne doit-elle pas faire oublier qu'il avait manqué à tous les devoirs

de la discipline militaire, discipline qui doit être d'autant plus inflexible que les lois sont plus libérales et les mœurs plus démocratiques.

Quant au cabinet de Martinez de la Rosa, une fois cette capitulation conclue, il se trouva vraiment condamné à mort ; sa chute, celle même du Statut royal, ne pouvaient plus se faire attendre longtemps. L'un et l'autre devaient descendre peu à peu les derniers degrés de l'impopularité. Jusqu'au jour prochain où sera votée une nouvelle constitution, l'Espagne n'offre plus qu'une série ininterrompue de vaines agitations, compliquées de tous les malheurs d'une guerre civile implacable.

Il serait difficile de rendre l'impression que fit sur les provinces la nouvelle de ces événements ; elles ne purent concevoir la faiblesse dont le gouvernement venait de donner une preuve si flagrante ; ne tenant aucun compte des considérations d'humanité qui avaient dû diriger les ministres, de la difficulté naturelle que présentait le siége d'un poste inaccessible à l'artillerie et défendu par sept cent cinquante soldats bien commandés, elles ne virent que de la faiblesse et de l'irrésolution dans la capitulation qu'il avait consentie, et de tous côtés les ambitions personnelles s'agitèrent et songèrent à se partager les dépouilles d'une administration dont la ruine paraissait imminente.

En vain songea-t-on à offrir pour victime expiatoire aux mânes du général Canterac le ministre de la guerre. C'était à la fois une injustice et une faute. Llauder n'eut pas de peine à démontrer que le mouvement avait été spécialement dirigé contre lui, qu'il avait déployé beaucoup d'activité et d'énergie pour réunir en quelques instants toute la garnison. Son plaidoyer devant les Chambres fut inutile; il était condamné à l'avance par cela seul que son ascendant était le plus redouté. Sa chute satisfaisait un

trop grand nombre d'ambitions pour qu'on écoutât ses justifications. Il fut donc sacrifié, et tout ce que put faire la régente pour un homme à qui elle avait songé plus d'une fois pour diriger les affaires, ce fut de le renommer capitaine général de cette même Catalogne où il avait rendu de si grands services après le trop fameux comte d'Espagne. C'était là tout un triomphe pour le général Quesada, qui, délivré d'un rival redouté, devenait l'homme d'épée indispensable du palais (24 janvier).

La retraite de Llauder entraîna peu après celle de deux autres ministres, Moscoso et Garelly, remplacés par deux personnages d'une importance secondaire. Quant au portefeuille de la guerre, après maintes hésitations, il fut donné à l'ancien compagnon d'armes du malheureux Canterac, à don Geronimo Valdès, dont le mérite et la bravoure avaient été trop souvent mis à l'épreuve pour ne pas inspirer confiance à tous les partis (17 février).

Valdès n'était pas homme à se mêler aux intrigues sans nombre dont Madrid était alors le théâtre ; exclusivement dévoué à la cause nationale, il se consacra à la guerre et se fit accorder 150 millions par les Cortès pour y faire face ; il envoya de nouvelles forces en Navarre, créa de nouveaux bataillons, et insista vivement pour l'établissement de corps francs et pour l'organisation d'une milice sérieuse ; son activité, soutenue par les ressources financières qu'avait fournies l'emprunt réalisé par Toreno, ranima un instant les espérances des modérés.

Ce ne fut qu'une éclaircie de courte durée : le mouvement du 18 février devait retentir à la fois et dans le pays et dans les Cortès.

Trois émeutes successives éclatèrent, à Malaga, à Saragosse et à Murcie (5 mars au 6 avril).

A Malaga, le commandant militaire, s'étant opposé à une

sérénade que les habitants voulaient donner au gouverneur civil, avait été désobéi, et forcé, devant l'exaspération populaire, de résigner le commandement; la municipalité victorieuse s'était emparée de toute l'autorité et l'exerçait tranquillement avec l'appui de la milice.

A Saragosse, malgré tous les efforts du capitaine général, huit religieux avaient péri victimes de la fureur populaire, et l'archevêque, accusé d'être en correspondance avec don Carlos, avait dû se réfugier à Barcelone.

A Murcie, l'évêque et l'intendant, terrifiés par un léger désordre qui avait fait trois victimes, s'étaient enfuis, croyant leurs jours en danger.

Renouvelées sur des points si différents, ces agitations avaient immédiatement leur contre-coup à Madrid et dans l'enceinte de la Chambre basse. Mécontents de leur impuissance, les procuradorès s'étaient d'abord consacrés à obtenir du gouvernement la sanction et la promulgation de leur loi sur la milice urbaine. Mis en demeure par une pétition formelle, le ministère y avait enfin consenti, mais en exigeant de son côté le droit de la mobiliser et de la placer sous les ordres de l'autorité militaire; ce qui lui livrait la direction exclusive de cette réserve, forte de 233000 hommes, dont 96000 déjà armés et 137000 pouvant l'être.

Ce résultat acquis (fin mars), la remuante activité des procuradorès progressistes prit une nouvelle direction; en présence de l'inquiétude nationale croissant avec les succès des carlistes, ils accusèrent le gouvernement de mollesse dans les hostilités et d'un secret désir d'employer l'intervention étrangère, non-seulement contre don Carlos, mais aussi contre eux-mêmes.

Des négociations, dont nous aurons à parler plus bas, avaient été entamées à Paris et à Londres pour l'exécution du traité de la quadruple alliance; d'autres conférences

avaient été ouvertes entre le ministre de la guerre et Zumalacarreguy pour régler sous les auspices de lord Elliot les conditions d'échange de prisonniers et tous les incidents de la guerre ; forts de ces deux circonstances, ils s'efforçaient de rendre suspectes les intentions de Martinez ; et l'impatience générale de connaître le secret des notes diplomatiques et la crédulité publique rendaient plausibles leurs hypothèses même les plus invraisemblables.

En vain Martinez, dans la séance du 21 avril, avait-il affirmé qu'il ne jugeait pas même le moment venu de réclamer de la France et de l'Angleterre les secours garantis par le traité de la quadruple alliance ; on répondait que les cabinets de Londres et de Paris étaient à la même époque consultés sur le concours qu'ils consentiraient à donner à l'Espagne, et que si leur décision se faisait attendre, cela venait plutôt de leurs dispositions que de la prétendue réserve du cabinet espagnol. Ses affirmations n'avaient pas inspiré confiance, et le ministère, interpellé à nouveau dans la séance du 4 mai, avait répondu par une échappatoire encore plus évasive.

Sur ces entrefaites on apprend à Madrid l'arrivée du général Cordoba, qui, au nom du ministre de la guerre, de tous les généraux et colonels de l'armée du Nord, venait insister pour que la coopération de la France et de l'Angleterre fût définitivement réclamée. On prétend aussi qu'un traité a été signé le 24 avril avec les carlistes sur l'initiative de lord Elliot. L'impatience et la curiosité populaires atteignent les dernières limites. Les bruits les plus contradictoires circulent ; pour beaucoup de gens Martinez est un traître qui vend la patrie à don Carlos et aux étrangers ; les bas quartiers de la capitale s'agitent, et le 10 mai au soir une réunion a lieu chez un des principaux orateurs de la Chambre, don Fermin Caballero. Soixante procuradorès

assistent à cette séance préparatoire où on décide pour le lendemain la proposition d'un vote de censure à l'effet d'améliorer la situation politique compromise par le traité du 24 avril.

La résolution de ces députés eut un double résultat; elle augmenta l'exaltation des esprits, et inspira au gouvernement les plus vives inquiétudes. Les ministres crurent nécessaire de prendre pour le lendemain de grandes précautions militaires; des forces imposantes furent réunies sur la promenade du Prado et l'ordre de disperser tous les groupes qui pourraient se former aux abords du Congrès fut donné au capitaine général.

Dès l'ouverture, une animation, un mouvement inusités, soit aux abords du palais, soit dans le salon des députés, soit aux tribunes publiques, annonçaient que cette séance du 11 mai serait des plus orageuses.

Après la lecture du procès-verbal, Caballero présente sa proposition. Elle était contraire au règlement; le président refuse de la mettre en discussion, puis, sur les instances de Galiano, demande à la Chambre si, vu la gravité des circonstances, elle croit nécessaire d'enfreindre son règlement. La négative est votée, c'est un succès pour le ministère.

Ainsi déçus dans leur première tentative, les amis de Caballero ne se découragent pas. Le grand orateur Lopez, qui pendant sa trop courte carrière devait toujours rester avec lui en parfaite communauté d'idées, essaye habilement de reprendre l'avantage en insinuant que les démonstrations militaires avaient été faites dans le seul but d'exercer une pression sur la Chambre. Ses accents passionnés trouvent un écho dans les tribunes publiques. Il y est applaudi avec une telle énergie, que le président les fait évacuer; mais au même instant Martinez donnait l'ordre aux troupes qui entouraient le Congrès de s'éloigner. L'é-

loquence de Lopez, la concession du ministre, avaient déjà modifié les dispositions; les progressistes semblaient l'emporter.

C'est au tour d'Arguëlles de prendre la parole, et il en profite pour donner une nouvelle direction au débat. Il ne s'agit plus de vote de censure, de formule d'incident; il réclame du cabinet des explications précises sur le traité Elliot. Martinez répond qu'il n'a obéi en le signant qu'à des considérations d'humanité, qu'il ne juge pas utile d'en faire connaître le contenu, que d'ailleurs il est responsable et que la responsabilité doit lui être demandée dans les formes légales. Caballero revient à la charge, et la Chambre décide qu'elle peut légalement réclamer du gouvernement le contrat passé entre Zumalacarreguy et le général Valdès, et approuvé par lord Elliot. Sur ce vote obtenu à quatre voix de majorité, la séance est levée, et les progressistes s'empressent d'annoncer au dehors leur victoire finale.

La nouvelle s'en répand aussitôt dans les masses agitées qui attendaient impatiemment l'issue de la séance; elles y voient la condamnation de Martinez, la justification des bruits qui avaient couru sur sa trahison, et comme le président du conseil sort de la Chambre pour monter dans sa voiture, des hommes armés de poignards l'entourent aux cris de : *Mort au traître!* Nous avons plus d'une fois insisté sur le peu d'énergie morale de Martinez, sur son irrésolution, sur sa tendance dans toutes les situations difficiles à écarter les obstacles plutôt qu'à les vaincre; mais, à côté de ces défauts, il était doué d'un véritable courage civil. Fort de sa conscience, il ne se laisse pas intimider par ces cris menaçants, et par sa fière attitude, il impose à la foule. Mais à peine est-il parti, que les agitateurs se repentent de leur faiblesse; ils veulent rejoindre leur victime et la poursuivent avec acharnement, espérant l'atteindre à la porte de

son domicile. Heureusement le capitaine général avait été prévenu ; il s'empresse d'accourir avec une escorte et arrive à temps pour prévenir un attentat criminel.

Tous les détails de cette séance, les événements qui l'avaient suivie, furent le lendemain amplifiés par la presse, défigurés par la rumeur publique. Les procérès, les procuradorès demandèrent la punition des coupables; mais le gouvernement n'osait pas sévir, tant il voyait d'exaltation dans les esprits.

Lorsque le souvenir en fut affaibli, les chefs progressistes renouvelèrent leur attaque contre le ministère ; le 27 mai, ils mirent solennellement en discussion les moyens à employer pour le mettre en accusation. Caballero, Arguëlles, Galiano se voyaient déjà triomphants, lorsque Martinez, leur succédant à la tribune, tire enfin de son portefeuille le fameux traité Elliot, et en en lisant toutes les stipulations, détruit d'un seul coup tout l'échafaudage de calomnies si injustement amassées contre lui. Que n'avait-il fait plus tôt cette révélation ?

Dès qu'elle connut les clauses du traité, la majorité du Congrès se déclara satisfaite et refusa de donner suite à la mise en accusation qu'elle avait prise en considération.

Toutefois il était évident que ministres et Chambre ne pouvaient plus rester en présence ; le budget était voté et, bien qu'ils eussent à discuter l'important projet de règlement de la dette publique intérieure, l'administration pouvait régulièrement fonctionner sans le concours des procuradorès. Le cabinet se décida à clore la première session, et le 29 mai la régente elle-même se présenta devant les Cortès pour leur annoncer cette décision.

Neuf jours après, sous le prétexte qu'il ne voulait pas consentir à appeler l'intervention étrangère, alors même que ses collègues et les principaux chefs de l'armée la jugeaient

indispensable, Martinez de la Rosa, cédant en vérité à la difficulté des circonstances et à l'extrême fatigue de la lutte parlementaire qu'il avait eu à soutenir, donna sa démission; son exemple fut suivi par tous ses collègues, à l'exception du comte de Toreno, qui recueillait la présidence du conseil et restait chargé du soin de reconstituer un nouveau cabinet.

---

# CHAPITRE V.

## ZUMALACARREGUY.

Octobre 1833-juin 1835.

Premiers soulèvements des carlistes à Talavera, Bilbao, Vittoria et Logroño. — Santos Ladron, en Navarre, est pris et fusillé. — Les débris de sa colonne passent sous les ordres de deux chefs qui bientôt après se soumettent à la direction suprême de Tomas Zumalacarreguy. — Le curé Merino dans la Vieille Castille, le baron d'Hervès dans le Maestrazgo. — Llauder parvient à maintenir la Catalogne. — Etonnante rapidité avec laquelle Zumalacarreguy organise une véritable armée et crée toute une administration. — Combats livrés par lui aux christinos. — Le premier général en chef choisi par le gouvernement de Madrid, Saarsfield, ne sait pas arrêter l'insurrection dans son germe. — Après lui Geronimo Valdès ne peut que la resserrer dans les parties montagneuses de la Navarre et de la Biscaye. — Quesada, venant ensuite, entame d'abord des négociations, puis recommence la lutte avec acharnement. — Triste caractère de férocité que prend la guerre civile. — Quesada et Rodil, son successeur, éprouvent de nombreux échecs; l'arrivée de don Carlos vient donner à l'insurrection un nouvel élan. — Espoz y Mina est nommé général en chef. — Deuxième commandement de Geronimo Valdès. — Traité d'Elliot. — Grands succès de Zumalacarreguy; les troupes de Christine repassent l'Ebre. — Les carlistes entreprennent le siége de Bilbao; cette place est vigoureusement défendue. — Zumalacarreguy est blessé; il meurt.

---

Nos lecteurs doivent se rappeler que, grâce aux dispositions prises par Christine dans la dernière année du règne de Ferdinand VII, après les scènes de la Granja que nous avons racontées, toutes les grandes positions militaires et administratives qu'occupaient, avant 1832, les chefs du parti apostolique leur avaient été enlevées pour être remises aux mains de partisans de la succession directe; s'il en eût été autrement, les ressources de plusieurs provinces

auraient été mises immédiatement au service de don Carlos; mais, grâce aux mesures prises, le parti apostolique, que désormais nous n'appellerons plus que carliste, se vit réduit à susciter partout des insurrections partielles, et à compter sur le dévouement individuel de chacun de ses membres. Sa force était telle que, même dans ces conditions, son premier élan à la mort de Ferdinand faillit être irrésistible.

Le premier cri de rébellion fut jeté à Talavera, le 1er octobre 1833, par un administrateur des postes, Gonzalez, homme d'énergie et de caractère, commandant les volontaires royalistes, et affilié, par l'entremise de son père, membre de l'ancien conseil des finances, à toutes les intrigues qui se tramaient dans la capitale. Son appel aux armes fut peu entendu dans la ville; il fut forcé, avec tous ceux qui étaient venus se ranger autour de lui, de s'enfuir dans les campagnes de l'Estramadure; puis, acculé et poursuivi par les troupes qu'aidaient les paysans eux-mêmes, il fut fait prisonnier et exécuté avec ses fils, jeunes gens de seize et dix-huit ans, auxquels il avait mis lui-même les armes à la main.

Cette première excitation n'avait pas trouvé d'échos; la seconde, qui se fit entendre dans le sein de la députation provinciale de Bilbao, avait une tout autre gravité. Deux partis existaient depuis longtemps dans le sein de cette corporation puissante, véritable gouvernante de toute la province de Biscaye : les uns inclinaient vers la régente; les autres, dirigés par le député Zabala, patronnaient ouvertement la cause du prétendant. A peine eut-on connaissance, le 2 octobre, de la mort de Ferdinand, que les deux bataillons de volontaires royalistes qui occupaient la ville prirent les armes, vinrent se mettre à la disposition de Zabala, obligèrent les députés provinciaux qui leur étaient

hostiles à prendre la fuite, et proclamèrent Charles V.

Bilbao, capitale de la Biscaye, une des trois provinces basques, est une ville très-importante ; au point de vue de l'activité commerciale, de l'esprit d'entreprise, et surtout de la richesse en capitaux mobiliers, elle occupe un des premiers rangs parmi les grandes cités de l'Espagne ; située à quelque distance des bords de la mer, elle jouit de tous les avantages des ports de mer, grâce au Nervion, qui la baigne, et qui, à partir de Portugalete jusque sur ses quais, est accessible aux navires qui n'ont pas un trop grand tonnage. Aussi réunissait-elle les meilleures conditions pour devenir le centre d'une insurrection formidable ; en peu de jours, la députation provinciale réunit 3 millions de réaux, et, faisant un appel aux volontaires, parvint à grouper autour d'elle tous les mécontents de la province et tous les adhérents de don Carlos. Puissamment aidée par les pères franciscains et les capucins, qui transformèrent leurs couvents en arsenaux, elle propagea l'incendie qu'elle avait allumé dans toutes les cités dépendant de son ressort, et envoya ses émissaires à Vittoria et à Saint-Sébastien pour l'étendre aux deux autres provinces basques, l'Alava et le Guipuzcoa.

Dans la capitale de l'Alava, à Vittoria, l'insurrection ne devait pas compter sur le concours de la députation provinciale ; celle-ci, en effet, composée de citoyens vraiment patriotes, ne voulait pas lancer le pays dans la guerre civile ; elle entendait se consacrer exclusivement au maintien de l'ordre et à la bonne gestion des affaires, tant que les fueros ne seraient point violés ; elle n'osait pas afficher des idées libérales dans un pays fanatisé et tout dévoué à la cause carliste, mais elle était décidée à appuyer en tant qu'il dépendrait d'elle l'action énergique du pouvoir central. Dans le premier moment, néanmoins, elle dut céder à l'orage ; un homme du pays, qui jouissait d'une grande influence parmi

ses concitoyens, Verastegui, s'étant mis en rapport avec les envoyés de Bilbao, attira une grande masse de paysans aux portes de la ville, obligea les troupes christines à se replier, et proclama ouvertement Charles V. La députation, ne pouvant résister, le laissa faire, lui permit d'organiser une junte supérieure de gouvernement, mais sut se conduire, en même temps, avec assez de dextérité pour conserver l'administration des intérêts provinciaux.

Saint-Sébastien, capitale du Guipuzcoa, est une place forte ; il n'était pas aussi facile de s'en emparer par surprise ; d'ailleurs la municipalité était libérale. Loin de s'associer aux mouvements de la Biscaye et de l'Alava, elle protesta solennellement contre les actes des rebelles, et offrit au gouvernement tout son concours pour les soumettre. Le reste de la province approuvait, au contraire, l'insurrection de Bilbao et de Vittoria, et, se mettant en état d'hostilité ouverte, empêchait les troupes de la régente d'opérer dans tout le pays autrement que par masses. Ainsi le mouvement de Bilbao s'était de suite propagé dans les trois provinces basques, et avait pris racine au milieu d'une population énergique, habituée à une vie indépendante, condamnée, sur son territoire montagneux, à un travail excessif, s'isolant volontiers de tous ses voisins, et connue pour son caractère obstiné, qui lui défendait de revenir rapidement sur toute résolution prise.

Il était probable que leur exemple serait suivi par la Navarre, comme elles pays de fueros, comme elles fanatisé par les prêtres, habité aussi par une race énergique qui savait s'administrer et résistait depuis longtemps avec ténacité aux tributs que le gouvernement central lui réclamait. On s'attendait là à un soulèvement d'autant plus grand, qu'un corps de cinq cents hommes, réunis à Logroño par un chef royaliste très-connu, Santos Ladron, s'était dirigé

sur cette province et allait offrir un point de ralliement à tous les mécontents. Heureusement, il y avait dans la place forte de Pampelune, capitale de la province, des troupes disponibles; elles furent mises, par le capitaine général, aux ordres d'un chef actif, et avant que Santos Ladron eût pu réunir un nombre respectable d'insurgés, il était battu à los Arcos, fait prisonnier et fusillé comme traître à sa patrie. Le malheureux laissait une veuve, qui épousa plus tard un autre des généraux de don Carlos, un de ceux que Maroto devait faire fusiller à Estella, avant de signer la convention de Vergara; ainsi, une fatalité cruelle condamnait cette infortunée à porter successivement le deuil d'un des premiers promoteurs et celui d'un des derniers soutiens de cette longue guerre civile.

Malgré ce résultat, l'initiative de Santos Ladron ne fut pourtant pas inutile à la cause carliste; sans se laisser décourager par cet échec, les paysans de la Navarre commencèrent à se grouper autour de différents chefs. Un colonel de l'armée, don Francisco Eraso, chef du cordon sanitaire de la frontière, était venu se joindre à eux avec quelques soldats; il se trouva bientôt en état de tenir la campagne dans les environs de Roncevaux. Plus bas, dans le voisinage de Sanguësa et d'Olite, un vétéran de la guerre de l'indépendance, Iturralde, commanda bientôt un corps de neuf cents hommes, et se préoccupa de suite de combiner ses mouvements avec d'autres bandes qui occupaient le Bastan et les environs d'Huerte-Araquil. Le mois d'octobre n'était pas terminé, que la Navarre tout entière était déjà en pleine insurrection, à l'exception de sa capitale, Pampelune, et qu'on pouvait considérer une grande partie de ses ressources en hommes et en argent comme acquises au parti de don Carlos. L'action des carlistes, toutefois, ne pouvait être dangereuse tant qu'ils n'auraient pas senti la nécessité de se sou-

mettre à une direction unique, et tant qu'ils n'auraient pas, pour les guider, un chef d'initiative et d'organisation, capable de grouper autour de lui toutes les volontés et de les faire converger vers un plan préconçu. Par bonheur pour eux, ce chef vint tout à coup à se manifester. Un lieutenant-colonel de l'armée espagnole, natif d'Ormaiztegui, éloigné du service pour avoir manifesté, d'une manière trop ouverte, ses opinions absolutistes, alors interné à Pampelune, au premier bruit du soulèvement des Navarrais, s'était échappé de sa résidence et était venu offrir son concours ; ses allures martiales, son rapide coup d'œil, le don du commandement qu'il possédait au plus haut degré, ses connaissances spéciales dans l'art de la guerre, plus que tout, l'énergie de son caractère et la portée de ses conseils, avaient immédiatement fixé sur lui tous les regards. Zumalacarreguy avait indiqué de suite la nécessité de se mettre en communication avec les députations de Biscaye et d'Alava, et lui-même s'était rendu à Vittoria pour y chercher des hommes et surtout de l'argent. A son retour, une junte de tous les chefs carlistes de Navarre avait été convoquée à Estella ; elle se réunit et, d'un accord unanime, le commandement unique lui fut dévolu par l'acclamation spontanée de tous les assistants.

Iturralde essaya de s'opposer à cette décision ; ses propres officiers l'abandonnèrent et proclamèrent, au nom de Charles V, comme commandant général, par intérim, de Navarre, don Tomas Zumalacarreguy. Celui-ci se vit à peine investi de l'autorité, que dans des allocutions fermes et ardentes il fit connaître, à tous ceux qui étaient réunis sous ses ordres, son intention d'établir à la fois la discipline la plus sévère et la régularité administrative la plus inflexible ; il ne leur promit ni richesses ni plaisirs, réduisit leur paye de deux réaux à un seul, leur annonça qu'ils devaient s'at-

tendre à supporter toutes les fatigues de la guerre, mais en revanche il leur promit une préoccupation constante de leurs intérêts, un effort assidu pour que le faible gain qui leur était offert leur fût exactement payé, et la promesse de ne rien négliger pour assurer leur subsistance, leur habillement, tous ces avantages matériels qu'une bonne administration peut seule procurer au soldat en campagne. Son énergie, son ascendant imposèrent à tous. Iturralde lui-même consentit à devenir son second, et jusqu'au colonel Eraso, dont le grade était supérieur au sien, brigua l'honneur de combattre sous ses ordres. Une fois son autorité militaire bien établie, le nouveau chef s'occupa du soin de concentrer toutes les ressources matérielles de la province, en chargeant de régler les contributions une junte spéciale qu'il composa des hommes les plus influents et les plus dévoués à la cause carliste.

Pendant que les provinces basques et la Navarre préludaient, par ces premiers essais, à l'installation d'une longue guerre civile, un mouvement qui paraissait au premier abord plus général, mais qui, en réalité, n'avait aucune consistance, éclatait dans la Nouvelle-Castille sous les auspices du curé Merino, chef dont la physionomie toute spéciale mérite d'être tracée. On se souvient de ces audacieux partisans qui, pendant la guerre de l'indépendance, firent échec à nos troupes ; établis dans les montagnes, ils massacraient tous ceux de nos soldats qui se hasardaient à voyager isolément ; s'ils pouvaient grouper quelques hommes autour d'eux, ils attaquaient tous les corps inférieurs en nombre qu'ils pouvaient rencontrer. Toujours en mouvement, accueillis partout comme des défenseurs bien-aimés de la bonne cause, mêlant un vrai courage au fanatisme religieux le plus aveugle, sans souci du lendemain, sans goût pour le travail, aussi capables de commettre un crime pour acquérir des

richesses et satisfaire une passion que de faire, avec gaieté de cœur, le sacrifice de leur vie pour la cause qu'ils avaient adoptée, ces hommes avaient été les ennemis les plus redoutables de notre domination pendant la période de 1808 à 1814. Au retour de Ferdinand, tous ceux qui ne partageaient pas les idées libérales avaient été particulièrement choyés par le roi; quelles que fussent leur origine, leur manière de vivre, ils avaient été reçus à la cour; des sinécures leurs avaient été octroyées. Le curé Merino, ignorant et brave, patriote et fanatique, le guerillero le plus célèbre de la Castille, son pays natal, avait particulièrement tous les titres à la faveur du monarque; ses exploits guerriers, souvent susceptibles d'être confondus avec le vol et l'assassinat, furent récompensés, après 1814, par une place au chapitre de la cathédrale de Valence. Merino, pendant la guerre, s'était tout à fait déshabitué des règles de la vie sacerdotale; à Valence, il ne s'occupa qu'à manger ses revenus et à faire grasse chère avec de bons compagnons et des femmes de mauvaise vie, sans se soucier du scandale que de telles mœurs pouvaient causer; il fallut le dispenser de la résidence en lui continuant sa rente. Après 1820, Merino crut que son devoir lui ordonnait de payer au monarque absolutiste les faveurs que celui-ci lui avait prodiguées; il se mit donc de nouveau à la tête d'une guerilla et excita tous les paysans de la Castille contre les défenseurs du principe constitutionnel; mais le triomphe du duc d'Angoulême l'obligea à mettre bas les armes. Il resta de nouveau condamné pour dix ans à une vie de solitude et au seul exercice de la chasse; aussi en était-il fatigué, lorsqu'en 1833 il crut voir se dessiner devant lui l'aurore d'une nouvelle existence. Quoique âgé de soixante-quatre ans, il s'imagine qu'il est de son devoir de faire proclamer don Carlos dans toute la Castille, et entreprend de la révolutionner à lui seul. Son

nom exerce, en effet, une influence magique sur toutes les imaginations castillanes. A peine la nouvelle de son soulèvement est-elle répandue qu'une foule nombreuse vient se ranger sous ses ordres. A Sépulvéda, où il est installé, il réunit jusqu'à quatorze bataillons de volontaires royalistes; une junte carliste établie à Burgos lui confie tous les hommes qu'elle a soudoyés. Don Ignacio Cuevillas, commandant de toutes les bandes qui opèrent dans la Rioja, sur les bords de l'Ebre, se soumet à sa direction. En peu de temps, avec une extrême rapidité, Merino compte jusqu'à dix mille hommes sous ses drapeaux.

C'était trop, beaucoup trop, et pour son talent et pour ses ressources; d'une part, il était incapable de faire manœuvrer cette masse; d'autre part, il ne s'appuyait sur aucun centre en état de lui fournir les provisions et munitions qu'elle pouvait nécessiter. Aussi le voit-on hésiter, douter de lui-même, entraîner ses hordes, mal enrégimentées, d'abord dans la direction de Burgos, puis dans celle de Madrid; le gouvernement ne lui oppose aucune résistance ouverte, ne daigne même pas le poursuivre, et l'inertie de ses adversaires lui fait plus de mal qu'une déroute. Il ne peut nourrir tous ces soldats qui se sont attachés à son sort, et voit bientôt la désertion commencer dans ses rangs. Il ne peut bientôt plus songer à attaquer ni Burgos ni Madrid, et il est obligé de se replier sur Logroño afin de se mettre en rapport avec Cuevillas, le commandant des carlistes de la Rioja, avec Verastegui, le chef d'Alava, et avec Zumalacarreguy (mi-novembre 1833).

Sur le littoral de la Méditerranée, toutes les villes avaient acclamé la régente Christine et se montraient bien disposées en faveur d'Isabelle. Dans les campagnes, au contraire, clergé et paysans manifestaient leurs sympathies pour don Carlos. Aussi, dès le mois d'octobre 1833, vit-on des bandes

se former en Catalogne, dans le bas Aragon et dans les deux provinces de Valence et de Murcie.

La Catalogne, à elle seule, avait assez d'éléments pour engager une lutte sérieuse ; il lui manquait seulement un chef unique. Le clergé s'offrait bien à grouper autour de lui tous les mécontents et à les organiser ; les chefs de bandes recevaient son argent, mais n'écoutaient pas ses instructions ; chacun d'eux, ne voulant coopérer qu'aux expéditions pouvant rapporter gloire et profit, se souciait peu d'un dévouement exclusif à la cause commune. D'un autre côté, les christinos, bien dirigés par Llauder, les maintenaient dans un isolement respectif qui les empêchait de réaliser aucun projet sérieux.

Le bas Aragon, moins surveillé que la Catalogne, offrait aux carlistes un terrain plus facile pour un soulèvement ; là, il y avait plutôt disette qu'abondance de chefs ; presque tous les villages situés sur la rive droite de l'Ebre étaient gagnés d'avance à la cause de don Carlos ; au lieu de s'organiser en un corps spécial, ils distribuèrent leurs recrues entre les provinces voisines, et les envoyèrent de préférence se ranger sous les ordres, soit de Zumalacarreguy, soit du commandant de la Rioja, soit des chefs qui opéraient dans le nord de la province de Valence.

Une défection malheureuse avait, dans cette dernière province, mis dès l'origine entre les mains des factieux une place forte importante, Morella, capitale d'un district très-montagneux, dont la population fanatique était toute à la merci de l'évêque de Tortose, un des plus fervents partisans de don Carlos. Il s'y était installé, sous la présidence du baron d'Hervès, une junte insurrectionnelle qui s'était occupée à lever des contributions et à organiser la révolte ; des hommes ardents s'apprêtèrent là à une résistance obstinée et se partagèrent le soin de soulever toute la province.

Parmi eux figuraient déjà Carnicer, Quilez et un jeune soldat que l'avenir réservait à jouer un grand rôle dans toute cette guerre, celui qui, après Zumalacarreguy, mérite le mieux de la représenter devant l'histoire, don Ramon Cabrera.

Dans le sud de la province de Valence, dans celle de Murcie, dans la Manche, on ne trouvait plus aucun de ces grands centres d'insurrection ; il n'y avait par-ci, par-là que des partisans isolés, plutôt dignes du nom de brigands que de celui de rebelles, pillant les caisses publiques, arrêtant, pour les rançonner, les hommes riches et influents de chaque localité, et travaillant à s'enrichir au milieu de la détresse publique. En beaucoup d'endroits, comme dans toute l'Andalousie et l'Estramadure, les milices des villes et des villages leur couraient sus, et contribuaient activement à rétablir l'ordre.

L'ouest et le sud de la Péninsule se montraient bien moins agités que le levant : l'Andalousie s'était déclarée avec empressement pour la succession directe ; à peine quelques bandes étaient-elles signalées dans les montagnes de la Galice et des Asturies ; de leur côté, les villes de la côte cantabrique montraient les meilleures dispositions pour la cause de la régente. Santoña, Laredo, Castro Urdiales s'offraient à toute espèce de sacrifices pour le rétablissement de l'ordre. Santander, la rivale de Bilbao, déjà effrayée de certaines dispositions que manifestait contre elle la junte de Biscaye, se disposait à résister par elle-même à toute tentative qui serait faite contre elle par les carlistes, et, n'attendant même pas de secours du gouvernement central, songeait à vaincre par elle-même avec le seul concours de la milice urbaine.

Quelles avaient été les mesures prises par le gouvernement pour contrarier un mouvement déjà si général, qui

menaçait de s'étendre sur toute la Péninsule? Il avait à sa disposition, sur les frontières du Portugal, un corps d'observation sous les ordres du général Saarsfield ; ce corps, dans l'esprit de Ferdinand VII, avait d'abord été destiné à rétablir don Miguel sur son trône ; les menaces de l'Angleterre l'avaient seules empêché de pénétrer sur le territoire portugais. Depuis que les dispositions du cabinet à l'égard de don Miguel s'étaient modifiées, depuis que l'ouverture de la succession du monarque espagnol liait désormais les intérêts du gouvernement de Madrid au succès de don Pedro, il n'y avait plus un grand intérêt à maintenir ces troupes à la frontière du Portugal. Il était possible de laisser aux capitaines généraux de Galice et d'Estramadure le soin de surveiller tous les mouvements de don Carlos, et l'on pouvait diriger contre les rebelles le corps du général Saarsfield. Quelle que fût la simplicité de ce plan, le cabinet de Madrid tarda longtemps à l'adopter ; surpris du nombre des mouvements qui lui étaient journellement annoncés, il ne distinguait pas ceux qui n'avaient aucune importance de ceux dont la répression devait être difficile ; on eût dit qu'il voulait voir les rébellions s'établir avant de s'occuper sérieusement de les vaincre.

Dès les premiers jours d'octobre, Saarsfield aurait dû se mettre en mouvement pour reprendre les deux villes de Bilbao et de Vittoria ; ce n'est pourtant qu'à la fin du mois qu'il transporte son quartier général à Salamanca et commence à se diriger vers les rives de l'Ebre. Sa lenteur est telle dans toutes ces circonstances, que les libéraux en viennent à douter de ses dispositions ; on le croit secrètement attaché à la cause de don Carlos. En réalité, il ne songeait point à trahir le parti de la régente ; mais, habitué à une stratégie savante, il appartenait à cette école de militaires pour lesquels l'activité et la promptitude n'ont aucune importance,

et qui, esclaves d'une routine aveugle, craindraient de faire un pas en avant s'ils n'ont acquis d'avance la certitude la plus absolue de pouvoir le faire en toute sécurité. Dans le cas présent, où il ne s'agissait pas de combattre une armée en campagne, mais d'arrêter dans son germe une insurrection que chaque jour de répit rendait plus formidable, cette lenteur était la plus grande faute que pût commettre un général intelligent. N'oublions cependant pas que Merino avait réuni un très-grand nombre de volontaires dans la Castille, qu'il se trouvait hors d'état de les entretenir et de les guider, qu'on pouvait compter sur le temps seul pour amener la dispersion de ses bandes et qu'il y avait certains avantages à éviter avec elles un choc qui pouvait être sanglant, alors que l'inertie seule devait en amener la déroute. Rien n'indique que Saarsfield eût prévu ce résultat; en tout cas il devait compter sur le mérite de ses troupes pour balayer facilement tout ce qui tenterait de s'opposer à son passage. Et, en effet, il suffit d'un simple effort de son avant-garde pour renverser le premier obstacle qu'on voulut lui opposer à Villafranca de Montès de Oca; Merino, battu, après avoir perdu huit morts, neuf prisonniers et une cinquantaine de soldats qui se rallièrent à un *indulto* (promesse de pardon) offert par le gouvernement, fut obligé d'implorer le secours des carlistes d'Alava et de la Rioja. Ceux-ci s'empressèrent d'accourir, et parurent vouloir un instant arrêter Saarsfield à Haro ; mais, voyant se dissoudre comme par enchantement tout le corps de troupe qu'ils venaient appuyer, ils ne tardèrent pas à regagner les lieux d'où ils étaient venus. Merino, resté à la tête de deux cents hommes, n'était plus un ennemi suffisant pour tout un corps d'armée; sa poursuite fut abandonnée aux soins du capitaine général de la Vieille-Castille ; il vit sa tête mise à prix, et, traité comme un bandit vulgaire, dut s'estimer heureux de pou-

voir, après diverses aventures, s'interner en Portugal, où il alla se présenter à la cour de son roi.

Débarrassé de cet ennemi, Saarsfield prit d'abord quelques précautions pour faire surveiller toutes les rives de l'Ebre, depuis Miranda jusqu'à Logroño ; il attira ensuite à lui les forces du général Lorenzo, sorti de Pampelune pour chasser les bandes d'Eraso et d'Iturralde, et le 19 novembre se décida enfin à marcher sur Vittoria. Il y entra le 21, après quelques escarmouches insignifiantes; la députation provinciale s'empressa de lui ouvrir les portes, et de manifester, ce qui était vrai, que la violence seule avait pu l'obliger à se détacher de l'autorité de la régente. Quatre jours après, le 25 novembre, Saarsfield, sans avoir rencontré de difficulté sérieuse, entrait également dans Bilbao, forçait à la fuite tous les amis de Zabala, qui avaient organisé avec lui la junte de Biscaye, et enlevait aux carlistes ce centre important qu'ils auraient dû à tout prix essayer de conserver.

Du fond des montagnes de Navarre, où il avait cru un instant que viendraient d'abord le chercher les troupes de Saarsfield, Zumalacarreguy comprit bien que la conservation de Bilbao devait être le but principal de tous les efforts du parti carliste; bien qu'il eût promis à ses soldats de les mener dans les riches plaines de la Rioja, il voulut faire une démonstration pour essayer d'attirer sur lui l'effort des troupes christines. Il arriva trop tard; les juntes de Guipuzcoa et de Biscaye n'avaient pas su mettre le temps à profit : elles avaient éparpillé leurs efforts en vaines expéditions sur Santander, Santoña et Saint-Sébastien, et Bilbao n'avait pas été mis en état de défense. Elles ne se sentirent assez fortes ni pour arrêter Saarsfield dans sa marche victorieuse, ni pour se maintenir derrière les murailles d'une ville assiégée. Tout ce que put faire l'habile chef navarrais, ce fut d'offrir un asile dans ses montagnes à tous ceux qui

s'étaient compromis, de les engager à s'unir à lui et de se faire donner par les juntes de Biscaye et de Guipuzcoa, chassées de leurs foyers, le titre de commandant en chef, ce qui étendait son action jusque sur les provinces basques, qui jusque-là avaient agi en dehors de son influence (7 décembre 1833).

Sous l'impression des rumeurs qu'avait causées dans l'opinion la lenteur des premières opérations du général Saarsfield, le ministère s'était décidé à charger de la conduite de la guerre un général plus entreprenant et plus hardi ; son choix s'était porté sur un des plus vaillants capitaines de l'ancienne armée du Pérou, sur Geronimo Valdès, que nous avons eu si souvent occasion de citer en racontant les événements qui se terminèrent par la capitulation d'Ayacucho.

Depuis 1820, la seule guerre vraiment importante à laquelle eût coopéré l'armée espagnole était celle du Pérou ; au moment où on avait besoin d'officiers expérimentés, il fallait donc avoir recours à ces hommes si injustement négligés par Ferdinand VII depuis 1826, malgré les services qu'ils avaient rendus. Quand le canon tonne, les généraux d'antichambre ne servent plus à rien, il faut de vrais soldats : Valdès, Mina, Espartero.

C'est à Bilbao même (26 novembre) que Valdès prit le commandement des mains du général Saarsfield, promu à la vice-royauté de Navarre. Il ne vint pas, dès l'origine, à la pensée du gouvernement l'idée qu'il fallait centraliser toute la conduite de la guerre entre les mains d'un seul chef, si l'on voulait aboutir à un résultat sérieux. Même en plaçant Valdès à la tête de l'armée, on limitait d'abord son action au rétablissement de l'autorité centrale dans les provinces basques. Le vice-roi de la Navarre était seul chargé de poursuivre l'ennemi sur son territoire, de même que les

capitaines généraux d'Aragon, de la Nouvelle et de la Vieille-Castille avaient seuls autorité sur les troupes cantonnées dans leurs provinces.

Aussi la situation du nouveau général en chef n'avait-elle rien d'enviable ; il n'avait que des ressources insuffisantes ; ses points principaux garnis, il disposait d'une force de 9 000 hommes, dont 300 cavaliers seulement, pour tenir en échec trois provinces essentiellement montagneuses, occupées par une population de plus de 400 000 âmes, presque entièrement hostile ; il avait la responsabilité de la guerre, et n'avait ni le droit de compter sur les troupes opérant dans les provinces voisines, ni l'espérance de recevoir de son gouvernement les renforts qu'il lui demanderait. Zea Bermudez n'aurait jamais pu mieux placer sa confiance. Valdès était capable de tout, non-seulement de l'héroïsme qui consiste dans le sacrifice de la vie, mais encore de cette abnégation plus rare qui pousse un homme à tenter une entreprise dont la mauvaise issue peut le déshonorer, avec des ressources qu'il sait à l'avance tout à fait insuffisantes. En apprenant la rentrée de ses troupes dans Vittoria et dans Bilbao, le ministère s'était empressé de croire que les provinces basques étaient pacifiées, et dans son ardent désir de n'exiger du pays aucun effort nouveau, il pensait, avec les faibles moyens dont il disposait, pouvoir apaiser tous les mouvements.

Valdès, s'il eut jamais cette idée, ne la partagea point longtemps. Il se dévoua avec ardeur à la poursuite de toutes les bandes qui désolaient les provinces, mais tous ses efforts étaient vains ; à son approche, les carlistes se dispersaient, retournaient à leurs chaumières, y changeaient de chemise, suivant leur expression consacrée, puis, sur un avis de leurs chefs, reparaissaient en armes à un point qui leur était désigné d'avance. Ils devenaient chaque jour plus

entreprenants à mesure qu'ils s'habituaient aux opérations militaires, et attaquaient déjà les soldats de l'armée régulière même à nombre égal. Un des lieutenants de Valdès, le baron del Solar, éprouva dans les environs de Guernica un revers qui eut pour fâcheux résultat de donner certaine confiance aux carlistes ; Valdès jugea nécessaire de leur opposer des officiers très-expérimentés, et choisit finalement pour le poste jugé alors le plus périlleux le maréchal de camp Espartero, dont le mérite avait déjà été apprécié dans la campagne du Pérou. Espartero, nommé commandant militaire de Biscaye, consacra tous ses soins à fortifier Bilbao, dans la juste prévision que cette ville serait l'objet de tentatives fréquentes de la part de l'ennemi ; il y organisa l'élément libéral, qui était nombreux et plein d'ardeur ; il créa une milice urbaine dont il soigna avec le plus grand soin la composition, et se hâta de l'armer de manière que la ville elle-même pût offrir une résistance aux campagnards exclusivement dévoués à la cause carliste. Ces mesures étaient excellentes, et eurent dans la suite une influence considérable sur les événements ; mais, en attendant, les factions carlistes se réorganisaient en dehors de la ville sous le commandement d'un vaillant officier, Simon Latorre, qui exerçait beaucoup d'ascendant sur tous ses compatriotes ; c'était lui qui avait vaincu le baron del Solar à Guernica, lieu révéré des Basques et considéré par eux comme le cœur même de leur patrie. Ancien officier de la garde royale, Latorre avait su attirer plusieurs individus de cette troupe d'élite au poste qu'il défendait, et avait contribué plus que personne, dans les premiers mois de 1834, à établir la supériorité des carlistes dans la plus grande partie du territoire de la Biscaye ; quoiqu'ils eussent été vaillamment disputés par Espartero, Bermeo, Guernica et plusieurs autres points stratégiques étaient entre les mains des partisans de don Carlos.

Un peu plus heureux dans la province de Guipuzcoa, Valdès était parvenu à rejeter sur la Navarre presque toutes les bandes qui désolaient cette province; il avait même, dans les environs d'Azpeitia, dispersé un rassemblement nombreux; mais il n'attribuait aucune importance à ce succès, car il savait bien que ces mêmes factieux, aujourd'hui dispersés, allaient immédiatement se rejoindre sur un autre point. Faire marcher ses soldats pendant l'hiver dans ces pays montagneux, c'était les fatiguer sans profit, tandis que leurs adversaires reposaient tranquillement à leurs foyers.

Pas plus qu'en Guipuzcoa, il n'y eut, pendant les mois de janvier et février 1834, d'engagement sérieux dans la province d'Alava. De ce côté les factieux, pour éviter les attaques de Valdès, se hâtaient de traverser l'Ebre, et dès lors devenaient pour lui insaisissables, car le capitaine général de Burgos, Quesada, ne mettait aucune bonne volonté à concerter ses mouvements avec les siens. Très-influent en cour, il aspirait à être chargé du commandement en chef, et prétendait qu'il lui serait facile d'entrer en négociations avec les carlistes et de rétablir ainsi la paix et la concorde. Valdès n'était nullement opposé à ce moyen; il avait manifesté au gouvernement la nécessité de promettre aux Basques la garantie de leurs fueros; il avait adouci, autant qu'il dépendait de lui, les rigueurs de la guerre, en donnant de nouvelles preuves de la clémence qu'il avait déjà employée au Pérou dans un cas presque identique, en présence de la révolte d'Olañeta; mais néanmoins il jugeait avec raison qu'il fallait faire marcher de front les tentatives de négociation et les opérations militaires, et se plaignait vivement dans ses lettres des obstacles qu'il rencontrait chez Quesada.

Le cabinet de Martinez de la Rosa, qui, depuis le 15 janvier 1834, avait remplacé celui de Zea Bermudez, avait dû en grande partie son avénement à un manifeste lancé par

Quesada ; il se regardait donc comme débiteur envers ce général pour le service qui lui avait été rendu ; aussi, sans tenir compte du mérite de Geronimo Valdès, de son talent, du prestige qu'il exerçait sur les troupes, il préféra donner raison à son rival, et, pour mettre un terme à la mésintelligence qui venait d'éclater, confia à Quesada le commandement de l'armée du Nord. Valdès, arrêté dès le 21 février au milieu de ses opérations, résigna noblement l'autorité aux mains de son rival; il mit le plus grand soin à l'instruire de tous les plans qu'il avait projetés, puis il se hâta de retourner à Burgos, pour y exercer les fonctions de capitaine général de la Nouvelle-Castille (fin février).

Le commandement de Quesada n'était pas réduit aux provinces basques, comme l'avait été dans l'origine celui de Valdès ; depuis que Zumalacarreguy avait été nommé, par les juntes de Guipuzcoa et de Biscaye, commandant des troupes carlistes, il avait concentré en lui la direction de tous leurs mouvements, et bien que la Biscaye eût continué, comme nous l'avons vu, à posséder de nombreuses factions agissant isolément, c'était en réalité en Navarre que résidait le noyau des bandes qui envahissaient incessamment le Guipuzcoa et l'Alava. Aussi après une campagne tentée directement par Saarsfield contre Zumalacarreguy, campagne inutile, exclusivement composée de marches et de contremarches, qui ne servit qu'à développer chez les carlistes l'esprit de discipline et l'habitude des fatigues de la guerre, le ministre de la guerre à Madrid se décida-t-il à charger un corps d'armée spécial du soin de poursuivre Zumalacarreguy.

Cette mission avait été enlevée au vice-roi de Navarre et confiée au général Lorenzo, qui fut placé sous les ordres de Valdès. De plus, en même temps qu'on lui assurait par ce moyen un concours effectif des troupes opérant dans les

provinces basques, Lorenzo avait été renforcé par l'arrivée d'un nouveau corps détaché de la capitainerie générale d'Aragon et commandé par un vieux loup de mer (el lobo cano), Marcelino Oraa, très-aimé des soldats et très-expérimenté dans le genre de guerre qu'il fallait poursuivre (28 décembre). Par ce moyen les christinos avaient retrouvé sous Valdès la même force que les carlistes avaient obtenue en se rangeant sous le commandement unique de Zumalacarreguy; aussi, pendant les deux mois de janvier et de février, la lutte n'avait pas cessé dans les montagnes de Navarre. Les carlistes s'étaient installés dans les villages de la Amezcoa, petit vallon ayant 13 kilomètres de long sur 3 de large, protégé de trois côtés par des *sierras* presque inaccessibles, et situé à six heures de Vittoria et à trois d'Estella. Placés là près du faîte du plateau de séparation, d'où les eaux descendent d'un côté au golfe de Gascogne, de l'autre au bassin de l'Ebre, ils pouvaient à leur guise soit pénétrer dans la plaine au milieu de laquelle s'élève Vittoria, soit, en suivant des plateaux très-élevés, aller couper dans le Guipuzcoa les communications entre Vittoria et Saint-Sébastien; s'ils étaient pressés avec trop d'acharnement, ils pouvaient aussi échapper en se dispersant jusque dans la grande chaîne pyrénéique, dont se détachent de nombreux contre-forts entre lesquels coulent, à travers la Navarre, trois rivières importantes, l'Ega, l'Arga et l'Aragon, tous trois affluents de l'Ebre.

Lorenzo et Oraa, instruits par deux rencontres, dont ils n'étaient sortis victorieux qu'au prix des plus grands efforts, ne pouvaient attaquer Zumalacarreguy dans cette forteresse que la nature a rendue presque inexpugnable; ils imaginèrent de le resserrer peu à peu dans l'enceinte qu'il avait choisie, de manière à le forcer à capituler faute de ressources. A cet effet ils fortifièrent, sur les indications de Valdès, les

places de Puente-la-Reina, d'Estella y de los Arcos, destinées à protéger la vallée de l'Arga, celle de l'Ega et la principauté de Viana, et à devenir la base de leurs opérations futures; et ils allaient continuer leur système de circonvallation, lorsqu'ils apprirent tout à coup que leurs adversaires s'étaient éloignés de leur camp et se dirigeaient sur Lumbier, point important situé sur l'Aragon, auquel aboutissent les trois vallées de l'Ayezcoa, de Salazar et de Roncal, qui constituent toute la partie orientale de la Navarre pyrénéenne. Ces districts paraissaient assez bien disposés pour la cause libérale; ils n'étaient cependant pas en état de résister par eux-mêmes aux forces de Zumalacarreguy, et furent obligés de satisfaire à toutes les exigences du chef carliste, qui s'empara de la manufacture d'armes d'Orbaicéta; il y trouva un canon, deux cents fusils et cinquante mille cartouches et arma dans ces parages un nombre assez considérable de recrues. Valdès, prévenu par Lorenzo et Oraa de cette diversion des ennemis, était accouru aussitôt; il s'était mis à la poursuite des carlistes, les avait atteints à Huesca, les avait forcés de rentrer dans leurs anciens cantonnements, et avait donné l'ordre d'assurer la libre circulation de Vittoria à Pampelune par la vallée d'Araquil, en fortifiant les points intermédiaires d'Echarri-Aranaz et d'Irurzun (16 février).

Tel était donc l'état des affaires en Navarre quand Quesada prit le commandement en chef. Zumalacarreguy n'était plus un simple chef de bandes, il était déjà général d'une troupe de plus de 8 000 hommes, était reconnu comme le véritable chef de tout le mouvement carliste dans les trois provinces basques et dans toute la Navarre et faisait fonctionner, sur tout le territoire sur lequel il pouvait agir, les juntes nommées par lui, comme les seuls et uniques centres auxquels devaient aboutir les ressources provinciales.

C'était, on le voit, une guerre civile déjà complétement organisée, et qui serait dès ce moment devenue bien plus terrible encore, si le gouvernement de la régente n'avait été assez fort pour comprimer les soulèvements de la Catalogne et du Maestrazgo.

Les points les plus exposés de la Catalogne étaient les montagnes de Montserrat, le diocèse d'Urgel et les environs de Tarragone. De nombreuses bandes y étaient apparues; mais, grâce à l'inquiète vigilance de Llauder, elles n'avaient pu tenter aucune entreprise sérieuse.

La même surveillance avait empêché le débarquement, sur les côtes, d'une goëlette toscane, chargée de douze canons, douze barils de poudre, de grenades, de balles et de fusils, et la capture de ce navire avait porté le découragement chez les chefs carlistes.

Dans le Maestrazgo, les christinos avaient recouvré presque sans coup férir la place de Morella; les bandes du baron d'Hervès avaient été dispersées à Calanda; leur chef avait même été fusillé à Teruel. Cependant le pays n'était pas tranquille; une grande partie de la population, agitée par les prêtres, qui recevaient le mot d'ordre du clergé de Tortose, soutenait de ses ressources un grand nombre de factieux. De ces derniers, quelques-uns, pressentant déjà une carrière pleine d'aventures, travaillaient à grouper des partisans autour d'eux dans l'idée d'arriver à jouer un rôle brillant dans l'histoire de leur pays. Parmi eux se distinguait déjà Cabrera, d'étudiant transformé en simple soldat sous les murs de Morella, puis lieutenant d'une petite bande de neuf hommes, puis bientôt après à la tête de cent trente-cinq soldats, campés avec lui dans les environs de Valliborna, auxquels il distribuait 4 réaux (1 fr. 05) par jour, et s'instruisant avec soin de toutes les règles de la tactique militaire. Le gouvernement central, absorbé par d'autres pré-

occupations, n'avait pas les yeux fixés sur ce centre d'insurrection ; il s'en rapportait à ses capitaines généraux d'Aragon, de Catalogne et de Valence, du soin de rétablir la tranquillité sur leurs territoires ; mais les insurgés du Maestrazgo savaient mettre à profit leur situation spéciale ; placés aux confins de ces trois capitaineries, quand ils étaient poussés par les troupes d'un de ces trois ressorts, ils passaient à l'instant sur le territoire voisin, et au prix de cette tactique évitaient presque toujours des poursuites auxquelles ils auraient succombé si elles avaient été poursuivies avec plus d'opiniâtreté.

On attendait beaucoup à Madrid de Quesada, le nouveau commandant en chef ; il se jugeait si sûr de lui-même, et se vantait avec tant d'arrogance de pouvoir mettre fin à la lutte, dont il niait la difficulté ; son aplomb et sa fierté, joints, il est vrai, à une bravoure incontestable, exaltaient davantage les imaginations que l'héroïsme froid et les vertus solides de son prédécesseur. D'ailleurs, pendant la période de 1821 à 1823, lorsque la Navarre et les provinces avaient été sillonnées par les bandes royalistes soudoyées par Ferdinand, Quesada avait eu des relations très-suivies avec Zumalacarreguy ; il semblait que les deux chefs ne pouvaient avoir oublié leurs rapports antérieurs et que, mus tous deux par un sentiment de patriotisme, ils trouveraient un prétexte pour nouer des négociations qui aboutiraient à une pacification générale. Aucune de ces espérances ne se réalisa. Quesada, doué d'une nature trop ardente et trop fougueuse pour exercer le commandement en chef, ne sut d'une part entreprendre aucune opération décisive pendant les cinq mois qu'il resta à la tête de l'armée du Nord (février à juillet 1834), et d'autre part toutes ses tentatives de négociations échouèrent misérablement devant l'enthousiasme des carlistes et la volonté de Zumalacarreguy. Ce-

lui-ci voyait grandir à chaque instant le nombre de ses partisans, exerçait sur eux un ascendant de plus en plus irrésistible, organisait chaque jour son armée sur une base plus large[1]; il se sentait protégé de tous côtés, à gauche par les bandes de la Biscaye et de la Castille, à droite par celles du bas Aragon, de la Catalogne et du Maestrazgo. Le temps semblait donc travailler pour lui, tandis que dans l'intérieur du pays la lutte des idées libérales et des idées conservatrices était pour ses adversaires un germe de discorde promettant de graves complications. Quel avantage pouvait-il attendre d'une négociation entamée en de semblables circonstances? Dès qu'il reçut les ouvertures de Quesada, il n'y vit qu'un moyen d'obtenir une suspension d'hostilités qui lui permît de faire reposer ses troupes fatiguées par les marches nombreuses que leur avaient imposées les poursuites de Valdès; puis, quand il jugea ses soldats suffisamment remis, il réunit ses principaux officiers et affecta de s'en rapporter à leurs avis. Ainsi, en repoussant les ouvertures qui lui étaient faites, il parut se résigner exclusivement à la manifestation de leurs propres désirs, quoiqu'il eût eu soin de faire échauffer à l'avance leur ardeur belliqueuse par celui d'entre tous ses lieutenants qui possédait le mieux sa confiance, Zariategui. Au bout de quelque temps, Quesada dut reconnaître qu'il n'avait rien à attendre de la voie pacifique, et il se décida à reprendre énergiquement les opérations militaires; mais, entraîné par la fougue de son tempérament, il considéra

[1] Cette armée se composait, en mars 1834, de 5 bataillons d'infanterie de 800 hommes, soit 4000 hommes, et d'un bataillon choisi où se recrutaient les officiers. Chaque bataillon avait 8 compagnies, dont 2 d'élite, grenadiers et chasseurs. La cavalerie se bornait à 300 chevaux. Très-bon armement, beaucoup de munitions, peu d'argent. En outre de cette force régulière, Zumalacarreguy disposait d'un très-grand nombre de bandes irrégulières qui se pourvoyaient elles-mêmes et infestaient tout le pays.

comme une insulte personnelle le refus de Zumalacarreguy d'écouter ses propositions, lui voua une haine mortelle, et se mit à le poursuivre avec une ardeur et une fureur qui contribuèrent beaucoup à donner à cette guerre le plus odieux caractère de férocité.

Ce serait une tâche des plus insipides d'entrer dans le détail des marches et contre-marches entreprises par les troupes christines et carlistes à travers les montagnes de la Navarre. Tous les généraux, maréchaux de camp, colonels mis à la tête d'une colonne, avaient à cœur de voir publier avec éloge leur nom dans la *Gazette de Madrid*, et comme nous l'avons vu si souvent de notre temps à propos des guerres d'Afrique, les pages du *Journal officiel* se remplissaient de bulletins sonores où une foule de grades avaient été mérités pour un engagement qui en somme n'avait produit aucun effet utile. Aussi nous nous garderons bien d'entraîner nos lecteurs dans ce dédale inextricable ; qu'il nous suffise de leur dire que Quesada ne put jamais atteindre ses ennemis avec des forces suffisantes pour leur faire éprouver une véritable déroute, qu'il essuya lui-même des revers sérieux, comme à Muro et à Alsasua, qu'il eut la douleur de voir Zumalacarreguy traverser l'Ebre sans encombre et s'avancer jusqu'à Calahorra, que Vittoria assiégée par les carlistes ne dut son salut qu'à la résistance de sa propre milice ; enfin que, pendant tout le courant du mois de juin 1834, tandis que ses lieutenants plus heureux remportaient quelques avantages insignifiants à Dallo et à Galina, lui-même se voyait forcé de changer d'attitude et, au lieu de jouer le rôle d'assaillant, grâce au talent stratégique déployé par son adversaire, était plutôt réduit à se tenir sur la défensive.

Malgré les exagérations du *Journal officiel,* l'opinion publique à Madrid était trop éclairée pour ne pas démêler

la vérité au milieu des bulletins pompeux à l'aide desquels on cherchait à la dissimuler; il était évident que Zumalacarreguy, au commencement de juillet 1834, avait déjà conquis une situation prépondérante en Navarre, et cela était d'autant plus grave que les bandes de la Biscaye allaient aussi conquérant le même ascendant. Espartero, le commandant militaire de cette province, était impuissant à résister aux factions qui, grossissant sans cesse, attaquaient les points les plus importants du territoire, ceux qu'il tenait le plus à cœur de conserver, Portugalete, Orduña ; il se voyait même menacé dans Bilbao ; ses soldats, obligés aux marches les plus rudes, dans un pays où tout leur était hostile, même les femmes et les enfants, étaient harassés de fatigue ; à chaque instant il fallait livrer combat pour passer d'un point à un autre, et dans ces luttes journalières les carlistes même vaincus triomphaient encore, car la déroute n'était pour eux qu'une occasion de retourner à leurs foyers, tandis que pour le vainqueur la victoire n'était qu'une cause do fatigues et de privations nouvelles.

Soldats et officiers commençaient à se décourager, les désertions étaient fréquentes. Quesada, qui avait osé prétendre que Valdès avait des ressources plus que suffisantes pour mener la guerre à bonne fin, était arrivé, lui aussi, à demander des renforts au gouvernement ; et celui-ci tardait à lui en envoyer, car il avait à faire face aux autres factions de la Castille, de la Catalogne et du Maestrazgo, et ne pouvait entièrement dégarnir certaines provinces comme la Manche, l'Estramadure et la Galice, où le brigandage tendait à s'organiser. Il avait ordonné dès le mois de mars une levée de 25 000 hommes et avait procédé partout à l'armement de la milice urbaine pour remplacer le corps des volontaires royalistes. Quelque importantes que fussent ces ressources, elles étaient encore insuffisantes, car les miliciens, aptes à

la défense de leurs foyers, ne pouvaient être mobilisés pour la poursuite des bandes de factieux.

L'utilité de la milice s'était déjà fait sentir surtout dans le bas Aragon ; là une faction puissante, commandée par Carnicer, et dont faisait partie Cabrera avec sa bande, était parvenue à jeter la terreur dans tout le pays de la rive droite de l'Ebre, depuis Saragosse jusqu'à la mer.

Les villes de Daroca et de Calatayud avaient été mises à contribution ; un officier supérieur de l'armée christine, le comte de Mirasol, avait été battu, et, enhardis par ces premiers succès, les carlistes étaient venus mettre le siége devant Batea. La milice de cette ville, abandonnée par le gouvernement, entreprit de leur résister ; et, aidée par ses voisins de Gandesa, quoiqu'elle eût à supporter des pertes cruelles, elle fut assez heureuse pour se préserver de leurs atteintes. Carnicer et Cabrera disposaient pourtant déjà d'une force de près de 2 000 hommes. Au bruit de leurs succès, désireux de partager le butin avec eux, les autres chefs, qui avaient jusqu'alors opéré isolément dans le Maestrazgo et le royaume de Valence, Quilez, Miralles, vinrent se joindre à eux, et tous ainsi formèrent un noyau assez compacte pour mériter le nom d'armée. Instruits de cette concentration, les carlistes de Catalogne invitèrent leurs compagnons du Maestrazgo à venir tenter la fortune sur leur territoire; Carnicer et Cabrera se laissèrent séduire par les offres qui leur furent faites ; ils se décidèrent à passer sur la rive gauche de l'Ebre. Mais là ils se trouvèrent en face de deux lieutenants du capitaine général de Catalogne, qui leur barrèrent le chemin dans les environs de Mayals et leur firent éprouver une défaite complète (10 avril). Cabrera eut beau déployer dans cette circonstance toute son énergie et son intelligence; son courage, digne d'une meilleure cause, ne put empêcher le triomphe des troupes chris-

tines; son parti perdit plus de 300 hommes morts et 700 prisonniers, ce qui dans cette guerre impliquait déjà un engagement très-sérieux. Il fallut, après cette déroute, que les chefs de bande se distribuassent une autre fois dans le pays par pelotons de cinq et dix hommes, jusqu'à ce qu'ils retrouvassent une nouvelle occasion de se concentrer.

La défaite de Mayals répandit pendant plusieurs semaines une salutaire terreur chez tous les carlistes du Levant; les Catalans particulièrement n'osèrent pas sortir de leur isolement; ils étaient répartis en bandes nombreuses, mais faibles, qui ne pouvaient s'aventurer en dehors des montagnes les plus inaccessibles. Néanmoins, ils inquiétaient et fatiguaient les troupes de Llauder, et empêchaient qu'aucune partie de ses forces ne pût être distraite et envoyée en Navarre.

Il fallut aussi, dès les mois de mai et de juin, après les preuves d'audace données par Carnicer et Cabrera, destiner un corps de troupes à la poursuite de ces deux redoutables factieux, un instant découragés après Mayals, mais bientôt remis de leur échec.

On apprenait chaque jour à Madrid, dans le commencement de juillet 1834, la nouvelle qu'une bande avait traversé tel ou tel village de la Catalogne et du Maestrazgo, et comme ces bruits arrivaient toujours accompagnés des plus tristes détails de rapine, de vol et de meurtres, l'opinion publique en était tristement affectée; c'est à l'impression qu'ils produisirent sur la masse de la population madrilène que l'on doit surtout attribuer les tristes événements dont la capitale de l'Espagne fut le théâtre en juillet 1834.

Lequel des deux partis, carliste ou christino, faut-il considérer comme spécialement coupable des atrocités commises dans le cours de cette guerre? Si nous aspirions à dramatiser notre récit, nous pourrions raconter une foule d'événe-

ments tous plus sanglants les uns que les autres, conséquence naturelle d'une lutte furibonde où les passions étaient poussées jusqu'à leurs dernières limites. Dès l'origine, le gouvernement central s'était réservé le droit de fusiller tous ceux qui étaient pris les armes à la main, et ce droit, non-seulement il en avait usé avec les chefs, Gonzalez, Santos Ladron, le baron d'Hervès, etc., etc., mais encore avec leurs soldats, pour la plupart déserteurs de l'armée. Ainsi menacés, traqués dans leurs montagnes comme des bêtes fauves, les carlistes voulurent renvoyer à leurs ennemis la terreur qu'on cherchait à leur inspirer à eux-mêmes; ils promirent de ne faire aucun quartier et tinrent parole. Ce n'était donc des deux côtés que meurtres et fusillades; on ne faisait presque pas de prisonniers. D'ailleurs il était souvent difficile de les nourrir; les belligérants étaient si mal approvisionnés, qu'ils avaient à peine de quoi s'alimenter eux-mêmes. Ils craignaient aussi de s'embarrasser de captifs qui les auraient gênés dans leurs déplacements continuels. Dominé par les élans de son noble cœur, Valdès tenta, durant son commandement, de remédier à un semblable état de choses, qui déshonorait l'Espagne aux yeux du monde entier; il entrait plutôt dans son caractère de se servir de la clémence comme moyen de persuasion. Mais il ne fut pas aidé alors par Zumalacarreguy : ses promesses d'indulto furent présentées aux carlistes comme de simples manœuvres tentées pour les soumettre; les rigueurs continuèrent bientôt de part et d'autre. Elles prirent, lorsque Quesada, après avoir inutilement tenté la voie des négociations, recommença les opérations militaires, un caractère de férocité vraiment inouï et à jamais déplorable.

Le général en chef christino ayant fait fusiller un alcade et deux volontaires dont le seul crime était d'appartenir au parti carliste, Zumalacarreguy se crut en droit d'ordonner

l'exécution de quatre officiers et de quatorze soldats faits prisonniers dans l'affaire d'Alsasua. Ce meurtre, exécuté par calcul, était d'autant plus horrible que les victimes inspiraient un vif intérêt ; parmi elles se trouvait un membre de la famille O'Donnell, qui avait des parents dans les files carlistes, et un malheureux criblé de blessures, incapable de se traîner lui-même au lieu de l'exécution. On leur faisait grâce de la vie s'ils consentaient à abjurer leur drapeau, et ces braves gens préférèrent mourir en se serrant les mains dans une dernière étreinte, aux cris de : Vive la liberté !

Peu après Zumalacarreguy, voulant sans doute diminuer l'impression produite, osa écrire à Quesada pour lui offrir un échange de prisonniers, et demander la vie d'un de ses capitaines, nommé Bayena. Celui-ci avait déjà été fusillé ; l'échange n'était plus possible. Pour sauver ceux de ses officiers qu'il ne pouvait plus échanger, Quesada, emporté par la passion, n'entrevoit alors qu'un moyen : il écrit à son adversaire en le traitant de chef de brigands et de bandits, et lui annonce officiellement qu'il a fait prendre comme otages quatre parents d'officiers carlistes, parmi eux une femme, et que ces otages seront immédiatement sacrifiés si la vie de ses officiers n'est pas respectée.

Avec de semblables conditions, il n'y avait pas d'entente possible : les deux chefs furent inflexibles; on fusilla de côté et d'autre par voie de représailles et, la haine provoquant la haine, les femmes et les enfants cessèrent d'être respectés. Cette nation espagnole, où l'amour de la famille est si profondément enraciné dans tous les cœurs, semblait prendre à tâche d'oublier ses plus nobles sentiments, pour s'abandonner à la passion de la haine et de la vengeance.

Ce n'était pas seulement en Navarre et dans les provinces basques que se commettaient ces atrocités ; les chefs de

bande de Catalogne, de Castille et du Maestrazgo procédaient comme Zumalacarreguy, et avec d'autant plus de violence que souvent la rapine était l'unique motif qui les animait. Ils s'emparaient des alcades, et, pour les forcer à imposer des contributions à leurs villages, ils leur faisaient subir de véritables supplices : avant de fusiller l'alcade de Burgo de Osma, on lui creva les yeux et on lui arracha les ongles. Cabrera, dans le Maestrazgo, inspirait la terreur la plus profonde; pour arriver à ses fins aucun crime ne lui coûtait. N'avait-il pas l'Eglise avec lui pour l'absoudre de tout péché ? Il défendait ce qu'il appelait la sainte religion; or, qu'est-ce que la vie d'un hérétique, homme, femme ou enfant, pour les défenseurs de la foi ?

Pour être juste, disons cependant qu'il y avait parmi les carlistes des hommes de cœur que toutes ces horreurs désespéraient; citons parmi eux Villareal, un des meilleurs officiers de ce parti, à qui l'ordre est donné par Zumalacarreguy de faire fusiller d'un seul coup cent vingt prisonniers : il ne peut se résoudre à un semblable forfait ; il court auprès de son chef, le conjure de revenir sur une décision aussi sanguinaire, le trouve inflexible, s'éloigne pour ne point participer au meurtre de ces malheureux, et parvient même à sauver la vie à deux d'entre eux.

L'expérience avait prouvé que Quesada n'était pas de taille à lutter contre son adversaire ; ce général avait d'ailleurs perdu tout son prestige dans l'armée, il était lui-même découragé. On songea à le remplacer, et, comme l'expédition de Portugal venait précisément de se terminer, on resolut de lui donner pour successeur le chef qui venait de la diriger avec succès, le célèbre défenseur du Callao, Rodil. Il fut décidé que toutes les troupes qui avaient contribué à cette expédition seraient concentrées à Madrid, et de là dirigées sur le nord pour entrer immédiatement en campagne ;

c'était un renfort considérable qu'on envoyait ainsi en Navarre, et l'opinion publique était en droit d'attendre que le nouveau général obtiendrait de meilleurs résultats que son prédécesseur. Le 21 juin 1834, toutes ces troupes (environ 15 000 hommes), bien vêtues, bien équipées, fières de la triomphante promenade qu'elles venaient d'accomplir en Portugal, étaient passées en revue dans les environs de Madrid, et le 9 juillet se joignaient à leurs compagnons d'armes, sur le théâtre même de la guerre, où Rodil prenait le commandement des mains de Quesada.

Il y eut, à la nouvelle de l'arrivée de ce renfort, une certaine émotion dans les rangs des carlistes ; ils hésitèrent un instant à accepter l'indulto qui leur était offert dans la proclamation du nouveau général, puis, enhardis par ce qu'ils avaient déjà fait, ils reprirent bientôt courage, et, animés par Zumalacarreguy, qui, loin de défaillir, leur promettait de nouveaux succès, ils ne pensèrent plus qu'à continuer la lutte avec une nouvelle ardeur. C'est à ce moment même de doute et d'hésitation (11 juillet), qu'ils apprirent tout à coup la présence de don Carlos à la frontière de France ; ils surent que ce prince, trompant la vigilance des polices française et anglaise, s'était décidé à venir partager leurs souffrances. Oubliant alors, dans leur enthousiasme frénétique, les dangers auxquels ils étaient exposés, ils se préparèrent à de nouveaux sacrifices, et dédaignèrent à la fois les offres et les menaces de Rodil. Certaine illusion dont ils ne pouvaient se préserver leur laissait supposer que le prétendant apportait avec lui tout l'or de l'Angleterre et toutes les armées de la Sainte-Alliance, tandis qu'en réalité toute sa force résidait dans leur courage et dans leur énergie.

Zumalacarreguy, dans toutes ses communications à ses compatriotes, avait toujours affecté d'agir comme représentant fidèle de celui qu'il reconnaissait comme le seul roi

légitime d'Espagne ; de son côté, don Carlos, pour le récompenser des services qu'il rendait journellement à sa cause, dès le 18 mars 1834 lui avait adressé de Portugal une lettre officielle, par laquelle il lui déléguait une partie de son autorité souveraine pour tout ce qui concernait le commandement militaire et l'administration économique des trois provinces basques et du royaume de Navarre. Dans cette lettre, qui fut répandue à profusion sur tous les points où dominait l'élément carliste, l'engagement solennel avait été pris par don Carlos de respecter les fueros de ces provinces le jour où il monterait sur le trône. Zumalacarreguy avait été promu au grade de maréchal de camp ; tous les grades et emplois qu'il avait déjà donnés ou qu'il donnerait à l'avenir avaient été solennellement reconnus. Par ce moyen, l'avenir et la carrière d'une foule d'individus se trouvaient désormais attachés au succès de la cause carliste.

Aucun sujet de discorde n'existait entre le soldat et le monarque ; les succès de l'un et la confiance de l'autre avaient créé un lien indissoluble. La première entrevue qui se célébra entre eux ne pouvait donc être que cordiale ; elle eut lieu le 12 juillet à Elizondo, et se termina au gré des deux parties. Don Carlos, pour cette fois, dans la situation critique où il se trouvait, n'ayant autour de lui aucun de ces prêtres fanatiques et de ces courtisans ineptes qui l'enfermaient dans un cercle étroit de cérémonies religieuses et d'étiquette surannée, se montra actif, courageux, entreprenant ; il était disposé à agir ; il fut généreux envers Zumalacarreguy ; il ne lui refusa rien de ce qui pouvait accroître son autorité et son ascendant vis-à-vis de ses émules ; il le nomma lieutenant général, et, sous le titre de chef de son état-major, le chargea de la direction suprême des opérations militaires.

Aussi la grande impression produite par la nouvelle de sa présence ne se dissipa-t-elle point immédiatement; la vue du prince pour lequel elles combattaient suffit quelque temps à toutes ces populations simples et naïves. D'ailleurs, on n'avait pas le temps de manifester sa joie par des fêtes et des cérémonies; il fallait avant tout combattre et résister aux troupes toutes fraîches que Rodil venait d'amener de Portugal.

Dès son arrivée, le nouveau général christino avait procédé à une nouvelle répartition de ses forces, de manière à fondre en une seule armée les soldats déjà habitués au genre de guerre spécial qui se pratiquait dans les montagnes, et ceux qu'il ramenait avec lui de Portugal. Il forma cinq divisions, sur lesquelles trois devaient manœuvrer en Navarre; la quatrième, dans les provinces d'Alava et de Guipuzcoa; la cinquième, sous les ordres d'Espartero, en Biscaye. Voulant, avec elles toutes, faire une démonstration puissante, et croyant qu'en opérant par masses on pouvait arriver à un résultat décisif, Rodil, avant de les séparer, voulut avec elles envahir le vallon de las Amezcoas, quartier général des carlistes, et occuper d'un seul coup, s'il était possible, tout le pâté de montagnes d'où ils s'élançaient à volonté sur les territoires de Guipuzcoa et d'Alava, et sur les vallées de la haute Navarre. Zumalacarreguy ne pouvait résister à cette invasion, et ne le tenta point; mais il donna l'ordre aux siens de tenir l'ennemi en haleine, de le menacer sur ses flancs, en tête, en queue, et de l'obliger ainsi aux plus grandes précautions: tout détachement isolé était perdu; il fallait que chaque division opérât toujours d'accord avec les autres, sinon celle qui était abandonnée risquait d'être immédiatement décimée. Après trois semaines d'opérations, Rodil était déjà convaincu qu'il ne pouvait rien contre son adversaire obstiné. Se sou-

venant alors de la persécution qu'il avait dirigée contre don Carlos en Portugal, il se résolut à consacrer tous ses efforts à s'emparer de lui ; il ordonna à ses généraux divisionnaires de conserver tous les points qu'ils occupaient, de fortifier Alsasua, Irurzun et Echarri-Aranaz, dans la vallée d'Araquil, puis il se mit lui-même à la tête d'une colonne destinée à faire la chasse à don Carlos.

Ce fut alors pendant deux mois toute une série de marches et de contre-marches ; le prétendant était incessamment obligé de passer d'un point à un autre : aujourd'hui en Navarre, le lendemain en Guipuzcoa, puis en Biscaye ; jamais un moment de tranquillité ni pour le fugitif ni pour le persécuteur. Tantôt Zumalacarreguy protégeait don Carlos à la tête de tous ses bataillons ; tantôt il le confiait au zèle de l'un de ses lieutenants ; tantôt il le tenait caché dans une retraite sûre. Plus d'une fois, pour échapper au milieu des montagnes à une poursuite trop vive, il fallut que don Carlos, sur le dos d'un guide [1], se résignât à descendre les précipices les plus dangereux, ou à gravir les montagnes les plus abruptes ; jamais il ne fut trahi [1]. L'espionnage ne s'exerçait dans tout le pays qu'au profit des carlistes ; même à prix d'or, les christinos n'obtenaient que de faux renseignements. Rodil dut se persuader que tous ses efforts seraient vains ; trois défaites, essuyées par ses lieutenants, vinrent lui faire comprendre qu'il aurait bien mieux fait de s'attacher à remplir les devoirs d'un général en chef que de faire l'office d'un simple colonel de gendarmerie. L'une de ces défaites n'était pas grave en elle-même, elle se bornait à la perte d'un convoi que se laissa enlever par Zumalacarreguy le général Figueras, incapable de lutter

[1] On donna plus tard à ce guide un nom spécial ; il s'appelait brutalement « l'Ane du Roi » (*el Burro del Rey*).

contre un adversaire aussi sérieux. La seconde l'était beaucoup plus : 150 cavaliers et 750 fantassins furent surpris dans une gorge étroite, à las Peñas de san Fausto, et, sur ce nombre, 250 avaient été massacrés, et cinq cents à peine avaient pu s'échapper; les autres avaient été faits prisonniers; parmi ces derniers, on comptait un grand d'Espagne, le jeune comte de Via Manuel, qui servait comme volontaire dans les troupes christines; il ne put trouver grâce devant la sévérité inflexible, mais égale pour tous, de Zumalacarreguy; on le fusilla avec tous ceux de ses compagnons qui refusèrent de s'engager dans les files carlistes. Le troisième revers était encore plus triste pour les christinos : le baron de Carondelet, général de cavalerie, à la tête d'une colonne de 600 fantassins et 300 chevaux, avait été battu entre Viana et Logroño, lorsqu'il pouvait également s'appuyer sur les deux villes situées à une très-petite distance, et dans la mêlée le régiment de Castille avait perdu son drapeau (4 septembre).

Il n'y avait, en somme, rien d'extraordinaire dans ces trois surprises, et lorsque 25 000 hommes s'agitaient dans un si petit espace, en face d'un ennemi déjà organisé, soutenu par le pays tout entier, de tels événements pouvaient se renouveler sans influer en rien sur l'issue de la guerre; dans la circonstance actuelle, elles vinrent donner tout l'avantage moral aux carlistes. Les officiers du parti christino, au lieu de s'appuyer réciproquement pour obtenir un bon résultat, voulaient presque tous travailler isolément afin de se préparer par des bulletins pompeux des droits à un avancement rapide; ils étaient divisés en coteries, se mettaient déjà en relation, depuis l'ouverture des Cortès, avec les politiques de Madrid, et ne voyaient trop souvent dans l'insuccès d'un des leurs que l'échec d'un rival, et non

le malheur de la patrie. Au contraire les carlistes, bien commandés, excités par la présence de don Carlos, croyaient déjà en un triomphe prochain et luttaient avec une excessive confiance.

Pour frapper le pays dans ses intérêts les plus chers, Rodil ordonna la destruction de certains monastères, l'incendie de moulins à farines établis dans un district trop hostile ; il interdit la circulation des grains et boissons à travers tout le territoire, ces deux articles constituant l'objet principal de toutes les transactions ; il fortifia Elizondo et d'autres points importants situés sur la frontière de manière à empêcher tout commerce avec la France. Ces mesures, destinées à intimider les paysans, n'avaient fait que les exaspérer ; ils se battaient avec une nouvelle ardeur, croyant que désormais l'existence de leur famille était attachée au triomphe de la cause de don Carlos.

L'enthousiasme devint tel dans les bandes carlistes, que bientôt non-seulement en Navarre, mais dans les provinces basques, ce furent elles qui attaquèrent les christinos ; ceux-ci restèrent sur la défensive. Les bandes de Guipuzcoa firent une tentative pour s'emparer de Vergara, point important situé sur la route de France, entre Vittoria et Irun, et ne furent repoussées qu'au prix des plus grands efforts. En Biscaye, Espartero se vit réduit à fortifier certains points, comme Lequeitio, Plencia, Bermeo qu'il avait repris ; il cessa de poursuivre les bandes sur d'autres parties du territoire, impuissant à les atteindre en raison de leur nombre et de la rapidité de leurs mouvements. Celles-ci passèrent alors les limites de la province et, s'étendant jusqu'aux rives de l'Ebre, attaquèrent le village de Villarcayo, où elles incendièrent plus de trente maisons (18 septembre).

Sous le coup de toutes ces nouvelles, le cabinet de Madrid perdit confiance en Rodil ; par décret du 22 septembre il

modifia encore une fois le commandement de l'armée du Nord, la divisa en deux grands corps, l'un destiné aux provinces basques et l'autre à la Navarre. Il choisit pour le corps des provinces le général Osma, et se décida à opposer à Zumalacarreguy l'ancien guerillero de la guerre de l'Indépendance, le dernier défenseur de la cause libérale en 1823, le vieil Espoz y Mina.

Osma prit la direction générale en l'absence de Mina, qui n'était pas encore revenu de l'émigration, et son commandement intérimaire ne fut signalé que par les revers les plus fâcheux pour la cause de Christine. Un convoi de 2 000 fusils fut surpris à Fuenmayor, dans la Rioja, par Zumalacarreguy, qui, passant sur la rive droite de l'Ebre, avait osé s'avancer jusqu'à Escaray pour tenter de s'emparer d'une grande manufacture de draps et assurer au détriment de l'ennemi l'équipement de tous ses bataillons; une ville de la Rioja, Cenicero, avait été réduite en cendres, malgré le dévouement de la milice urbaine; enfin dans les plaines d'Alava, à Alegria, le général en chef lui-même, désireux de venger l'échec d'un de ses officiers, O'Doyle, avait éprouvé une déroute complète; sur 3 000 hommes exposés à cet engagement, plus de 1 000 étaient morts dans la lutte, et 2000 durent s'engager dans les files carlistes pour conserver la vie; O'Doyle et ses principaux officiers, qui n'avaient pu être vengés, avaient été fusillés (27 octobre).

Le désastre d'Alegria eut un grand retentissement dans toute la nation; il vint augmenter le découragement, qui prenait de grandes proportions dans les troupes libérales. Osma dut résigner son commandement, et la direction générale passa, d'un commun accord, à Mina, en qui se fixèrent alors toutes les espérances.

Il ne pouvait être fait un meilleur choix pour ce genre de guerre. Mina, qui, pendant toute la lutte de l'indépendance,

avait conduit au feu les patriotes de Navarre, qui plus tard avait soutenu, en 1822, la lutte en Catalogne contre toutes les troupes françaises, était bien l'adversaire qu'il fallait opposer à Zumalacarreguy. Par malheur, l'âge, les maladies, les blessures avaient détruit sa santé; quoique l'énergie de l'âme eut résisté à toutes les défaillances du corps, il lui était impossible de diriger par lui-même les mouvements de ses troupes ; on ne pouvait attendre de lui que des conseils expérimentés, la responsabilité générale, la conception d'un plan : pour les détails, l'exécution devait en être réservée aux généraux divisionnaires.

On ne tarda pas, dès le lendemain de son arrivée à Pampelune, à s'apercevoir que la direction de tous les mouvements était confiée à un homme vraiment intelligent, qui savait embrasser à la fois l'ensemble et les détails de la guerre. Mina, bien différent de ses deux prédécesseurs Quesada et Rodil, étudie avec soin tous les éléments sur lesquels s'appuyait l'organisation de Zumalacarreguy, et c'est par les bases qu'il entreprend d'ébranler l'édifice fondé; les ressources des carlistes consistaient dans les droits de douane qu'ils imposaient à toutes les marchandises qui passaient par la frontière de France, dans le tribut mensuel que payait le clergé inférieur, et dans les contributions qu'on tirait successivement de chacune des vallées entre lesquelles se divise la Navarre. Mina entreprend de s'appuyer sur les éléments libéraux de la province; il donne des armes à tous ceux dont il connaît les dispositions hostiles au parti carliste, il les soutient, les encourage, leur promet un concours effectif, et crée avec eux une nouvelle force qui contrarie sur tout le territoire l'action de Zumalacarreguy; en même temps il continue de fortifier sur la frontière les points les plus importants, Urdax, Santisteban, Elizondo, de manière à gêner toutes les communications

des carlistes avec la France ; il s'entend avec le général Harispe, commandant le département des Basses-Pyrénées, pour qu'aucune munition ne puisse par là être fournie aux carlistes, et impose des tributs au clergé de Navarre, de manière à diminuer le contingent avec lequel celui-ci pouvait aider l'insurrection.

Toutes ces mesures étaient excellentes et frappaient au point le plus sensible le système des carlistes ; aussi Zumalacarreguy employait-il tout son talent à prévenir ses concitoyens contre son adversaire. Mina, loin de se présenter avec la rigueur de Quesada et de Rodil, voulait employer à la fois un système de fermeté et de douceur propre à rassurer ses compatriotes, et à leur prouver que, sans les redouter, la nation espagnole était prête à renouer avec eux ses anciens liens de bonne harmonie. Zumalacarreguy, tout en reconnaissant par lui-même dans son for intérieur, et en l'éprouvant même pour sa propre famille, l'élévation de caractère de Mina, ne le présentait pas moins dans toutes ses proclamations comme un tigre altéré de sang ; c'était pure tactique, il voulait empêcher à tout prix le prestige de cet ancien chef de prendre le dessus sur celui qu'il exerçait.

Malgré tout, cependant, le commandement de Mina, qui dura plus de cinq mois (novembre 1834 à mi-avril 1835), ne produisit pas un revirement complet en faveur de la cause libérale ; ce n'était pas du premier jour que devaient produire leur effet les sages mesures ordonnées par ce général, elles devaient surtout s'appuyer sur le temps pour donner des résultats utiles, et les impatients, soit de l'armée, soit de Madrid, étaient incapables de comprendre l'utilité de tout ce qui n'était pas carnage et incendie ; une importance chaque jour plus grande était accordée au moindre petit fait d'armes qui n'avait aucun résultat sur l'issue de la guerre,

toute mesure décisive ayant une importance réelle était incomprise et critiquée.

A la tête de ses divisions, Mina avait su ne placer que des hommes très-expérimentés, comme Lorenzo, Oraa, Espartero, ou de nouveaux chefs chez qui l'intelligence et la justesse du coup d'œil pouvaient complétement suppléer à l'habitude du commandement, tels que Luis-Fernandez de Cordoba et Léopoldo O'Donnell; c'était la meilleure preuve qu'il pût donner de son mérite et de sa sagacité, car il démontrait ainsi une connaissance des hommes qui avait toujours manqué à ses prédécesseurs. Il déployait aussi une tolérance rare, et surtout un point de vue supérieur aux mesquines considérations de parti; puisque quand il s'agissait de l'existence même de la patrie, il n'accordait pas seulement sa confiance aux hommes qui avaient partagé de tout temps ses convictions libérales; mais il l'accordait même à un militaire, comme Cordoba, dont la vie avait, il est vrai, été consacrée à la défense de l'absolutisme, mais dont l'armée savait apprécier l'ardeur, l'initiative et le talent militaire.

Avec des hommes comme ceux que nous venons de citer, il n'y avait pas à craindre de déroutes semblables à celles d'Alegria, de las Peñas de San Fausto ou de Viana; aussi Zumalacarreguy voyait-il se transformer incessamment en tentatives inutiles les efforts constants qu'il essayait pour surprendre des détachements isolés; tactique qui lui avait si bien réussi jusque-là. A Unzué, Lorenzo, par son énergie, l'empêcha de s'approprier un convoi dont il se croyait déjà le maître; à Mendaza, 12 décembre, d'abord, puis à Arquijas, 15 décembre, au centre même de las Amezcoas, Cordova et Oraa vinrent lui disputer des positions où il s'était cru jusque-là inattaquable, et l'obligèrent à la défensive au moment même où il se croyait en position de fran-

chir l'Ebre et de conduire don Carlos en Castille ; à Celandieta et Ormaiztegui (2 janvier 1835), Espartero et Lorenzo surent préserver leurs divisions d'une attaque soudaine que Zumalacarreguy avait dirigée contre eux, en se dérobant, suivant son habitude, avec le gros de ses forces par des marches rapides aux autres colonnes qu'il avait en face de lui ; dans les premiers jours de février, Lorenzo et Oraa le poursuivaient à nouveau dans les Amezcoas et lui disputaient une seconde fois le pont d'Arquijas, sur l'Ega, déjà témoin de luttes nombreuses où le sang coulait inutilement sans qu'on arrivât de part ou d'autre à un résultat décisif ; enfin dans le mois de mars, la lutte ayant continué tout l'hiver malgré les neiges et les frimas dont ce pays essentiellement montagneux était couvert, Oraa, à Larainzar, l'empêcha d'arrêter un renfort que Mina conduisait lui-même à Elizondo.

Nous avons déjà dit qu'un des soucis les plus constants du général en chef christino était de fermer absolument aux carlistes toute communication avec la France ; les vallées de la Navarre ont, en effet, avec les populations de notre territoire un commerce plus important qu'avec le reste de l'Espagne ; en fortifiant les points extrêmes des passages qui conduisent à nos départements des Basses et Hautes-Pyrénées, non-seulement on devenait maître des droits de douane sur toutes les marchandises obligées de les franchir, mais encore on exerçait ainsi une pression très-énergique sur toutes les populations. La possession de Santisteban garantissait de la fidélité de tous les habitants de la Bertizarana ; celle d'Elizondo forçait à l'obéissance le Baztan, vallon très-intéressant, formé de quatorze villages réunis en une seule municipalité de 7 682 âmes, qui de temps immémorial s'administrait avec une indépendance presque absolue non-seulement du pouvoir central, mais

même de la députation provinciale de Navarre ; par Valcarlos on pouvait dominer dans la vallée de Roncevaux. Orbaiceta était la clef de la vallée dite de l'Ayezcoa, que traverse la rivière Irati depuis le bas des Pyrénées jusqu'à Lumbier, où ses eaux viennent se confondre avec celles du Salazar. La vallée formée par cette dernière rivière était habitée par une population presque tout entière dévouée au parti carliste ; à l'extrémité, du côté des montagnes, il n'y avait aucun point sur lequel on put s'appuyer pour la dominer ; on ne pouvait agir sur elle que par l'autre extrémité, par Lumbier et Navascuês. Restait enfin la vallée dite *du Roncal,* baignée par l'Ezca ; il aurait fallu occuper le point même du Roncal pour bien la tenir sous sa dépendance ; en réalité, les troupes christines n'agissaient sur elle que quand elles pouvaient détacher de Sanguèsa et d'Aybar quelques forces qui, après avoir remonté l'Aragon, osaient s'engager sur les bords de l'Ezca, sur un territoire très-élevé, très-abrupte, occupé par les neiges pendant plus de cinq mois de l'année, au milieu d'une population exclusivement composée de muletiers, de pasteurs et de contrebandiers.

Parmi toutes ces vallées, celle que Zumalacarreguy tenait le plus à occuper était celle du Baztan ; pour la même raison, Mina entreprit de la lui disputer avec le plus d'acharnement ; il fortifia Elizondo avec le plus grand soin, et quoiqu'on éprouvât les plus grandes difficultés à ravitailler sans cesse ce point, que Zumalacarreguy faisait incessamment attaquer, il parvint à le garder et à maintenir par ce moyen sa supériorité dans tout ce territoire ; il en vint même à faire recruter dans le pays des soldats qui se décidèrent à lutter pour la cause libérale, et forma avec eux le noyau d'un bataillon spécial qui devait jouer dans la suite de la guerre un rôle important.

Se voyant ainsi disputer la suprématie dans le pays qu'il

aspirait à dominer tout entier et comprenant l'avantage que donnait aux christinos la possession des villes et des forteresses qu'ils avaient établies sur les points principaux, Zumalacarreguy comprit qu'il lui était désormais nécessaire de ne pas se laisser enfermer par un réseau de places fortes, et que, pour se maintenir, il lui fallait absolument s'emparer de celles qui le gênaient le plus; il sentit en même temps la nécessité d'avoir une artillerie de siége, et il consacra tous ses efforts à trouver le matériel et le personnel de cette arme puissante. Deux officiers intelligents, Reina et Montenegro, reçurent la mission de fabriquer dans les montagnes poudre, balles, obus et canons, et malgré l'exiguïté des ressources dont ils disposaient, ils eurent bientôt mis à la disposition de leur chef un petit matériel de siége; dès lors Zumalacarreguy commença à attaquer les forteresses où se réfugiaient en toute sécurité les colonnes christines. Il prit ainsi la ville de los Arcos, située entre Logroño et Estella, où don Carlos put faire une entrée triomphale, entendre un *Te Deum* solennel et recevoir, à la porte de l'église, les hommages d'un clergé enthousiaste. Puis, non content de ce succès, il résolut d'attaquer les deux postes d'Echarri-Aranaz et d'Olozagoitia, postes sur lesquels s'appuyait l'armée libérale pour assurer ses communications entre Pampelune et Vittoria. Echarri-Aranaz, sur lequel il ne cessait d'avoir les yeux fixés depuis le commencement de la guerre, tomba en son pouvoir; quant à Olozagoitia, situé à l'entrée même de la vallée de la Berunda, par où passe la grande route de Vittoria à Pampelune, et au débouché de plusieurs chemins de traverse qui, s'enfonçant dans les Pyrénées, aboutissent à la grande route de France de Vittoria à Bayonne, Mina, reconnaissant l'impossibilité de le défendre, préféra en détruire les fortifications plutôt que de le voir tomber aux mains de son adversaire

(fin mars). Ces places une fois perdues, toute communication entre Vittoria et Pampelune allait nécessiter l'envoi d'une forte colonne; Estella se trouvait sérieusement compromise; en outre, comme la ligne de l'Arga n'offrait pas aux carlistes un obstacle insurmontable, puisque si Peralta leur avait résisté, grâce au courage de sa milice, ils s'étaient emparés de Villafranca, et que de ce côté les rudes campagnes de Tafalla et d'Olite leur étaient ouvertes, il devenait bien plus difficile à Mina de régulariser les mouvements de celles de ses colonnes qui, occupant le pays situé entre Aoiz, Lumbier et Sangüesa, avaient à protéger les vallées de l'Aragon et de l'Ezca.

Avec les progrès qu'avaient déjà faits les carlistes, pourvus comme ils étaient déjà de cavaliers et d'artilleurs, possédant plus de vingt bataillons d'infanterie bien équipés et bien armés, la lutte qui s'annonçait aux premiers jours du printemps de 1835, promettait devoir être plus sérieuse et plus vive qu'elle ne l'avait encore été jusqu'ici. Mina sentait bien qu'il n'était plus d'âge à suivre une campagne aussi difficile; aussi se décida-t-il, le 8 avril, à envoyer sa démission au gouvernement, et il apprit bientôt qu'il serait remplacé par le ministre de la guerre lui-même, don Geronimo Valdès, successeur de Llauder, qui, dans des circonstances aussi difficiles, devait résumer en lui les attributions de ministre et celles de général en chef.

En envoyant Valdès lui-même sur le théâtre de la guerre, le cabinet de Martinez de la Rosa et de Toreno avait un double objet; il voulait le charger de terminer une négociation, déjà ouverte sous les auspices de l'Angleterre, pour assurer le sort des prisonniers, et de rechercher en même temps avec le plus grand soin si l'intervention étrangère devait être réclamée pour mettre fin à la lutte.

Valdès, à peine arrivé à Logroño, consacra, en effet,

toute son attention à ces deux questions si importantes. La première fut bientôt résolue.

Tout avait été préparé avec soin par son prédécesseur. Ce n'étaient pas des hommes comme Valdès et Mina, qui pouvaient s'opposer à ce que les ministres anglais réclamaient avec une insistance qui les honore, c'est-à-dire à l'établissement d'une convention qui assurât, de part et d'autre, l'échange des prisonniers. Tous deux étaient également animés des meilleurs sentiments d'humanité; mais Mina, plus en rapport avec les progressistes de Madrid, quand il reçut l'avis de se mettre en rapport avec lord Elliot, chargé par son cabinet de proposer une convention aux deux parties belligérantes, ne vit d'abord, dans la démarche du diplomate anglais, qu'une première tentative de la part de l'Angleterre pour faire reconnaître don Carlos. Il ne manifesta point une opposition systématique, mais il ne mit aucun bon vouloir, et ses rapports avec lord Elliot contrastèrent étrangement avec les attentions bienveillantes et gracieuses qu'employa, au contraire, à son égard, Zumalacarreguy. Instruit de ces dispositions, le cabinet de Martinez de la Rosa craignit de voir toute sa politique compromise par une attitude trop peu empressée de la part de Mina, et c'est pour éviter ce danger que Valdès fut chargé de mettre la dernière main aux négociations. Elles furent bientôt terminées, et aboutirent, le 27 avril, à la signature d'une convention en neuf articles, connue sous le nom de *Traité de lord Elliot*, dont l'unique but était de régler l'échange des prisonniers entre les deux armées qui se faisaient la guerre dans les provinces basques et la Navarre.

Nos lecteurs se souviennent des luttes passionnées que suscita dans le corps des procuradorès l'existence, tenue trop longtemps secrète, de ce traité; les progressistes croyaient y découvrir une preuve de la trahison de Martinez, que

leurs journaux accusaient ouvertement d'avoir tendu à don Carlos une main amie. Le cabinet, en accédant à ce traité, ne méritait aucun reproche de ce genre; la seule faute qui puisse leur être reprochée, c'est de n'avoir pas mis fin plus tôt à l'affreux système de représailles que cette convention venait justement arrêter; elle ne contenait, dans ses articles, rien qui justifiât l'ombre même des soupçons du parti progressiste (voir note F).

Restait la question d'intervention. Sur ce point, Valdès, préoccupé de la difficulté d'augmenter les ressources de l'armée, n'avait pas de parti pris. Comme il avait déjà dirigé la guerre lui-même, il accordait une foi entière aux réclamations de Mina, demandant de jour en jour des renforts; mais en même temps, chargé du ministère de la guerre, instruit de ce qui se passait en Catalogne et dans le Maestrazgo, il appréciait la difficulté où se trouvait le cabinet de disposer de nouveaux renforts pour l'armée du Nord, il était disposé à croire que si, avec les dernières troupes qu'il allait diriger sur la Navarre et les provinces, l'insurrection n'était pas soumise, force serait de réclamer l'intervention promise par le traité de la quadruple alliance.

Il ouvrit donc la campagne en avril 1835, en ajoutant à l'armée de Mina toutes les troupes de réserve qu'il put retirer sans danger de Castille et d'Aragon, et il s'apprêta, avant d'engager définitivement le cabinet de Madrid dans la voie de l'intervention, à tenter une seconde fois le sort des armes. Son premier soin fut de courir à la défense d'Estella, avec trois divisions à la tête desquelles il avait placé Aldama, Seoane et Fernandez de Cordoba, ce dernier déjà particulièrement distingué par Mina. Les bataillons de Zumalacarreguy s'opposèrent à son passage à travers la Sierra de Andia; ils l'attendirent au pertuis d'Artaga, et l'obligèrent à accepter le combat dans ces parages neigeux

et escarpés. Les troupes christines parvinrent à franchir l'obstacle qui leur était opposé; elles arrivèrent à Estella, mais dans un état complet de délabrement, comme si elles avaient éprouvé un échec complet. Dans la nuit qui suivit l'engagement, les soldats, obligés de marcher dans les ténèbres, se croyant tout à coup surpris, s'étaient mis à tirer les uns sur les autres, et la panique s'était étendue aux deux divisions de Séoane et d'Aldama. Seul, Cordoba avait eu assez de sang-froid et d'énergie pour maintenir sa troupe en bon état. On se rallia autour de lui, et, comme il n'y avait pas eu de véritable déroute, l'armée se retrouva bientôt réorganisée. Mais elle resta triste, abattue; l'impression, au début de la guerre, avait été trop vive : les soldats étaient découragés (22 avril).

En cumulant les fonctions de général en chef et de ministre, Valdès s'était imposé une tâche beaucoup trop lourde; vu la difficulté des communications et la gravité des circonstances, ces deux postes ne pouvaient être occupés par un même personnage, aussi Valdès ne réussit-il ni comme commandant en chef, ni comme ministre. Le premier revers qu'il venait d'essuyer le poussa à exagérer lui-même la difficulté de la lutte; il convoqua tous les officiers supérieurs de l'armée, et, posant devant eux la question de l'intervention, leur demanda de décider s'ils la jugeaient nécessaire. Sous l'empire de la démoralisation qui les dominait alors, tous répondirent affirmativement, et reconnurent ce qu'avant ou après le moindre sergent aurait refusé d'avouer, que, sans des renforts venant du dehors, l'insurrection ne pourrait être domptée. Croyant alors servir la cause du cabinet qu'il représentait, et faciliter les négociations tentées par lui au dehors, Valdès s'empressa d'envoyer à Madrid le général Cordoba, pour y faire connaître les sentiments de l'armée au sujet de l'intervention. Nous avons

indiqué combien cette démarche exaspéra les progressistes contre le cabinet, et avec quel acharnement son président Martinez de la Rosa fut attaqué dans la séance du 11 mai.

Après avoir ravitaillé Estella, Valdès s'était hâté de revenir à Logroño, sans doute pour être plus rapidement au courant des événements de la capitale; mais, tandis que son esprit était incessamment fixé sur ce qui se passait à Madrid, où le ministère croyait peut-être avoir besoin de ses troupes d'un moment à l'autre, Zumalacarreguy mettait le temps à profit et, prenant de tous côtés l'avantage, devenait maître prépondérant en Navarre et dans les provinces basques.

Dans les environs de Guernica, il détruisait tout un corps de troupes; en une seule journée, les christinos perdaient plus de cinq cents morts, deux cent cinquante-cinq prisonniers, deux pièces d'artillerie, un convoi chargé d'effets, de munitions et de fusils. Une colonne de trois mille hommes se trouvait complétement dispersée; ses débris éperdus allèrent se réfugier à Lequeitio, Eibar et Durango. Il fallut qu'Espartero sortît à la tête d'une colonne entière pour sauver deux cents hommes, qui s'étaient réfugiés à Renteria, dans un couvent, et y soutinrent un siége pendant plusieurs jours contre des forces bien supérieures.

La nouvelle du désastre de Guernica se propagea rapidement dans le Guipuzcoa et la Navarre; l'élément libéral, que Mina avait si bien réussi à réveiller, se trouve alors tout à coup écrasé : partout les carlistes prennent l'avantage. Dans le Baztan, les libéraux déclarés se décident à abandonner la partie et émigrent en France; tous les jeunes gens, tous les hommes faits prennent parti pour don Carlos. Valdès ne se sent pas en force pour continuer l'occupation du pays; il ordonne à Oraa d'abandonner tous les postes fortifiés qu'il avait établis pour dominer la vallée, et de se replier sur Vittoria; lui-même abandonna Irurzun d'abord,

et bientôt après Estella, où don Carlos se hâte de faire son entrée pour y installer sa Cour (15 mai).

Zumalacarreguy n'a garde de s'arrêter au milieu des succès de tous genres qui viennent couronner ses opérations; il en poursuit le cours et s'empare de Treviño, ville située entre l'Ebre et Vittoria, d'où il menacera la retraite des christinos, si le gros de leur armée s'obstine à rester dans la capitale de l'Alava; il va ensuite barrer le passage d'Oraa, se repliant d'Elizondo sur Vittoria, et, s'il ne peut l'écraser, il lui fait du moins éprouver des pertes sensibles. Il se porte enfin sur la grande route de France et en occupe les points principaux. La prise de possession de cette grande route par les carlistes est un fait trop capital pour que Valdès ne cherche point à la leur disputer. Aussi, quel que soit l'état de ses troupes, quelque mécontentement que lui inspire la marche des affaires de Madrid, il croit de son devoir de faire un grand effort pour en rester le maître; de Pampelune, où il se trouve alors, il se prépare à marcher avec des troupes au secours de Villafranca de Guipuzcoa, en ordonnant à la garnison de San Sebastian et à celle de Bilbao de converger aussi, chacune de leur côté, vers ce but.

Les deux commandants obéissent à ses injonctions, mais c'est seulement pour mieux assurer le triomphe de leur adversaire. Espartero, parti de Bilbao avec un corps nombreux, est enveloppé sur les hauteurs de Descarga, perd deux mille hommes en cherchant à s'unir aux deux autres corps venant de Pampelune et de San Sebastian, et prévoyant déjà l'extrême augmentation de forces que ce succès va donner aux carlistes, court à Bilbao pour la fortifier et la préparer à la résistance.

En effet, la route de France, après le désastre de Descarga (2 juin), ne peut plus être disputée aux troupes de don

Carlos; celles-ci occupent Villafranca, Vergara et Tolosa. Valdès s'estime heureux d'avoir pu concentrer au-delà de l'Ebre toutes les colonnes qui circulaient autrefois à travers le pays; il confie à leurs garnisons respectives les places de Pampelune, San Sebastian, Vittoria et Bilbao, et, désespéré surtout devant l'attitude de ses troupes, qui ont perdu toute énergie morale, il se prépare à donner sa démission de général en chef, après avoir donné celle de ministre (7 juin).

La dislocation du cabinet Martinez de la Rosa ne pouvait venir à une époque plus critique. C'est au moment où les carlistes sont à l'apogée de leur puissance, où ils ont conquis un véritable ascendant sur les troupes christines et où l'ivresse du succès va les rendre capables de nouveaux efforts, c'est alors que les libéraux se trouvent sans chef et sans direction. Certes, la partie était belle pour Zumalacarreguy. Peut-être eût-il mieux valu pour lui porter tous ses efforts sur Vittoria, et profiter de la situation pour traverser l'Ebre tout de suite, attaquer les troupes ennemies et tenter de conduire don Carlos à Madrid. Ce n'est pas ainsi qu'il pensa; malgré les exhortations de Villaréal, il se rangea à l'avis de ceux qui insistaient sur la nécessité d'occuper une place importante à tous les points de vue, maritime, commerciale et stratégique; et comme Bilbao remplissait toutes ces conditions, comme on avait l'espérance de la part de banquiers étrangers de toucher des sommes importantes le jour où l'on serait maître de cette place, il fut décidé que toute l'armée carliste viendrait mettre le siége devant elle.

La situation de Zumalacarreguy n'était plus la même depuis que la cause carliste avait commencé à entrer dans la voie des succès. Tant qu'il n'y avait eu que des dangers à courir, sa volonté avait été souveraine, son autorité absolue; nul ne pensait à lui résister, il était l'homme nécessaire, indispensable. Mais peu à peu don Carlos avait pu apprendre

à connaître les éléments sur lesquels s'appuyait le parti carliste ; il avait eu la prétention de se constituer une cour, un ministère. Ni courtisans ni ministres, comme bien on peut penser, ne lui avaient fait défaut ; cette sorte de gens pullule plus que celle des héros et des sages. Peu à peu, autour du monarque avait commencé à se former une atmosphère épaisse de vieux courtisans aux allures grotesques et surannées, de prêtres fanatiques tout confits de dévotion et animés des passions les plus haineuses, et de jeunes intrigants voulant acheter de beaux titres et de gros emplois au prix de quelques mois de gêne et de souffrance. Telles étaient, en effet, les seules créatures qui plaisaient au caractère du prétendant ; quiconque avait de la hardiesse dans la pensée, de l'énergie dans le caractère, quiconque était doué d'une certaine force morale, raillant l'étiquette et ne se résignant pas à jouer l'hypocrisie pour conquérir la faveur, était sûr à l'avance de ne jamais avoir l'estime du maître. Zumalacarreguy devait être mal à l'aise dans cette ignoble cohue ; une barrière infranchissable l'en séparait : le mépris. On conspuait ses grandes qualités ; il voyait avec dégoût ces laquais galonnés n'ayant pour tout mérite que leur humilité.

Il y avait un moyen bien simple de semer la discorde entre don Carlos et son général : c'était de supposer à celui-ci certaines aspirations à ceindre la couronne. On n'y manqua point, et de petites insinuations jetées à propos sur les manières de Tomas I eurent bientôt éteint le sentiment de reconnaissance que de grands services avaient dû faire naître dans l'esprit du prétendant.

Zumalacarreguy ne tarda pas à s'apercevoir de la nouvelle situation dans laquelle il se trouvait ; il devint d'abord défiant envers ceux qui pouvaient le mieux passer pour ses amis, et par lesquels on pouvait songer à le rem-

placer; bientôt il s'irrita, et, dans un moment d'humeur, remit sa démission à don Carlos (11 juin). Elle ne fut pas acceptée, et une réconciliation qui paraissait sincère rétablit la bonne harmonie entre le prétendant et le général.

C'est d'un accord commun que fut décidé le siége de Bilbao, non que le militaire prudent n'eût présenté aucune objection et n'eût annoncé une défense, qui pouvait être couronnée de succès; mais il avait cédé devant l'impatience de don Carlos. Le siége commença le 10 juin et devait durer jusqu'à la fin du mois; les habitants de Bilbao, tous dévoués à la cause libérale depuis que l'élément carliste avait émigré à la rentrée des troupes christines, se défendirent avec le plus grand courage; ils attendirent patiemment l'arrivée d'un renfort, sans se laisser intimider par tous les projectiles, bombes et obus, qui furent lancés contre leurs maisons. Après vingt jours d'efforts, les carlistes durent se retirer (30 juin), mais ils n'avaient plus de chef.

Une balle, partie des murs de Bilbao le 15 juin, avait frappé à la jambe Zumalacarreguy alors qu'il indiquait lui-même aux artilleurs les points essentiels où il fallait viser; quarante grenadiers se relayant le conduisirent sur un brancard d'abord à Durango, résidence de don Carlos, puis à Cegama. Un empirique de village voulut lui extraire la balle; l'opération, faite le 24 dans de mauvaises conditions, amena la mort du blessé.

Aucun autre événement ne pouvait être plus fatal aux carlistes, plus favorable à la cause libérale. Zumalacarreguy avait été l'âme de cette insurrection; c'est à lui qu'on devait tout, infanterie, cavalerie, artillerie, fonderie, personnel, matériel, munitions, approvisionnements, équipement; tout reposait sur lui : toujours à l'œuvre, ne se reposant jamais, droit, inflexible, nullement préoccupé des choses extérieures,

sans vanité, mais avec la noble fierté de celui qui sent sa valeur; toujours pensif et réfléchi, pénétrant d'un coup d'œil profond la pensée de quiconque s'approchait, scrutant les consciences avec un regard d'aigle, rapide dans la conception, hardi dans l'exécution, plein d'égard pour le mérite personnel, dédaignant les formes trop conventionnelles, il était simple jusqu'à l'abnégation la plus entière. Son testament ne fut pas long. *Je laisse ma femme et trois filles; ce sont les seuls biens que je possède. Je n'ai rien de plus à laisser.*

Pourquoi les circonstances attachèrent-elles la vie de ce grand homme au parti carliste? Tout dans son caractère et dans sa manière d'être dénote chez lui l'homme libre, sage et vertueux.

Il n'était pas à son poste à côté de don Carlos; il est vrai que la faute ne venait pas de lui, mais de ses compatriotes. Sa mission n'a été autre que de les avoir compris et dirigés au combat.

Quant à l'intention qui les animait tous, on ne peut la saisir. S'ils tendaient à l'indépendance, il aurait mieux valu le dire: rien toutefois ne permet de le supposer.

---

# CHAPITRE VI.

## LES JUNTES PROVINCIALES.

**7 juin-14 septembre 1835.**

Toreno insiste sur la demande d'intervention formée en exécution du traité de la quadruple alliance. — Troupes et subsides fournis par la France, l'Angleterre et le Portugal. — Ordonnance du 3 juillet, rendue par le gouvernement français, sur le commerce dans les départements frontières des Pyrénées. — Comment Toreno compose son ministère. —Mouvements contre les moines à Sarragosse, Reuss et Valence. — Désordres à Barcelone. — Assassinat du général Bassa. — Formation de juntes provinciales. — Mouvement du 16 août à Madrid; il est réprimé, mais les juntes se multiplient et s'étendent dans toute la Péninsule. — Arrivée de Mendizabal, ses relations avec le parti progressiste; il est appuyé par l'ambassadeur d'Angleterre. — Toreno quitte le ministère (14 septembre).

Situation des carlistes après le siége de Bilbao et la mort de Zumalacarreguy. — La cour de don Carlos. — Le cabinet de Madrid choisit pour général en chef don Luis Fernandez de Cordoba. — Bataille de Mendigorria. — Effort de Maroto pour s'emparer de Bilbao. — Deuxième blocus de cette ville. — Expédition de Guergué en Catalogne.—Dévastations de Cabrera dans le Maestrazgo et la province de Valence.

Un événement politique important s'était accompli en Angleterre vers la fin de l'année 1834 (mois de novembre); l'avénement au pouvoir des torys, de Robert Peel et de lord Wellington. A la première nouvelle de cette modification, on s'était demandé avec inquiétude, à Madrid et à Paris, comment les nouveaux ministres interpréteraient le traité de la quadruple alliance. Le marquis de Miraflorès, qui pendant son séjour à Londres avait noué des relations avec lord Wellington, venait de donner sa démission d'ambassadeur et se trouvait en congé à Paris; il écrivit aussitôt au chef du cabinet anglais une lettre particulière pour sonder

ses intentions, en même temps qu'il conseillait au gouvernement espagnol d'envoyer à Londres le général Alava, resté depuis la guerre de l'Indépendance dans les meilleurs termes avec le duc de Ciudad Rodrigo, et dont la présence à Londres serait vue avec faveur par les nouveaux ministres.

L'inquiétude fut vite dissipée : lord Wellington, qui avait rendu visite à don Carlos pendant le séjour de ce prince en Angleterre, avait voulu remplir simplement un devoir de politesse, et point du tout favoriser la cause du prétendant ; il reçut avec toute l'effusion attendue le général Alava, nommé ambassadeur, et préoccupé surtout de mettre un terme aux férocités commises de part et d'autre, il parut s'intéresser bien plus aux négociations préliminaires du traité Elliot qu'à l'issue même de la lutte. D'ailleurs, le retour aux affaires de lord Palmerston avec le ministère Melbourne rétabli entre les deux pays les relations telles qu'elles se trouvaient au moment de la signature du traité d'alliance.

Ce n'est point une sympathie banale et inactive qu'auraient voulue à Madrid les partisans du principe d'autorité, réunis sous le nom de *modérés*. Le souvenir des décisions du congrès de Vérone et de l'intervention du duc d'Angoulême, qui avaient chassé du pouvoir en 1823 les exaltés, leur faisait rêver une nouvelle expédition française, dont ils auraient seuls tiré profit, comme les absolutistes autrefois.

Malgré ses dénégations aux Cortès, Martinez de la Rosa, pendant tout son ministère, n'avait cessé de caresser cette idée d'intervention ; il ne lui était guère facile de s'en montrer ouvertement partisan, car elle n'était propre qu'à exaspérer les progressistes et à susciter contre lui dans les classes inférieures des accusations de trahison. Mais il eût été si habile de vaincre don Carlos avec les hommes et les ressources de la France, sans lui rien donner en retour et sans compromettre l'avenir, qu'il ne pouvait abandonner une

semblable perspective. Tout fut donc mis en jeu pour déterminer le roi Louis-Philippe à agir; sa parenté avec Christine, la terreur de la Révolution presque triomphante en Espagne, la corrélation politique entre les doctrinaires français et les partisans du Statut royal. Pour mettre enfin le gouvernement français au pied du mur, le conseil de régence et les ministres résolurent à l'unanimité, le 17 mai 1835, de réclamer la coopération armée des signataires du traité de la quadruple alliance, et notamment de la France.

Le cabinet de Paris, mis en demeure, se partagea entre deux opinions. M. Thiers, jugeant l'Espagne incapable de se sauver elle-même, était partisan de l'intervention, que les autres ministres, et Louis-Philippe surtout, repoussaient énergiquement. M. Guizot a consigné dans ses mémoires les motifs allégués par le roi; aujourd'hui il faut reconnaître combien ils étaient supérieurs à ceux de M. Thiers. « Aidons les Espagnols du dehors, disait-il, mais n'entrons pas nous-mêmes dans leur barque; si une fois nous y sommes, il faudra en prendre le gouvernail, et Dieu sait ce qui nous arrivera. Napoléon a échoué à conquérir les Espagnols, et Louis XVIII à les retirer de leurs discordes. Je les connais, ils sont indomptables et ingouvernables pour des étrangers; ils nous appellent aujourd'hui; à peine y serons-nous qu'ils nous détesteront et nous entraveront de tous les moyens... N'employons pas notre armée à cette œuvre interminable; ne nous mettons pas ce boulet aux pieds en Europe; si les Espagnols peuvent être sauvés, il faut qu'ils se sauvent eux-mêmes, eux seuls le peuvent; si nous nous chargeons du fardeau, ils nous le mettront tout entier sur les épaules et puis ils nous rendront impossible de le porter[1]. »

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, de M. Guizot, t. IV, p. 112.

La France pouvait bien contribuer à expulser don Carlos et à pacifier les provinces basques, la Navarre, l'Aragon, et la Catalogne, dont la prospérité intéresse nos départements pyrénéens; mais une intervention destinée à maintenir M. Martinez de la Rosa ou M. Toreno, à la place de M. Isturitz ou de M. Galiano, n'eût été qu'une folie, et en l'état on ne pouvait envoyer une armée française sans qu'elle fût obligée de prendre parti ou pour le Statut royal, ou pour la constitution de 1812.

Comme le traité de la quadruple alliance stipulait expressément que toute coopération armée de la part de la France serait arrêtée d'un commun accord entre toutes les puissances alliées, la prétention des ministres espagnols fut soumise tout de suite au cabinet de Londres. M. de Broglie, ministre des affaires étrangères en France, dans la ferme intention d'éviter toute complication future, avait recommandé à l'ambassadeur français de demander formellement au foreign office si l'Angleterre s'engagerait à courir avec la France *in-solidum* tous les risques de l'intervention au cas où les trois grandes puissances s'y opposeraient. La réponse de lord Palmerston fut défavorable au cabinet espagnol; l'Angleterre n'entendait nullement s'associer aux risques que l'intervention armée, si elle était condamnée par les trois grandes puissances, pourrait faire courir à la France; elle ne la désapprouvait pas, mais elle recommandait d'agir sans précipitation, d'augmenter seulement le nombre des troupes à la frontière, et d'occuper immédiatement tous les passages des Pyrénées en exécution de l'article 1er du traité.

La dépêche du général Alava, datée de Londres le 4 juin 1835, qui contenait cette réponse équivalant à un refus définitif, ne devait pas être ouverte par Martinez de la Rosa, mais par le comte de Toreno, son successeur.

Toreno arrivait à la présidence du conseil au moment même où les carlistes étaient à l'apogée de leurs succès, où ils avaient repoussé les troupes christines au-delà de l'Ebre, occupé la route de Vittoria à Bayonne, et où ils se préparaient à mettre le siége devant Bilbao. Ce fut pour lui un cruel désappointement que la décision prise par lord Palmerston, et, s'il avait pu la prévoir, peut-être n'eût-il pas accepté le pouvoir.

Certain cependant, en présence de l'attitude de la France et de l'Angleterre, qu'il pouvait au moins compter sur la complaisance de ces deux puissances, il songea à les utiliser et recommanda aux ambassadeurs d'insister pour que les nations alliées, si elles se refusaient à une intervention armée, envoyassent au moins les troupes et les subsides qu'elles s'étaient engagées à fournir par le traité du 22 avril 1834.

Ses ouvertures à ce sujet furent bien accueillies par les trois cabinets de Paris, Londres et Lisbonne; chacun d'eux promit d'expédier une légion, qui devait être envoyée sur le théâtre de la guerre, de telle sorte que leur sympathie restât évidente et que leur concours moral au moins ne put être mis en doute.

La France fut prête la première; dès le 28 juin elle faisait partir d'Algérie une colonne de 4 100 hommes, appartenant à la Légion étrangère, et peu de temps après ce détachement prenait part aux combats de la Catalogne et du Maestrazgo, sous le commandement du colonel Bernelle, élevé au grade de maréchal de camp.

Ce ne fut pas, d'ailleurs, le seul appui réel fourni par le gouvernement français à la cause de Christine. Une ordonnance du 3 juillet 1835, au grand détriment de tous nos compatriotes du Midi, vint défendre toute espèce de trafic entre les départements des Basses-Pyrénées et le pays

occupé par les carlistes. L'exécution de cette ordonnance, remise aux soins du général Harispe, qui avait sous ses ordres un corps d'armée nombreux, devait compléter du côté de la France le blocus général de la Navarre et des provinces basques, dont les populations se trouvaient ainsi exposées avec le temps à périr de consomption, en voyant intercepter de tous côtés leurs relations commerciales avec les pays limitrophes.

L'Angleterre permit de recruter sur son territoire un corps de troupes qui devait opérer dans les environs de Saint-Sébastien et de Vittoria sous le commandement de sir Lacy Evans; en même temps elle maintint sur les côtes du golfe Cantabrique une flottille, qui aidait à compléter le blocus du côté de la mer.

Enfin le Portugal confia au baron das Antas une brigade de 6000 hommes, que ce général avait, il est vrai, l'ordre de ne pas compromettre, mais qui n'en fut pas moins de la plus grande utilité.

Toutes ces troupes étaient mises à la solde de la nation espagnole; elles coûtaient naturellement plus cher que les soldats du pays; aussi quelques écrivains espagnols ont-ils mis en doute qu'elles aient réellement contribué à la bonne issue de la guerre. C'est une injustice et une erreur; le nombre des soldats que l'Espagne pouvait mettre sur pied dans ces circonstances difficiles n'était pas si élevé qu'on puisse taxer d'inutile le concours de 15000 hommes, sur lesquels 10000 au moins étaient aguerris et disciplinés. Et si la guerre traîna encore pendant cinq ans, peut-on calculer ce qu'elle serait devenue si ces auxiliaires ne s'étaient pas mêlés à la lutte?

La régente Christine espérait pouvoir se reposer tranquillement sur le comte de Toreno de toutes les préoccupations du gouvernement. Il y avait en effet chez lui une

force de caractère et un esprit de décision beaucoup plus virils que chez Martinez de la Rosa; homme du monde, sceptique, doué d'une grande faculté de généralisation, aimant l'étude sans y perdre le souvenir des nécessités de la vie réelle, prêt à tenir compte de toutes les passions humaines, Toreno, dans d'autres circonstances, eût été l'homme d'Etat le plus capable de tenir fortement le gouvernail; il en imposait à tous par son grand air, ses bonnes manières, la hardiesse de ses plans, la lucidité de ses discours; dans des circonstances normales on se fût empressé de lui obéir, et la régente, dans ses châteaux de la Granja et du Prado, aurait pu s'abandonner sans préoccupation à tous les entraînements de sa passion pour le garde du corps Muñoz, destiné à devenir plus tard duc de Rianzarès. Mais en ce moment critique où les carlistes menaçaient Bilbao et la rive gauche de l'Ebre, où l'Est se soulevait comme le Nord, tandis que le reste du pays ne voulait pas du Statut royal, après le refus péremptoire d'intervention, ce n'était pas un sceptique qu'il fallait à la tête des affaires, c'était un homme de foi animant de toute l'énergie de son cœur les populations, réveillant leur ardeur et leur rendant la confiance en elles-mêmes qu'elles commençaient à perdre.

Or, Toreno était incapable d'un effort de ce genre; bien que dans son *Histoire de la guerre de l'Indépendance* il ait admirablement retracé le mouvement populaire de 1808, sa nature aristocratique était tout à fait en désaccord avec les principes démocratiques et égalitaires sur lesquels il aurait fallu s'appuyer. Des relations trop fréquentes avec les torys de Londres et les doctrinaires de Paris l'avaient gâté : s'il était resté l'homme des luttes parlementaires, il n'était plus celui des grands mouvements nationaux.

Il sut cependant désigner lui-même à ses compatriotes un politique doué des qualités spéciales qui lui manquaient à

lui-même ; en effet, soit qu'il ait été seulement frappé des services rendus par Mendizabal au roi de Portugal, soit qu'il ait jugé par l'ensemble de sa conduite de l'étendue de son intelligence et de la fécondité de ses ressources, c'est lui qui insista pour être remplacé au ministère des finances par ce nouvel homme d'Etat, destiné à devenir le personnage le plus important de toute cette époque.

En acceptant la présidence du conseil après Martinez, Toreno avait dû se placer en dehors du parti modéré proprement dit ; personnellement indépendant par son caractère, sa fortune, sa haute position, il montra dans le choix de ses collègues un grand esprit d'impartialité ; il ne connaissait Mendizabal que sur sa notoriété et sa réputation, et cependant il s'empressa de lui faire une grande part. Au ministère de la guerre, à la place de Valdès, il appela le marquis de las Amarillas, devenu duc d'Ahumada, membre le plus influent du conseil de régence. Deux hommes dont les antécédents libéraux étaient bien connus, Alvarez Guerra et Garcia Herreros, furent appelés l'un à l'intérieur, et l'autre à grâce et justice. Enfin, le portefeuille de la marine fut offert au général Alava. L'opinion, certes, ne pouvait reprocher au président du conseil aucun de ces divers choix ; mais, par cela même que chacun avait une haute signification, on pouvait prévoir dans ce cabinet une absence complète de cohésion. L'un des membres principaux, Mendizabal, était absent d'Espagne ; il ne devait pas revenir à Madrid avant le mois de septembre. Au moment critique où tous ces personnages combineraient leurs efforts en une action unique, il était facile de prévoir une scission. D'ailleurs, comme ils ne voulaient s'appuyer exclusivement sur aucun des deux partis, modéré ou progressiste, cet isolement allait les priver du concours de tous les fonctionnaires qui affectaient hautement de se rattacher à l'un ou à l'autre.

La levée du siége de Bilbao, la mort de Zumalacarreguy, occupèrent naturellement tous les esprits en Espagne pendant les derniers jours du mois de juin; personne, cependant, ne calculait l'immense portée de ces deux événements, qui marquent réellement le commencement du déclin des carlistes, mais n'étaient considérés alors que comme des incidents de la grande lutte engagée. Partout, dans la péninsule, l'opinion dominante était que les carlistes, maîtres incontestés de la Navarre et des provinces basques, soutenus par le clergé, à l'abri de toute intervention étrangère, triompheraient de l'élément libéral, si le pays lui-même ne prenait énergiquement, comme en 1808, la direction de ses affaires.

C'est surtout contre le clergé qu'on sentait la nécessité d'une action immédiate; le peuple comprenait instinctivement que toutes les ressources de cette classe, employées contre lui, venaient par mille voies souterraines affluer au quartier général de don Carlos. Les scènes madrilènes du 17 juillet 1834 avaient eu leur écho dans toutes les autres cités; et, tandis qu'elles avaient irrité les moines contre la régente, elles avaient désigné partout les couvents à la fureur populaire comme le laboratoire secret où s'entretenait le feu de la guerre civile.

Toreno n'était pas homme à se laisser arrêter par les vains scrupules que les prêtres conservaient soigneusement chez les hommes d'Etat de Madrid et les courtisans de la régente; il comprenait parfaitement que l'attitude qu'ils avaient prise rendait les ordres religieux ennemis et rebelles et qu'il fallait ou priver le clergé de ses biens, ou consentir au rétablissement prochain de l'inquisition.

Mais il craignait de soulever l'esprit révolutionnaire; il ne trouvait pas autour de lui ce scepticisme froid et cette raison élevée qu'il sentait en lui-même; il apercevait la

même passion, le même fanatisme chez ceux qui attaquaient les couvents que chez ceux qui les défendaient. Aussi voulait-il temporiser alors que le peuple voulait agir, et son inaction augmentait encore l'exaspération générale. Il crut cependant donner satisfaction aux exigences de l'opinion en renouvelant la proscription décrétée par le comte d'Aranda contre les jésuites, et en ordonnant par le décret du 4 juillet la suppression des communautés de cet ordre et une allocation à chaque père de cinq et trois réaux par jour en échange de leurs biens saisis pour être affectés à l'extinction de la dette publique.

Toreno eût évité bien des malheurs en étendant cette mesure à tous les autres ordres religieux, car ce qu'il ne se décidait pas à exécuter le peuple voulait l'accomplir lui-même, et, surexcité par les dangers d'une situation que son imagination lui exagérait encore, il renouvela systématiquement, dans plusieurs cités importantes, les scènes qui avaient tant épouvanté Madrid au mois de juillet de l'année précédente.

Ce fut Saragosse qui donna le signal; un mouvement populaire y éclata le 5 juillet, à la suite duquel deux couvents furent incendiés et onze religieux mis à mort. Après deux jours d'anarchie, l'ordre put être rétabli; un nouveau capitaine général fut nommé; deux individus, reconnus coupables d'assassinat, furent exécutés. Mais qui aurait pu mettre en cause les incendiaires des couvents? Il aurait fallu emprisonner la majorité de la population de Saragosse, qui trouvait moyen de concilier son fanatisme pour Notre-Dame del Pilar avec la haine des moines et l'amour de la liberté.

Reuss, la seconde ville de la Catalogne, populeuse et industrielle, ne tarda pas à suivre l'exemple de Saragosse. Sept de ses miliciens avaient trouvé la mort dans la sur-

prise, par les carlistes, d'un détachement envoyé pour relever un poste, surprise effectuée sur l'avis émané, supposait-on, d'un des couvents de la ville. A la nouvelle de ce triste événement, qui se propagea aussitôt avec la rapidité de l'éclair, et que la crédulité publique retraçait avec les plus horribles détails, la foule se dirige vers les principaux couvents. Le plus détesté était celui des pères franciscains, qui toujours, et surtout en 1823 et 1828, s'étaient distingués par leur haine des idées libérales, et leur passion pour l'absolutisme. En un instant, le feu est mis à l'édifice et les moines qui se laissent atteindre périssent sous les coups de la foule. Mêmes horreurs, mais avec un peu moins de férocité, au couvent des carmes. La milice urbaine laisse faire et paraît vouloir seulement régulariser le désordre : elle circonscrit l'incendie, empêche le pillage, et, quand les couvents sont consumés, elle se refuse à recevoir les troupes envoyées par le gouverneur militaire. L'ordre était rétabli sans qu'aucun meuble eût été détourné ; l'incendie avait tout dévoré, et la ville n'avait plus besoin de soldats pour assurer la tranquilité ni pour résister aux carlistes (22 juillet).

Le gouvernement, prévenu par des faits d'une semblable gravité, et se sentant incapable d'une répression énergique, pensa donner une nouvelle satisfaction aux passions populaires ; alors parut le décret du 25 juillet, qui supprimait tous les monastères et tous les couvents comptant moins de douze membres, et enlevait toute existence légale à ceux qui étaient fermés par suite des circonstances. L'esprit public accueillit cette mesure, d'ailleurs très-insuffisante, avec la plus grande indifférence : le moment de l'action était venu, et la confiance dans les gouvernants était nulle.

Après Saragosse et Reuss, c'est Barcelone qui se met en mouvement. Le jour même du décret, à la suite d'un

désordre à la course de taureaux, des groupes commencent à se former sur les principales places. Il n'y avait que très-peu de soldats dans la ville ; Llauder était absent; toutes les forces étaient disséminées et éparpillées en colonnes dans tous les recoins de la Catalogne, afin de tenir tête aux bandes carlistes. Les représentants de l'autorité sont bientôt impuissants à empêcher des hommes armés d'apparaître dans les rues, de se former en bandes et d'attaquer les couvents des franciscains, ceux des carmes chaussés et déchaussés. Tous les trois sont incendiés, et leurs habitants, en fuite, réduits à chercher asile, quelques-uns même égorgés. Excités par ce premier succès, les incendiaires se dirigent sur un autre couvent de la ville ; mais une résistance inattendue de la part des moines, qui se défendent avec courage, et le voisinage d'un parc d'artillerie, dont l'explosion était à craindre, les arrêtent. Cependant, incident remarquable, les couvents de femmes sont respectés : nul ne songe à en troubler la paix.

Une insurrection à Barcelone était d'une tout autre portée qu'à Saragosse ou à Reuss. Seconde cité de la péninsule par le nombre de ses habitants, Barcelone est, sans contredit, la première par ses richesses, son industrie et son commerce. Elle commande aux quatre provinces de l'ancienne principauté. Aux mains des carlistes, elle aurait donné un accroissement de forces qui eût pu leur assurer le succès définitif. D'un autre côté, si les ennemis du Statut royal y triomphaient, ils pouvaient y organiser un nouveau gouvernement et rallier à eux tous les mécontents.

Llauder avait été prévenu plusieurs fois par le gouvernement central qu'il devait, à tout prix, éviter un mouvement en Catalogne ; que les exaltés fondaient de grandes espérances sur le soulèvement simultané de toutes les villes de la province, et qu'il devait s'attendre à une insurrection

générale. Il jugea que le jour du danger était arrivé et voulut, après les premières scènes du 25 juillet, rentrer à Barcelone au milieu de l'effervescence populaire et maintenir, à force de volonté et d'énergie, l'autorité toute-puissante.

Tous ses efforts devaient échouer à la fin contre la colère des masses, le sourd mécontentement de la bourgeoisie et l'indifférence de la milice; mais, dans l'origine, il put s'illusionner sur l'issue de la lutte.

En effet, il eut le temps de faire évacuer tous les couvents, de mettre en sûreté les religieux dans les forts de la ville, d'où ils devraient être plus tard dirigés sur les Baléares, et enfin de distribuer des armes aux individus sur le concours desquels il croyait pouvoir se fier. Il nomma un nouveau gouverneur civil et s'attacha à empêcher dans les environs la dévastation de quelques maisons de campagne. Mais son attention ne pouvait rester fixée sur la capitale, et le feu de la rébellion se communiquait à toute la province. De Sabadell, de Mataro, on lui écrivait que les populations s'organisaient pour attaquer tous les monastères, tandis que les carlistes profitaient de l'occasion pour tenter des coups de main sur les postes les plus importants.

Au milieu de ces difficultés, et après s'être assuré par lui-même qu'il avait désormais perdu tout prestige auprès de la population barcelonaise, que tous les services par lui rendus à la cause libérale étaient oubliés et qu'on ne se souvenait plus que de sa participation à la captivité de Lacy et aux désastres de Vera, il abandonna à ses lieutenants le soin de maintenir l'ordre à Barcelone et se rendit lui-même d'abord à Mataro, puis à Vich, ville située à l'extrémité de la Catalogne, non loin de la France (28 juillet), prévoyant peut-être qu'il aurait bientôt à chercher un asile au delà de la frontière.

Le commandement militaire de la ville était confié au maréchal de camp Pastors; mais, tandis que cet officier avait l'ordre de temporiser avec les autorités locales, il devait, tout en gardant avec soin Montjuich, la citadelle et les divers forts qui défendent la ville, éviter toute collision intérieure; un autre lieutenant de Llauder, le général Bassa, était chargé de réunir des troupes, de les diriger sur la capitale catalane et d'agir au moment opportun pour rétablir l'autorité de la régente. Pastors et Bassa devaient se mettre d'accord pour le moment de l'attaque; mais, soit défiance réciproque, soit précipitation de la part de Bassa, celui-ci fit son apparition dans la ville au moment même où les esprits, exaltés par de nombreuses publications, étaient le plus irrités et le moins disposés à l'obéissance. Il lui aurait fallu un grand déploiement de troupes pour se faire respecter, et il ne disposait que d'un nombre très-insuffisant de soldats. Aussi, loin d'en imposer aux Barcelonais, sa présence dans les murs de la ville ne servit qu'à les exciter davantage et devint le prétexte à l'insurrection attendue.

Comme il arrive dans toutes les guerres civiles, chaque parti méconnaissait les intentions réelles de ses adversaires. Pour les chefs du mouvement, Llauder et Bassa étaient des traîtres qui abandonnaient tout le pays aux carlistes, pour assurer le triomphe du Statut royal. Les militaires ne voyaient, de leur côté, dans les insurgés, que des partisans secrets de don Carlos et leur reprochaient d'être les plus fougueux ennemis de la liberté.

Quoi qu'il en soit de ces appréciations si diverses, le 5 août 1835, quand on apprend à Barcelone que Bassa est installé au palais, la ville tout entière comprend que l'heure de la lutte est arrivée. Dès le matin, les ateliers et boutiques se ferment, les miliciens revêtent leurs uniformes, la popu-

lation se répand en masses agitées dans les rues ; on pille les magasins d'armes, et bientôt des barricades s'élèvent tout autour de l'hôtel de ville. Les membres de la municipalité se réunissent alors et choisissent dans leur sein une commission chargée d'exprimer à Bassa que le vœu unanime de la ville est qu'il s'éloigne, lui et ses troupes.

Cette commission se dirige sur le palais ; elle est escortée par un bataillon de la milice et suivie d'une foule immense toute prête au combat. Bassa reçoit les députés de la municipalité avec empressement, mais refuse avec énergie d'accéder à leurs vœux ; il juge son honneur militaire engagé et se déclare prêt à mourir plutôt qu'à laisser son autorité irrespectée. Les députés font connaître la décision du général : le bruit se répand que ce doit être désormais un duel à mort entre lui et la ville : *le peuple ou moi dans une heure;* telles étaient, disait-on, les dernières paroles de Bassa.

A cette nouvelle, chacun ne pense plus qu'à agir ; les plus habiles se rapprochent des soldats campés sur la place de la Douane et commencent à fraterniser avec eux. Une bande, plus hardie, cherche à pénétrer dans le palais pour atteindre directement le général ; elle traverse une galerie couverte qui met cet édifice en communication avec l'église Sainte-Marie, et envahit aussitôt les appartements intérieurs.

Cependant la municipalité continuait ses négociations auprès du général ; elle lui peignait sous les plus sombres couleurs la situation de la cité, les terribles conséquences d'une collision, la responsabilité qui allait peser sur lui. Bassa cède à la fin à ces instances, il donne sa parole de quitter la ville et se retire dans une chambre intérieure du palais avec le général Pastors, tandis que les députés du peuple s'efforcent, en agitant des mouchoirs

blancs du haut des balcons, de communiquer à la masse bourdonnant sur la place l'heureuse issue de leurs démarches.

Un long cri retentit partout, et l'allégresse se peint sur les visages; miliciens et soldats s'embrassent avec transport; les musiques entonnent l'hymne de Riego (note G). Mais, soudain, la scène change d'aspect; une rumeur sourde gronde dans le palais; on entend quelques détonations, puis, au milieu des têtes frémissantes, un cadavre sanglant est précipité du haut des balcons. C'était celui du général Bassa!

La bande qui avait pénétré par la galerie de l'église Sainte-Marie n'avait rencontré aucun obstacle, aucune garde; elle était arrivée jusqu'à l'endroit où le général s'entretenait avec Pastors de l'issue de la conférence avec les représentants de la municipalité. Persuadés que la lutte était déjà commencée et sous l'impression du défi porté au peuple barcelonais, les envahisseurs ne voyaient dans Bassa qu'un tyran dont il leur fallait la tête. En vain Pastors, à qui sa position de médiateur avait procuré des sympathies dans la population, avait-il couvert son frère d'armes de son corps. On s'était jeté sur lui; les insurgés l'avaient entouré, assailli, séparé de leur victime. En moins d'intants qu'il n'en faut pour le raconter, Bassa, blessé et renversé, expirait sous leurs coups, et son cadavre, jeté sur la place, épouvantait la foule.

Rien n'est plus douloureux à raconter que ces scènes de violence qui accompagnent les révolutions, alors qu'on voit apparaître ces malheureux parias de la civilisation qu'une cruelle misère rend inaccessibles à tout sentiment d'humanité. En un jour d'anarchie, ils prétendent se venger de toutes leurs souffrances, et nous assistons alors, dans nos sociétés policées, à des drames sanglants qui nous ramènent

à l'état des sauvages de l'ancien Canada ou des nègres les plus féroces de l'Afrique centrale.

A la vue du cadavre de leur malheureux chef, les soldats avaient été littéralement terrifiés ; aucun d'eux n'avait songé à le relever pour le conduire en un lieu de repos. De misérables enfants, des femmes sans pitié, s'étant précipités sur ce hideux trophée, le promenèrent attaché par une corde jusque sur le boulevard principal, en face des bureaux envahis de la délégation de la police. Là les tables, les bureaux, les papiers de toute sorte, formèrent bientôt un bûcher gigantesque, et une même flamme consuma les archives de la police et les restes mutilés du général. Pour mettre le comble à l'horreur d'une telle scène, un de ces affreux gitanos dont Goya seul a su esquisser les traits montrait aux spectateurs une des mains de la victime et la mordait avec rage pour témoigner de la haine dont le peuple était animé.

Pendant ce temps, d'autres bandes allaient ravager les divers bureaux des commissaires de police, s'attaquaient à une administration dépendante du ministère de Montserrat, démolissaient les barrières des octrois et renversaient la statue équestre de Ferdinand VII, ce monarque si justement abhorré de la ville entière.

La milice urbaine, seule organisée et en état de s'opposer au désordre, ne se souciait nullement d'en venir aux mains avec le peuple armé ; elle comptait dans son sein beaucoup d'hommes favorables au renversement du Statut royal et se préoccupait bien plus des conséquences du mouvement commencé que des débordements de quelques forcenés. Le moment vint cependant où elle fut forcée d'agir. Dans la nuit du 5 au 6 août on avait mis le feu au plus bel établissement industriel de Barcelone, à la fabrique dite *la Vapeur*, ondée à grands frais au moyen de capitaux du pays et

d'une subvention généreusement accordée par le ministre Ballesteros. Peu au courant des conditions économiques de l'industrie moderne, les ouvriers ne voyaient alors dans les nouvelles machines et dans la vapeur qu'un aveugle concurrent destiné à faire baisser les salaires ; aussi étaient-ils pleins de haine et de prévention contre ce nouvel établissement, sans se douter qu'il contenait le germe fécond d'une grande industrie qui alimenterait le travail pendant une longue série d'années. Enfin; dans la matinée du 6 août, enhardis par l'impunité des scènes précédentes, des malfaiteurs songèrent à attaquer la Douane, afin de piller toutes les marchandises qui y étaient déposées. La milice ne pouvait plus hésiter ; elle se mit sous les ordres de Pastors, nommé par la municipalité commandant de toutes les forces, et, conduite par lui, dispersa à la baïonnette une foule nombreuse de gitanos et de marins qui se considéraient déjà comme les maîtres de la cité.

Dès le lendemain 7 août, l'anarchie cessa ; on fit sortir de la ville tous les marins étrangers ; les citadins qui ne faisaient point partie de la milice furent désarmés, des patrouilles parcoururent toutes les rues, et l'on put s'inquiéter des conséquences politiques du mouvement sans être dominé par les préoccupations de l'ordre matériel.

C'était à la junte, qui avait pris en main la direction de la ville, à porter la parole au nom de tous ; elle s'était formée du concours de toutes les autorités de la ville, auxquelles on avait adjoint cinq individus à titre de délégués du peuple. Cette junte, dès le premier jour, parut s'occuper exclusivement d'enrôler des volontaires contre les carlistes; elle prit ensuite quelques dispositions à l'égard des moines, suspendit quelques autorités militaires et décréta l'augmentation de la milice urbaine, en donnant aux miliciens le droit de nommer leurs officiers.

Toutes ces décisions étaient autant d'empiétements sur le pouvoir central et engageaient la cité dans les voies révolutionnaires ; néanmoins la question politique était toujours réservée avec le plus grand soin. Enfin, le 8 août, la junte fit connaître ses intentions ; elle publia une proclamation par laquelle elle demandait à la régente de donner à la Catalogne un capitaine général parfaitement identifié avec le Statut royal au cas où elle ne voudrait pas conserver le commandant provisoire que Barcelone avait acclamé, de se mettre à la tête des réformes, d'organiser les députations provinciales et de transférer l'université de Cervera à Barcelone. Cette proclamation fit comprendre à tous que cette junte ne représentait nullement les idées du pays. Du reste, elle-même se sentit si peu d'accord avec la volonté générale, que, dans la crainte de nouveaux désordres, elle prit l'initiative et prépara la création d'une nouvelle junte, qui, sous le titre d'auxiliaire et de consultative, dirigerait l'action de toutes les autorités.

Cette résolution fut accueillie avec acclamation.

On fixa à douze le nombre des membres de cette junte ; ils devaient être choisis par un collége électoral formé lui-même dans des réunions générales tenues par les représentants des divers corps d'états (Gremios), des fabricants, des commerçants, des propriétaires et de chacun des bataillons de la milice, sous la présidence de membres de la municipalité et de délégués du peuple. Une modification paraissait si nécessaire, que l'élection eut lieu le 9 ; elle se fit dans un ordre parfait, et le choix du peuple tomba naturellement sur les adversaires du Statut royal, sur des hommes énergiques, décidés à faire avancer la cause de la Révolution.

Aussi la junte des autorités, qui d'abord avait entendu garder le pouvoir exécutif, s'empressa-t-elle de donner sa

démission ; les nouveaux élus dès ce moment devenaient les véritables chefs de la cité.

Ils se hâtèrent de faire connaître leur adhésion à la jeune reine Isabelle et à la régente Christine ; mais en même temps ils demandèrent la réunion immédiate de Cortès constituantes pour la formation d'une nouvelle loi fondamentale plus conforme aux besoins de la nation (19 août). Ils déclarèrent en même temps que les biens ecclésiastiques achetés dans la période constitutionnelle de 1820 à 1823 devaient être rendus aux acheteurs, que les rentes provinciales devaient être administrées par les provinces, enfin que le clergé régulier devait être supprimé, le séculier réformé.

Ces vœux généraux une fois émis, ils ne songèrent plus qu'à administrer intérieurement la principauté, à provoquer des mouvements semblables à celui qui venait de réussir à Barcelone, en Aragon et dans le royaume de Valence, ils ne s'adressèrent pas à Madrid pour résister aux bandes carlistes ; eux-mêmes se chargèrent de ce soin ; et en effet en peu de temps, grâce à l'enthousiasme général, un grand nombre de corps francs allèrent poursuivre les factions jusque dans le fond de leurs montagnes. Llauder, dès qu'il avait appris l'assassinat du général Bassa, s'était jugé trop heureux d'avoir évité par la fuite un sort pareil et avait renoncé à son rôle. A la nouvelle que sa démission avait été acceptée par le ministère, il était parti de Vich à la tête de son escorte et s'était hâté de pénétrer sur le territoire français. On le sut bientôt à Barcelone ; et comme Pastors, auquel il remettait son commandement, ni aucun de ses autres lieutenants n'était en situation d'hériter de l'influence qu'il avait si longtemps possédée dans toute la Catalogne, la province se trouva réellement, par sa retraite, livrée à elle-même et à la direction de la junte barcelonaise.

Nous avons déjà vu que le chef-lieu de la Catalogne n'avait fait lui-même que suivre l'exemple donné par la ville de Reuss; à leur tour, les cités de Tarragone, Vich, Lerida, Gerona, Igualada, Montblanch, Valls, Falses, s'empressèrent d'imiter leur capitale ; les couvents furent brûlés et les moines chassés de leurs foyers, la plupart des fonctionnaires du pouvoir central obligés de s'échapper, et les alcades changés même dans des bourgs de très-faible importance. A Tarragone, on eut à regretter la mort de deux officiers supérieurs, et le gouverneur militaire, Colubi, spécialement chargé de la répression, se vit contraint, pour éviter le sort de Bassa, de se réfugier jusque sur le territoire francais.

De la Catalogne le mouvement se propagea sur toute la côte du Levant, aux îles Baléares et en Aragon. A Valence, le 6 juillet il y eut une grande commotion populaire ; la multitude se jeta sur les prisons, s'empara d'un grand nombre d'ecclésiastiques qui y étaient retenus, en fusilla sept et parmi eux le chanoine Ostolaza, qui s'était signalé par sa fureur apostolique sous le règne de Ferdinand VII ; plus de cent autres durent être embarqués le jour suivant pour les présides de Ceuta. Les esprits ne se calmèrent qu'après que l'autorité eut été remise par le capitaine général au comte d'Almodovar, vice-président des dernières Cortès, qui dut s'engager à donner satisfaction à tous les vœux de la milice urbaine.

A Murcie, malgré l'influence cléricale prédominante, il y eut aussi des incendies de couvents ; mais là le peuple ne sut pas s'organiser ni changer les autorités.

La ville de Saragosse, après deux tentatives qui n'avaient produit que le désordre, aboutit au contraire à un résultat décisif. Sur la nouvelle des événements de Barcelone, les 5 et 6 août, une grande agitation s'était produite dans la

ville : le capitaine général, jugeant qu'il ne pouvait s'opposer à la volonté générale, avait pactisé avec les mécontents et accepté la présidence d'une junte déférant aux vœux de la nation. Cette junte, installée dès le 9 août, ordonna de suite la fermeture des couvents, la destitution de certains fonctionnaires, l'arrestation de certaines personnes accusées de conspirer. Mêmes soulèvements à Alcaniz, Mallen, Mouzon, Tarazona ; dans plusieurs de ces villes, on alla même jusqu'à proclamer la Constitution de 1812.

Le ministère était sans forces pour comprimer un mouvement aussi étendu qui le privait des ressources de provinces considérables, la Catalogne, Valence et l'Aragon ; il lui était impossible de dégarnir les provinces basques et la Navarre.

En Galice, en Castille, et dans la Manche, les capitaines généraux se plaignaient de n'avoir pas assez de soldats pour résister aux bandes carlistes. Restaient les quelques troupes dont il pouvait disposer au centre ; mais celles-là étaient indispensables pour défendre la capitale ; les chefs du parti exalté, appuyés comme ils l'étaient déjà par les provinces, allaient tenter sans doute un mouvement dans la capitale, et il fallait être en mesure de s'y opposer avec succès.

Il n'y avait, nous l'avons déjà dit, aucune cohésion dans le ministère. Toreno et Ahumada se rendirent à la Granja auprès de Christine et inclinaient vers une répression énergique qui aurait affermi le pouvoir entre les mains du parti modéré ; leurs deux autres collègues, Alvarez Guerra et Garcia Herreros, paraissaient au contraire disposés à une transaction, et tendaient à un système de compromis avec les juntes provinciales des grandes cités, qui croissaient chaque jour en force et en autorité. Ils paraissaient comprendre que les vœux du peuple étaient pour les progressistes et engageaient la régente à réclamer leur concours.

Ils avaient obtenu que le général Quesada, partisan d'une résistance ouverte, donnât sa démission de capitaine général de Madrid, et on les soupçonnait d'appuyer les démarches de l'ambassadeur britannique, M. Villiers, adversaire déclaré des modérés, et partisan zélé d'une modification ministérielle en faveur des chefs de l'opposition.

Il y eut le 14 août à Madrid, dans une des salles du Palais, sous la présidence de Christine, une grande conférence à laquelle furent convoqués les ministres, le conseil de régence, les présidents du conseil royal et quelques autorités locales. Les partisans de la résistance emportèrent la majorité et firent décider que le moment n'était pas encore venu de céder à la Révolution.

Publiée par les journaux du lendemain à Madrid, cette nouvelle produisit une violente émotion parmi les rangs de la milice nationale, déjà surexcitée par les événements des provinces. Le lendemain 15 était un jour de taureaux et une partie de la milice devait être sous les armes. Dans la soirée, au signal donné par le chef du piquet de service, lequel était probablement d'accord avec les membres d'une société secrète (la Isabelline), les tambours battirent la générale dans toute la cité et signalèrent la Plaza Mayor comme le rendez-vous central de ses bataillons.

Un assez grand nombre de miliciens obéirent à cette convocation irrégulière, et à la faveur de la confusion commencèrent à mettre cette place en état de défense, en occupant le grand édifice dit la Panaderia, que borde d'un côté la *Calle Mayor*, principale avenue par où elle est accessible; mais à peine ces premières mesures étaient-elles prises, que le désordre se mit entre les auteurs mêmes du mouvement, qui n'étaient pas d'accord sur le programme; et l'unique résultat auquel on put aboutir fut une proclamation rédigée par Olozaga et Borrego, où la milice se bor-

nait à demander des garanties politiques, plus de décision contre les carlistes, et une protection plus efficace pour les défenseurs de la reine constitutionnelle.

Ce n'était certes point là le but auquel tendaient les conjurés; mais, la population n'ayant pas répondu avec l'enthousiasme espéré au signal qui lui avait été donné, les troupes étant restées fidèles à leur devoir, et en mesure, si elles passaient entre les mains d'un chef comme Quesada, de disperser les miliciens réunis à la Plaza Mayor, les chefs du mouvement avaient compris qu'il était nécessaire de s'arrêter, afin d'enlever au gouvernement le prestige d'une répression trop facile.

Dès les premiers moments du pronunciamento, le capitaine général avait réuni les troupes au Prado, appelé les bataillons cantonnés dans les environs et convoqué la partie de la milice qui voulait rester fidèle à la cause de l'ordre; cet appel lui avait assuré le concours d'un des quatre bataillons d'infanterie dont elle était formée. Le gouvernement, le trouvant un peu mou dans ses décisions, recourut à Quesada, et, profitant de l'influence que ce général exerçait sur les soldats, lui laissa le soin d'agir, sans pourtant lui donner de nomination officielle. Quesada, à la fois homme politique et militaire, alla parlementer avec les insurgés, brava au milieu d'eux les plus grands périls, et parut d'abord vouloir jouer le rôle de médiateur; mais, bientôt dégoûté de ces tentatives de négociation, il se plaça à la tête de la garde royale fortement installée à la porte du Palais royal sur la place dite des Conseils.

Toute la journée du 16 se passa ainsi en préparatifs et pourparlers. A la fin, le nouveau capitaine général Latre ayant annoncé qu'il attaquerait dans la matinée du 17, les miliciens se décidèrent à abandonner sans combat la Plaza Mayor, où ils laissèrent 500 fusils. Les soldats s'y éta-

blirent aussitôt après leur départ, et le calme se trouva rétabli sans aucune effusion de sang, au grand désespoir des carlistes de la capitale, qui s'agitaient déjà dans les bas quartiers de la ville, et voyaient dans le triomphe attendu de la garde sur la milice la promesse d'une restauration absolutiste. Il y eut, le 17 et le 18, dans les faubourgs quelques tentatives isolées facilement réprimées par la partie de la milice fidèle à la cause de l'ordre, et l'émeute se termina après avoir été une simple démonstration de l'indécision des progressistes, de celle du gouvernement et de l'effrayante division de l'opinion publique.

Quand ils se virent triomphants à Madrid, les ministres de la Granja qui avaient toujours incliné à la répression, crurent qu'à l'aide du prestige nouveau que le principe d'autorité venait d'obtenir ils pourraient rétablir le pouvoir dans toute la Péninsule. En conséquence ils décidèrent la régente et obligèrent les ministres de l'intérieur et de la justice à mettre Madrid en état de siége, à dissoudre les trois bataillons qui s'étaient prononcés, à supprimer le journal le plus influent de la Révolution, l'*Eco del Comercio*, et à poursuivre les chefs du parti progressiste comme promoteurs de l'émeute. Trois d'entre ces derniers, le comte de las Navas, Isturitz, Caballero, purent s'échapper à temps; deux autres, Galiano et Chacon, furent arrêtés.

En prenant cette attitude, le ministère préjugeait trop de ses forces; si les progressistes ne pouvaient pas s'imposer dans la capitale, ils étaient tout-puissants dans les provinces et leur échec à Madrid fut rapidement compensé par le soulèvement général du sud, jusqu'alors insensible aux provocations constantes qui lui étaient adressées de Saragosse, de Barcelone et de Valence.

Les provinces de Murcie et d'Alicante, l'Andalousie tout entière, par des pronunciamentos réitérés, par la création

de juntes indépendantes, manifestèrent dans leurs principales cités qu'elles étaient, elles aussi, hostiles au parti modéré; qu'elles ne jugeaient pas le comte de Toreno capable de tenir tête aux difficultés de la situation, qu'elles voulaient voir la régente entrer dans une voie libérale, se dégager des liens du Statut royal, adopter une Constitution plus démocratique, rendre aux acheteurs de biens nationaux les propriétés qui leur avaient été enlevées en 1823, fermer partout les couvents, et se fier enfin à l'initiative populaire pour combattre le carlisme.

Le mouvement prenait dans chaque ville un caractère propre, en raison des tendances spéciales de chaque localité, du caractère des populations, des opinions des hommes principaux placés à la tête des juntes ; empreint de la modération la plus grande à Cordoue, à Grenade, il était violent à Cadix, à Malaga, partout où l'élément démocratique avait la grande majorité.

L'armée, très-peu nombreuse dans ces contrées, n'offrait aucun appui sérieux au gouvernement, et la plupart des officiers pactisaient avec les populations auxquelles ils ne voulaient pas résister. Plusieurs capitaines généraux débordés aimèrent mieux se retirer que se soumettre à la direction des juntes ; ailleurs, au contraire, à Grenade, à Séville, à Cadix, des officiers supérieurs s'empressèrent de mettre leurs troupes à la disposition des juntes, et celles-ci trouvèrent ainsi des moyens d'intimidation envers un ministère qui ne pouvait plus se faire craindre lui-même.

A peine installées, elles établirent entre elles des relations suivies : sans se préoccuper des points qui les divisaient, ni de la diversité de leurs programmes, elles se mirent d'accord sur ce but immédiat : le renversement du ministère Toreno.

Et bientôt le mouvement s'étendit jusqu'aux provin-

ces de l'Ouest, l'Estramadure, la Galice, la Vieille-Castille.

Dès lors il n'y eut plus de doute; la révolution était triomphante, et tôt ou tard il fallait que la régente cédât. Toreno aurait dû prévoir l'orage irrésistible qui fondait sur lui, et abandonner le pouvoir aux progressistes; mais, obstiné, arrogant, sûr de la loyauté de l'armée du Nord et de son général en chef, il crut de son devoir de lutter jusqu'au dernier moment, et d'entraver pendant près d'un mois, du 16 août au 13 septembre, les progrès des juntes sans consentir à une abdication nécessaire.

Tour à tour impérieux et conciliateur, il les menaçait ou les flattait dans la *Gazette officielle* de Madrid, appelant un jour lâches et immoraux ceux-là même auxquels il reconnaissait le lendemain un patriotisme élevé.

Il désigna de nouveaux capitaines généraux pour Valence et l'Aragon, sans pouvoir imposer ces autorités à des populations qui s'administraient et se défendaient elles-mêmes; il modifia son ministère en mettant à la tête des trois portefeuilles de la guerre, de l'intérieur et de la marine des hommes d'Etat qui, soit par leur âge, soit par leurs opinions antérieures, n'imposaient aucune confiance; il envoya contre les rebelles d'Andalousie le capitaine général Latre avec des troupes sur le moral desquelles il ne pouvait compter; il compromit la signature de l'Etat en tirant à découvert contre les banquiers de Paris et de Londres des traites qui devaient être protestées et le furent en effet, alors que les insurrections provinciales le privaient de toutes ses ressources; il décréta la dévolution des biens nationaux aux acheteurs d'avant 1823, afin de régulariser les prises de possession ordonnées partout par les juntes, mais en même temps il dissolvait les juntes, les déclarait illégales et rendait leurs membres responsables des deniers publics qu'ils auraient employés.

On sentait dans toutes ces mesures l'effort désespéré de l'homme d'Etat qui refuse de s'avouer vaincu, tout en comprenant l'inutilité de la lutte; d'un autre côté, les juntes, se sentant chaque jour plus puissantes, redoublaient d'audace et d'énergie. Celle de Tarragone prit bientôt le ton le plus hardi ; il fallait suivant elle « courir en toute hâte bannières déployées à Madrid, couper les ongles et arracher les dents à la bête féroce, seule cause de la désolation du pays. » Partout on considérait la régente à la Granja comme en état d'oppression; Cadix accusait formellement le comte de Toreno de haute trahison.

L'opinion publique avait acclamé à l'avance le seul homme capable de dominer une situation aussi critique; c'était le membre du cabinet qui avait été choisi pour le ministère des finances, Mendizabal, intelligence énergique et pleine de ressources. L'Espagne le désignait comme celui de tous les émigrés qui avait toujours eu le plus à cœur le triomphe de la cause libérale. Mendizabal s'était hâté, aussitôt après sa nomination, de liquider les nombreux intérêts tant privés que publics qui lui avaient été confiés à Londres; il n'arriva à Badajoz que dans les premiers jours de septembre, et à peine eut-il mis le pied sur le sol espagnol qu'il se vit sollicité par les deux grands partis, modéré et progressiste.

Son choix ne fut pas douteux; lorsqu'il connut l'état général du pays, il comprit la nécessité de s'appuyer sur l'élément révolutionnaire, seul capable de l'effort qui devait amener le triomphe de la liberté; dès lors, il se proposa de séparer sa cause de celle du président du conseil, et de prendre lui-même la direction générale des affaires, sans se lier d'avance les mains par des compromis dangereux. Il était soutenu par l'ambassadeur britannique, M. Villiers, dont la protection était pour l'Espagne comme une garantie

du prestige que son nouveau favori avait su conquérir à l'étranger par son activité et son mérite. Aussi, malgré les craintes de Toreno, et quelles que fussent les antipathies secrètes du parti modéré, la régente se résolut enfin à appeler Mendizabal et à lui confier la formation d'un nouveau ministère.

Le 14 septembre vit paraître dans la *Gazette officielle* un décret qui relevait Toreno de ses fonctions de président du conseil. Dissimulant ses vrais sentiments, Christine se montrait mécontente de la direction donnée à sa politique, et donnait un gage aux mécontents en remettant son sort aux mains de Mendizabal.

Il y avait une telle irritation dans tout le pays contre le comte de Toreno, que sa retraite fut saluée partout comme l'aurore d'une nouvelle ère. Son caractère, ses mérites, sa science financière, tout avait été oublié; il n'était pour tous qu'un obstacle à l'élan patriotique et révolutionnaire qui entraînait la nation. Que n'avait-il plus tôt cédé la place à ce successeur désigné par lui-même! Rien n'est plus malheureux que ces hommes de talent qui veulent à certains moments se mettre en travers des nécessités de leur époque; ils sont pour leur pays de vrais ferments de discorde. Un gouvernement qui veut s'imposer quand il est devenu antipathique à la masse de la population, c'est une pierre mise en travers d'un torrent : elle en arrête bien le cours quelques instants, mais les eaux amoncelées ne tardent pas à l'entraîner avec violence et sa résistance n'a servi en réalité qu'à augmenter le désastre final.

Pour compléter le tableau des événements pendant le ministère du comte de Toreno, il nous reste à parler des faits militaires qui s'étaient accomplis depuis le mois de juin jusqu'à la mi-septembre 1835.

Lorsque les carlistes étaient venus mettre le siége devant

Bilbao, ils avaient acquis sur leurs adversaires un ascendant incontestable ; mais cet ascendant était exclusivement dû au talent de leur chef, et on ne tarda pas à s'en apercevoir.

A peine Zumalacarreguy fut-il éloigné par sa blessure du champ de bataille que l'unité disparut du commandement des troupes carlistes, et qu'elles souffrirent tous les maux résultant de la rivalité des chefs, du manque d'esprit de suite, de l'absence de tout plan. Don Carlos, qui jusqu'alors avait su dans son propre intérêt laisser agir son général en chef, eut désormais la prétention de diriger lui-même toutes les opérations, et comme il était aussi incapable que présomptueux, il fut bientôt à la merci des courtisans qui le flattèrent et des intrigants qui l'exploitèrent.

Au lieu de s'adresser à tous les hommes spécialement remarqués par Zumalacarreguy, à ceux qui avaient possédé toute sa confiance, qui connaissaient les endroits spéciaux où étaient enmagasinées toutes les ressources nécessaires pour la lutte, don Carlos répudia tout cet état-major, et voulut en créer un nouveau. Zariatégui, Vargas, Elio, Bellenjero et d'autres, se voyant sacrifiés, et n'étant pas interrogés, gardèrent un silence prudent et circonspect : par ce seul fait la tradition se trouva immédiatement rompue et un préjudice considérable fut porté à la cause carliste.

Puis, le nouveau commandant en chef sur lequel se porta le choix de don Carlos n'était remarquable que par son incapacité; c'était le bourreau de Torrijos, ce même Vicente Gonzalez Moreno qui, d'accord avec Ferdinand, avait préparé l'horrible drame qui se termina en 1831 dans les environs de Malaga par la fusillade de cinquante-deux victimes. L'horreur qu'il inspirait aux libéraux était son véritable titre aux yeux du prétendant : voilà pourquoi il fut préféré à ses deux concurrents, à Eraso, l'un des promoteurs de l'insurrection en Navarre, et au général Maroto, le seul officier

de l'armée espagnole rallié à la cause carliste qui eût été vraiment capable de poursuivre l'œuvre de Zumalacarreguy.

Trop de talent aurait d'ailleurs vivement contrarié les vues de deux autres personnages déjà fortement établis auprès de don Carlos, dont l'un s'intitulait ministre des finances et l'autre ministre de la guerre, Cruz-Major et le comte de Penne-Villemur; ces deux courtisans craignaient avant tout de voir un nouveau général reprendre la haute position de Zumalacarreguy; ils voulaient subordonner l'élément militaire à leur propre volonté, et non lui être subordonnés; déjà ils avaient obtenu l'arrestation et la mise en jugement du marquis de Valde-Espina et du général Zabala, opposés à leur politique; c'étaient eux qui avaient inventé la fable de Tomas I; il leur fallait un instrument commode, et ce furent eux à ce titre qui fixèrent sur Moreno le choix du prétendant.

Les officiers et soldats de l'armée, jusqu'alors animés d'un si bon esprit, si bien disciplinés, si bien conduits, ne tardèrent pas à connaître la valeur du nouveau chef qui leur était donné. Sous le prétexte de leur faire attaquer par derrière les troupes qui, aux ordres de la Hera et d'Espartero, arrivaient au secours de Bilbao, Moreno détacha onze bataillons de ligne des abords de cette ville; mouvement si mal calculé que les christinos purent entrer dans Bilbao presque sans coup férir, tandis que les troupes carlistes chargées du siége durent abandonner leur proie et se réfugier dans l'intérieur de la Biscaye et de la Navarre (1er juillet).

Ce résultat inattendu causa autant de découragement parmi les carlistes que de satisfaction et d'espérances parmi les libéraux. Maroto essaya bien de démontrer que ce revers devait être uniquement attribué à la mauvaise direction du nouveau général en chef; mais son influence n'était pas encore assez grande pour qu'il fût écouté; les principes

mêmes du parti imposaient l'obéissance absolue aux ordres du monarque, et malgré de nombreuses inimitiés qui devaient aller chaque jour grossissant, Moreno fut maintenu dans son commandement.

A ce même moment, au contraire, les *christinos* trouvaient un nouveau chef plein d'intelligence et d'ardeur, capable de ranimer leurs esprits abattus et de leur rendre l'élan que leurs défaites successives leur avaient fait perdre : c'était le général Louis Fernandez de Cordoba, déjà connu de la nation pour les services qu'il avait rendus comme diplomate à Lisbonne en faveur de la cause de la succession directe. Placé par Mina d'abord, puis par Valdès à la tête d'une division, il avait su se concilier l'affection des soldats par son entrain, son zèle, son activité et l'habileté de ses manœuvres ; il se trouvait à Madrid au moment où le comte de Toreno remplaçait Martinez dans la présidence du conseil, et cette heureuse circonstance, ayant permis au nouveau ministre de s'entendre directement avec lui, amena son élévation au commandement en chef.

Le sort de Bilbao était inconnu au gouvernement, au moment où l'ordre fut donné à Cordoba de partir pour le Nord ; on n'avait que des nouvelles très-incertaines d'une part sur les marches de l'armée d'opération commandée par Valdès qui s'était retirée sur la ligne de l'Ebre, de Miranda à Tudela, et d'autre part sur les mouvements d'un autre corps placé sous les ordres du général la Hera, appelé armée de réserve, destiné plus spécialement à couvrir la Castille et à protéger la ligne qui s'étend de Miranda à Castro Urdialès par Losa et Balmaseda.

L'indécision de ces deux armées se comprenait facilement dans les premiers jours du mois de juin ; elles se trouvaient mal approvisionnées, fatiguées, découragées par leurs défaites successives. Valdès avait perdu sur elles tout prestige,

leurs efforts se bornaient à garder les grandes lignes qu'elles occupaient et à préserver l'intérieur du pays et la capitale. Elles connaissaient la démission de leur général, elles savaient qu'il avait résigné son portefeuille, mais elles n'avaient aucune notion du successeur qui lui serait donné. Valdès, complétement abattu, ne donnait aucun ordre; il craignait peut-être de n'être plus obéi.

Dans cette situation, cependant, on ne pouvait assister l'arme au bras à la prise de Bilbao par les carlistes; les généraux de division Latre et Espartero insistaient pour qu'à tout prix l'ordre fût donné de marcher en avant. Dans un conseil de guerre tenu à Portugalete (30 juin), on résolut que, le péril pressant, il fallait agir; ces deux officiers proposèrent à la Hera de prendre en main la responsabilité d'un effort pour sauver la capitale de la Biscaye. La Hera y consentit, se mit en mouvement sans attendre de nouveaux ordres, et eut le bonheur de voir se retirer devant lui les bataillons carlistes.

Le siége avait été levé le 1er juillet, et ce n'est que le surlendemain que Cordoba se présenta au milieu des troupes et vint prendre possession du commandement en chef des deux armées d'opération et de réserve. Il harangue ses soldats, et au lieu de les laisser séjourner dans la capitale de la Biscaye, il reprend de suite avec la plus grande partie d'entre eux le chemin de Vittoria, les ramène devant Puente la Reina, position importante qui domine la vallée de l'Arga, et dont Moreno avait tenté de s'emparer; il force les carlistes à en lever le siége, les poursuit et leur offre la bataille à Mendigorria (16 juillet).

Elle fut acceptée, et le succès ayant couronné les efforts de l'armée libérale, l'impression morale tourna de suite en sa faveur. Moreno n'avait perdu en tout que 2,000 hommes dans cette journée en tués, blessés et prisonniers, et il en

avait fait perdre 1,000 à son adversaire; mais il n'avait pas su choisir ses positions, il avait exposé don Carlos à être fait prisonnier; le salut de ses troupes avait été exclusivement dû au secours et à l'habileté de Villaréal, l'un des meilleurs officiers de Zumalacarreguy. C'en était assez pour que l'élément carliste ne pût s'obstiner à prétendre à la supériorité morale que lui avaient valu ses premiers succès, et pour ceux qui savent combien ce point est décisif dans toutes les guerres, la date du 16 juillet acquiert une importance extrême.

Du reste, après les pénibles marches que les troupes libérales venaient d'exécuter (cinquante lieues en sept jours), elles étaient dans un tel état de fatigue et de dénûment, sans vêtements, sans chaussures, presque sans aliments, qu'elles ne purent tirer aucun profit de leur victoire; elles laissèrent l'ennemi se retirer dans ses cantonnements sans le poursuivre, et, presque aussi dispersées que si elles avaient été mises en déroute, elles ne songèrent qu'à prendre un peu de repos et à se procurer quelque nourriture. Cordoba, abandonné par son gouvernement, consacrait toute son intelligence et toutes ses veilles à assurer leur subsistance.

Un général habile aurait saisi cette occasion pour profiter, malgré sa défaite, de l'immense avantage que donnait aux carlistes leur position centrale. Il suffit en effet d'examiner la carte attentivement pour voir que, maîtres de toutes les montagnes situées au milieu de la Biscaye, du Guipuzcoa et de la Navarre, ils pouvaient à leur volonté se transporter sur un des points quelconques de la circonférence par les mille rayons partant du centre, tandis que leurs adversaires, obligés de garder une ligne de quatre-vingt-treize lieues, étaient condamnés à des marches accablantes pour se trouver toujours en force sur les points attaqués. Mais Moreno était incapable de combiner un plan straté-

gique ; il se contentait de tenir en haleine son adversaire sur les bords de l'Ebre, et ne s'appliquait véritablement qu'à résister aux ambitions qui s'agitaient contre lui auprès de don Carlos. On discutait en effet autour du prétendant des idées bien diverses : les uns voulaient organiser des expéditions en Castille, en Asturies, en Aragon et en Catalogne ; les autres voulaient continuer le siége de Bilbao et ne s'arrêter que quand cette ville se serait rendue.

C'était surtout le général Maroto, nommé commandant général des troupes de Biscaye en remplacement du général La Torre, qui patronnait cette idée ; il sut agir de manière à ce qu'elle devînt fortement l'objectif des carlistes, même malgré l'opposition du général en chef. Sans entrer dans des discussions inutiles qui n'aboutissent jamais à aucun résultat pratique, Maroto, en effet, à la tête de quelques bataillons de Biscaye, vint intercepter les communications de Bilbao avec Portugalete, construisit en quelques heures un pont de bateaux sur le Nervion, qui coupait toutes les relations de la ville avec la mer, et, par cette attitude déterminée, menaça les habitants d'un second siége (24 août).

Cette entreprise détourna une seconde fois la guerre des montagnes de la Navarre pour la transporter sur les bords de la mer Cantabrique ; Cordoba dut se séparer d'une de ses divisions les plus importantes, celle du général Espartero, qui avait joué un des rôles principaux à Mendigorria ; il la plaça sous les ordres du commandant de l'armée de réserve Espeleta, à qui il donna la mission de faire lever le blocus de Bilbao, et lui-même, par des attaques simulées, essaya de retenir en face de lui toutes les forces de Moreno.

Espeleta, appuyé par Espartero, par le chef de la garnison de Saint-Sébastien et par Lacy Evans, commandant la légion anglaise débarquée à Portugalete, s'ouvrit facilement le chemin de Bilbao et y rentra le 7 septembre;

mais les difficultés commencèrent pour lui lorsqu'il voulut renvoyer à Cordoba une partie des troupes qui lui avaient été confiées comme auxiliaires et dont l'alimentation devenait presque impossible en face de l'ennemi. Moreno s'était décidé à venir appuyer le plan de Maroto, tout en se réservant par des manœuvres d'empêcher que, s'il y avait succès, le mérite pût rejaillir sur d'autres que sur lui-même. Aussi, quand Espartero chercha à sortir de la place, il trouva devant lui une masse de troupes telle qu'il ne put forcer le passage à Arrigorriaga, que malgré son activité et ses efforts il éprouva une perte sensible de près de six cents hommes tués et blessés et de trois cents prisonniers ; il ne dut son salut qu'à une charge audacieuse qu'il donna à la tête de son escorte, charge dans laquelle il reçut deux blessures graves (11 septembre). Maroto et Moreno essayèrent tous deux, auprès de don Carlos, de s'attribuer le succès de l'affaire d'Arrigorriaga : à la vérité, il était dû exclusivement aux ordres et aux combinaisons du premier ; mais Maroto, aussi mauvais courtisan que bon officier, ne parvint pas à persuader le roi de la supériorité de ses plans, il se vit traité avec dédain par un homme incapable à l'autorité duquel il était soumis, et dut résigner le commandement des troupes de Biscaye sans obtenir l'adoption d'un plan raisonnable de l'état-major général.

Abandonné à lui-même, Moreno ne réussit plus dans aucune opération ; il laissa Espeleta s'échapper de Bilbao avec une partie de ses troupes par le chemin de Balmaseda, se mit trop tard à sa poursuite, l'atteignit enfin dans les environs de Medina del Pomar et au dernier moment n'osa point l'envelopper et lui livrer combat, se sentant lui-même menacé sur ses derrières par le général en chef de l'armée libérale. Tous les grands mouvements de troupes auxquels donna lieu le deuxième blocus de Bilbao n'aboutirent ainsi

à aucun résultat décisif. Les deux armées christine et carliste retournèrent sur l'ancien théâtre de leurs combats ; à la fin de septembre elles se retrouvaient en présence sur les bords de l'Ebre. Moreno, pour s'emparer de Vittoria, cherchait à couper toutes les communications et à s'emparer de la petite ville de Puebla et du défilé d'Armiñon qui commandent toute la petite vallée du Zadorra ; Cordoba, préoccupé des mouvements politiques qui avaient éclaté dans presque toutes les villes de la Péninsule, ayant beaucoup à faire pour maintenir la discipline dans ses troupes, ne recevant aucun subside d'un gouvernement en détresse, bornait ses efforts à protéger Vittoria et la ligne de l'Ebre.

Il savait que le ministre de la guerre de don Carlos, plein d'illusions sur l'état des esprits dans les diverses provinces, songeait à y envoyer des colonnes expéditionnaires pour y opérer des soulèvements et il se tenait en garde contre tout corps d'armée qui, de Navarre, chercherait à envahir soit la Castille, soit l'Aragon.

Déjà dans les premiers jours du mois d'août, une forte colonne composée de deux mille cinq cents fantassins et de cent cavaliers, et appuyée par deux pièces d'artillerie, sous le commandement du brigadier Guergué, était partie d'Estella, s'était dérobée par des marches forcées et avait pénétré dans le haut Aragon par le canal de Verdun. Poursuivie par Gurrea, que Cordoba avait immédiatement envoyé derrière elle, elle avait pu passer dans le haut Aragon, avait imposé des contributions, levé des recrues dans les deux importantes cités de Huesca et de Barbastro, et avait pu pénétrer jusqu'aux confins de la Catalogne. Là, elle s'était vue cernée sur ses derrières par Gurrea, en flanc par le capitaine général d'Aragon Montès, et en face par le commandant des troupes de Catalogne Pastors. Un instant, dans les premiers jours de septembre, on la crut perdue ; elle avait

été forcée de s'engager dans les montagnes du haut Aragon aux environs de Venasque; la négligence d'un des chefs chargés de la poursuivre lui permit d'échapper; par un adroit détour elle franchit à nouveau les chaînes qui séparent l'Aragon de la Catalogne et, vers le milieu du mois de septembre, elle donnait une seconde fois la main à tous les chefs catalans qui tenaient la campagne.

Ces chefs étaient très-nombreux; ils opéraient en général isolément, mais se réunissaient parfois pour un but commun. Aucun d'entre eux n'avait encore pu acquérir sur ses collègues un ascendant suffisant pour se faire obéir; et le but de don Carlos, en leur envoyant Guergué, avait été de leur faire comprendre à tous la nécessité de l'unité et de la discipline si l'on voulait triompher des milices des juntes et des troupes du gouvernement de Madrid. Alors que le parti libéral divisait ses forces, alors que depuis la retraite de Llauder il n'y avait plus de chef supérieur pour en diriger l'action, c'était le moment ou jamais pour toutes les bandes carlistes de la Catalogne de se grouper et de se ranger autour du monarque qu'elles acclamaient. Dès les premiers mouvements de Barcelone, vers le 8 août, Borges, Sanso, Tristany, Ros de Eroles, El Muchacho et d'autres étaient déjà parvenus à former un noyau de deux mille hommes, avec lesquels ils étaient venus attaquer la ville de Tora; bien qu'ils eussent été obligés d'en lever le siége par suite de la belle défense des habitants et de l'arrivée d'une colonne libérale, ils n'en avaient pas moins continué de tenir campagne, et lorsque Guergué, du 16 au 20 septembre, fit son apparition sur les bords du Sègre à Orgaña et Oliana, ils se hâtèrent d'entrer en relations avec lui, dans l'espérance de voir augmenter leurs ressources et de donner à leurs opérations un caractère plus sérieux.

Les rapports du quartier général de don Carlos avec les

insurgés du Maestrazgo s'étaient établis plus tôt, grâce à un voyage aventureux de Cabrera, qui, dans les premiers mois de 1835, s'était rendu en Navarre ; là, le jeune étudiant de Tortose, avide de renommée, d'influence et d'autorité, s'était abouché avec le ministre de la guerre Villemur ; il se présenta avec des idées de lutte à outrance, accusant ses compagnons d'armes de modérantisme et de tolérance ; il croyait à la possibilité d'établir en Espagne dans toute son inflexible rigidité le système apostolique et théocratique ; il voulait faire aux libéraux une guerre acharnée, impitoyable ; pas de concessions, ni pendant la lutte ni après. La force d'abord, la terreur ensuite. Ainsi l'inquisition pouvait refleurir sur la noble terre espagnole, et avec elle l'Eglise catholique et la monarchie absolue. Ces idées, qui flattaient toutes les passions de don Carlos et de ses principaux courtisans, furent accueillies avec enthousiasme par Villemur ; Cabrera, déjà élevé à la hauteur d'un chef de parti, fut présenté au monarque comme un sauveur futur, bien supérieur à tous les autres chefs du Maestrazgo ; l'homme était découvert, qui, dans l'est de la Péninsule, accomplirait ce que Zumalacarreguy venait de faire dans le nord.

Cabrera quitta le quartier général avec une lettre du monarque pour Carnicer, le principal chef des bandes du Maestrazgo ; dans cette lettre don Carlos appelait ce dernier à la cour et lui recommandait de laisser le commandement de ses troupes au brillant officier qui servait de messager. Carnicer, qui à beaucoup de droiture unissait une certaine sagesse et le sentiment de la discipline, ne conçut aucun soupçon ; il ne songea qu'à obéir aux ordres du roi, présenta Cabrera à ses propres soldats et partit aussitôt pour la Navarre : ce voyage devait lui être fatal ; les libéraux, prévenus, dit-on, indirectement, par celui-là même qui venait de le remplacer à la tête des troupes carlistes, l'arrêtèrent au moment

où il franchissait leurs lignes et le fusillèrent à Miranda del Ebro (6 avril 1835).

Le lieu de ralliement des bandes carlistes du bas Aragon et du Maestrazgo était établi, comme nous l'avons déjà vu, au point d'intersection des trois royaumes d'Aragon, de Valence et de Catalogne ; elles échappaient aux poursuites d'un capitaine général qui les poursuivait trop vivement en se rejetant sur les territoires placés en dehors de son commandement. C'était surtout dans les montagnes où se trouve le défilé dit de Beceite, à l'extrémité du bas Aragon, sur les confins du district de Morella, que les chefs carlistes avaient établi leurs dépôts, leurs hôpitaux ; c'est là qu'ils instruisaient leurs réserves ; c'est de là que partaient les avis de convocations pour se précipiter sur un village sans défense ou tenter quelque coup de main.

Dans les premiers mois qui suivirent sa nomination au commandement en chef, Cabrera eut beaucoup de peine à se faire agréer de ses lieutenants. Quilez, aimé des Aragonnais, était exclusivement obéi par eux et répugnait à recevoir des ordres du nouveau commandant. Les Valenciens se rangeaient autour de Forcadell, et les Catalans autour du Serrador et de Torner. Tous ces chefs de bandes écrivirent à don Carlos pour obtenir l'autorisation d'agir isolément ; un décret daté d'Iturmendi donna d'abord gain de cause à leurs réclamations, puis la nécessité d'un directeur unique se fit sentir aussi bien dans l'esprit du ministre et du roi que parmi les insurgés eux-mêmes ; le décret d'Iturmendi fut révoqué, Cabrera reprit la direction générale. Son activité et son initiative lui acquirent un prestige de jour en jour plus grand sur les populations et il réussit enfin à faire reconnaître son autorité suprême.

A peine cette union fut-elle accomplie que la guerre prit

de ce côté un caractère de gravité et surtout de férocité qu'elle n'avait alors nulle part ailleurs.

Les opérations des bandes de Cabrera s'étaient, depuis la journée de Mayals, presque exclusivement limitées à l'attaque des centres de population situés entre l'Ebre et un de ses affluents, le Guadalupe. Aussitôt qu'elles eurent connaissance des mouvements insurrectionnels de Barcelone, Saragosse, Valence, elles se montrèrent d'autant plus hardies qu'elles virent s'augmenter notablement le nombre de leurs recrues : quelques officiers de l'armée passèrent même dans leurs rangs; ils furent utilisés comme instructeurs dans les dépôts de Beceite.

Dans une première expédition, Cabrera s'élance avec une colonne bien équipée et bien organisée dans les plaines du bas Aragon, il ravage tout le bassin du Guadalupe, celui de la rivière Martin, pille les villes d'Olieta et de Montalvan où il trouve d'abondantes provisions, redescend par Alventosa dans le royaume de Valence, met en déroute à Yesa une petite troupe de cinq cents hommes qui veut s'opposer à son entrée dans ce royaume ; il se rend maître de tout ce territoire élevé où sont situées les petites villes d'Alpuente et de Chelva, et revient enfin dans les montagnes mettre son butin en sûreté, après avoir semé la terreur dans tous ces parages et y avoir prodigieusement accru le prestige de son nom (3 août).

Quilez entreprend ensuite de s'emparer des points fortifiés de la Puebla de Arenosa et de Zucaina, clefs de la vallée de Mijarès, rivière importante qui traverse de l'ouest à l'est tout le royaume de Valence ; il force les garnisons à capituler et, ne se jugeant pas encore assez puissant pour garder ces forts, il les démolit afin de s'éviter toute résistance en cas d'une nouvelle excursion.

Il est facile de comprendre combien ces premiers succès,

obtenus sans autre résistance que celle de quelques miliciens réfugiés dans des églises fortifiées à la hâte, accrurent l'audace de Cabrera et de ses lieutenants; grâce à l'étendue de territoire qu'ils venaient de piller, ils avaient élevé le nombre de leurs soldats, s'étaient procuré beaucoup de fusils, avaient augmenté leurs munitions, leurs approvisionnements de tout genre; les bandes étaient déjà devenues des corps d'armée : Quilez, Le Serrador, Forcadell, sont dorénavant des généraux de division écoutant les ordres de leur général en chef.

Aussi Cabrera essaye-t-il déjà des opérations de longue haleine et de haute portée; tandis qu'on le croit exclusivement occupé dans la vallée de Mijarès, il divise ses troupes en deux corps, envoie Forcadell à l'attaque d'un château fort et tombe lui-même sur la ville de Segorbe (18 août). Il a le temps de lui imposer une contribution de 8,000 duros, de recueillir tous les chevaux, de s'emparer de toutes les armes, munitions, etc., et d'entrer en conférence avec la municipalité et l'évêque. A l'arrivée de Nogueras, le général chargé de le poursuivre, il abandonne la cité, esquive la bataille, et ne songe plus qu'à rejoindre les siens et à reprendre le chemin des montagnes de Beceite, pour y emmagasiner ses prises (26 août).

Nogueras se préoccupait surtout de couvrir les nombreuses villes de la côte entre Valence et Tarragone : c'est de ce côté qu'il croyait avoir à redouter le génie entreprenant des chefs carlistes. Informé de cette disposition d'esprit, Cabrera en profite pour se précipiter du côté de l'Aragon et, le 11 septembre, après une marche forcée, il se présente devant le bourg de Rubielos. Appuyés par une compagnie du bataillon provincial de Ciudad Real, les miliciens de cette cité se déterminent à la défense; ils tiennent quelque temps leur adversaire en échec, mais la

lutte est trop inégale, ils sont bientôt forcés de capituler et se rendent sous la promesse d'avoir la vie sauve.

Cabrera songeait déjà à fonder sa domination dans toutes ces contrées par la terreur; ces tentatives de défense des miliciens lui étaient d'autant plus odieuses qu'elles entretenaient l'esprit libéral et créaient dans les familles des idées de vengeance contre le parti qu'il représentait; il songea à frapper l'imagination de ses concitoyens, et, quoiqu'il eût promis la vie sauve aux défenseurs de Rubielos, après avoir incorporé dans ses troupes la compagnie du provincial de Ciudad Real, il décréta la mort des soixante-quinze miliciens faits prisonniers. Ces malheureux, entourés par leurs vainqueurs dans un cercle de fer, furent dépouillés tous de leurs vêtements, puis on les engagea à chercher leur salut dans la fuite, et, tandis qu'ils se précipitaient en courant, des cavaliers furent envoyés contre eux pour les massacrer à coups de lances. C'est sur l'impression causée par de semblables assassinats que Cabrera comptait pour assurer le triomphe de sa cause : comme l'ancienne inquisition, il voulait épouvanter les esprits par les raffinements d'une froide cruauté.

A de telles rigueurs, les officiers libéraux répondirent par de sanglantes représailles; chaque commune fut rendue responsable de l'appui qu'un de ses habitants pouvait donner aux carlistes; toute famille qui avait un de ses membres dans les bandes de Cabrera était impitoyablement poursuivie; on alla jusqu'à condamner le père pour la faute de son fils, et réciproquement le fils pour la faute de son père.

Mais ces décrets n'empêchaient point Cabrera de tenter de nouveaux coups : après le sac de Rubielos, il alla menacer Teruel, en s'avançant jusqu'à Alcala de la Silva; puis, se retournant tout à coup vers le midi, il pénétra jus-

que dans la province de Cuenca et se présenta devant les cités d'Utiel et de Requena.

C'est dans ces parages qu'il opérait (15 à 20 septembre) lorsque Mendizabal fut appelé à la présidence du conseil, et l'on peut facilement concevoir combien devaient jeter d'alarmes dans les esprits ces marches si rapides qu'aucun général ne réussissait à prévenir; l'effet qu'elles produisaient était tel qu'aucune cité ne se croyait plus en sûreté, et qu'à Madrid les imaginations, surexcitées par la peur, s'attendaient à voir surgir d'un moment à l'autre les lances [1] des soldats carlistes aux portes de la ville.

[1] Le béret basque, qui devait rester plus tard comme le signe distinctif des soldats de Cabrera, ne commença à être porté par eux que dans le courant de 1836.

# CHAPITRE VII.

## MENDIZABAL.

**14 septembre 1835. — 15 mai 1836.**

Mendizabal, devenu président du conseil, obtient la soumission des juntes provinciales. — Décret appelant cent mille hommes sous les armes. — Ouverture de la deuxième session des Cortès. — Discussion du vote de confiance et de la loi électorale. — Les Cortès sont dissoutes le 28 janvier. — Une nouvelle chambre est convoquée pour le 22 mars. — Suppression des communautés religieuses. — Vente des biens du clergé (desamortizacion).—Elections.— Le parti progressiste se divise dans la victoire. — Plusieurs de ses membres se rapprochent des modérés. — Réunion des nouvelles Cortès. — La régente refuse de signer des décrets présentés à sa signature. — Le ministère donne sa démission. — Isturitz succède à Mendizabal. — Mesures financières prises par ce dernier pendant les huit mois de son ministère.

Système de lignes de blocus employé par le général Cordoba pour circonscrire la lutte en Navarre et dans les provinces basques. — Système offensif-défensif d'Eguia, successeur de Gonzalez Moreno. — Combats d'Arlaban. — Course de Batanero. — Blocus de San Sebastian et de Bilbao. — Les carlistes s'emparent de Plencia et de Lequeitio. — Abrogation de l'ordonnance française du 3 juillet 1835. — Guergué en Catalogne. — Etat de ce pays depuis les événements du mois d'août 1835. — Mina est appelé à y exercer les fonctions de capitaine général. — Les 4 et 5 janvier 1836 à Barcelone. — Massacre des prisonniers carlistes. — Dans le Maestrazgo, Cabrera continue ses dévastations. — Combat de Molina.

---

Quelle différence entre Toreno, Martinez de la Rosa, ou Burgos, et le nouveau ministre qui vient prendre en main, le 13 septembre 1835, les rênes du pouvoir à Madrid. Celui-là n'est pas un doctrinaire savant, temporisateur, compassé, cherchant en tout l'équilibre et la modération ; c'est un homme d'action, n'ayant dans l'esprit que deux ou trois

idées fixes bien arrêtées, mais sûr de leur justesse, et prêt à toutes les extrémités pour en assurer le triomphe.

Mendizabal, élevé à Cadix, ayant longtemps résidé à Londres, croit à la bonté du système représentatif et à l'avenir des institutions libérales dans son pays. Il a contemplé de près le mécanisme de la constitution anglaise, et n'ayant pas assez de génie pour faire la différence des conditions spéciales des deux peuples espagnol et anglais, il a néanmoins assez d'initiative pour comprendre que ses concitoyens ont beaucoup à faire par eux-mêmes pour se rapprocher d'un état social plus civilisé.

Ce qui surtout domine chez ce personnage d'origine juive, c'est l'importance qu'il donne à l'échange, au commerce, à la spéculation. Burgos, imbu des vieilles doctrines autoritaires, croyait uniquement au progrès par la voie d'une sage et féconde administration. Mendizabal, bien autrement sagace, tend à modifier les habitudes invétérées de la nation; il veut faire pénétrer le besoin du travail et le goût de la spéculation chez un peuple endormi dans la routine; il veut faire changer la richesse de mains, détruire partout le système des mainmortes, substituer enfin à l'indolence des paysans de la Castille et de la Manche l'activité des courtiers de Londres ou d'Amsterdam.

Les habitudes de la vie monacale lui sont tout spécialement odieuses : il partage la haine du peuple espagnol contre ces moines qui ont fait, partout où ils ont passé, école de débauche et de fainéantise; aussi se propose-t-il de briser dans sa base l'édifice élevé par le clergé catholique.

Ennemi des couvents, il l'est aussi de don Carlos et de sa cour; par conviction, par tempérament, par éducation, il est hostile à ce vieux monde où les préjugés de la naissance sont étroitement unis à l'abdication de la raison et de l'initiative individuelle; aussi n'y a-t-il à craindre de sa part

aucune transaction. On sent qu'il résume en lui les aspirations de la vie moderne ; il en a l'appétit du bien-être en même temps que la volonté d'y parvenir.

Appelé au ministère dans un moment difficile, alors que tous les esprits sont divisés, que les partis ont perdu toute cohésion, il cherche à puiser sa force en lui-même, et vise à obtenir personnellement une influence assez grande pour qu'on lui laisse exercer une dictature absolue. Tant que la situation est vraiment critique, tant qu'il y a doute sur le succès de la grande œuvre, la mise en vente des biens du clergé, toutes les opinions, par un besoin instinctif, se rangent autour de lui ; on le laisse agir, car il est considéré comme nécessaire. Mais à peine le coup décisif sera-t-il porté, à peine le décret qui jettera dans la circulation une masse énorme de biens fonciers aura-t-il été rendu, toutes les divergences reparaîtront, toutes les luttes d'opinion reprendront une nouvelle intensité ; nous le verrons disparaître de la scène aussi rapidement que nous l'avons vu s'emparer de la présidence du conseil.

Dans son manifeste-programme, publié par la *Gazette officielle* du 14 septembre, voici comment il annonce son avénement ; il a été appelé par la reine « pour *satisfaire tous les besoins légitimes, calmer toutes les passions, éteindre toutes les discordes*. Il doit, *sans autres ressources que celles de la nation*, donner un rapide et glorieux dénoûment à la guerre civile ; fixer d'une seule fois et sans hésitation le sort futur des corporations religieuses, qui elles-mêmes demandent à être réformées d'accord avec la convenance publique ; consigner dans des lois sages tous les droits émanant du système représentatif ; enfin créer et fonder le crédit public, dont la puissance énergique doit surtout être étudiée dans l'opulente et libre Angleterre. »

Rien de plus facile que d'appeler un semblable programme

œuvre de charlatan et de présomptueux : parler de concorde quand toutes les villes de la Péninsule obéissaient à des juntes indépendantes ; annoncer la fin de la guerre en face d'un ennemi victorieux ; promettre la réforme des corporations religieuses à un clergé hostile et à une nation fanatique ; chercher à organiser le système représentatif avec une régente qui, en donnant le Statut royal, croyait avoir excédé la limite du possible, et avec un peuple resté adorateur de la Constitution de 1812 ; s'engager à asseoir sur de solides bases le crédit public quand toutes les ressources étaient épuisées, et que la misère générale était à son comble, c'était en vérité défier l'impossible. Mais doit-on s'abstenir de viser un but désirable parce qu'il est lointain, voire même temporairement inaccessible? Mendizabal, appelé aux affaires dans un moment suprême, indiquait la voie où il fallait entrer : on ne doit pas lui reprocher ce qu'il n'a pu accomplir, mais bien plutôt lui savoir gré des résultats qu'il a obtenus.

En fait, son nom reste pour toujours attaché à l'époque la plus critique de la Révolution espagnole; alors que tout semblait perdu, que l'anarchie était triomphante, que les esprits les plus dévoués et les plus patriotes commençaient à désespérer, que les modérés craignaient d'agir de peur d'aboutir au désordre, et que les progressistes s'agitaient sans provoquer aucune mesure utile, c'est lui qui est venu imprimer la bonne direction et a ainsi déterminé le triomphe de la liberté. A ce point de vue, il a une physionomie à part entre les divers ministres espagnols ; son nom conserve une popularité que nul ne partage au même titre, et c'est avec justice que sa statue a été élevée trente-trois ans plus tard sur une des principales places de Madrid. Tandis que la plupart de ceux qui l'ont précédé et suivi au pouvoir n'ont été généralement que des hommes de parti, il a été,

lui, à un moment donné, l'homme de la nation, l'homme de la civilisation et du progrès.

Dans la composition de son ministère, Mendizabal dut faire comprendre aux progressistes qu'il avait pris vis-à-vis de la régente l'engagement formel de maintenir le Statut royal ; c'est pourquoi don Ramon Gil de la Cuadra, à qui le portefeuille de l'intérieur fut offert, ne put l'accepter, parce qu'il prétendait formuler dans son programme le rétablissement immédiat de la Constitution de Cadix. Ce ministère fut donné à un des fonctionnaires supérieurs de l'administration, don Martin de los Héros, qui, tout dévoué qu'il était aux idées d'Arguëlles, se montra cependant de plus facile composition. Don Alvaro Gomez Becerra fut choisi pour remplacer Garcia Herreros à grâce et justice ; le portefeuille de la guerre fut confié au comte d'Almodovar, et celui des affaires étrangères au général Alava, en ce moment ambassadeur à Londres. Mendizabal garda pour lui les finances et la marine. Il eut la délicatesse d'offrir la présidence du conseil au général Alava ; puis il se l'attribua définitivement, ainsi que le portefeuille des affaires étrangères, sur le refus du général, qui préférait garder son poste diplomatique.

A peine installé, le cabinet entreprit la soumission des juntes provinciales ; il ne chercha point à les intimider, mais à les persuader. Elles étaient les plus fortes : des manifestations hostiles n'auraient servi qu'à donner des preuves de mauvaise volonté et d'impuissance. Le nouveau ministre de l'intérieur eut le tact de s'en abstenir ; il promit aux juntes de céder à toutes les justes réclamations qui lui seraient adressées, et de déférer aux Cortès l'examen des questions qu'il ne pourrait résoudre par lui-même ; il s'engagea à oublier les événements qui venaient de s'accomplir, et en peu de temps il amena les esprits à considérer le chan-

gement de ministère comme le but définitif du mouvement révolutionnaire qui avait été inauguré.

A ce succès contribua beaucoup la nomination comme capitaines généraux d'hommes publiquement dévoués à la cause libérale. Mina envoyé en Catalogne, Espinosa en Andalousie, Quiroga à Grenade, O'Daly à Carthagène, tournèrent l'opinion des provinces en faveur du pouvoir central, et la rendirent plus disposée à reconnaître une autorité représentée par des chefs sympathiques. Palafox, si populaire en Aragon, reçut la mission de s'entendre avec la junte de Saragosse. La sécurité que les populations eurent bientôt que les intentions du gouvernement étaient devenues essentiellement libérales, modifia à ce point leur manière de voir, qu'à l'irritation violente contre le comte Toreno se substitua tout à coup une crédulité absolue quant au mérite et aux talents de Mendizabal.

Le bruit se répandit que le ministre des finances avait à sa disposition toutes les ressources nécessaires en hommes et en argent pour mettre fin à la guerre civile ; il devait être le sauveur, l'homme prédestiné pour cette sainte mission. Favorisée par les engagements officiels que les ministres ne craignaient pas de prendre dans la *Gazette officielle*, cette rumeur prit en peu de temps une consistance extraordinaire, et la foi qu'on y ajouta explique seule le revirement inattendu qui se produisit.

La junte de Galice donna le signal la première, et se soumit sans conditions ; son exemple fut immédiatement suivi par celles de Valence, de Saragosse et de Barcelone. C'étaient celles qui avaient donné l'impulsion, celles qui agissaient avec le plus d'ensemble et de résolution ; aussi leur soumission fut-elle décisive. Les autres ne songèrent plus pour la plupart qu'à se rallier et à fixer peu à peu les conditions auxquelles elles étaient prêtes à céder. L'Anda-

lousie seule montra quelque hésitation et manifesta le désir de continuer son administration indépendante et locale ; mais peu à peu le courant en faveur de Mendizabal prit une telle force que les tendances décentralisatrices durent se réduire au silence.

La junte qui s'était établie à Andujar dès le commencement du mois de septembre était parvenue à se faire adopter comme pouvoir central par celles de Malaga, Grenade, Alméria et Jaen ; elle cherchait à s'approprier les ressources dont disposaient celles de Séville et de Cadix. C'était elle qui avait organisé la petite armée à la tête de laquelle le comte de las Navas manifestait l'intention de franchir la Sierra Morena pour envahir les plaines de la Manche. Cette armée, accrue des troupes qui avaient été envoyées contre elle avec le capitaine général Latre et qui avaient fait défection (17 septembre), inspirait à Madrid une terreur profonde. A peine installé, Mendizabal dut consacrer tous ses efforts à la disséminer : des émissaires furent envoyés coup sur coup au comte de las Navas pour le prier de ne point marcher en avant. Las Navas demandait que la Constitution de Cadix fût immédiatement promulguée, et il se maintint longtemps dans cette exigence ; mais enfin, devant les actes du nouveau ministère, il cessa son hostilité et laissa s'éparpiller les forces importantes qu'il était parvenu à réunir. Ce fut le signal de la pacification complète de l'Andalousie ; la junte centrale d'Andujar ne tarda pas à se dissoudre et les autres juntes locales s'empressèrent de faire leur soumission (5 octobre).

Pour favoriser ce mouvement, pour montrer combien il était sincère dans ses intentions, Mendizabal avait trouvé un moyen de rallier au gouvernement ces forces révolutionnaires ; par un décret en date du 21 septembre il avait décidé le rétablissement des députations provinciales telles qu'elles

étaient organisées par la Constitution de Cadix, et en même temps il avait voulu que sous le titre de commission d'armement et de défense les juntes continuassent à opérer jusqu'à l'élection de ces députations ; par ce moyen il utilisait toutes les forces locales qui voulaient travailler énergiquement au salut de la nation, en même temps qu'il donnait la sanction de la loi à toutes les mesures qu'elles pouvaient prendre dans l'intérêt commun.

En même temps l'état de siége était levé à Madrid, les prisons vidées, et une amnistie était proclamée non-seulement en faveur des condamnés politiques, mais en faveur de tous ceux qui avaient été poursuivis et jugés pour délits de contrebande.

Les mêmes Cortès qui avaient fonctionné de juillet 1834 à mai 1835 furent convoquées pour le 16 novembre (décret du 28 septembre). Aux termes du décret de convocation les deux estamentos des Procérès et des Procuradorès étaient appelés à réviser le Statut royal, à établir un nouveau système électoral et à délibérer sur divers points relatifs à la consolidation du crédit public. Heureuse transaction par laquelle Mendizabal tenait à la régente sa promesse de maintenir le Statut royal en même temps qu'il donnait aux défenseurs de la Constitution de Cadix les moyens de faire triompher leurs idées par une voie légale.

Le caractère principal des divers mouvements populaires était l'irritation profonde contre les communautés religieuses ; nous avons vu que presque partout les moines avaient été chassés de leurs couvents ; les juntes avaient d'elles-mêmes considérablement étendu le décret de Toreno. Par une nouvelle décision en date du 11 octobre, la régente, sans l'intervention du pouvoir ecclésiastique, régla le sort de toutes les communautés qui ne se consacraient pas à l'enseignement des enfants pauvres ou à l'assistance des

malades ; aucun des couvents qui avaient été fermés ne devait se rouvrir jusqu'à ce que les Cortès eussent pris une décision à leur égard ; de ceux qui subsistaient encore il ne pouvait y en avoir plus d'un seul appartenant à un même ordre dans une même cité : le gouvernement se réservait de les fermer soit sur la demande du prélat et des deux tiers des religieux, soit à la sollicitation de la municipalité appuyée par la députation provinciale. Les évêques devaient s'abstenir de conférer les ordres majeurs ; les ecclésiastiques perdaient tout droit à une juridiction spéciale ; des moyens coercitifs seraient employés contre tout évêque qui se refuserait à donner les indications dont le gouvernement aurait besoin pour opérer la vente des biens du clergé et la mise en circulation de tous les biens de main-morte qu'il possédait.

Enfin, pour démontrer avec quelle ardeur il pensait se consacrer à la guerre, Mendizabal, après avoir décidé l'armement complet des milices urbaines, qui devaient prendre désormais le nom de milice nationale, après avoir obtenu de la régente que sur sa propre liste civile elle équiperait et entretiendrait pendant la guerre trois bataillons de chasseurs, après avoir décrété l'établissement d'un hôtel des invalides, assuré l'entrée dans les carrières civiles à tous les militaires que leurs blessures auraient rendus impropres au service, lança le 24 octobre un décret appelant aux armes tous les Espagnols de dix-huit à quarante ans, et ordonna la réunion immédiate d'un contingent de cent mille hommes. Cette dernière mesure n'était pas seulement destinée à accroître le nombre des soldats, elle avait encore une portée financière : tout individu voulant se racheter du service était obligé de payer une somme de 4,000 réaux, ou seulement de 1,000 en fournissant en même temps un cheval.

Toutes ces dispositions furent accueillies avec enthousiasme par le parti avancé, avec désespoir par les conservateurs, qui ne jugent jamais arrivé le moment de faire un grand effort. Les dons patriotiques commencèrent à affluer dans les caisses du Trésor pour le salut de la patrie. Les principaux journaux de Madrid, les clubs, les réunions populaires décernèrent à Mendizabal le titre de régénérateur : à lui, à lui seul l'Espagne allait devoir le triomphe définitif de la Révolution et de la Liberté ; l'anarchie avait disparu ; ceux qui tout à l'heure réclamaient la Constitution de Cadix les armes à la main, ne demandaient plus qu'à tourner ces mêmes armes contre les carlistes.

Il s'agissait seulement de savoir comment cette politique serait acceptée par les Cortès ; l'opposition qu'avaient faite les procuradorès à Martinez de la Rosa permettait de compter sur leur sympathie, mais on devait au contraire s'attendre à l'opposition de l'estamento des procérès, où dominaient plusieurs des anciens ministres de Ferdinand VII, et surtout le marquis de Miraflorès, l'heureux signataire du traité de la quadruple alliance.

L'opinion publique fut bientôt rassurée. L'un et l'autre estamento montra dans la discussion de la réponse au message de la régente un vif désir de coopérer à la difficile mission de Mendizabal.

Encouragé par cette attitude, le cabinet résolut de solliciter un vote de confiance lui confirmant la dictature qu'il exerçait réellement depuis le 14 septembre. Sous le prétexte que le temps manquait pour présenter le budget de 1836, il demanda à être autorisé à percevoir toutes les contributions et taxes en vigueur, et à les employer aux dépenses publiques en opérant des diminutions, s'il était possible, mais sans aucune augmentation, avec interdiction soit de contracter de nouveaux emprunts, soit d'aliéner les biens de

l'Etat, et avec engagement de rendre compte dans la prochaine législature de l'usage qu'il aurait fait de ces facultés extraordinaires.

Les Chambres, dont l'unique pouvoir était de voter l'impôt, et qui, sur les matières qui n'étaient pas soumises à leur examen, n'avaient qu'un simple droit de pétition, étaient fondées à regarder comme excessive une autorisation aussi large, et cependant il y avait dans tous les esprits un tel désir de bon accord qu'il n'y eut aucune opposition sérieuse. La demande fut présentée par le gouvernement le 21 décembre 1835. Le 16 janvier 1836, elle avait déjà passé par l'épreuve des deux assemblées et elle était promulguée; chez les procuradorès, Martinez de la Rosa et Toreno ne l'avaient combattue que par de fines insinuations, où ils laissaient comprendre que le pays, aujourd'hui sous le charme du magicien (el mago), ne tarderait pas à revenir de son enchantement, et qu'aucune des promesses du discours du trône ne serait réalisée; Antonio Gonzalez et Galiano avaient répondu à leurs sarcasmes et à leur ironie par des discours passionnés et enthousiastes qui avaient entraîné leurs collègues. Les procérès, quelles que fussent leurs pensées intimes, se montrèrent encore plus empressés; il n'y eut chez eux aucune opposition; un seul suffrage se produisit au scrutin contre la proposition.

Les plus graves difficultés semblaient résolues par cette décision des Cortès; elles n'étaient cependant qu'ajournées. Le ministère avait soumis aux procuradorès un projet de loi électorale dans le but d'agrandir les bases du système adopté lors de la promulgation du Statut royal. Tous les partis se donnèrent rendez-vous sur ce projet de loi, et le besoin de parler, si puissant dans les races du midi, entraîna tous les orateurs à prononcer des discours interminables. Martinez de la Rosa dans l'*Abeja*, Galiano dans la

*Revista*, se servirent en outre de ce sujet pour soulever au dehors tous les problèmes constitutionnels. L'opinion, à Madrid, oublia la guerre dont le Nord était le théâtre pour s'appesantir à nouveau sur les principes qui la divisaient. Entraîné dans cette impasse, Mendizabal, qui jusque-là, tout en prenant les mesures les plus radicales, s'était efforcé de ne point se livrer au parti progressiste, fut sommé d'opter entre les deux partis. En vain essaya-t-il de se placer en dehors du conflit; en vain voulut-il laisser à la Chambre le soin de décider en pleine liberté si l'élection devait être directe ou à deux degrés, si les capacités seraient admises ou non au droit électoral, sans payer contribution, si les éligibles devaient avoir 6000 ou 12000 réaux de rente, si le vote devait avoir lieu par province ou par district; les progressistes ne voulurent pas permettre au ministère une opinion personnelle en dehors de la leur sur des sujets semblables, et les modérés ne lui surent aucun gré des concessions nombreuses qu'il faisait pour arriver à une solution acceptable par tous. Les choses s'envenimèrent au point que sur certains articles du projet de loi les modérés parvinrent à réunir la majorité au grand désespoir des progressistes, qui se plaignirent hautement d'être abandonnés par le gouvernement.

En présence de ce résultat, les yeux de Mendizabal se dessillèrent: il comprit qu'il avait été trop loin dans ses concessions au parti modéré et, d'accord avec le conseil de régence, prononça la dissolution des Cortès. Le décret, lu le 27 janvier devant les procuradorès, fixa au 27 du mois suivant la date des élections et au 22 mars le jour de la réunion des nouvelles Chambres: ces élections devaient se faire suivant le Statut royal; on n'avait pas eu le temps d'achever la discussion du projet de loi électorale.

Les modérés, si joyeux lorsque Mendizabal avait réuni

les anciennes Cortès du Statut royal, furent vivement émus par cette dissolution qui brisait une partie de leurs armes ; ils commencèrent alors dans toutes leurs publications contre le président du conseil une lutte acharnée, ils l'accusaient de tromperie, de charlatanisme et lui reprochaient d'être la cause suprême de toutes les misères qui écrasaient la nation. A les entendre, il n'avait jamais eu ni initiative, ni connaissance des affaires, ni esprit d'administration ; son but secret consistait en un projet insensé de vendre à l'Angleterre, par un traité de commerce, toute la consommation de la Péninsule, au grand détriment des fabriques espagnoles. C'est pour cela qu'il était soutenu avec tant d'opiniâtreté par l'ambassadeur anglais, M. de Villiers; c'est pour cela que M. de Rayneval, l'ambassadeur de France, était si mal reçu au Prado, pour cela que les contrebandiers étaient spécialement protégés, pour cela que l'introduction des articles britanniques, sans payer de droits, était tolérée d'une manière aussi scandaleuse sur toutes les côtes de l'Andalousie.

La répétition audacieuse et journalière de pareils propos eut pour résultat de miner le crédit de Mendizabal, et comme sa dictature n'avait d'autre fondement que son empire sur l'opinion publique, affaiblir son prestige, c'était préparer sa ruine. Attaqué par les amis de Martinez de la Rosa et de Toreno, le président du conseil aurait bien voulu associer à sa politique les principaux chefs progressistes ; mais de ce côté il n'éprouvait que des refus. Isturitz et Galiano, Arguëlles, Caballero et son ami Lopez, successivement appelés à entrer dans le cabinet, refusèrent de courir les chances d'une politique qui avait trop promis pour ne pas être un jour maudite dans un accès de désillusion ; il valait mieux pour eux recueillir l'héritage de Mendizabal que de partager sa responsabilité.

Celui qui n'avait pas désespéré de son pays au moment le

plus critique, quand l'anarchie avait suspendu le payement de toutes les contributions, celui qui avait hasardé une levée de 100 000 hommes quand les finances étaient hors d'état d'entretenir les troupes déjà sur pied, celui qui avait refusé toute intervention étrangère et qu'on accusait cependant de connivence avec l'Angleterre, devait soutenir son œuvre jusqu'au bout ; comme il devait seul en avoir la gloire, il devait seul en courir le risque.

Mais tandis que, parmi les sommités des partis, Mendizabal rencontrait une si vive opposition ou une si coupable indifférence, il essayait de conserver sa popularité auprès de la grande masse du pays par l'ardeur qu'il mettait à poursuivre la suppression des communautés religieuses.

A Madrid, le gouverneur civil, Olozaga, s'était chargé d'assurer l'exécution des mesures prises contre elles ; aidé de ses alcades, il accomplit si sérieusement sa mission que des soixante-douze couvents de la capitale, il en fit démolir immédiatement dix-sept situés sur les points les plus importants, sous le prétexte qu'ils opposaient de véritables obstacles aux nécessités de la circulation intérieure. Tous ceux dont la démolition n'était pas jugée nécessaire furent transformés en casernes et en écoles ou appropriés à quelque autre service public.

Le même gouverneur alla visiter les principales localités de la Nouvelle-Castille ; beaucoup de vieux couvents d'Alcala furent changés en établissements universitaires à la tête desquels on plaça des professeurs jeunes et intelligents. Ces mesures précédèrent de quelques jours seulement la publication du décret célèbre auquel est restée associée la mémoire de Mendizabal, et qui est connu sous le nom de décret de *desamortizacion* (voir note H). Ce décret, publié le 19 février, était le coup décisif que la Révolution portait au clergé en réponse aux efforts constants tentés par le

parti clérical pour rétablir l'absolutisme ; il avait pour objet de mettre en vente pour le compte de l'Etat la masse énorme de biens fonciers qui appartenaient aux communautés religieuses déjà supprimées, ceux qui avaient déjà été adjugés à la nation et ceux qui le seraient à l'avenir ; son but était de détruire par ce changement radical l'ancienne omnipotence du clergé en Espagne, de créer le crédit de la nation en mettant à sa disposition un capital considérable et de faciliter enfin l'amortissement d'une partie considérable de la dette publique dont les titres devaient être reçus pour prix des biens achetés [1].

Un second décret, en date du 5 mars, déclarait en état de rachat tous les cens, impositions et charges de quelque nature qu'ils fussent, appartenant aux communautés religieuses, et donnait à leurs débiteurs des moyens d'amortir les rentes qui pesaient sur eux. Un troisième décret, en date du 9 mars, vint compléter les deux premiers ; il étendit aux couvents de religieuses les dispositions touchant les religieux ; il limita le nombre des établissements autorisés ; il fixa l'indemnité à payer à toutes les religieuses qui sortiraient des cloîtres, mais il s'attacha surtout à mettre entre les mains de l'Etat les nombreux immeubles que possédaient ces communautés.

Mendizabal se jugea suffisamment autorisé pour rendre ces décrets par le vote de confiance qu'il avait obtenu ; et, dans les conditions spéciales où se trouvait l'Espagne, devant le fanatisme encore si vivace, la résolution qu'il prit implique de sa part un courage civil qu'on ne saurait méconnaître.

[1] En 1834, il y avait en Espagne 36 000 religieux, dont 11 000 mendiants, et 17 000 religieuses ; en tout, 53 000 individus consacrés à la vie contemplative. Au commencement du siècle ce total dépassait 92000.

Les élections se firent dans toute l'Espagne sous l'empire de la forte impression produite dans les esprits par la mise en vente des biens du clergé; elles furent extrêmement favorables aux progressistes. Mendizabal fut élu dans sept provinces différentes. Martinez de la Rosa et Toreno ne purent obtenir un nombre de voix suffisant. Les modérés comptèrent à peine deux ou trois des leurs parmi les élus. Au contraire, tous les chefs du parti progressiste, Arguëlles, Antonio Gonzalez, Isturitz, Galiano, Caballero, Lopez, las Navas, furent nommés à de grandes majorités. Madrid envoya à la Chambre Olozaga, le jeune gouverneur qui venait de procéder avec tant d'ardeur à la démolition des couvents et dont l'éloquence promettait un nouvel orateur à la tribune espagnole. Malaga, animé d'un esprit très-révolutionnaire, porta son choix sur des partisans décidés de la Constitution de Cadix, entre autres sur Cayetano Cardero, le lieutenant du 2e léger, promoteur de l'échauffourée du 18 janvier 1835.

Une telle Chambre semblait au premier abord le meilleur appui que Mendizabal pût attendre de la confiance de ses concitoyens ; il arriva au contraire que, se croyant sûrs du triomphe, les progressistes, n'ayant à craindre aucune résistance, se divisèrent en groupes hostiles, et qu'il se forma bientôt parmi eux une fraction assez compacte pour servir de base à une combinaison ministérielle sur laquelle pourrait s'appuyer la régente en dehors de Mendizabal.

Les chefs de cette nouvelle fraction, sortie du parti progressiste, et que nous voyons peu à peu, par une pente insensible, s'unir aux modérés, avaient donné des gages sincères à la cause libérale ; c'étaient Isturitz, Galiano et le duc de Rivas, tous trois hommes d'esprit et de talent, le second réputé pour son éloquence hors ligne, le troisième

arrivé alors par ses productions dramatiques à l'apogée de la gloire littéraire. Jusqu'alors ils avaient toujours fait cause commune avec les esprits les plus ardents ; à ce moment, en face du triomphe général du parti qu'ils ont toujours servi, comme tant d'autres révolutionnaires inconséquents, ils croient que la nation a besoin de s'arrêter sur la pente et ils veulent donner le signal d'un temps d'arrêt, d'un retour à l'esprit d'ordre et de stabilité. Ils veulent dire à la marée montante : Tu n'iras pas plus loin. Les modérés, exclus de la Chambre par le suffrage de la nation, accueillent avec faveur cet appui inespéré ; des pourparlers eurent lieu entre les principaux d'entre eux et ceux que le ressentiment naturel des autres progressistes va qualifier d'apostats. Quand les deux Chambres se réunissent le 22 mars, on voit dès les premières séances se manifester, soit aux Procérès, soit aux Procuradorès, la ligne spéciale que se proposent désormais de suivre le duc de Rivas, Isturitz et Galiano. Isturitz était candidat à la présidence. Il trouve le cabinet prévenu et déjà en garde contre son hostilité, et ne passe qu'avec la plus grande peine le quatrième sur la liste des candidats présentés au gouvernement pour la constitution du bureau ; pour se venger de cet échec, il prépare une opposition redoutable au cabinet pendant la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne, et il formule contre Mendizabal, son ancien ami, de vagues récriminations qu'une lâche calomnie devait bientôt transformer en accusations perfides de malversation et d'improbité. Le président du conseil, devant cette accusation attentatoire à son honneur, oublia tous les souvenirs d'une longue camaraderie et d'une vieille liaison ; il envoya des témoins à son adversaire, et Madrid apprit bientôt qu'un duel au pistolet, heureusement sans issue funeste, avait eu lieu dans les champs de San Isidro entre le président du conseil et Isturitz.

De même qu'il ne prouve rien ni pour ni contre Mendizabal, ce duel ne modifia en rien la situation politique respective des partis. Galiano et le duc de Rivas, qui n'avaient pas avec le chef du cabinet les liens d'amitié qui retenaient Isturitz, creusèrent dans la discussion de l'adresse l'abîme qui commençait à les séparer des autres progressistes.

Galiano insistait avec acharnement sur les étranges oublis qu'il avait observés dans le message de la couronne : on n'y avait parlé ni de l'obligation de présenter les budgets, ni de l'usage qui avait été fait du vote de confiance. Le dictateur avait-il donc l'intention de continuer l'exercice d'une autorité excessive, avec laquelle il n'avait pas encore, suivant sa promesse, mis un terme à la guerre civile?

A l'estamento des procérès le duc de Rivas, soutenu par une majorité modérée, faisait voter une pétition sommant le gouvernement de suspendre l'exécution des décrets du 19 février et du 5 mars (6 mai).

A ces attaques, le parti avancé de la Chambre des procuradorès voulait répondre par des mesures énergiques ; il demandait au ministère, pour lui donner son concours, l'augmentation du nombre des procérès, la révocation de Quesada et San Roman, directeurs généraux de l'infanterie et des milices provinciales, spécialement la retraite du général en chef de l'armée du Nord, Cordoba, dont on commençait de nouveau à redouter les idées politiques. Cette dernière mesure était particulièrement redoutée de la régente, qui avait une confiance extrême dans ce général et qui craignait par-dessus tout de voir à la tête des troupes en campagne contre don Carlos un homme dont elle pût soupçonner la fidélité dynastique ; Mendizabal s'était déjà aperçu, dans ses entretiens avec Christine, qu'il devait, pour garder le pouvoir, ménager avec le plus grand soin cette susceptibilité spéciale ; aussi avait-il toujours entre-

tenu avec Cordoba les rapports les plus amicaux, quelques difficultés que cherchât à lui susciter ce militaire adroit, préoccupé avant tout d'attribuer devant l'opinion publique à l'exiguïté des ressources qu'on lui fournissait l'impuissance manifeste de ses efforts. Au mois de décembre 1835, le comte Almodovar, ministre de la guerre, s'était rendu lui-même en Navarre et s'était longuement entretenu avec le général en chef de tous les besoins des troupes ; le ministre et le général s'étaient mis parfaitement d'accord : aussi la régente n'eut-elle aucun soupçon tant que le portefeuille de la guerre resta entre les mêmes mains ; mais lorsqu'à la fin d'avril Mendizabal, pour consolider le cabinet, confia le ministère de la guerre à Rodil et celui de la marine à Chacon, Almodovar passant aux affaires étrangères, Christine observa avec une attention particulière les premiers décrets qui furent présentés à sa signature : bientôt elle crut s'apercevoir d'un effort persévérant pour glorifier des subordonnés comme Ewanz, Espartero, au détriment du général en chef, et, sans soulever de discussion sur ce terrain, elle attendit l'heure de manifester sa désapprobation à la ligne politique que suivait le cabinet : l'occasion se présenta le jour où la retraite de Quesada et de San Roman lui fut demandée ; elle s'y opposa d'une manière absolue et obligea par son attitude le ministère tout entier à donner sa démission (15 mai).

Le successeur de Mendizabal était tout indiqué, c'était le chef de l'opposition dans la Chambre des procuradorès, Isturitz, que sa récente évolution jetait définitivement dans les bras des modérés, et que ceux-ci présentaient alors à la régente comme le seul homme capable, avec ses amis, de sauver le Statut royal, s'il consentait à entreprendre cette œuvre difficile.

Ainsi s'acheva le premier ministère de Mendizabal ; pen-

dant sa courte durée de huit mois une secousse salutaire avait été donnée à la nation par la mise en vente des biens du clergé ; et la grande question qui va se poser pour les nouveaux ministres sera désormais de savoir s'ils veulent encourager ce mouvement ou l'enrayer. Toute la politique intérieure de l'Espagne se bornera pendant longtemps au décret de désamortissement et à la façon de l'appliquer.

Nous n'avons pas eu encore occasion de signaler les diverses dispositions financières de Mendizabal, et cependant c'est de ce côté qu'on attendait le plus de ses talents ; on lui attribuait une facilité extraordinaire à trouver des expédients et des ressources ; on croyait à des combinaisons ingénieuses qui changeraient du tout au tout la situation du Trésor. Grande folie, car une telle modification n'était et ne pouvait être au pouvoir de personne. Avec la guerre civile et les discordes intestines, l'absence de travail et la misère générale, la baisse des fonds publics et la disparition du crédit étaient inévitables ; en faire peser la responsabilité sur Mendizabal, comme ont entrepris de le faire les modérés, c'est commettre une injustice flagrante.

Ce qui reste certain, c'est qu'en mettant hardiment la main sur les immeubles du clergé, il a remis en circulation un élément considérable de richesse. Que si, moins pressé de réaliser, il se fût efforcé de tirer directement des cultivateurs eux-mêmes les prix des biens aliénés, au lieu d'exciter la spéculation de la Bourse en admettant au payement certains titres de la dette, on n'eût pu lui reprocher d'avoir provoqué l'agiotage. N'oublions pas cependant que, sans ressources, avec un crédit ruiné et les énormes dépenses d'une guerre civile, il se trouvait réellement à la merci des boursiers et spéculateurs.

Malgré tous les embarras de sa situation, il voulut cependant continuer l'œuvre entreprise par Toreno pour le règle-

ment de la dette publique. Celui-ci était parvenu à convertir tous les titres extérieurs. L'opération était beaucoup plus difficile et plus compliquée pour les titres intérieurs; il fallait pourtant l'entreprendre, si jamais l'on voulait arriver à constituer le crédit public.

Un décret du 16 février 1836 ordonna donc qu'il serait procédé immédiatement à une liquidation générale de tous les crédits qui à titre légitime seraient à la charge de la nation; la date du 31 décembre 1836 était péremptoirement fixée pour la présentation de tous les documents : devait être tenue pour non avenue postérieurement toute dette dont les titres n'auraient pas été produits dans ce délai.

Un décret du 18 février arrêta la consolidation successive en six années des trois espèces de dettes connues sous le nom de Vales non consolidés, dette courante à 5 pour 100 papier, et dette sans intérêt, qui auraient été déjà reconnues et liquidées à cette date; on laissait aux Cortès futures le soin de fixer comment serait amortie la partie de la dette qui restait encore à reconnaître et à liquider (voir note I). De semblables mesures dans un état normal n'auraient produit sur les cours qu'un effet salutaire; mais à cette époque, comme les créanciers redoutaient vivement l'impossibilité pour le Trésor de faire face à ses obligations et de payer les coupons, loin d'être accueillies avec sympathie, elles produisirent de très-vives alarmes. Le 5 pour 100 était descendu à 44; on objectait qu'à la suite de cette consolidation la somme annuelle des intérêts à payer serait accrue dans des proportions considérables; et en effet l'expérience prouva qu'il s'agissait d'une création nouvelle pendant six ans de plus de 20 millions de rente par an, venant s'ajouter à un déficit annuel de 200 millions.

Par les conditions du vote de confiance, Mendizabal s'était interdit tout emprunt nouveau, toute aliénation des

biens de l'État. On croyait ainsi lui avoir lié les mains; mais il retrouva dans les coffres du Trésor une foule de titres qui n'avaient pas été négociés, bien qu'ils fussent légalement émis, entre autres un grand nombre de titres provenant de l'emprunt traité en 1823 par les Cortès de Cadix avec le concours des banquiers anglais Campbell et Lubock, et d'autres provenant du dernier emprunt de 1834 restés disponibles par le refus des détenteurs des anciens titres de se prêter à la conversion. Ce sont ces valeurs qui permirent au ministre de faire face aux énormes dépenses qui pesaient sur lui; et avec les conditions qui lui étaient imposées, alors que les contributions étaient si difficiles à recouvrer, il est remarquable qu'il ait pu faire face au payement du semestre échu le 1er mai 1836.

Il est vrai que beaucoup de services étaient arrêtés, que des arriérés considérables étaient dus aux troupes, que celles-ci mal entretenues étaient presque partout obligées de vivre sur le pays lui-même et que les classes passives, et même beaucoup d'actives, ne recevaient pas les sommes qui leur revenaient; ce qui jetait dans toutes les relations sociales une inquiétude et un malaise, présage de nouvelles calamités; mais ces maux étaient inséparables de la guerre civile.

C'était rêver l'impossible que de songer en de pareilles circonstances à restaurer le crédit : il fallait avant tout vaincre don Carlos; les alternatives qui se succédaient en Navarre, dans les provinces basques, en Catalogne et dans le Maestrazgo avaient plus d'influence sur le cours des fonds publics que les décisions de la Chambre et les modifications ministérielles.

Dans les provinces basques et en Navarre la guerre avait pris depuis le mois de septembre 1835 une tournure plus favorable pour les libéraux : ce n'est pas que l'armée carliste eût subi quelques revers sérieux, qu'elle eût été en-

tamée ou atteinte par la démoralisation : elle avait seulement cessé de grandir. A mesure qu'elle s'était installée plus fortement dans les parties montagneuses du Guipuzcoa, d'Alava, de Biscaye et de Navarre, elle avait complété son organisation en circonscrivant son action. Elle disposait véritablement en maîtresse des revenus de ces provinces, mais elle ne pouvait plus communiquer avec les territoires voisins. Le nouveau général en chef des christinos, déjà supérieur par le nombre, avait imaginé un nouveau système de blocus qui l'enfermait dans un espace resserré, l'obligeait à en consommer toutes les ressources, et devait la réduire finalement par la famine.

Le succès d'un tel système, sans être immédiat, était infaillible si on le pratiquait avec vigueur et persévérance. Le gouvernement avait approuvé ce plan, et c'est en y faisant allusion que Mendizabal annonçait dans sa proclamation le terme prochain de la lutte; avec son exagération andalouse, il se forgeait d'étranges illusions sur la rapidité avec laquelle les lignes de Cordoba allaient se resserrer pour devenir efficaces.

Dès le milieu d'octobre, don Carlos, persuadé de l'insuffisance de Gonzalez Moreno, que personne au reste ne regretta, l'avait remplacé par un autre de ces officiers généraux qui avaient été les soutiens de la politique de Ferdinand VII. Il avait choisi cet Eguia, que nous avons vu en 1814 chargé à Madrid d'emprisonner tous les partisans du régime constitutionnel. Quoique vieux et mutilé à la suite d'un accident resté inexpliqué (1), Eguia ne manquait pas d'activité; incapable de conception stratégique, il avait

[1] En 1820, par le courrier d'Astorga, Eguia, alors capitaine général de la Galice, reçut un pli fermé, qui au moment où il fut ouvert produisit une forte détonation. Eguia eut les doigts des deux mains emportés et reçut diverses blessures à la tête et sur tout le corps.

une certaine habitude des opérations militaires, et sur le terrain ne se laissait ni entamer ni surprendre ; à la combinaison imaginée par Cordoba, il opposa ce qu'il appelait un système défensif-offensif; c'est-à-dire que, profitant de l'avantage extraordinaire que lui donnait sa position centrale contre un ennemi obligé de s'étendre sur une vaste circonférence, il attaquait successivement avec toutes ses forces les divers points de la circonférence qui l'enfermait et entravait l'investissement en obligeant son ennemi à des concentrations fréquentes et rapides.

Cordoba avait choisi comme quartier général Vittoria, qui semblait offrir le plus de facilités pour communiquer avec les cités de Pampelune, de Saint-Sébastien et de Bilbao; préoccupé de ce choix, Eguia apporta longtemps le plus grand soin à fermer l'entrée des montagnes qui séparent les deux provinces d'Alava et de Guipuzcoa. Le grand essor de la cause carliste datait du jour où la route de France, des environs de Saint-Sébastien jusqu'au-delà de Mondragon, était tombée aux mains de Zumalacarreguy ; on pensait donc à la cour de don Carlos qu'il fallait à tout prix la conserver. Eguia en était également convaincu ; aussi, tandis que partout ailleurs il abandonnait facilement les positions à l'ennemi, quand celui-ci se présentait en force supérieure, il mit pendant tout son commandement le soin le plus grand à fermer d'une manière absolue aux troupes libérales cette entrée dans le Guipuzcoa; il fit établir dans ce but des espèces de lignes, formées de quelques épaulements grossiers, au défilé d'Arlaban, destiné à être le théâtre de luttes nombreuses et sanglantes.

Dès la fin d'octobre, Cordoba fit une première tentative de ce côté ; il entra d'abord à Salvatierra, et parut vouloir marcher en avant. Les positions prises par Eguia devant le château de Guévara lui en imposèrent, et il rentra à Vitto-

ria sans avoir tiré d'autre résultat de cette démonstration, qui lui causa cependant des pertes sensibles, que d'avoir fourni à Espartero l'occasion d'effectuer une marche difficile sur le chemin de Vittoria à Bilbao par Durango.

C'est sous l'impression de cet acte que Cordoba entreprit résolûment dans les premiers jours de décembre la construction de lignes destinées à se relier entre elles par des points fortifiés; il se réserva à lui-même leur organisation du côté de l'est, laissant à Espeleta et à Espartero le soin de les établir entre Vittoria et la mer Cantabrique.

De Pampelune à l'Èbre, au-dessous de Puente la Reina, il fortifia le pont de Larraga, et fit sauter tous les ponts de l'Arga. La possession momentanée d'Estella, qu'il occupa un jour entier (15 novembre), mais qu'il fut obligé d'abandonner aussitôt, lui laissa croire un instant qu'il pourrait relever la ligne du sud bien au-delà d'Arcos et de Lerin : mais il dut bientôt se convaincre que cette espérance était chimérique.

L'essentiel du reste était pour lui de fermer toutes les communications entre la Navarre et le haut Aragon ; il importait extrêmement d'empêcher le départ d'une nouvelle colonne pour la Catalogne, et de s'opposer au retour des débris de la troupe de Guergué; ses efforts réussirent en partie seulement; un des généraux divisionnaires d'Eguia, Iturralde, fut arrêté dans sa marche sur le haut Aragon; un lieutenant de Guergué fut surpris avec toute sa troupe, dans les environs d'Aoiz, au moment ou il se croyait déjà en sûreté sur le territoire navarrais (30 novembre); mais Guergué lui-même, avec les quelques soldats qui lui restaient, put échapper et reparaître à la cour de don Carlos au milieu des plus vives acclamations, ce qui ne l'empêcha pas de subir de longues et justes récriminations pour l'in-

décision qu'il avait montrée pendant toute son expédition.

En voyant Cordoba occupé du côté de la Navarre, Eguia crut le moment favorable pour agir sur la côte cantabrique ; il fit presser Saint-Sébastien, bloqué déjà depuis le mois d'août, ordonna d'assiéger des forts placés entre cette cité et la frontière française, et en attaquant le château de Guetaria montra son désir de s'assurer une station navale où il pût organiser une force maritime.

Saint-Sébastien était en état de résister, et on put envoyer à temps un secours suffisant au château de Guetaria; aussi n'y avait-il pas lieu de trop s'inquiéter de ces démonstrations. Cependant Cordoba, après avoir obtenu, dans une entrevue avec le ministre de la guerre, l'approbation de tous ses plans, sentit qu'il était nécessaire, malgré l'hiver, d'éloigner le gros de l'armée carliste des deux importantes places de Saint-Sébastien et de Bilbao, sur lesquelles elle pouvait tenter quelque coup dangereux, si elle restait trop longtemps maîtresse de ses mouvements.

En conséquence, vers les premiers jours de janvier, des forces importantes furent de nouveau concentrées à Vittoria. Eguia, informé à temps, s'empressa d'arriver au défilé d'Arlaban. Ce fut là même que Cordoba voulut cette fois aller le chercher; malgré la rigueur de la saison, malgré l'aspérité du terrain, malgré les dangers que le froid et le vent offraient dans ces parages, il conduisit ses divisions à l'assaut des positions occupées par les carlistes (16 janvier 1836), se rendit maître de plusieurs d'entre elles au prix des plus grands sacrifices, mais sans obtenir d'autre résultat direct que celui d'envoyer à Madrid quelques bulletins pompeux où l'impuissance était dissimulée avec art sous les descriptions poétiques et les déclarations emphatiques. En célébrant le courage déployé par Narvaez et la ténacité d'Espartero, il prépara la renommée future de ces deux

généraux et voulut s'appliquer à entourer leurs actes de cette auréole militaire qui enthousiasme à un si haut degré les imaginations espagnoles.

A peine venait-on de recevoir à Madrid la nouvelle de ce choc où l'on avait acheté la gloire au prix d'un sang si précieux, que l'apparition d'une colonne carliste dans la Nouvelle-Castille vint jeter une inquiétude extrême dans la population madrilène. C'était le chanoine Batanero qui, à la tête de 260 cavaliers bien montés, bien armés, avait franchi la ligne de l'Ebre, et avait pu pénétrer sans rencontrer d'obstacles jusqu'à Signenza.

On se mit à sa poursuite. Batanero, rançonnant les petites cités qu'il trouvait sur son passage, fut assez heureux pour échapper à tous les piéges; il menaça Ségovia et la Granja, se replia dans la province de Burgos, et put rentrer en Biscaye avec tout son butin. Son expédition n'était qu'une opération de brigandage sur une grande échelle; cependant, comme elle s'effectua au milieu de populations dont l'esprit était des plus douteux, qu'elle surexcita vivement les espérances des carlistes de l'intérieur, et qu'elle sema la terreur aux environs de la capitale, elle profita considérablement à don Carlos.

Cordoba connaissait trop la faiblesse de Batanero pour s'en inquiéter; malgré les invectives de journaux madrilènes qui donnaient à ce détail une importance exagérée, il continua à poursuivre l'exécution de ses plans; son attention se portait surtout sur les vallées aboutissant à la frontière française. Dans celles de Roncal, d'Ayezcoa et de Salazar, il fit armer ceux des habitants qui étaient bien disposés pour la cause libérale et chercha à établir entre eux une sorte de fédération pour les mettre en état de résister à toute agression. Dans celle de Roncevaux, il fortifia Burguete, et plus bas Zubiri et Larissaona, de manière à posséder une ligne

presque ininterrompue de Valcarlos à Pampelune; il occupa le Baztan et, afin de tendre la main aux troupes de Saint-Sébastien, il chercha à s'entendre avec le général Harispe, commandant en chef des troupes françaises de l'autre côté des Pyrénées, en qui il ne trouva qu'un concours très-peu efficace à cause du mécontentement qu'excitait dans le cabinet de Paris l'engouement malheureux de Mendizabal pour la libre Angleterre. Ces opérations n'étaient pas achevées, lorsque Cordoba fut vers le 10 février rappelé à Vittoria par la nouvelle de quelques revers survenus du côté de Bilbao. Arrêté par les neiges dans les marais d'Ulzama pendant plus de dix jours, il ne put revenir avec la célérité suffisante; du reste, à peine avait-il atteint avec ses troupes la ville de Vittoria, qu'il apprenait déjà le percement de la ligne de Zubiri ( 4 mars), créée avec tant d'efforts.

La mission de fortifier la ligne de l'ouest entre Vittoria et la mer avait été confiée aux généraux Espeleta et Espartero, le premier opérant sur le versant cantabrique, le second sur le versant qui fait face à l'Ebre : tous deux devaient s'entendre pour protéger Bilbao et pour établir des communications entre cette ville et Vittoria ; ils devaient garantir les deux points fortifiés de Balmaseda et de Villalba de Losa, qui assuraient, l'un la vallée du Mena et l'autre le passage de la Peña de Orduña. Eguia, dès qu'il vit le général en chef de l'armée libérale engagé dans les vallées de Roncevaux et du Baztan, pensa qu'il aurait facilement raison de ses lieutenants, et qu'il pourrait les écraser avant qu'ils pussent être secourus : en conséquence il se précipita sur Balmaseda, s'en empara (9 février), prit Marcadillo, et menaça de pénétrer dans la Vieille-Castille par Villa Santa et Villarcayo. Ce fut la nouvelle de cette attaque qui détermina le départ de Cordoba pour Vittoria ; elle décida aussi Espartero à quitter ses positions pour se diriger par Pancorvo sur

Villarcayo afin de protéger la Castille ; mais Eguia, satisfait d'avoir pris Balmaseda, se replia, et sûr de n'être pas inquiété, il alla brusquement attaquer la petite ville fortifiée de Plencia, dont il s'empara (25 février).

Beaucoup plus importante que celle de Plencia, la perte de Balmaseda compromettait tout le système de blocus du général en chef ; aussi, à peine Cordoba fut-il de retour à Vittoria, qu'il songea à reprendre ce poste ; il rappela Espartero auprès de lui, ordonna à Espeleta d'attaquer la garnison de Balmaseda, et, pour que rien ne pût le distraire de cet objet, chargea le général Lacy Ewans, chef de la légion auxiliaire anglaise, du commandement de toute l'aile gauche, qui comprenait aussi la défense des deux places de Bilbao et de Saint-Sébastien.

Espartero, dans sa marche sur Vittoria, rencontra les carlistes à Orduña ; il s'ouvrit un passage, s'incorpora la division du général Mendez Vigo, la reconduisit à travers les montagnes jusqu'à sa jonction avec Espeleta, et, à son retour, eut un nouveau combat à livrer sur les hauteurs de Unza (20 mars), avant de pouvoir communiquer avec Vittoria.

Pendant ce temps Espeleta recouvrait Balmaseda, rétablissait ses lignes et reprenait possession de la vallée de la Mena.

De son côté, Lacy Ewans renforçait peu à peu les garnisons de San Sebastian et de Bilbao, mettait cette dernière ville à couvert contre toute tentative, et faisait expédier peu à peu de Santander à San Sebastian un corps de 8000 hommes, afin de pouvoir prendre l'offensive sur les derrières de l'armée carliste. Eguia ne parut pas se douter de l'orage qui s'amoncelait derrière lui ; il avait commencé le siége de Lequeitio, petit port situé sur la côte cantabrique ; il s'y acharna jusqu'à ce qu'il s'en fût rendu maître (12 avril) ; il descen-

dit ensuite sur Amurrio et Orduña avec l'intention apparente de forcer une seconde fois les lignes de l'ouest; mais il rencontra les forces d'Espeleta et de Mendez Vigo, qui, malgré leur infériorité, lui opposèrent à Orrantia une résistance invincible et donnèrent à Cordoba et à Espartero le temps d'accourir. Les forts de Balmaseda et de Villalba de Losa résistèrent à toutes les tentatives qui furent dirigées contre eux. Eguia dut se retirer vers la fin du mois d'avril sans avoir réussi à autre chose qu'à attirer l'armée de Cordoba au milieu des montagnes, où elle fut surprise par le mauvais temps et où, pendant plus de huit jours, elle eut à supporter toute sorte de privations et de fatigues.

Cependant les troupes dirigées par Lacy-Ewans au secours de San Sebastian étaient arrivées enfin par mer à leur destination : tout était prêt pour une attaque sérieuse contre les lignes fortifiées établies par les carlistes autour de cette place. La sortie eut lieu le 5 mai et fut couronnée de succès. Les assiégeants, délogés de leurs retranchements, durent se retirer à certaine distance, perdant une partie de leur artillerie et leur chef Sagastibelza, qu'une balle étendit sur le champ de bataille au moment même où il excitait ses soldats à marcher en avant.

Sans avoir une grande portée matérielle, ce succès exerça cependant sur la marche de la guerre une certaine influence; il excita autour de don Carlos de grandes préventions contre Eguia; il fournit aux progressistes de Madrid un prétexte d'exalter Lacy Ewans au détriment du général en chef; il accrut l'importance des troupes auxiliaires aux yeux de la nation, et contribua enfin à relever le moral des libéraux. Un ordre venu de Madrid avait déterminé le général en chef à tenter une nouvelle marche en avant; et, cette fois encore, il avait pour objectif Arlaban, quand se passèrent à Madrid les incidents que nous avons racontés et qui

amenèrent la démission de Mendizabal et l'avénement du ministère Isturitz.

Il fallait que les libéraux comptassent sur une grande supériorité numérique pour s'arrêter au plan de Cordoba; et, en effet, l'arrivée des troupes auxiliaires, la levée de 100 000 hommes surtout, leur permettaient enfin d'occuper les points les plus importants et de détacher plusieurs colonnes d'opération.

Mais des conscrits n'étaient point des soldats : il fallait les instruire, et pour cela affaiblir les cadres des meilleurs sous-officiers instructeurs, pour les enfermer, avec les recrues, dans les dépôts.

On peut évaluer à 17 000 le nombre des renforts qui furent envoyés à Cordoba pendant les huit mois du ministère Mendizabal; si encore ils étaient venus dans un état parfait d'équipement et d'habillement, si leur solde, leur nourriture eussent été assurées, les inconvénients de leur instruction eussent été rapidement compensés par les résultats prochains qu'on aurait pu attendre d'eux; mais, comme la vraie difficulté, avec la pénurie, était l'approvisionnement, le général en chef put se plaindre, avec juste raison, qu'on l'affaiblissait au lieu de le renforcer. Il est plus difficile de nourrir 75 000 hommes que 50 000; et lorsque tout fait défaut à la fois, provisions, munitions, habillement, l'arrivée des recrues peut devenir un embarras, une calamité [1].

Toute la correspondance de Cordoba avec le ministère est pleine des réclamations incessantes du général; tout lui

[1] On trouve des évaluations bien différentes de l'effectif réel des troupes de Cordoba.

Voici à ce sujet ce qu'il dit lui-même :

« Le commandement de l'armée de réserve avait mis sous mes ordres, avec quatre provinces de plus (Burgos, Santander, Soria et la Rioja), les troupes qui les occupaient et y tenaient garnison. C'était

manque à la fois; il ne peut même payer la solde aux troupes auxiliaires et voit naître sous ses yeux l'indiscipline sans être en état d'y remédier avec l'énergie suffisante, puisque l'Etat se montre lui-même impuissant à satisfaire aux besoins de ses soldats.

La licence des troupes prit, à certains moments, de telles proportions que, sans une forte répression, les liens de la discipline se seraient tout à fait relâchés. C'est à Espartero qu'on doit l'action énergique qui, dans cette grave circonstance, fit revenir l'armée sur elle-même et la ramena au sentiment de ses devoirs. Le 13 décembre 1835, instruit des excès les plus coupables commis par des volontaires basques, connus sous le nom de *chapelgorris*, il ordonna que le bataillon dont ils faisaient partie, déshonorant l'armée par son exécrable conduite, serait inexorablement décimé. L'exécution de six victimes prises au sort arrêta le débordement d'une soldatesque effrénée. De violentes récriminations furent dirigées dans les Cortès contre une décision aussi terrible, d'autant plus douloureuse que parmi les victimes se trouva un patriote volontaire regretté de tous; mais si le salut de l'armée tout entière dépendait d'une mesure semblable, comment la condamner? En face de l'ennemi, il est indispensable que la discipline soit res-

environ 30 000 hommes, mais il n'y avait pas moyen de les déplacer des points où ils étaient établis.

« Aussi, en évaluant à 120 000 hommes l'effectif nominal mis à ma disposition, faut-il en déduire :

« 1° 42 000 fantassins et 1 700 cavaliers maintenus dans les garnisons;

« 2° 20 000 hommes constituant ce qu'on appelait la force en commission (magasins, bureaux, absences, congés);

« 3° 21 000 hommes, pour les malades, blessés, et en général toutes les pertes provenant des accidents de la guerre.

« Ce qui laisse une force réelle et active de 36 000 hommes. » (Mémoire justificatif du général Cordoba. Madrid, 1837.)

pectée, et quand un corps tout entier s'y soustrait, celui qui a la responsabilité se trouve souvent entraîné à une sévérité nécessaire.

On conçoit que les ministres et les généraux de don Carlos cherchassent à tirer tout le parti possible de la connaissance qu'ils avaient de la pénurie et de l'indiscipline de l'armée libérale. Des efforts constants tendaient à faire apparaître l'armée carliste comme toujours mieux nourrie, mieux approvisionnée; obligée à des marches plus rapides, mais beaucoup moins longues, elle trouvait ses approvisionnements disposés partout où elle se rendait; le paysan, généreusement payé, et d'ailleurs en conformité d'idées, s'empressait d'apporter tout ce qui faisait défaut. On espérait aussi propager la désertion parmi les auxiliaires; ainsi une compagnie de déserteurs anglais avait pu être formée sous les ordres du capitaine Wilkinson; quant aux soldats espagnols, s'ils offraient parfois, pour obtenir la vie sauve, de s'incorporer dans les rangs carlistes, ils cherchaient, pour la plupart, une occasion de retourner sous leurs drapeaux et la saisissaient avec le plus louable empressement.

Acharné dans son idée de constituer un ministère général qui étendît son action à toutes les provinces de la Péninsule, don Carlos se trouvait sourdement en lutte avec les juntes de Navarre et des pays basques. Les besoins de la nouvelle cour croissaient de jour en jour; on voyait affluer autour du monarque des courtisans assidus, à la langue dorée, critiquant les actes des militaires, mais ne se battant jamais, voulant qu'on luttât pour eux, mais que tous les bénéfices de la victoire leur fussent attribués; cette cohue d'inutiles avait mérité, par son attitude, un surnom bizarre, celui d'*ojalateros*, provenant de leur exclamation favorite : *Ojalà se ataque y ganemos, ojalà!* Plaise à Dieu qu'on attaque et que nous gagnions! Epithète d'autant plus ridicule

et plaisante que le mot espagnol *hojalateros* signifie ferblantiers. Antipathiques aux véritables soldats qui connaissaient et supportaient seuls les difficultés de la guerre, ces conseillers d'antichambre étaient peut-être encore plus détestés des hommes dévoués qui, dans les juntes, avaient tout le fardeau ingrat de l'administration; déjà la junte de Biscaye, mécontente, avait eu de vifs démêlés avec Eguia, et les bataillons biscayens maugréaient de n'être pas payés régulièrement par la députation provinciale.

Ce qui mécontenta surtout les juntes, ce fut l'obligation d'établir de nouveaux impôts contraires à leurs habitudes d'économie et de sage administration; l'aggravation de souffrances qu'ils infligeaient aux populations faisait déjà pressentir tous les maux d'une obstination aveugle.

Un coup terrible avait été porté à l'industrie de ces provinces par le décret français du 3 juillet 1835, qui prohibait tout trafic entre les départements frontières et le pays carliste : il eût fallu, pour compléter cette mesure, que le blocus de Cordoba fût organisé dès lors. Mais les libéraux espagnols n'étaient pas en état, à cette époque, d'utiliser les bonnes dispositions du gouvernement français.

Plus tard, pendant le ministère de Mendizabal, on se rappelle la faveur dont jouit à Madrid la politique anglaise à l'exclusion de toute autre. Le plus clair résultat de cette préférence fut de mécontenter Louis-Philippe, blessé dans son amour-propre et dans ses visées diplomatiques; sous l'influence de ces nouvelles dispositions, les réclamations du midi de la France, qui se plaignait très-vivement de la suspension de son commerce avec le nord de l'Espagne, n'eurent pas de peine à faire abroger la prohibition par une ordonnance du 26 mars 1836.

Ce revirement rendit la vie aux provinces insurgées et porta le coup de grâce au système de Cordoba; tous les

efforts tentés par ce général pour affamer l'armée carliste devenaient inutiles. Les juntes, sûres de s'approvisionner à la frontière et puisant dans les droits de douane, habilement exploités, une nouvelle source de richesses, n'eurent plus à craindre la disette et l'absence de numéraire. C'est ainsi que Cordoba, partisan décidé de l'influence française, se trouva la victime expiatoire des affinités britanniques de Mendizabal et des progressistes.

Les difficultés que rencontraient les ministres de don Carlos avec les juntes de Navarre et des provinces basques leur faisaient vivement désirer le moment où la monarchie absolue pourrait trouver ailleurs une armée plus maniable; aussi attachaient-ils de jour en jour plus d'importance aux progrès de la guerre civile sur les autres points de la Péninsule.

Pendant toute la période du ministère de Mendizabal, un effort considérable fut tenté pour organiser la lutte en Catalogne d'une manière régulière. Nous avons déjà vu que les éléments ne faisaient pas défaut, particulièrement dans la montagne, dont les tendances superstitieuses étaient depuis longtemps en désaccord avec l'esprit libéral des villes et du littoral. Dès que Guergué, avec sa colonne navarraise, eut pénétré dans le haut de la province de Lerida, il rallia autour de lui la plupart des chefs de bande : Borges, Sanso, Ros de Eroles; il se vit renforcé de plus de 5 000 hommes, et se trouva à la tête d'une véritable armée (fin septembre).

C'eût été le moment de tenter quelque coup décisif : les habitants de la Catalogne, encore sous l'impression des événements qui venaient de s'accomplir, privés de chef, aiguillonnés par la junte de Barcelone, mais n'ayant en elle qu'une confiance limitée à cause de son caractère exclusivement local, étaient hors d'état de se grouper pour opposer une résistance efficace. L'officier qui avait pris le

commandement des troupes libérales après la retraite de Llauder, Pastors, avait pu tenir tête à la colonne navarraise tant qu'elle avait été réduite à ses seules forces; mais le jour où les troupes d'Aragon restèrent sur le territoire de cette province, tandis que les bandes catalanes venaient s'ajouter à la colonne de Guergué, de poursuivant il devint poursuivi et dut abandonner non-seulement les deux vallées de la Noguera Pallaresa et du Sègre, mais encore tout le massif de montagnes situé entre le Sègre et le Llobregat, que domine la ville de Solsona; il se retira d'abord à Cardona, puis à Agramunt, laissant à chaque cité le soin de se défendre elle-même contre l'envahisseur.

Le plus vaste champ se trouve alors ouvert aux déprédations des carlistes; s'ils eussent été bien dirigés, ils eussent profité de ce moment de répit pour compléter leur organisation; mais Guergué était au-dessous de sa tâche; il ne se considérait pas comme le général appelé à régulariser la guerre civile en Catalogne; il savait que cette mission avait été confiée au comte d'Espagne, à ce terrible personnage dont nous avons raconté les sanglantes barbaries sous le règne de Ferdinand VII, et il se contentait d'agir en simple commandant d'éclaireurs.

Les chefs de bande furent chargés d'attaquer les bourgades qui pouvaient donner la clef des montagnes, Solsona, Pons, Berga, Prats de Llusanès; mais leur faiblesse les condamnait à être repoussés. Guergué, au contraire, s'élançait jusque dans les vallées du Ter et du Fluvia, parcourait le haut et bas Ampurdan, se présentait à la frontière, en apparence pour se mettre en relation avec les autorités françaises, en réalité pour faciliter l'entrée du comte d'Espagne, qu'on savait échappé des mains de la police française et dont on espérait l'arrivée d'un moment à l'autre.

L'occupation de la ville d'Olot, à l'entrée de l'Ampurdan, eût été pour lui un succès considérable, en lui donnant une base d'opérations. Mais, au moment où il la serrait de près, il entreprit tout à coup de nouvelles opérations, laissa devant la place un de ses officiers, Juan O'Donnell, avec un corps insuffisant, et dispersa ses troupes en plusieurs colonnes.

Devant tant d'indécision et d'impuissance, les libéraux se remirent facilement de la panique que leur avaient d'abord causée les premiers succès de Guergué. La junte de Catalogne sut d'ailleurs étendre son action jusqu'aux limites extrêmes de la province et faire sortir de la capitale des bataillons entiers de la milice nationale pour soutenir le drapeau de la cause libérale. C'est ainsi qu'Olot fut sauvé par l'arrivée opportune de secours venus en toute hâte, et le succès qu'obtinrent en cette circonstance les libéraux fut encore relevé par la capture de Juan O'Donnell, officier de cavalerie très-distingué dont les carlistes faisaient le plus grand cas.

Si le comte d'Espagne fût parvenu à franchir la frontière, les échecs provoqués par l'indécision de Guergué eussent été bientôt réparés; mais, accompagné par deux des principaux chefs catalans, Sanso et el Muchacho, le comte avait été égaré par son guide dans les Pyrénées, ramené en France lorsqu'il croyait déjà avoir atteint le territoire espagnol, surpris par un détachement de gendarmes français et livré à la police de Louis-Philippe (12 octobre 1835). Reconduit à Céret et de là à Perpignan, il fut emprisonné à Lille et soumis, pendant dix-huit mois, à la plus étroite surveillance.

La nouvelle de cette captivité remplit les libéraux de joie et les carlistes de tristesse; parmi les chefs de bande cependant, plusieurs redoutaient l'arrivée de ce général renommé pour sa sévérité; quoi qu'il en fût de ces sentiments

divers, son absence fit retomber le poids du commandement sur Guergué, que don Carlos investit du titre de général en chef par un décret du 26 octobre.

La mission qui lui était confiée se trouvait des plus difficiles; elle s'étendait à un vaste territoire et devait s'exercer sur 25 000 hommes qu'il fallait nourrir, équiper et habiller si l'on voulait les soumettre à une discipline régulière. Guergué, qui venait de rançonner de très-riches pays, se trouva quelque temps en mesure de se faire obéir, mais il ne sut pas profiter de l'occasion; il choisit, pour commander dans chaque district, ceux qui s'étaient déjà signalés, avec l'intention de les soumettre à l'autorité supérieure de son état-major. Malheureusement pour lui, ces chefs n'étaient que des pillards; ils eurent bientôt détruit son prestige.

De plus, l'indiscipline des bandes catalanes gagna les bataillons navarrais que Guergué avait amenés avec lui; fatigués de marches et de contre-marches au milieu de populations ennemies, qui sonnaient les cloches à toute volée au moindre signal de leur approche, à travers des montagnes abruptes et des ravins profonds, ils se mutinèrent et, profitant d'un hasard qui les avait ramenés vers l'Aragon, ils réclamèrent violemment leur retour en Navarre. On tenta inutilement de les calmer; à la fin Guergué, sentant qu'il n'arriverait jamais à se faire obéir des Catalans, céda, se mit à la tête des Navarrais et, précédé de son lieutenant Cardero, reprit le chemin de la Navarre (premiers jours de décembre). Nous savons déjà que Cardero, enveloppé, fut fait prisonnier, tandis que son chef, plus heureux, réussit à ramener un millier d'hommes auprès de don Carlos.

Abandonnés à eux-mêmes, les chefs de bande ne songèrent plus qu'à reprendre leurs habitudes; en vain un officier, beaucoup plus capable que Guergué, Torrès, chargé du commandement par intérim au nom de don Carlos,

chercha-t-il à leur faire comprendre les avantages de l'union ; sa voix ne fut pas écoutée, à l'enthousiasme succéda le découragement. Les bandes devinrent peu à peu moins nombreuses, et leurs chefs ne songeaient plus à s'unir que par groupes de deux ou trois pour tenter un coup de main : toute action collective leur devenait de plus en plus odieuse.

L'horizon, au contraire, s'éclaircissait pour les libéraux ; Mina, nommé capitaine général par Mendizabal, était accouru à Barcelone et, malgré son grand âge, avait pris résolûment en main la succession de Llauder. La junte s'était effacée devant lui; toute la population l'avait acclamé : l'ordre et le travail s'étaient rétablis dans la grande cité catalane autant que le permettaient ces temps calamiteux et la présence de l'ennemi dans le voisinage.

Mina, avec l'activité prodigieuse dont il était doué, rallia facilement autour de lui tous les hommes dévoués du parti libéral ; il s'occupa d'armer et de grouper tous ceux qui, dans certaines localités, comme la vallée d'Aran, la Cerdagne, se montraient hostiles à la cause de don Carlos ; loin de déprécier l'appui de la garde nationale, il sut au contraire en tirer le plus grand profit en l'embrigadant avec les troupes régulières, et en la plaçant sous la direction supérieure d'officiers de l'armée.

Ces mesures excellentes augmentèrent considérablement ses forces, que vinrent encore accroître les bataillons d'auxiliaires de troupes portugaises et françaises, ce qui lui permit de reprendre partout l'offensive vers la fin de décembre 1835. En même temps qu'il ordonna de résister hardiment à toute incursion, il marcha lui-même sur le massif de montagnes que domine Solsona, et au sein de ce même massif, dans les environs de San Llorens de los Pitens, il vint mettre le siége devant le sanctuaire de Notre-Dame

del Hort, que les carlistes avaient fortifié pour en faire leur dépôt et leur place de rassemblement.

Situé sur un rocher presque inexpugnable dans une contrée où le transport de l'artillerie rencontrait les plus graves difficultés, ce refuge bien défendu pouvait arrêter longtemps les efforts d'une troupe même considérable. Mina, décidé à frapper un grand coup, surmonte tous les obstacles, force les carlistes à abandonner la campagne et à mettre une garnison dans le fort; puis il investit cette garnison, la somme de se rendre, et sur son refus laisse un corps d'observation chargé d'organiser un blocus rigoureux.

Une agitation extrême s'empare des carlistes de Catalogne à la nouvelle de cette attaque inopinée; leur dispersion ne permettait point d'entreprendre une action commune et efficace et ils étaient pourtant menacés jusque dans leur retraite la plus inaccessible. Comme symptôme de cette émotion et en représailles des sévérités de Mina, qui faisait fusiller impitoyablement les officiers rebelles tombant entre ses mains, il y eut une recrudescence notable de pillages, de massacres et d'incendies partout où la guerre civile étendait ses ravages.

En peu de temps les passions atteignirent des deux côtés un degré d'intensité extraordinaire. La multitude à Barcelone était très-impressionnée par les récits de toutes ces atrocités; elle en vint à douter de l'énergie de ses chefs, de la sévérité même de Mina, malgré les preuves irrécusables qu'il en donnait chaque jour et le souvenir vivant encore dans tous les esprits de l'incendie de Castellfolit. On suivait avec une attention fiévreuse les progrès du siége de Notre-Dame del Hort, lorsque le 27 décembre le bruit se répandit dans la ville que les carlistes réfugiés dans le sanctuaire menaçaient de mettre à mort tous les prisonniers qu'ils avaient entre les mains, si l'on cherchait à les ré-

duire, et qu'ils avaient déjà commencé l'exécution de leur menace en massacrant trente-trois de ces malheureux, dont ils avaient précipité les cadavres du haut de leurs rochers.

Ce ne fut qu'un cri d'indignation dans toute la cité ; la population fut émue jusque dans ses bas-fonds ; et comme il ne manque jamais d'éléments de désordre pour traduire en actes un sentiment populaire, des bandes commencèrent à se grouper autour de la citadelle, du fort d'Atarazanas et du Grand-Hôpital, où l'on gardait et soignait un certain nombre de prisonniers carlistes. L'autorité militaire était entre les mains du général Alvarez et de Pastors, commandant de la citadelle ; ces deux officiers ne purent s'entendre sur la ligne de conduite qu'il y avait à suivre. Ce dernier, mû par un noble sentiment d'humanité et d'affection sympathique pour un de ses prisonniers, le jeune et brave colonel pris à Olot, Juan O'Donnell, voulait à tout prix qu'on maintînt la multitude et qu'on embarquât les malheureux destinés au rôle de victimes expiatoires sur des navires anglais ancrés dans le port. Le premier, qui disposait vraiment de la force, craignant des désordres plus grands si certaine satisfaction n'était donnée à l'irritation du peuple, était opposé à toute mesure qui pouvait amener l'effusion du sang entre la troupe et la garde nationale à propos des prisonniers. De cette inaction calculée résultèrent le 4 janvier 1836 de nouvelles scènes de barbarie ; la citadelle, à peine gardée, fut envahie par une foule armée secondée par les soldats, qui pénétra dans les cachots, y massacra tous les prisonniers, puis promena triomphalement dans les rues la tête et le corps de Juan O'Donnell, comme elle avait fait déjà du cadavre du général Bassa. Pastors s'était opposé à ces actes avec une loyale et vaillante énergie ; mais tous ses efforts avaient été inutiles contre la rage populaire déchaînée. Alvarez, à la tête de la milice convoquée, de

toutes les troupes dont il pouvait disposer, laissa s'exécuter les massacres à la citadelle, au fort d'Atarazanas, au Grand-Hôpital, et n'intervint que lorsque cent victimes avaient déjà été inhumainement sacrifiées.

C'est alors que la garde nationale réoccupa les points momentanément occupés par la foule; mais quand la mer est soulevée, elle ne rentre pas facilement dans son lit.

Le lendemain 5 janvier une grande agitation régna toute la journée dans la garde nationale de Barcelone; parmi ses bataillons les uns voulurent profiter de la circonstance pour acclamer la Constitution de Cadix, les autres s'opposèrent énergiquement à un acte aussi impolitique dans les circonstances qu'on traversait. Le moment vint où, sur la place de la Lonja, les deux partis voulurent se compter avant d'en venir aux mains: après de longues hésitations, plusieurs bataillons, même les plus exaltés, abandonnèrent successivement les promoteurs du mouvement, qui restèrent bientôt dans une imperceptible minorité. Dès lors force devait rester à l'autorité militaire pour peu qu'elle voulût agir avec une certaine énergie.

Alvarez paraissait n'attendre que cette démonstration de la garde nationale; dès qu'il en fut informé, il reprit en main l'autorité avec décision, fit disperser les rassemblements, renverser la pierre de la Constitution qu'on avait déjà improvisée, et même arrêter les promoteurs, qui furent conduits pour plus de sûreté sur des navires de guerre. Lorsque Mina, abandonnant les opérations militaires à la première nouvelle de ces désordres, reparut dans la capitale le soir du 6 janvier, tout avait déjà repris sa physionomie habituelle: la tourmente était passée; il ne restait à régler que le sort des prisonniers, qui furent déportés aux Canaries.

Les scènes du 4 janvier 1836 eurent un triste retentisse-

ment dans toute la Catalogne; tous les chefs carlistes, vivant sous la perspective plus ou moins forte de châtiments semblables, et voulant exploiter à leur profit le sentiment si puissant de la terreur, répondirent au peuple barcelonais par de sanglantes représailles. Brujo, Tristany et les autres chefs laissèrent leurs soldats exercer leur instinct de vengeance, presque aussi vivace en Catalogne qu'en Italie et en Corse : la bande de Brujo extermina en un jour quarante-huit prisonniers à Alpens. De longtemps il ne pouvait plus être question dans ces parages du traité d'Elliot. La guerre fut encore plus sanguinaire qu'elle ne l'avait été dans les provinces basques et en Navarre au commencement de l'insurrection.

Et cependant, lorsque la garnison de Notre-Dame del Hort dut renoncer à la résistance, les lieutenants de Mina trouvèrent encore cent quatre prisonniers qu'on avait crus morts et dont la vie avait été respectée.

Le blocus avait duré près d'un mois; en vain le commandant en chef des troupes carlistes, Torrès, aidé des principaux chefs de bandes, avait essayé d'entraver les opérations de l'armée assiégeante; l'absence de discipline, la coopération incertaine des chefs avaient empêché le succès de toute combinaison. Le 22 janvier, la garnison, se voyant abandonnée, et sur le point de manquer de vivres, essaya de s'échapper pendant la nuit en se dérobant au milieu des fourrés et des taillis; les assiégeants étaient en éveil et ne se laissèrent pas surprendre; ils gardèrent avec soin les issues, et le 23 au point du jour passèrent au fil de l'épée tous les malheureux qu'ils rencontrèrent épars dans la campagne. Un seul peloton bien commandé parvint à s'ouvrir passage au travers de la ligne d'enceinte. Le chef de la garnison, Mirallès, était d'abord parvenu à s'échapper; mais, en apprenant que sa femme n'avait pu le suivre, il revint

sur ses pas pour la chercher, et fut ainsi victime de son affection conjugale.

La nouvelle de ce succès, répandue dans toute la principauté, produisit un revirement décisif en faveur de la cause libérale : partout les bandes carlistes, d'agressives qu'elles étaient, durent se mettre sur la défensive ; des colonnes furent organisées par Mina pour les pourchasser dans toutes les directions, dans le Priorat, dans la Haute-Montagne, sur les rives du Sègre, dans la vallée de l'Ebre. L'effectif des soldats carlistes tomba presque instantanément de 25 000 à 11 000 ; réduits à ce nombre et disséminés sur un territoire très-vaste, ils n'étaient plus capables d'aucune opération vraiment sérieuse.

Les chefs, Brujo, Tristany et surtout Torrès, essayèrent de compenser par un redoublement d'activité la lassitude et le découragement des carlistes catalans. Plusieurs faits de guerre tournant en leur faveur, l'attaque de Montblanch, la déroute d'une colonne libérale sous les ordres d'Aspiroz, une invasion de Torrès en Cerdagne, la ruine des fortifications du Bruch, destinées à assurer la libre circulation sur le chemin de Barcelone à Manresa, marquèrent les mois de février, mars et avril. A la fin Mina, fatigué des entreprises chaque jour plus hardies de Torrès, donna cinq brigades au plus actif de ses lieutenants, Gurrea, et lui ordonna de tout sacrifier à la capture de ce dangereux chef de parti. Gurrea était occupé à accomplir la mission qui venait de lui être confiée, et suivait avec acharnement Torrès au milieu des montagnes de la haute Catalogne, au moment où le cabinet Isturitz remplaçait celui de Mendizabal.

En somme, sous l'énergique direction de Mina, une amélioration notable avait été obtenue dans la situation de la Catalogne ; l'aspect qu'elle présentait au 15 mai n'avait aucune analogie avec celui du mois de septembre précédent.

Dans le bas Aragon et dans le royaume de Valence, un succès important obtenu dans les environs de Molina par les troupes régulières dans le milieu du mois de novembre 1835 avait amené à cette date une espèce de soumission factice de tout le pays insurgé ; il s'était alors créé une accalmie passagère que le gouvernement, trompé par les apparences, eut le grand tort de prendre pour un succès définitif.

Ce n'était réellement qu'une manœuvre au moyen de laquelle Cabrera put s'épargner les difficultés et les fatigues d'une campagne d'hiver ; dès les premiers jours du printemps, si précoce dans ces contrées, les bandes armées avaient reparu de tous côtés ; sans avoir encore retrouvé les proportions qu'elles avaient en 1835, elles s'organisaient cependant sur des bases d'une solidité nouvelle, présage de luttes plus méthodiques et plus sanglantes.

On se souvient qu'à l'époque de la formation du ministère Mendizabal, Cabrera, descendu de ses montagnes, s'était avancé jusque dans la province de Cuenca, semant l'alarme dans toute la Castille ; les nationaux de Requena l'arrêtèrent par une résistance opiniâtre et donnèrent le temps à des colonnes libérales d'accourir. Cabrera, obligé de battre en retraite, dut regagner par les montagnes les défilés de Beceite, seul asile où il se trouvât en parfaite sécurité (20 septembre).

C'est de là qu'il menaça pendant le mois de septembre, d'octobre et jusqu'à la mi-novembre la rive droite de l'Ebre de Tortosa à Mequinenza, les gros bourgs du bas Aragon situés aux alentours des deux cités de Montalban et d'Alcañiz, enfin Lucena et Morella, les points les plus importants situés au nord du royaume de Valence. Véritable maître de toutes les hauteurs qui séparent de ce royaume l'Aragon et la Castille, ainsi que de tout le demi-cercle de montagnes

qui s'étend entre Cherta sur l'Ebre et la place maritime de Peñiscola, il sortait brusquement du fond de ses retraites, pour tomber inopinément soit à l'est, soit à l'ouest, soit au sud, suivant les renseignements qui lui étaient fournis par ses nombreux espions sur la marche des colonnes libérales.

Un de ses lieutenants, Quilez, essaya d'occuper la ville de Gandesa, dont la situation exceptionnelle dans le grand angle formé de ce côté par l'Ebre lui faisait ardemment désirer la possession : il fut battu par Nogueras.

Repoussés du côté de Gandesa, les carlistes furent plus heureux à l'embouchure de l'Ebre ; là, après avoir battu et massacré une colonne entière composée de l'élite des gardes nationaux de Vinaroz, ils s'emparèrent d'un poste important, Alcanar, qui leur donnait accès au port de San Carlos de la Rapita.

Il fallut les plus grands efforts des capitaines généraux d'Aragon et de Valence pour empêcher l'occupation des cités de Montalban, Alcañiz et Lucena; désireux de s'en emparer, Cabrera apparaissait inopinément à leurs portes avec des forces imposantes, et ne se retirait que si une défense opiniâtre donnait le temps aux troupes de la reine d'arriver en force.

Toutes les villes ouvertes de moindre importance, tous les villages, bourgs et hameaux étaient obligés de se soumettre à la domination de Cabrera; il commençait à donner des ordres directement aux alcades de toute la contrée, et la mort était prononcée contre celui d'entre eux qui refusait d'obéir à ses décrets dont il pouvait à la fois assurer et la promulgation et l'exécution. Après le désastre de Guergué, la cour de don Carlos s'était décidée à lui donner le commandement général par intérim de tout le bas Aragon ; elle lui avait créé ainsi une indépendance absolue vis-à-vis

des généraux en chef de Navarre et de Catalogne. Cabrera songeait à en profiter pour établir à son propre usage des fonderies de canons, des ateliers de munitions de toutes sortes; et il commençait déjà avec les ressources provenant de ses déprédations et de ses pillages à acheter des matières premières, à attirer auprès de lui des ouvriers spéciaux, des officiers savants et intelligents, lorsque l'affaire de Molina vint interrompre le cours de ses succès.

Dans l'intention de pénétrer jusqu'en Castille pour s'y procurer des chevaux, Cabrera avait traversé sans encombre tout l'Aragon jusqu'aux environs de Calatayud à la tête de 3 500 fantassins et de 218 cavaliers : il avait ramassé un butin considérable, et près de Calatayud une colonne entière, composée d'un bataillon et de quelques compagnies, avait été faite prisonnière par ses troupes. A la nouvelle que le capitaine général de Valence, Palarea, accouru sur ses derrières, était sur le point de l'atteindre, il voulut rétrograder, et de la vallée de Xiloca se jeta sur celle que forme un des affluents du Tage, le Molina. C'est sur les bords de cette rivière, aux environs de la cité de Molina, qu'il se vit obligé d'accepter la bataille : il fut battu, et 300 morts, un nombre considérable de prisonniers, la perte de tout le butin qu'il avait recueilli, celle des prisonniers qu'il avait faits, l'abandon par ses soldats de plus de 1 500 fusils furent les résultats de sa défaite.

C'est avec la plus grande difficulté que les carlistes fugitifs purent rejoindre leurs dépôts de Beceite; là, craignant l'issue d'une poursuite immédiate, leurs chefs voulurent qu'ils s'éparpillassent. Quinze jours leur étaient donnés, suivant l'expression consacrée, *pour changer de chemise ;* au bout de ce temps, l'ennemi n'ayant pas su profiter de ses avantages, les bandes recommencèrent à se former sur divers points. Une nouvelle organisation plus savante, plus

étudiée, présida à leur formation ; les ordres furent centralisés par un état-major composé des officiers les plus distingués dont on pût disposer; on chercha à neutraliser les influences locales et provinciales, dont il fallait cependant tenir compte; et pour tenir les hommes en haleine, pendant tout le mois de décembre, on recommença la dévastation des petites villes situées sur les bords de l'Ebre, entre Mequinenza et Saragosse, telles que Escatron, Zaida et Quinto.

En voyant reparaître ces mêmes ennemis qu'ils croyaient avoir définitivement vaincus, Nogueras et Palarea, malgré la rigueur de la saison, reprirent la campagne; mais l'extrême dispersion de leurs adversaires les empêcha d'obtenir aucun résultat sérieux. Quilez, le Serrador, Añon, Llangostera, battus en divers endroits (4 janvier-20 janvier), allaient, sur un mot d'ordre habilement donné par Cabrera, se reformer à une très-grande distance de l'endroit où l'engagement avait eu lieu.

De tous les chefs libéraux, celui qui poursuivait avec le plus d'acharnement les conséquences de la victoire de Molina était l'infatigable Nogueras. Très-aimé des populations pour son ardeur, il croyait que le meilleur moyen de triompher de Cabrera était de répondre au système de terreur que celui-ci voulait établir par une rigueur et une sévérité encore plus grandes; aussi était-il impitoyable. Entre ces deux hommes, Nogueras et Cabrera, il s'établit comme une espèce de rivalité de cruautés : c'était à qui se montrerait plus inflexible, plus indomptable; tous deux braves, ardents à la lutte, habitués aux plus dures fatigues, ils faisaient bon marché de la vie humaine, et n'appréciaient dans les hommes que le courage et l'esprit de discipline. Tous deux cherchaient à imposer leur autorité aux alcades des villages au milieu desquels ils opéraient, sans se soucier de l'impossibilité où ils les mettaient d'obéir à la fois à l'un et à l'autre :

malheur à qui refusait un avis ou ne fournissait pas les rations demandées! Cabrera fit fusiller les deux alcades de Valdeargofa et de Torrecilla, qu'il accusait d'avoir donné à ses adversaires des renseignements sur une de ses marches. Dans son indignation contre cette atroce mesure, Nogueras demanda au capitaine général de la Catalogne de faire exécuter à Tortosa la mère même de Cabrera, en se fondant sur ce qu'on préparait dans cette ville une conspiration pour laquelle elle servait d'intermédiaire entre son fils et les conspirateurs. Sous ce prétexte peu plausible, Mina eut la faiblesse de laisser se consommer cette horrible exécution où une pauvre femme, simple dans ses mœurs, en dehors de tous les débats de la politique, fut inhumainement sacrifiée comme responsable des attentats commis par son fils (8 février 1836).

A la nouvelle de cet abus d'autorité, un sentiment d'horreur et de réprobation unanime éclata partout à Madrid, dans le reste de l'Espagne et en Angleterre. Des voix éloquentes flétrirent, dans les Cortès espagnoles ainsi qu'au Parlement anglais, un acte aussi inique : si, dans les guerres civiles, la responsabilité morale doit s'étendre des enfants aux parents, où s'arrêteront les châtiments, où finiront les représailles?

Nogueras, enivré par l'ardeur du combat, surexcité par les nouvelles incessantes des crimes et des fusillades qu'ordonnait de sang-froid son implacable adversaire, avait évidemment outrepassé son droit de représailles. On le lui fit cruellement sentir, il dut résigner son commandement, et l'épithète d'assassin et de bourreau durement associée à son nom imprima sur le reste de sa vie une tristesse que ne compensèrent jamais et le souvenir de ses courageuses actions et sa rentrée en activité de service (15 mars).

Quant à Cabrera, devenu digne de pitié malgré ses crimes

(qui eût pu le croire?), il songea d'abord à venger, par de nouvelles cruautés, le terrible châtiment qui lui avait été infligé : quatre femmes d'officiers libéraux, tombées entre ses mains, furent fusillées, victimes innocentes immolées en holocauste d'une première victime également innocente. Puis, après quelques jours consacrés au deuil et au chagrin, il reprit avec une nouvelle ardeur la suite de ses expéditions, sous l'aiguillon du désir de vengeance succédant à l'ambition et à la rapacité satisfaites.

Au commencement de mars, toutes les bandes réunies et grossies de celles du cabecilla el Organista, qui opérait spécialement dans la province de Teruel, vinrent mettre de nouveau le siége devant Gandesa ; elles furent repoussées par Iriarte, l'un des généraux commandant les colonnes expéditionnaires de Mina.

Après avoir sauvé la place, le vainqueur pénétra dans les montagnes du côté de Hirta, et détruisit plusieurs des dépôts et magasins installés à si grands frais par Cabrera et restés jusque-là hors de toute atteinte (20 mars).

Palarea s'était, pendant le même temps, installé sur la ligne de la Cenia, frontière de la province de Valence et de la Catalogne, dans l'intention manifeste de combiner son action avec celle d'Iriarte. Pour parer à ce danger, il était urgent d'attirer sur plusieurs points l'attention des troupes libérales. Cabrera envoya donc Forcadell et le Serrador menacer la ville de Segorbe, tandis que lui-même, se rejetant sur les fertiles vallées du Turia et du Guadalaviar, pillait la ville de Lirin, et continuait à répandre la terreur, en fusillant les gardes nationaux qui montraient des velléités de résistance[1]. Palarea dut abandonner les positions qu'il

[1] Ce serait abuser de la patience et de la sensibilité de nos lecteurs que de nous appesantir sur les cruautés de Cabrera.

Lorsque les troupes de Palarea entrèrent à Chiva après l'abandon

occupait au nord de la province, et, pour rassurer la ville de Valence, qui voyait déjà l'ennemi à ses portes, marcher au-devant des carlistes. Il réussit à les rencontrer à Chiva et à leur infliger une sanglante déroute (30 mars).

Pendant le mois d'avril et la première quinzaine de mai, alors que ses lieutenants maintenaient en haleine, par des incursions réitérées, les colonnes libérales, Cabrera se consacra uniquement à fortifier la petite ville de Cantavieja, où il établit ses principaux magasins ; il se proposait d'en faire le centre de ses opérations dans la pensée qu'il était déjà assez fort pour se défendre contre toute attaque. Déjà sa fonderie de canons de Beceite fonctionnait, et il se voyait prochainement renforcé d'une petite artillerie ; son fanatisme ne l'avait pas empêché de s'approprier les cloches d'un très-grand nombre d'églises. Il s'inquiétait peu de laisser des paroisses dans l'impossibilité de convoquer aux exercices religieux, pourvu qu'il eût de quoi fondre les pièces de 8 et de 12 qu'il ambitionnait.

Ce fut une grosse faute de ne pas troubler ces travaux préparatoires de Cabrera : on le croyait épuisé alors qu'il se rendait plus fort en armes, en munitions et approvisionnements, alors qu'il instituait une junte qui le remplacerait en son absence pour les détails de l'administration, et qu'il offrait des avantages sérieux à tous ceux qui viendraient partager ses périls.

En dehors de ces trois grands foyers d'insurrection, la Navarre et les provinces basques, la Catalogne et le Maes-

de cette ville par les carlistes, elles y trouvèrent douze cadavres de gardes nationaux qui avaient dû subir les mutilations les plus dégoûtantes, les brûlures les plus horribles. Procédés orientaux attestant la révoltante bassesse de ces bachi-bouzouks apostoliques.

Plus tard, le 18 avril, à Alcotas, Cabrera fit fusiller cent quarante-cinq prisonniers, sous le prétexte qu'ils avaient profané des images et simulé son propre enterrement.

trazgo, le carlisme ne parvenait à soulever aucune autre province. Quelques bandes armées parcouraient bien la Galice, la Nouvelle-Castille, l'Estramadure et la Manche; isolées, peu nombreuses, elles n'étaient, aux yeux mêmes des populations, que des ramassis de brigands, exploitant les grands chemins, souvent même sans drapeau politique.

En Galice particulièrement, le capitaine général Morillo avait eu l'heureuse inspiration de rendre les chapitres des cathédrales et les municipalités responsables par moitié des dommages causés par les factieux. Cette décision énergique contint d'une façon notable la population très-dense et très-ignorante de cette contrée, population analogue à nos Auvergnats, dont le nom seul (*Gallegos*) est synonyme, dans la Péninsule, de force physique et d'opiniâtreté, et qui aurait pu fournir à la cause de don Carlos un contingent considérable, très-propre aux fatigues de la guerre.

---

# CHAPITRE VIII.

## SOULÈVEMENT DE LA GRANJA.

15 mai-15 août 1836.

Nouveaux combats d'Arlaban. — Le ministère reçoit un mauvais accueil des procuradorès. — Dissolution des Cortès. — Surexcitation produite par l'apparition de colonnes carlistes dans certaines contrées restées jusque-là en dehors de la guerre civile. — Expédition de don Basilio et Balmaseda dans la Nouvelle-Castille. — Gomez dans les Asturies, en Galice et dans la province de Léon. — Villareal prend le commandement en chef des armées carlistes de la Navarre et des provinces basques. — Maroto est envoyé en Catalogne. — Les succès de Cabrera obligent le ministère Isturitz à la formation d'une armée spéciale dite *du Centre*.

Pronunciamentos en faveur de la Constitution de 1812 à Malaga, Grenade, Séville, Cadix et Badajoz, du 25 juillet au 3 août. — Réapparition des juntes provinciales. — Conduite de San Miguel et de Mina à Saragosse et à Barcelone. — Mouvement à Madrid réprimé par Quesada. — Pronunciamento des troupes de la Granja. — La régente signe le décret qui remet en vigueur la Constitution de 1812. — Nouveau ministère. — Calatrava, Gil de la Cuadra et leurs amis sont chargés de la direction des affaires. — Tumulte à Madrid. — Assassinat du général Quesada. — Emigration des ministres et des chefs du parti modéré qui se croient le plus compromis. — Proclamation de la Constitution aux armées du Nord et du Centre. — Le général Cordoba se retire en France.

---

On se souvient que les succès de Lacy Ewans aux environs de Saint-Sébastien dans les premières journées de mai avaient décidé le général Cordoba à tenter un mouvement en avant du côté de Vittoria. Il y était poussé par le cri de l'opinion publique, les instances de Mendizabal et un ardent désir de se conserver le prestige qu'il avait su conquérir. La formation du cabinet Isturitz fut pour lui un

nouveau stimulant. En effet, les nouveaux ministres n'étaient plus guère éloignés du parti modéré dont il était un des principaux coryphées; la régente, en manifestant pour lui ses sympathies d'une manière si peu dissimulée. l'avait constitué en quelque sorte le chef du parti politique dont elle désirait le triomphe. Il était donc à propos de favoriser par un coup d'éclat la situation nouvelle dans laquelle se trouvaient à la fois confondus ses propres intérêts, ceux du parti modéré et la volonté intime de la régente, qui accusait ouvertement ses préférences

Le 20 mai, dès le matin, les troupes quittèrent Vittoria et prirent la direction de Salvatierra; elles allaient assaillir de nouveau ces lignes d'Arlaban, plus fameuses que réelles, qu'on disait établies entre les deux provinces d'Alava et de Guipuzcoa et en avant desquelles s'étaient déjà livrés de nombreux combats.

Du premier choc, les libéraux délogèrent les carlistes des hauteurs de San Adrian, situées à la gauche de leur ligne de défense; l'entrée du Guipuzcoa et le chemin d'Oñate, ville qui avait été longtemps la résidence de don Carlos, devenaient accessibles aux christinos. Une véritable panique s'empara de tous les villages carlistes des environs, car il semblait impossible qu'il ne fût pas ordonné à l'armée libérale de marcher en avant. Mais il suffit à Cordoba d'avoir obligé son adversaire à concentrer ses forces et d'avoir prouvé que les lignes d'Arlaban pouvaient être forcées; jugeant sans doute imprudent de s'aventurer dans le Guipuzcoa, il suivit la crête jusqu'à Villareal de Alava et rentra à Vittoria dès le 25 au matin, diminué de six cents hommes, après cinq journées de marches difficiles et infructueuses; il est vrai qu'il put expédier à Madrid des bulletins superbes où l'hyperbole n'était pas ménagée. Ce n'est pas à la stratégie qu'il faut attribuer cette retraite intempestive, mais à

la pénurie complète des troupes libérales, ou plutôt aux combinaisons politiques, qui trois jours après éloignèrent Cordoba de son quartier général pour aller à Madrid s'entendre avec les nouveaux ministres, tandis que le général Espartero, commandant en chef par intérim, recevait la consigne formelle de n'entreprendre aucune opération offensive.

A l'arrivée de Cordoba à Madrid, la crise pour laquelle son concours sans doute avait été instamment réclamé semblait terminée favorablement pour ses aspirations politiques. Le ministère était resté maître de la situation malgré l'opposition acharnée des procuradorès. Sa qualité de général en chef de l'armée du Nord, l'extrême considération que lui témoignait la régente, rendaient son influence considérable. Il essaya d'en profiter pour introduire dans tous les conseils du gouvernement de saines et justes idées sur la marche de la guerre; il approuva la formation déjà résolue d'une armée spéciale dite *du Centre* qui serait opposée à Cabrera, et consentit même à se priver d'un de ses meilleurs officiers, le colonel Narvaez, pour diriger une brigade dans cette nouvelle armée; mais il demanda en même temps qu'on organisât à Burgos une armée de réserve qui protégerait la Vieille-Castille afin que les troupes du Nord pussent marcher en avant sans être obligées à des retours perpétuels qui usaient leurs forces en pure perte; il insista sur la nécessité d'approvisionnements réguliers et de ressources en argent dont le défaut pouvait amener les catastrophes les plus imprévues; il démontra qu'il était indispensable enfin d'éclairer l'opinion publique sur les difficultés de la lutte. Toutes ces indications furent accueillies avec la plus grande faveur, et lorsque vers le milieu de juin il revint se mettre à la tête de ses troupes, il était en droit de compter sur la coopération la plus active et la plus efficace de la part des nouveaux gouvernants.

On a rarement vu une chambre faire à un ministère un accueil pareil à celui que reçut Isturitz de l'estamento progressiste de 1836; dès qu'ils connurent la formation de son cabinet, la nomination du duc de Rivas à l'intérieur, celle de Galiano à la marine, les procuradorès, sans attacher la moindre importance aux autres collègues qu'il s'était choisis (Aguire Solarte aux finances, Seoane à la guerre et Barrio Ayuso à grâce et justice), cherchèrent l'occasion de manifester leur hostilité. En vain Isturitz, le jour même de son avénement, dans une circulaire officielle se hâta-t-il (14 mai) de déclarer qu'il se proposait de faire reviser par les Cortès, d'accord avec le gouvernement, la loi fondamentale, qu'il voulait employer tous ses efforts à terminer la guerre civile, et qu'il chercherait particulièrement à tirer parti du traité de la quadruple alliance : ce programme ne lui ramena aucun nouveau partisan.

A la séance du 16, quarante-six procuradorès présentèrent une pétition dont les trois articles portaient :

1° Que le vote de confiance accordé au ministère dans la précédente législature était abrogé de fait par l'ouverture de nouvelles Cortès;

2° Que, dans le cas où les Cortès actuelles seraient dissoutes ou suspendues sans avoir voté les contributions, on ne pourrait recouvrer aucun impôt à partir du jour de la dissolution ou de la suspension;

3° Que tout emprunt, quel qu'il fût, contracté sans l'autorisation des Cortès, serait nul de plein droit.

Quatre-vingt-seize voix contre douze approuvèrent cette pétition, et cinq jours après, comme si cette déclaration n'était pas suffisante, la majorité des procuradorès proposa et vota en une seule séance une proposition où il était dit que les personnes composant actuellement le ministère ne méritaient pas la confiance de la nation.

C'était une lutte à outrance entre la Chambre et les nouveaux ministres : ceux-ci pouvaient à peine se présenter sur le banc ministériel, ils étaient accueillis par de violentes apostrophes.

Quelle que fût leur irritation contre les apostats, ce n'était pourtant pas à eux que s'adressaient directement les procuradorès ; ils ne dissimulaient pas que ce qui les indignait le plus, c'était la conduite de la régente. Pourquoi se refusait-elle à consacrer leur victoire électorale et à choisir parmi eux ses ministres ?

Ainsi posée, la question ne pouvait plus se résoudre que par une nouvelle dissolution des Cortès. Et, en effet, par un décret en date du 22 mai, la régente arrêta la dissolution immédiate des Cortès et la convocation prochaine de nouvelles Chambres dans le but de reviser toutes les lois politiques de la monarchie espagnole ; leur élection devait se faire d'après la loi électorale que les Cortès dissoutes avaient elles-mêmes préparée, bien que le projet élaboré n'eût pas toutes les conditions légales pour être promulgué et sanctionné.

Au point de vue politique, la combinaison était assez habile. Quelle opposition sérieuse pouvaient faire les progressistes à un régime électoral établi par eux-mêmes, dans lequel on avait rabaissé de 12 000 réaux à 9 000 le cens d'éligibilité, admis les capacités au vote, porté le nombre des députés de 157 à 238, et exclu les employés comme exerçant des fonctions incompatibles avec la représentation nationale ? D'un autre côté, s'ils occupaient le pouvoir au moment des élections, les modérés espéraient bien que le résultat tournerait en leur faveur, car ils savaient par expérience qu'en Espagne ceux-là obtiennent presque toujours la majorité qui sont soutenus dans les divers districts par les représentants du pouvoir central.

Quelques agitations facilement réprimées à Malaga

(26 mai), Grenade et Carthagène furent le seul indice du mécontentement par lequel le décret de dissolution fut accueilli dans la Péninsule ; le ministère put les apaiser facilement ; il choisit de préférence ses fonctionnaires parmi les hommes connus à la fois pour le libéralisme de leurs opinions et l'énergie de leur caractère, affecta de recommander aux autorités de la vigueur et crut son existence assurée jusqu'au 24 août, jour fixé pour la convocation des prochaines Cortès, ou au moins jusqu'à l'issue de la campagne électorale.

Par malheur pour lui, un changement dans les résolutions de l'état-major de don Carlos, substituant le régime des expéditions au système défensif-offensif d'Eguia, devint pour toute la Péninsule le signal d'une nouvelle fièvre d'inquiétude ; tant que la guerre restait concentrée dans la Navarre, les provinces basques, la Catalogne et le Maestrazgo, la plus grande partie du pays continuait à se livrer aux travaux de la production, il restait autour du gouvernement une masse considérable d'habitants capables de soutenir le poids de la lutte et de lui procurer les revenus indispensables dont il avait un si pressant besoin. C'est précisément cette sécurité relative que visèrent les ministres de don Carlos ; ce sont ces ressources qu'ils cherchèrent à détourner à leur profit.

Il fallait d'ailleurs alléger les charges des provinces basques et de la Navarre qui s'épuisaient pour l'armée et la cour carlistes ; on risquait de les mécontenter, si l'on ne se préoccupait pas de transporter la guerre sur d'autres territoires ; on pouvait exalter leur ardeur si on rapportait chez elles du butin. Deux expéditions, celles de Guergué et de Batanero, avaient déjà eu lieu et n'avaient pas été sans utilité ; on pouvait espérer mieux avec des chefs plus habiles et des troupes plus nombreuses.

Dans cette idée, on forma deux colonnes; l'une, commandée par don Basilio, fut destinée à la Nouvelle-Castille et l'autre à la Galice et aux Asturies, sous les ordres de Gomez.

Deux bataillons, un escadron, un cadre d'officiers de cavalerie, telles étaient les forces de don Basilio, auquel fut adjoint un lieutenant de grande énergie, Balmaseda. Cette brigade partit le 12 juillet des environs de los Arcos, franchit l'Ebre au gué d'Agoncillo, s'avança en rançonnant tous les villages jusqu'aux bords du Duero, franchit ce fleuve le 18 juillet, entra dans le chef-lieu de la province de Soria, où elle recueillit des fusils, des munitions, des chevaux, des sommes importantes et plus d'un millier de recrues.

Informé à Soria que, du côté de l'est, une colonne libérale aux ordres d'Aspiroz lui barrait le chemin, don Basilio prit la direction du sud-ouest et gagna les deux villes de Riaza et de Sepulveda, d'où il trouverait facilement, en cas de danger, un refuge dans les montagnes de Guadarrama (20 juillet). De là il menaçait la résidence royale de la Granja, et en franchissant la sierra pouvait se présenter inopinément aux portes de la capitale; mais, préoccupé surtout de lever des recrues, de piller et de ravager, il n'osa pousser plus avant et préféra se diriger vers le nord. Le capitaine général de la Vieille-Castille, Manso, menacé en même temps par les bataillons de Gomez, fit cantonner ses troupes à Valladolid et à Aranda, abandonnant à don Basilio les villages situés entre ces deux villes et le Guadarrama; Peñafiel, Roa durent acquitter des contributions à la colonne carliste, qui, après un engagement heureux livré le 27 juillet, se trouva maîtresse incontestée d'une grande partie des deux Castilles. Qu'on juge de l'impression que devaient produire à Madrid, à la Granja, à Ségovie, de pareilles nouvelles! On ne répétait qu'avec terreur le nom de Balmaseda, chef d'avant-garde de don Basilio, qui s'était fait redouter par la rapidité de

ses mouvements, l'énergie de sa décision et l'intelligence avec laquelle il se dérobait aux poursuites.

D'ailleurs don Basilio n'était pas le seul ennemi qui menaçât ces malheureuses populations et nous savons que la colonne de Gomez était aussi en mouvement. Partie le 26 juillet du territoire basque, elle avait réussi à s'interner dans les Asturies ; elle comptait cinq bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie avec deux pièces de montagne. Son programme était d'établir dans les Asturies des juntes administrant au nom de don Carlos et d'organiser en corps d'armée les bandes isolées qui pouvaient opérer dans ces parages. Mais, comme ces instructions étaient secrètes, chaque cité espagnole pouvait se croire l'objectif désigné au chef de l'expédition ; de là une inquiétude fébrile dans toutes les imaginations.

Les premiers pas de Gomez avaient été on ne peut plus heureux : le chef placé par Cordoba à son extrême gauche du côté de la mer Cantabrique, Tello, ayant voulu lui barrer le passage, avait été mis en complète déroute, et ce désastre, promptement connu, avait décuplé aux yeux des populations la force de la colonne. Aussi, parti d'Amurrio le 26 juin, vainqueur de Tello le 27 à Baranda, Gomez put-il entrer à Oviedo le 7 juillet après avoir passé sur le corps de Pardiñas, qui voulait lui disputer cette importante cité. Certes, si on avait abandonné à leurs ressources les provinces envahies, Gomez aurait pu exécuter brillamment ses instructions; mais Espartero, sorti de Vittoria après la défaite de Tello, se mit à le poursuivre sans répit avec six bataillons, deux escadrons de hussards et une brigade de réserve ; il le fit apparaître aux yeux des populations moins comme un vainqueur que comme un fugitif. Néanmoins Gomez, obligé de quitter Oviedo avec précipitation, put gagner quelques jours d'avance, pénétrer en Galice, passer en vue de Lugo sans

que le capitaine général Latre osât l'arrêter, et s'avancer jusqu'à Santiago, où il resta un jour. Amasser, pour prendre du repos, des approvisionnements (18 juillet), s'encombrer de nouvelles recrues, de butin et de munitions considérables dans une course aussi rapide et aussi aventureuse eût été une grande faute; aussi préféra-t-il distribuer les fonds et les avances qu'il avait déjà réunis aux principaux chefs de bande du pays qui étaient venus se ranger sous ses ordres, puis il reprit sa course toujours sous le coup des poursuites d'Espartero. Ce dernier suppliait les capitaines généraux des Asturies, de la Galice, des Castilles d'occuper certaines positions qui auraient permis de cerner la colonne expéditionnaire; mais ces officiers répondaient qu'ils manquaient de troupes pour les divers besoins auxquels ils devaient pourvoir; le capitaine général de la Vieille-Castille particulièrement, suffisamment embarrassé déjà par la colonne de don Basilio, et placé ainsi entre deux feux, sur un vaste territoire garni très-imparfaitement de mauvaises troupes, s'agitait dans le vide sans aucun résultat.

Aussi Gomez put-il rebrousser chemin, traverser une seconde fois la Galice sans rencontrer devant lui aucun obstacle; le 27 juillet, il était déjà à Cangas de Tineo, et le 1er août il faisait son entrée dans la ville de Léon, après avoir heureusement franchi les montagnes qui séparent les Asturies de cette vieille cité, berceau de la monarchie castillane. Grâce à une fausse manœuvre et au mauvais calcul de son adversaire, à qui il avait fait perdre sa piste, il eut le temps, pendant plusieurs jours, de s'arrêter à Léon, et d'y recueillir, en effets, vêtements, armement, provisions, tout ce dont sa troupe avait besoin, après plus d'un mois de marche non interrompue; mais, s'il voulait établir dans ces parages le prestige du nom de don Carlos, il fallait absolument qu'il en vînt aux mains avec Espartero. Ce der-

nier, fourvoyé un instant, avait été obligé de regagner, par des marches forcées, le terrain perdu; ses soldats étaient fatigués, ceux de Gomez venaient de prendre du repos à Léon. On ne pouvait choisir une meilleure occasion : les carlistes firent donc volte-face et allèrent se faire battre à Escara, le 8 août, dans une action où un de leurs bataillons seul fut réellement compromis; obligés de se diviser, ils ne se réunirent que quatre jours après à Cangas de Onis.

Par ce désastre, Gomez, se voyant fermées toutes les issues du nord, tandis qu'aucune résistance ne se présentait vers le sud, se décida, malgré ses instructions et après avoir pris l'avis de ses principaux officiers, à se précipiter sur les grandes plaines de la Castille. C'est par là, vers Palencia et Valladolid, qu'il se dirigeait au moment où éclata la sédition de la Granja, dont nous aurons occasion de parler longuement.

C'était, on en conviendra, une bien cruelle déception pour les libéraux espagnols d'apprendre le ravage de cités comme Soria, Oviedo, Santiago, Léon peu de temps après la publication de bulletins éclatants dans lesquels les combats d'Arlaban avaient été élevés à la hauteur de victoires héroïques et de succès importants; si encore on eût aperçu une défaillance au cœur même de l'insurrection, l'opinion eût pu admettre qu'il n'y avait pas une augmentation, mais seulement un déplacement des forces carlistes ; elle aurait pu se rassurer en estimant que ce déplacement n'était pas volontaire. mais obligatoire. Mais les généraux de don Carlos avaient trop d'intérêt à activer la lutte en ces circonstances tout à fait critiques pour laisser supposer le moindre découragement; malgré le départ des expéditions, la guerre civile continua avec plus d'énergie que jamais dans les provinces basques et en Navarre.

Eguia n'était plus le général en chef de l'armée carliste;

son plan tendant à ne pas faire un pas en avant tant qu'on aurait derrière soi une place dont on n'aurait pu s'emparer, avait été contesté et systématiquement rejeté; don Carlos avait accepté sa démission dans le milieu de juin et confié le commandement à l'un des plus braves lieutenants de Zumalacarreguy, à don Bruno Villareal, qui s'était déclaré tout à fait favorable au système des colonnes expéditionnaires. C'est ce dernier qui avait préparé silencieusement la petite troupe de Gomez et qui jeta, par ce coup inopiné, une si grande alarme dans le camp de ses adversaires.

Pour empêcher les christinos de détacher aucun corps de troupes de leur armée de l'Ebre, Villareal prescrivit une attaque générale sur toute la ligne : lui-même vint mettre le siége devant Peña Cerrada, et essaya d'occuper ce point fortifié, avantageusement situé entre Vittoria et l'Ebre. Ce fut la division portugaise, aux ordres du baron das Antas, qui dut, malgré une chaleur tropicale, accourir au secours de cette place; elle fut assez heureuse pour la débloquer à temps, et força à la retraite les bataillons carlistes qui comptaient sur les résultats d'une intrigue laborieusement ourdie avec un certain curé de Dallo, ancien chef de bandes subitement rallié à la cause libérale, à qui Cordoba avait maladroitement confié les clefs de sa forteresse.

Sur la ligne du Zubiri, de Pampelune à Valcarlos, les carlistes ne firent leur mouvement que le 4 juillet. Le baron de Meer, capitaine général de Navarre, et le chef de la légion française Bernelle eurent à supporter le choc et parvinrent à les maintenir; des deux côtés il y eut perte d'hommes, quelques prisonniers et surtout un grand nombre de déserteurs.

Autour de Bilbao, les carlistes se montrèrent de plus en plus entreprenants; ils eurent à repousser une violente

sortie des assiégés, qui s'emparèrent d'un convoi considérable et l'introduisirent dans la ville.

Du côté de San Sebastian, Ewans chercha à continuer ses succès. Les lignes des carlistes formaient un demi-cercle dont la cité constituait le centre; la division anglaise fit les plus grands efforts pour étendre ses opérations de tous les côtés à la fois : à son extrême gauche, elle parvint à s'emparer du vaste port du Passage, excellente position; au centre, elle força les carlistes à reculer jusqu'à Hernani, tandis que sur la droite elle cherchait à gagner jusqu'à la rivière Oria. Mais, vers le 10 juillet, elle éprouva un échec sérieux devant Fontarabie, qui défia tous ses efforts; tandis que les bataillons carlistes, opérant entre la Bidassoa et la petite rivière Urumea, qui vient se jeter dans la mer à Saint-Sébastien même, empêchaient Lacy Ewans de tendre la main aux détachements français de la division Bernelle, cantonnés dans la vallée du Baztan.

La déroute du général Tello, qui avait ouvert au général Gomez la province de Santander, avait en même temps brisé la ligne occidentale établie par Cordoba, de Castro à Miranda. Espartero, pressé de poursuivre la colonne carliste, n'avait pas eu le temps de rétablir les troupes compromises, et elles étaient restées dans le plus déplorable état et complétement démoralisées. Les carlistes, instruits de leur faiblesse, fondirent à nouveau sur elles et, le 19 juillet, dispersèrent à Villasana une brigade commandée par le colonel Claveria, à qui elles firent plus de 300 prisonniers. Désespéré de ce nouveau revers, Cordoba confia au général Rivero le soin de réparer les désastres de toute sa gauche, dégarnit son centre pour lui envoyer des secours et s'interdit par là à lui-même toute opération. Dès ce moment le sentiment de son impuissance, accru encore par l'indiscipline des troupes, s'empara de lui; découragé, ruiné dans

son prestige, il jugea son rôle terminé et ne tarda pas à envoyer sa démission au ministère Isturitz.

En présence de la dispersion générale des forces libérales, on se demande pourquoi Villareal, au commencement du mois d'août, ne songea pas à se concentrer pour tenter un effort vigoureux. C'est qu'il eût fallu pour cela renoncer aux siéges de Bilbao et de Saint-Sébastien, au maintien des communications avec la France, à l'attaque des lignes de Zubiri et de Balmaseda et au système de harcèlement constant qui empêchait les libéraux de détacher contre Gomez et don Basilio des forces suffisantes. Et Villareal, obligé de faire face à tous ces besoins, malgré ses 34 000 fantassins et ses 1 100 cavaliers, ne pouvait pas entreprendre une campagne offensive.

Nous avons vu comment s'étaient évanouies peu à peu les grandes espérances un instant conçues par don Carlos sur l'insurrection catalane; grâce à l'énergie de Mina, au patriotisme des Barcelonais, l'ébranlement produit par l'invasion de Guergué s'était calmé. Au mois de juin, la fortune en Catalogne avait continué à se dessiner de plus en plus en faveur des libéraux : le commandant en chef au nom de don Carlos, Torrès, acculé dans les montagnes du haut Aragon, s'était fait surprendre et fusiller, ainsi qu'un des principaux chefs de bande, Borgès. Ces deux exécutions, sans décourager les autres chefs, diminuèrent cependant leur témérité ; aussi, pendant le mois de juillet et la première quinzaine d'août, bornent-ils leurs exploits à de simples déprédations : ils pillent des convois, lèvent des contributions, incendient les maisons, saccagent des cités ouvertes; mais, à l'arrivée des colonnes organisées par Mina, ils battent en retraite et craignent déjà d'en venir aux mains. L'effectif total des insurgés est aussi beaucoup diminué; Brujo, qui parcourt les environs de

Figueras, où ses terribles exploits deviennent le prétexte d'une émeute populaire qui coûte la vie au gouverneur, est alors le chef le plus important : il commande à 3 000 hommes; Tristany en a 1 600 et Ros de Eroles environ 1 500. En ajoutant une masse de 3 000 hommes qui, sous des chefs distincts, parcourent les champs de Tarragone, on arrive tout au plus à 10000 carlistes pour toute la Catalogne.

Les ministres de don Carlos étaient mis au courant de cette triste situation par le successeur intérimaire de Torrès, Rojo, qui, sans influence ni ascendant, essayait pourtant d'imprimer à l'insurrection une direction unique. Ils sentirent la nécessité d'envoyer en Catalogne un nouveau commandant doué de qualités vraiment militaires et capable de se faire obéir par les chefs de bande. Leur choix se porta sur Maroto, qu'on n'était pas fâché d'ailleurs d'éloigner de la cour à cause du prestige qui l'entourait et de la foule de mécontents qui, se réunissant autour de lui, se distinguait déjà sous le nom de parti *marotiste*. Sitôt que la proposition lui en fut faite, Maroto accepta avec empressement et, sous le faux prétexte d'aller prendre les eaux, passa immédiatement en France, où il attendit patiemment une occasion de traverser les Pyrénées. Plus heureux que le comte d'Espagne, il réussit; dès la fin du mois d'août, nous le verrons occupé, avec les chefs de bande qui s'étaient déjà groupés une fois autour de Guergué, à organiser en Catalogne une véritable armée régulière.

On voit, d'après ce tableau, que le ministère Isturitz, qui pouvait adresser de justes reproches à Cordoba pour avoir laissé passer les deux colonnes de don Basilio et de Gomez, n'avait que des éloges à donner au vieux Mina, que son âge n'empêchait pas de suivre avec une activité prodigieuse toutes les opérations militaires; sur un point cependant, son

intervention laissait à désirer, c'était dans la protection constante que réclamaient les cités catalanes placées au sud de la province sur les rives de l'Èbre. C'est que là Mina avait à lutter contre un ennemi jeune, actif, obstiné, dont il aurait fallu s'occuper exclusivement avec les troupes dont il disposait; Mina ne pouvait rien contre Cabrera, qui était devenu, dans l'été de 1836, une source permanente d'alarmes et d'inquiétudes pour toutes les populations de l'intérieur de la Péninsule.

Tandis que les travaux de fortification continuaient à Cantavieja avec un véritable acharnement, quatre des principaux lieutenants que nous avons déjà eu occasion de citer, Llangostera, Quilez, le Serrador et Forcadell, infestaient avec leurs bandes tous les territoires avoisinants; leurs soldats, habitués à l'extrême mobilité d'une vie presque sauvage, ne redoutant aucune fatigue, désespéraient, par la rapidité de leurs mouvements, l'officier chargé de les poursuivre. Ils opéraient, en général, par masses de 2000 à 3000 hommes et étaient si bien commandés, qu'à force égale ils refusaient rarement le combat contre les troupes régulières et en sortaient souvent à leur honneur. Quilez, dans le bas Aragon, ayant rencontré à Baños une colonne de 1100 fantassins, la mit complétement en déroute, lui fit 900 prisonniers, et jeta par cet éclatant succès une indicible terreur dans toute la province. Il essaya d'en profiter pour soumettre Alcoriza et Montalban (28-30 juin); mais les habitants se défendirent avec courage, et ne cédèrent même pas devant l'incendie de leurs propres foyers; ce fut à regret que Quilez abandonna une proie qu'il avait cru pouvoir saisir. Dans une autre de ses courses, Quilez descendit jusque sur les bords du rio Jucar; il menaça même la cité d'Alcoy, importante par ses fabriques de draps, et dépista plusieurs colonnes inutilement envoyées pour le

cerner. Cantavieja, Beceite s'enrichissaient des dépouilles qu'il y accumulait; pendant ce temps, Llangostera mettait à feu et à sang la rive droite de l'Ebre; il pillait Caspe, essayait de surprendre Gandesa, et menaçait Amposta et Tortose. Le Serrador et Forcadell avaient les yeux plus spécialement fixés sur la côte maritime, depuis la ligne de la Cenia jusqu'à la vallée du Turia; deux points fortifiés, Alcala de Chisvert et Torreblanca, étaient tombés entre leurs mains (11 juin); ils aspiraient à posséder Morella et Lucena, dont la conquête leur eût livré le pays.

Pour arrêter des progrès aussi alarmants, le ministère Isturitz se vit forcé de considérer Cabrera comme un adversaire qui méritait une attention toute spéciale, et de réunir, sous le nom d'armée du Centre, toutes les colonnes destinées à opérer dans les provinces de Huesca, Saragosse, Teruel, Castillon, Valence, Alicante, Murcie et Albacete, c'est-à-dire depuis les Pyrénées jusqu'à Almeria d'un côté, depuis l'Ebre jusqu'à la sierra Morena de l'autre. Ce vaste territoire avait, entre ses points extrêmes, une distance de plus de 750 kilomètres; c'était beaucoup pour une protection efficace, mais non pour l'approvisionnement, parce qu'en même temps que le général était autorisé à faire vivre les troupes sur le pays qu'il défendait, il lui était interdit d'exercer la moindre réquisition sur les provinces voisines. Une division de 3 000 fantassins et 140 cavaliers, bien commandée par le brigadier Narvaez, fut détachée de l'armée du Nord pour opérer dans ces contrées : elle accrut assez le nombre des défenseurs du bas Aragon et du royaume de Valence pour obliger les lieutenants de Cabrera à rentrer dans leurs retraites de Cantavieja et de Beceite; il fallait maintenant aller les forcer jusque dans leurs repaires (15 août), et le général en chef don Felipe Montes était absorbé par des préparatifs dans ce sens,

lorsque son attention dut se fixer sur les dissensions intestines du parti libéral et sur le maintien de la discipline militaire.

Depuis la fin de juillet, la Péninsule était dans un état d'agitation extrême; l'irritation des progressistes contre les ministres apostats, l'abus d'autorité commis par la régente en dissolvant les Cortès dans l'intérêt du parti modéré, la fièvre de la lutte électorale, l'inquiétude causée par les incursions de don Basilio, de Gomez, de Cabrera, les publications de la presse, les discours des clubs, la misère générale avaient surexcité au dernier point l'opinion publique. Le ministère, ayant réprimé quelques petits mouvements à Malaga, Grenade et Carthagène, avait été un instant, à la fin de mai, maître de la situation; mais sa supériorité fut de très-courte durée. Les chefs du parti progressiste avaient contre lui trop de haine pour ne pas employer toute leur influence à le renverser : ils s'étaient considérés comme insultés et bravés par le décret de dissolution des Cortès, et ce sentiment poussa la plupart d'entre eux à employer contre la couronne des moyens révolutionnaires. Le Statut royal, en ne leur donnant que le droit de pétition dans les Chambres, annulait au profit de la couronne les prérogatives des procuradorès et des procérès, et il fallait pour sortir de cette situation imposer une seconde fois à la royauté, comme en 1820, la Constitution de Cadix.

Ce mot d'ordre une fois donné et accueilli partout, on s'occupa de le mettre en œuvre. Le souvenir des juntes triomphantes de 1835 était trop proche pour qu'il fût bien difficile d'obtenir de nouveaux pronunciamentos; dans la plupart des villes de province, il suffisait de la volonté de quelques hommes influents pour décider un mouvement. Si leurs tendances concordaient avec les dispositions de la garde nationale, le succès était certain : il n'y avait presque

nulle part une quantité de troupes suffisante pour faire respecter la volonté des fonctionnaires publics, lorsqu'elle était en contradiction avec les vœux des populations.

Les villes maritimes de l'Andalousie étaient celles qui avaient vu avec le plus grand regret la chute de Mendizabal; sous son ministère, plusieurs d'entre elles s'étaient enrichies par l'introduction frauduleuse d'articles anglais. A Malaga spécialement on voyait, dans le retour de l'influence française que semblait patronner Isturitz, la fin d'un état de choses qui avait été pour la cité une source de prospérité ; aussi ne fallait-il pas grand effort pour y décider un mouvement populaire, et même l'argent qui y serait employé pouvait être facilement retrouvé ; il suffisait que les vainqueurs voulussent bien autoriser l'entrée en contrebande des cargaisons de quelques navires britanniques. C'est donc là que les principaux meneurs dirigèrent leurs coups pour y donner le signal d'un mouvement qu'on espérait pouvoir transformer facilement en révolution.

Le 25 juillet, quelques gardes nationaux se réunissent en tumulte dans une des grandes rues de Malaga, forcent les tambours à battre la générale, et se déclarent en état d'insurrection. Le gouverneur militaire, de la même famille qu'un de nos conventionnels les plus illustres et portant comme lui le nom de Saint-Just, se présente avec courage devant les révoltés; il veut les ramener à la concorde; une fusillade est dirigée contre lui, et il tombe sous une grêle de balles. Le gouverneur civil, comte de Donadio, traité d'apostat par les habitants de Malaga, parce qu'en 1835 il était un des principaux membres de la junte révolutionnaire, au lieu d'être, comme en 1836, représentant de l'autorité centrale, se réfugie à cette nouvelle dans la caserne et demande l'appui de la troupe qui y était réunie ; les officiers tentent de le sauver, mais les sergents sont

d'avis de le livrer. La force brutale triomphe à la fin et Donadio est livré à la garde nationale; on l'assassine lâchement, et c'est à peine si le chef reconnu de l'insurrection, Escalante, qui avait tout fait pour s'opposer à sa mort, peut empêcher que son cadavre ne soit traîné dans les rues, comme l'avait été à Barcelone celui de Bassa un an auparavant. A la suite de ces lugubres scènes, la population, la municipalité, la garde nationale, l'armée proclament d'un commun accord leur *idolâtrée* Constitution de 1812; elles s'unissent toutes quatre dans le serment unanime de la faire triompher, et, n'ayant en face d'elles aucun ennemi à vaincre, constituent immédiatement par voie d'élections la junte provinciale à l'instar de celle qui avait fonctionné en 1835.

Aussitôt qu'il eut connaissance de ce mouvement, le capitaine général de Grenade, Lopez Baños, essaya de s'y opposer : il voulut ramener au devoir les soldats révoltés et la milice insurgée; non-seulement sa voix ne fut pas écoutée, mais encore la garde nationale de Grenade et une partie de la troupe se soulevèrent; il fallut qu'il abandonnât la cité avec ceux d'entre les militaires qui voulaient rester fidèles au pouvoir central.

Cadix ne pouvait rester en arrière de Malaga ; le 29 juillet, dès qu'on y eut connaissance de ce qui s'était passé à Malaga, la garde nationale prit les armes et acclama la Constitution. Séville suivit son exemple le lendemain 30 ; elle entraîna le capitaine général de l'Andalousie, Carlos Espinos, qui se rallia lui-même à l'insurrection. Cordoue se prononça le 31 juillet, et Huelva le 3 août. Ainsi, en quelque jours, le Statut royal était déchu dans toute la basse Andalousie.

A Saragosse, le ministère avait concentré toute l'autorité militaire et civile entre les mains de don Evaristo San Miguel,

l'ancien ministre des affaires étrangères de 1822, devenu capitaine général. Une longue intimité l'unissait à Isturitz, Galiano et Saavedra, et leur avait fait compter sur son dévouement. Mais, avant d'être leur ami, San Miguel était homme de parti : il n'entendait pas s'exposer à la haine populaire qui se déclarait contre les ministres, et il ne voulait pas, comme eux, se séparer des progressistes pour tendre la main aux modérés. Dès qu'il eut connaissance des événements de Malaga, il réunit la députation provinciale, et, celle-ci ayant appelé dans son sein toutes les autorités militaires, les chefs de la milice, une députation de l'académie, une autre du chapitre, on mit aux voix la conduite à tenir dans les circonstances actuelles. Après une longue délibération, où furent pesés et débattus les avantages et les inconvénients de la Constitution de 1812, il fut convenu que Saragosse devait la proclamer immédiatement, mais en admettant à l'avance toutes les modifications que des Cortès convoquées à cet effet jugeraient utile d'y apporter. Sous l'empire de cette résolution, Saragosse se déclara indépendante du gouvernement actuel, arbora le drapeau de la Constitution de 1812, et refusa d'obéir à un ministère *incapable et inepte* (1er août 1836). Troupes et milices confondues acclamèrent le mouvement, et, sans aucun désordre, des proclamations furent adressées aux armées du Centre et du Nord, pour les exhorter à proclamer la Constitution, sans rompre les liens de la discipline militaire.

La garde nationale de Madrid ne pouvait apprendre sans émotion le triomphe de l'insurrection dans des provinces aussi importantes que l'Aragon et l'Andalousie ; elle comptait dans son sein un élément progressiste très-considérable, et, dans sa grande majorité, elle était tout à fait opposée au ministère. Mais il y avait dans la capitale des troupes en assez grand nombre pour repousser toute tentative ; elles

étaient sous le commandement du général Quesada, et disposées à lui obéir aveuglément. Quesada était connu pour un des plus acharnés défenseurs du Statut royal, des priviléges de la royauté et de l'influence du parti modéré. Quelques symptômes d'agitation s'étant fait jour le 3 août, Madrid fut déclaré en état de siége, une commission militaire fut instituée, la peine de mort décrétée contre quiconque proférerait un cri séditieux, et la garde nationale dissoute. En même temps, un manifeste de la régente, daté de la Granja, 4 août, revendiquait fièrement ce qu'elle appelait les droits de la couronne, et traitait de faction anarchique et désorganisatrice le parti puissant qui venait de proclamer la Constitution sur plusieurs points du territoire.

Mis en demeure de se prononcer, le pays condamna par son attitude le ministère et la régente. Tandis que les députés, convoqués pour le 24 août, étaient déjà nommés, au lieu d'attendre leur réunion pour résoudre légalement la question ministérielle, il préféra manifester sa répugnance pour le Statut royal et son affection sincère pour la Constitution de 1812.

Avant de connaître le manifeste royal, Badajoz et l'Estramadure s'étaient déclarés d'accord avec les juntes andalouses et aragonaises dès le 3 août. Après sa publication, Valence, Alicante, Murcie, Carthagène se prononcèrent du 8 au 11. L'opinion de Barcelone n'était pas douteuse : dès le 12, elle se manifestait par une pétition solennelle, que les autorités, d'accord avec la population, envoyèrent à Madrid, pour demander à la régente d'éloigner ses conseillers actuels et de remettre aux prochaines Cortès le sort futur de la Péninsule. Contente de son capitaine général, la population craignait les suites d'un désordre qui aurait pu compromettre cette autorité ; mais elle désirait aussi coopérer au triomphe de la Constitution. On parvint le 15 à con-

cilier ces deux idées par une transaction semblable à celle de Saragosse. Quelques exaltés ayant essayé, par leurs cris, d'entraîner la population, Mina, pâle, souffrant, affaibli par la maladie, se fit conduire sur la place, demanda au peuple s'il avait confiance en lui, et, sur la réponse affirmative de tous les assistants, se fit apporter un siége et déclara son intention formelle de rester assis jusqu'à ce que les groupes se fussent dissipés. Des acclamations unanimes accueillirent cette déclaration; en un instant, tous les assistants se séparèrent, rentrèrent à leurs foyers, et, à son retour au palais, d'accord avec la municipalité, Mina ordonna que la Constitution fût solennellement proclamée, sans que la ville eût à regretter le moindre trouble dans la tranquillité publique, sans que les affaires commerciales fussent même troublées un seul instant.

Cependant la révolution, triomphante dans les provinces, ne pouvait se considérer comme définitivement victorieuse tant que la régente persisterait à garder son ministère : le drame commencé devait se dénouer, soit à Madrid, où étaient restés les trois ministres directeurs, Isturitz, Galiano et le duc de Rivas, soit à la résidence royale de la Granja, où, suivant son habitude, Christine avait fixé sa résidence d'été. Les environs de ces grands châteaux royaux n'ont ordinairement pour habitants que des familles vivant de charges et emplois rétribués par la liste civile. Ce n'est point là qu'il faut chercher les éléments susceptibles d'opérer un coup de main révolutionnaire; on trouverait difficilement des habitants plus paisibles que ceux de la Granja, de l'Escurial ou d'Aranjuez. Si quelque sentiment pouvait jamais armer leur bras, ce serait plutôt le fanatisme monarchique que la passion de la liberté. De ce côté, les modérés et le ministère n'avaient donc à redouter aucune pression sur la régente. Mais dans la troupe destinée à la garder, troupe qui devait

être alors forcément nombreuse, à cause des bandes de factieux qui infestaient la Castille, régnaient des dispositions bien autrement dangereuses pour les défenseurs du Statut royal.

L'armée, en présence des malheurs de la patrie, surtout depuis la grande levée de Mendizabal, renfermait un élément jeune, ardent, patriotique, plein d'enthousiasme pour la liberté, et qui ne se souciait nullement de servir d'appoint aux menées ambitieuses de quelques personnages plus désireux du pouvoir que du bien public ; elle ne comprenait pas l'opposition hargneuse des modérés à la Constitution de 1812, et, en présence de l'enthousiasme universel du pays, s'irritait du rôle qu'on voulait lui faire jouer contre ceux qui en demandaient la promulgation immédiate. Le corps des officiers, fortement imbu des idées de discipline, était systématiquement opposé à tout acte d'insubordination ; mais les sous-officiers, très-jaloux de leurs chefs, mécontents de voir les grades plus souvent accordés à la faveur qu'au mérite, se laissaient aller à confondre misérablement la liberté et la licence : leurs rancunes, exploitées par des hommes de parti à qui l'expérience avait enseigné qu'aucune révolution ne peut se faire en Espagne sans le concours de l'armée, les rendaient facilement accessibles à des idées de rébellion. Il y avait là un foyer d'incendie facile à allumer.

Le comte de San Roman, partisan, comme Quesada, des principes monarchiques, commandait à la Granja. Il avait sous ses ordres huit compagnies (garde royale et garde provinciale), deux escadrons de gardes du corps, deux de grenadiers. L'esprit dominant dans sa troupe ne lui était pas inconnu : les sergents, réunis dans le café du Théâtre, où ils lisaient et commentaient les journaux, conspiraient pour ainsi dire au grand jour ; ils s'entretenaient souvent avec des gardes nationaux venus de Madrid, qui blâmaient vio-

lemment, et avec raison, la mesure ordonnant leur dissolution, au moment même où l'on redoutait l'approche de l'ennemi. Se jugeant beaucoup plus fort qu'il n'était réellement, San Roman crut pouvoir faire acte d'autorité, et commença par défendre dans les rangs toute musique, tout chant patriotique. Cet ordre fut le signal de la rébellion. Le 12 au soir, le bataillon de la garde provinciale, qui était réuni, allait rompre les rangs : un groupe de sergents s'approcha du tambour-major, et lui demanda de jouer l'hymne de Riego. Celui-ci refuse, mais les musiciens s'empressent de le jouer. Le commandant intervient, arrête les musiciens et le tambour-major, double la garde, ordonne aux officiers de rester au milieu de leurs compagnies, et défend aux sergents de sortir de la caserne.

Malgré la présence de leurs chefs, les sous-officiers se concertent et décident que le soir même, à dix heures, ils se prononceront. Lorsque cette heure vient à sonner, un silence terrible précède un instant la détermination solennelle. Bientôt un cri de : *Aux armes!* retentit dans la compagnie des voltigeurs. Chaque soldat s'élance alors sur son fusil, et descend prendre son rang, comme pour une sortie habituelle. Les officiers sont remplacés à leurs places d'ordonnance par des sergents ; le drapeau est déployé, et le bataillon répète les vivats suivants, où se traduit sa pensée : *Vive la Constitution! Vive la Reine constitutionnelle!*

La caserne était située un peu en dehors de la ville. Une belle grille en fer protégeait l'avenue qui mène au palais. Pour surmonter cet obstacle (car, aux premières rumeurs, la grille avait été fermée), une compagnie de chasseurs se déploie en tirailleurs, et menace de tirer sur la porte si on ne la lui ouvre pas. Les soldats chargés de la garde, au lieu de résister, se joignent aux insurgés. On marche sur la caserne des gardes du corps. Il semble ue la lutte doive

commencer, mais les gardes eux aussi acclament la Constitution. Tous ensemble se dirigent alors sur le palais ; leurs musiques jouent l'hymne de Riego, les soldats en répètent le refrain ; ils arrivent sur la place contiguë au palais, et se disposent à y camper, tandis qu'une entrevue de leurs chefs avec la régente va décider des destinées du pays.

Christine, exposée pour la première fois directement aux exigences d'une émeute triomphante, s'était vivement émue au premier récit qui lui avait été fait des événements de la soirée. Elle avait auprès d'elle un seul ministre, celui de grâce et justice, Barrio Ayuso, le comte de San Roman, le duc d'Alagon, plusieurs gentilshommes du palais, les commandants de la garnison et les dames du palais.

Elle ne pouvait refuser de recevoir une députation des rebelles, et ordonna qu'on fît entrer ceux qui avaient été désignés par leurs compagnons, deux sergents et un simple soldat. Ce fut un des sergents, Alexandre Gomez, qui prit la parole ; après avoir baisé, à genoux, suivant l'usage espagnol, la main de la régente, il s'exprima avec une certaine vivacité, se plaignit du refus de proclamer la Constitution malgré le vœu des provinces, du désarmement de la garde nationale, de la persécution systématique de tous les libéraux et des tendances du ministère à traiter avec les factieux.

Christine feignit d'ignorer que l'état du pays fût tel qu'on le lui dépeignait. Après elle, Barrio Ayuso fit quelques objections à la proclamation immédiate de la Constitution, dont l'article 192, mal interprété, donnait la régence à don Carlos. Le sergent resta ferme dans ses appréciations, et demanda qu'il fût donné une satisfaction à ceux qui attendaient sur la place. Après trois heures de conférences, on décida que la régente transmettrait au comte de San Roman un ordre royal par lequel elle s'engageait à présenter aux prochaines Cortès un projet de Constitution,

San Roman voulut aller annoncer lui-même aux troupes cette décision : il fut mal accueilli, on refusa de l'entendre, et il dut revenir auprès de la régente avec les mandataires de l'insurrection.

La première entrevue avait été solennelle. Croyant trouver une force dans leur supériorité d'éducation, les courtisans avaient affecté une gravité qui s'alliait peu aux craintes et aux terreurs qui les rongeaient. Cette fois, après l'insuccès du comte de San Roman, ils cessèrent de dissimuler ; la confusion s'empara des esprits, et chacun pressa la régente de céder.

Elle s'y soumit enfin, et signa le décret suivant :

« Comme Reine gouvernante de l'Espagne, j'ordonne et « décrète que l'on promulgue la Constitution politique « de 1812, jusqu'à ce que la nation, réunie en Cortès, mani- « feste expressément sa volonté, soit en faveur de cette « Constitution, soit en faveur de toute autre conforme aux « besoins de la nation. » (13 août 1836.)

Ce fut la fin du tumulte. Quelques doutes s'étaient élevés parmi les troupes sur la signature du décret, quand il fut lu devant elles ; mais ils avaient été dissipés par un sergent nommé Garcia, attaché aux bureaux du comte de San Roman, qui s'était approché, et se porta garant de l'authenticité de la signature, qu'il avait eu occasion de voir fréquemment. Les soldats rentrèrent dans leurs casernes, y restèrent toute la journée du 13, pendant la grande chaleur, et n'en sortirent qu'à six heures du soir, pour proclamer, en grande cérémonie, la Constitution, le tout sans excès et avec le plus grand ordre.

Le ministère sut à Madrid, dès la matinée du 13, par diverses dépêches du ministre de la justice, les événements de la Granja. Il convoqua aussitôt un conseil de gouvernement, où furent appelés les membres du conseil de régence,

Quesada et le marquis de Miraflorès, président de l'estamento des procérès. Que faire? Si la garnison de Madrid allait châtier celle de la Granja, l'émeute qui grondait dans la capitale aurait bientôt triomphé. Fallait-il adhérer à la décision prise par la régente, ou considérer le décret comme arraché par la violence? Aucun de ces personnages n'entendait sacrifier sa situation personnelle au salut de la patrie; on ne pouvait cependant douter de la volonté générale du pays. La décision prise fut que le ministre de la guerre, Mendez Vigo, partirait à l'instant pour la Granja et essayerait sur les soldats l'ascendant qu'on lui supposait avoir acquis à l'armée du Nord.

La mission du ministre de la guerre était des plus difficiles : elle exigeait du tact, de la finesse et de la résolution. Un instant elle faillit réussir; mais des propositions grossières d'argent, de places, d'honneurs, excitèrent bientôt la défiance. Le sergent Garcia fit comprendre à ses compagnons qu'il y aurait danger à revenir sur ce qui avait été fait, et qu'il valait mieux persévérer; si la garnison de Madrid ne s'était pas encore déclarée pour la Constitution, on avait de bonnes nouvelles des armées du Centre et du Nord; le succès n'était point douteux.

Lés avis de Garcia furent écoutés, et la joie et la tranquillité qui avaient signalé la journée du 13 furent remplacées le 14 à la Granja par l'hostilité et la méfiance réciproques. Les sergents s'organisèrent pour la défensive : on ferma les grilles de la Granja; on empêcha de sortir du palais deux fourgons chargés de bagages que l'on dirigeait sur Madrid.

Mendez Vigo, convaincu de son impuissance, offrit à la reine sa démission et son exemple fut suivi par le ministre de la justice et par le comte de San Roman L'ambassadeur d'Angleterre, M. Villiers, et le chargé d'affaires de France, M. Bois le Comte, consultés par la régente, répondirent

qu'il y avait danger à résister davantage, que si le trône d'Espagne venait à être renversé, les gouvernements de France et d'Angleterre se croiraient obligés à reconnaître don Carlos Le changement ministériel s'imposa dans l'esprit de la régente, et Mendez Vigo désigna lui-même parmi les progressistes Calatrava, Gil de la Cuadra, Ferraz, Ulloa, Ferrer, Seoane et Rodil. Il resta chargé de signer les décrets qui appelleraient chacun d'eux à ses fonctions respectives, en même temps que de communiquer aux sergents et soldats les nouvelles garanties qui leur étaient données.

De leur côté, les insurgés, bien conseillés, en étaient arrivés à formuler leurs aspirations d'une manière correcte et décisive; par une pétition qui fut rédigée le 14, ils demandaient immédiatement :

La destitution de San Roman et de Quesada;

Le réarmement de la garde nationale de Madrid;

Un décret ordonnant la proclamation dans toutes les provinces de la Constitution de 1812;

Et enfin la nomination d'un nouveau ministère.

Tous ces décrets furent écrits, signés et lus aux troupes dans la nuit du 14 au 15.

Cette même nuit, à deux heures et demie, l'ex-ministre de la guerre, accompagné d'un capitaine de la garde nationale, d'un garde du corps, du sergent Gomez et d'un soldat, partit pour Madrid, afin de communiquer officiellement aux ministres réunis dans la capitale les événements accomplis le 14 à la Granja.

Madrid, malgré la nouvelle de ce qui se passait au dehors, était encore tout entier aux mains de Quesada; cependant il y avait eu beaucoup d'agitation dans la journée du 14. Si un colonel du régiment de la Reina Gobernadora avait été tué, cette mort avait été cruellement vengée par celle

de plusieurs gardes nationaux ; dans la nuit, le couvent de San Basilio ayant été pris par des insurgés qui voulaient s'y retrancher, une compagnie envoyée avec des canons suffit pour les faire capituler. Ils s'étaient rendus sans condition et auraient été fusillés séance tenante sans l'intervention d'Isturitz. Mais la physionomie de la ville changea du tout au tout à l'arrivée de Mendez Vigo et de ses compagnons. Quand elle connut les nouveaux décrets, la garde nationale, frémissante d'indignation, reprit partout le haut du pavé ; les troupes se retirèrent dans leurs casernes; les gens violents et désordonnés lancèrent des imprécations contre Quesada, leur maître de la veille, et songèrent avant tout à se venger sur lui de la terreur qu'il leur imposait depuis un mois.

Des amis généreux avertirent le malheureux général que la fureur populaire se concentrait contre lui et qu'il était menacé du sort de Bassa et de Donadio. Il essaya de fuir, parvint à sortir de l'enceinte même de Madrid ; mais à peine avait-il mis le pied dans le petit village de Hortaleza, situé à quelques minutes de la capitale, qu'il fut arrêté par les gardes nationaux du village, et enfermé dans une petite maison, voisine de la grande route. La nouvelle de son arrestation ne tarda pas à se répandre, et une bande de meurtriers accourut aussitôt. Personne ne s'opposa à l'expédition de ces malfaiteurs; le général était désarmé; ils se précipitèrent sur lui, et lui portèrent à l'envi des coups mortels. Leur fureur, non assouvie par la mort de leur victime, les porta à mutiler son cadavre pour en faire d'horribles trophées qui furent exposés aux yeux de tous au café Nuevo.

Quesada mourut en homme de courage ; que n'eut-il, avec sa bravoure, une plus grande confiance dans la liberté, une plus claire intelligence des destinées de son pays !

Isturitz, Galiano et le duc de Rivas pouvaient redouter le même sort et durent se cacher. Isturitz, avec un passe-port

et un costume de courrier anglais, eut de la peine à s'échapper et à gagner Lisbonne. Galiano et le duc de Rivas, plus heureux, s'enfuirent sans trop de difficulté et allèrent redemander à la France l'asile que trois ans auparavant elle leur donnait encore. Plusieurs autres chefs du parti modéré, Toreno, Miraflorès, les représentants les plus connus de la vieille aristocratie, les ducs d'Ossuna, de San Carlos, de Veragua, obéissant à un sentiment de terreur qu'il était de bon goût et de bonne politique d'exagérer, émigrèrent aussi et allèrent blâmer à l'étranger les violents excès d'une nation qui avait le mauvais goût de réprouver leur funeste politique.

Cependant, tandis que la révolution triomphait le 15 à Madrid par l'abdication simultanée de tous les défenseurs du parti modéré, il fallait à la Granja faire rentrer dans l'ordre les bataillons soulevés ; c'était la première difficulté qui s'offrait au nouveau président du conseil, Calatrava, et au nouveau ministre de la guerre, Rodil. Ces deux personnages prenaient possession de leurs portefeuilles dès le 16 août et entraient en pourparlers avec le sergent Garcia, reconnu par tous ses collègues comme principal chef de l'insurrection.

Leur but était d'entraîner à Madrid toutes les troupes rebelles, afin de les confondre avec celles de Madrid restées constamment fidèles. Ils y réussirent le même jour, mais en souscrivant à certaines conditions. Il fallut que Rodil, ayant à ses côtés le sergent Garcia, consentît à commander les compagnies rebelles et à faire avec elles dans Madrid une espèce d'entrée triomphale, qui eut lieu le 18, pendant que la régente, accompagnée de ses deux filles, rentrait le 17 sans aucun accompagnement et presque honteusement dans sa capitale.

Les deux chefs de l'armée du Nord et du Centre étaient

complétement d'accord avec la politique du ministère Isturitz ; aussi n'était-on pas sans inquiétude sur la manière dont ils allaient accueillir la nouvelle des événements de la Granja. On fut bientôt rassuré.

Montès, déjà très-mécontent de l'esprit d'indiscipline qui régnait dans quelques-unes des divisions de l'armée qu'il venait de former, sachant qu'un grand nombre d'officiers remués par des proclamations de San Miguel adhéraient au mouvement, se garda bien d'écouter les insinuations de Narvaez, qui, désireux de jouer un rôle politique, voulait l'entraîner à Madrid ; il fit proclamer la Constitution par ses troupes et se contenta de donner sa démission. En même temps chacune des colonnes qu'il avait commencé à réunir pour l'attaque de Cantavieja était renvoyée à sa résidence antérieure; la brigade de Narvaez recevait la mission de garantir la seigneurie de Molina et l'Alcarria contre les déprédations de don Basilio. Les uns et les autres semblaient ne pas comprendre qu'en mettant leurs mesquines passions au-dessus des intérêts généraux du pays, ils servaient exclusivement la cause des carlistes et augmentaient les forces de Cabrera.

Quant à Cordoba, son rôle politique était beaucoup trop accentué pour qu'il pût garder le commandement sous l'empire de la Constitution de 1812, dont il avait toujours affecté d'être l'implacable adversaire. Depuis le commencement du mois sa situation au milieu des troupes était devenue insoutenable ; il avait d'abord fait face avec la plus grande difficulté, et en faisant preuve de courage personnel, à une insubordination du bataillon de Gerona. Mais toute son influence était venue se briser contre la division de cavalerie de la Ribera, qui sur la nouvelle du mouvement de Saragosse avait proclamé la Constitution. Cette division d'ailleurs était animée des sentiments les plus patriotiques :

au moment même où elle se mettait, sur la politique intérieure, en opposition avec son chef, elle battait, sous les ordres du général Uribarren, les carlistes à Calahorra et leur faisait une centaine de prisonniers. Dès qu'il connut les événements de la Granja, Cordoba, sans attendre l'acceptation de sa démission, passa en France : ses principaux officiers, par marque d'estime, l'accompagnèrent jusqu'à la frontière. Les derniers conseils qu'il leur donna furent de proclamer la nouvelle Charte que la nation se donnait, et de fortifier dans leurs corps respectifs l'esprit de discipline que ces événements n'avaient que trop ébranlé (août 1836).

L'expatriation de Cordoba et la démission de Montès assuraient au ministère Calatrava, sûr de la Catalogne et déjà maître de Madrid, les deux seules agglomérations de troupes qui auraient pu dans l'Espagne libérale s'opposer à la proclamation de la Constitution de 1812.

---

# NOTES DE L'INTRODUCTION

## NOTE A

### Elégie de don Juan Nicasio Gallego
### Au 2 mai.

Nuit, lugubre nuit, asile éternel de quiconque gémit en silence sous le poids de peines profondes, et n'est pas soulagé par le sommeil, ne dédaigne point ma prière. Prête à mes accents un poison mortel. Dans ta sublime horreur exaltant mon ardente fantaisie, donne à mon pinceau des couleurs flamboyantes ; qu'aux reflets d'une torche vengeresse, je décrive la journée terrible, que j'irrite la haine de ma patrie, que je sois le scandale et la terreur de l'univers!

Ah ! de combien de victimes Mantoue affligée n'a-t-elle pas à pleurer la destruction ! elles ont succombé comme ces plantes débiles qu'un horrible vent sèche dans sa fureur. J'ai vu, oui, j'ai vu toute une brillante jeunesse courir au-devant de l'hôte fatal. Mais que pouvait-elle faire dans son généreux effort? Le chef perfide en qui elle plaçait son honneur et sa défense l'a condamnée à périr sous le glaive. Qui donc, mais qui donc viendra raconter la perfidie, l'atroce trahison de celui qui, violant les droits sacrés de l'amitié, a lancé contre un peuple sans défense tout ce troupeau de tigres affamés ?

Que de meurtres ! Que de carnages ! Que de gémissements ! Voyez ce misérable tout tremblant ; il se traîne aux pieds du chef farouche de l'atroce bande. « Que t'ai-je donc fait? crie-t-il en gémissant, les yeux baignés de larmes. Avec toi j'ai partagé mon pain et ma demeure, je t'ai reçu dans mes bras, je t'ai cédé mon lit, j'ai calmé ta soif, je me suis

appelé ton ami. Pourras-tu donc payer mon hospitalité sincère, franche, loyale, sans ruse ni duplicité, par une mort cruelle et d'indignes outrages ? » Supplications perdues, prières inutiles ! Le monstre infâme regarde de l'œil les ministres de sa volonté, et d'une voix terrible, crie : « Feu ! » Le misérable tombe expirant : la terre est rouge de son sang.

Mais, hélas ! tandis que la désolation étend ses funestes ailes sur la métropole opprimée, tandis qu'elle règne sur toutes ses places, à l'âpre sifflement des balles ardentes, au son rauque des bronzes chargés, succèdent de nouveaux bruits, des frémissements inouïs. Écoutez..... les portes des timides habitants s'ouvrent sous des coups violents, leurs gonds qui résistent cèdent à un choc brutal ! Écoutez..... avec quelles clameurs effrayantes les victimes fuient, les persécuteurs s'acharnent après elles. Tout ce qu'ils rencontrent est brisé par ces atroces brigands, que le vol infâme et la tuerie aveuglent. Ils pénètrent partout altérés de sang, d'or et de larmes : les voilà au cœur même des foyers !

Atrocités horribles ! Trêve, ô ma Muse ! La voix s'arrête dans mon gosier, les sanglots m'oppressent. Devant une semblable ignominie le brave Espagnol courbera-t-il sous la chaîne son cou indompté ? Oh ! non ! J'entends approcher le char sanglant de la fière Pallas, je la vois de son front brillant stimulant ses coursiers de feu. Déjà les vaillants fils de Pélage revêtent la solide cuirasse et le brillant harnais ; leur acier reluit au soleil d'un brillant éclat.

Vengeance et guerre ! Ces mots ont retenti jusque dans la tombe des héros. Vengeance et guerre ! a répété Moncayo. A ce cri héroïque qui court dans les airs : Vengeance et guerre ! disent à leur tour Turia et Duero. Le Guadalquivir belliqueux relève aussi à ce son belliqueux son front royal ; il brandit sa lance avec fierté et s'élance jusqu'à la mer en criant aussi : Vengeance et guerre !

Quant à vous, ombres fugitives de ceux que le couteau infidèle a enlevés à leurs pénates, vous qui parcourez en gémissant les vastes plaines de la Castille, l'Espagne héroïque saura vous honorer. En même temps qu'au bandit aveuglé par l'insolence qui voulait lui imposer le bonheur à feu et à

sang elle renvoie ses présents à feu et à sang, elle vous érigera à vous dans sa piété un noble et solennel monument. Il sera à la fois un souvenir d'opprobre et de honte pour la vile trahison du despote ; il sera aussi un autel sacré où tout Espagnol jurera au monstre une rancune de mort qui se transmettra avec le sang à cent générations.

## NOTE B

### ODE DE QUINTANA A DON FRANCISCO DE BALMIS SUR LA PROPAGATION DE LA VACCINE EN AMÉRIQUE.

Un de mes amis, que le découragement de la vie a enlevé à sa famille et à la littérature à l'âge de quarante ans, M. Léon Mille, de l'Aigle, avait à ma prière commencé la traduction en vers de cette ode ; il n'a pu la terminer, mais je croirais manquer aux devoirs de l'amitié si je ne reproduisais ici, telle qu'il me l'adressa, l'ébauche première de son travail :

Vierge du monde, innocente Amérique,
Toi qui présente à ton ciel souriant
Ton beau front, plein de jeunesse pudique
Et de trésors ton sein luxuriant,
Toi la plus douce, autant que la plus belle
Des régions du terrestre séjour,
Qui de la destinée, ensuite si cruelle,
Dus être le délice et le premier amour,
Entends-moi. Si jamais, parcourant ton histoire,
Mes yeux sont restés secs et non gonflés de pleurs,
Si mon cœur put jamais, sans compassion notoire,
Sans colère, écouter les cris de tes douleurs,
Ah ! qu'éternellement au comble du supplice,
De la vertu pour moi s'éteignent les flambeaux,
Que je sois le semblable ou même le complice
Des malfaiteurs qui t'ont ainsi mise en lambeaux !
        Sur le livre éternel de vie
        En lettres de sang sont écrits
        Ces longs et lamentables cris
        Lancés par ta lèvre flétrie
        Vers le ciel, contre ma patrie.
Ils ne laissent point place à la gloire, au bonheur,
Sur ce champ souillé fatal à son honneur.

Cesseront-ils enfin ? Trois siècles de l'histoire,
Trois siècles de malheurs et de remords amers
Ne sont-ils pas assez pour terme expiatoire ?
Ah ! nous ne sommes plus, oh ! non, tu peux m'en croire,
Ces hommes qui se sont élancés sur les mers,
Fils ailés de l'Audace, à la face du monde,
Ceux-là qui sont venus troubler ta paix profonde,
T'en arracher, sanglante, enchaînée.

Ici s'arrêtent les vers de notre malheureux ami ; et nous traduisons nous-même la strophe suivante, la plus importante de toute la pièce, puisqu'elle contient l'absolution que Quintana voulait donner à ses compatriotes.

Vous n'êtes plus les mêmes. Soit ; mais ma douleur doit-elle cesser pour cela ? Je veux bien oublier la rigueur de mes durs vainqueurs. De leur atroce avarice, de leur cruauté, de leur oubli de toute clémence, l'Espagne n'est pas coupable. Le siècle entier, voilà le criminel.

Mais quand donc, grand Dieu ! pourrai-je oublier les maux épouvantables qui m'oppressent encore aujourd'hui, et parmi eux... Ah ! venez me contempler, si l'honneur ne vous le défend, venez me voir empoisonnée par ce fléau fatal descendu pour me désoler de vos funestes navires.

Il s'agit de la petite vérole, et le sujet de l'ode est l'éloge de Balmis, envoyé de l'autre côté de l'Atlantique pour propager la vaccine sur tout le nouveau continent.

La dernière strophe est écrite sous l'influence des événements si tristes dont l'Espagne était le théâtre ; l'auteur y engage Balmis à ne pas revenir :

Il ne croît plus en Europe, le laurier sacré dont elle devait orner ton front. Reste donc là-bas, là où la paix, la belle indépendance auront toujours un asile sacré. Reste là où tu recevras enfin le prix auguste de ta glorieuse action.

## NOTE C

Nous ne pouvons résister au désir de donner ici le portrait de Fray Gerundio, tel qu'il a été dessiné par le père Isla ; il

n'y a qu'à ôter quelques traits tenant exclusivement à l'époque, et l'on retrouve encore bien souvent le personnage dans l'Espagne d'aujourd'hui. La plupart des sermons que l'on débite dans les Eglises catholiques de la Péninsule ne sont guère plus substantiels que celui que pouvait prêcher le Fray Gerundio du père Isla :

« Le père prédicateur doyen était dans toute la fleur de l'âge; il avait trente-trois ans sonnés. Il était robuste, corpulent, d'une haute stature ; tous ses membres étaient bien symétriques, bien proportionnés ; il marchait tout droit, le ventre proéminent, le cou redressé, le crâne pointu, offrant à l'œil une couronne de cheveux relevés avec art, le froc bien propret et disposé en plis très-abondants, la chaussure bien ajustée, et enfin la calotte de soie piquée à l'aiguille, couverte de dessins gracieux et se terminant au centre par un gland très-coquet ; le tout, exécuté par de saintes femmes qui se mouraient pour leur père prédicateur. En somme, c'était un vert-galant. Ajoutez une voix claire et sonore, un peu de grasseyement, un charme tout spécial pour conter l'anecdote, un talent bien connu pour singer, de l'entrain dans les mouvements, de la popularité dans les manières, une ampleur excessive dans le style, une hardiesse extrême dans la pensée ; le tout semé et entremêlé de plaisanteries, de farces, de proverbes, de propos familiers, dits avec une certaine grâce. Il n'en fallait pas davantage, non-seulement pour enlever les masses, mais encore pour soulever les pavés des rues.

« C'était un de ces prédicateurs cultivés, qui, en citant les saints Pères et les Evangélistes, rougiraient de les appeler par leurs noms propres, de peur de commettre une vulgarité. Pour lui, saint Matthieu, c'est l'Ange de l'histoire ; saint Marc, l'évangélique Taureau ; saint Luc, le plus divin pinceau; saint Jean, l'aigle de Patmos ; saint Jérôme, la pourpre de Belen ; saint Ambroise, le rayon de miel des docteurs, et saint Grégoire, la tiare allégorique.

« N'allez pas croire qu'après avoir indiqué le texte de son sermon, quand il avait à citer le chapitre de l'Evangile qui devait le fournir, il eût dit simplement et naturellement : *Joannis capite decimo tertio* ou *Matthiæ capite decimo quarto*.

Allons donc ! quelle folie ! on l'eût pris pour un prédicateur du samedi. Lui s'exprimait ainsi : *Evangelica lectione Matthæi vel Joannis capite decimo quarto ;* parfois, pour que l'inversion ressortît avec plus d'éclat, il disait : *Quarto decimo ex capite.*

« Il fallait le voir, en même temps qu'il annonçait son texte, enfoncer avec une certaine affectation gracieuse les deux doigts de la main droite entre le cou et le collet du capuchon, comme pour remuer la tête en toute liberté ; deux ou trois minauderies le préparaient à l'inspiration ; puis, l'annonce faite, il feignait par quelques bonds de vouloir s'élancer hors de sa chaire. Ne fallait-il pas ensuite dégager les poumons ? Il enflait ses joues, regardait avec dédain, l'un après l'autre, tous les coins de l'auditoire, et terminait enfin par un bruit guttural tenant le milieu entre l'éternument et le hennissement. Il avait eu soin, le jour de prêche, de se raser, d'égaliser sa couronne de cheveux, de relever son toupet ; puis, après avoir marmotté ou feint de marmotter une brève prière, tout à coup, il se dressait debout sur son pupitre ; il tirait avec précaution de sa manche gauche un mouchoir de soie d'une vare, de couleur vive ; il l'agitait, se mouchait avec fracas, ne dût-il sortir que du vent, et, l'opération terminée, il remettait son mouchoir dans sa manche avec mesure et en cadence. Puis il jetait sur l'assemblée un regard hardi, moitié irrité, moitié dédaigneux, et le voilà enfin qui commençait par ces mots : *Soit avant toute chose loué et glorifié*, pour terminer par ceux-ci : *dans l'être primitif instantané de son animation naturelle.* Jamais le père prédicateur n'eût manqué ce commencement et cette fin dans un seul de ses sermons, même en face de saint Paul. Il donnait ainsi autant de preuves qu'il n'y avait dans toutes ses oraisons ni une miette de jugement, ni un atome de généralisation, ni une pointe d'esprit, ni une goutte de bon sens, ni un brin de cervelle. »

## NOTE D.

Don Miguel Colmeiro, dans un livre qu'il a publié en 1858 à Madrid sous ce titre : *La Botanica y los Botanicos de la Penin-*

*sula Hispana Lusitana*, nous donne des détails très-intéressants sur les diverses expéditions scientifiques organisées par le gouvernement espagnol dans la seconde moitié du dernier siècle et le premier quart de celui-ci.

Le premier expéditionnaire qui mérite d'être cité est Loeflung, l'ami et le disciple de Linnée. Envoyé par Ferdinand VI en Amérique, Loeflung se dévoue le premier en 1754 à étudier soigneusement les trésors de la végétation tropicale.

Après lui viennent Ruiz et Pavon, qui, en 1777, s'embarquèrent pour explorer le Chili et le Pérou ; après dix années d'excursions constantes dans ces deux pays et aux îles Philippines, ils furent assez heureux pour rapporter en Espagne une grande masse de spécimens et de dessins; mais au lieu des huit volumes qui devaient composer leur œuvre totale, ils ne purent en imprimer que quatre ; une grande partie de leurs dessins et manuscrits est restée entassée dans les archives du Jardin Botanique de Madrid.

En 1783, une commission spéciale fut donnée à don José Célestino Mutis, Espagnol établi dans le Vénézuéla, qui s'était distingué à Santa-Fé de Bogota par l'ardeur avec laquelle il se dévouait à l'étude des sciences ; ce savant fut chargé d'étudier la flore de la Nouvelle-Grenade, et pendant vingt-cinq années, de 1783 à 1808, époque de sa mort, il ne cessa, avec les ressources que mettait à sa disposition un gouvernement éclairé, de réunir tous les matériaux propres à faire parfaitement connaître toutes les productions de ce curieux pays. L'œuvre de Mutis est considérable, et l'Espagne, qui n'est pas riche en savants, se devrait à elle-même d'honorer mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à ce jour, la mémoire de cet homme éminent que Linnée, Humboldt et Cavanilles honoraient d'une si haute estime. Le Jardin Botanique de Madrid a reçu dès 1817 tous ses manuscrits, son herbier et une collection de 6849 dessins de plantes ; ces matériaux restent là inutiles, oubliés, abandonnés, sans qu'un décret bienfaisant, depuis cinquante années passées, soit venu les tirer de leur oubli. L'Espagne a refusé de les rendre au Vénézuéla, qui les a réclamés, et elle-même ne sait en tirer aucun profit !

Dans le même moment où Mutis explorait avec ardeur la Nouvelle-Grenade, une autre commission, dont faisaient partie Martin Sessé et Mariano Mociño, parcourait en tous sens le Mexique dans le même but; de 1795 à 1814, elle réunissait dans cette contrée, en manuscrits, dessins, plantes, animaux, d'immenses trésors qui allèrent s'agglomérant dans le Jardin Botanique de Mexico, dont les chefs de l'expédition étaient les principaux directeurs. L'herbier formé par eux passa en 1820 au Jardin Botanique de Madrid, où il existe encore aujourd'hui, confondu dans l'herbier général de cet établissement. Quant à la collection des dessins, plantes et animaux, et aux manuscrits restés au pouvoir de Mociño, ils subirent une série de vicissitudes, qui prouvent et la valeur réelle dont ils jouissaient parmi les savants, et le tort du gouvernement espagnol de ne pas les mettre à la portée de tous par un dernier sacrifice. Mociño, obligé, en 1815, par les circonstances politiques, d'abandonner l'Espagne, avait transporté ses manuscrits et dessins à Montpellier ; on les apprécia grandement dans cette ville intelligente, et de Candolle, à qui ils furent communiqués, en publia une grande partie dans ses divers ouvrages. Ce même botaniste, en étant devenu dépositaire, les avait transportés à Genève avec l'autorisation de Mociño, lorsque ce dernier, en 1817, les réclama tout à coup avec énergie et précipitation. De Candolle reçut avec le plus vif désespoir cette triste nouvelle, car il n'avait pas le temps de prendre copie de ces dessins si intéressants ; au milieu de sa plus vive contrariété, il fut tout à coup aidé par le dévouement de ses concitoyens, qui s'offrirent en foule à copier les dessins ; plus de cent dames voulurent participer à cette œuvre ; et en dix jours la flore de Mexico fut copiée, et l'on put rendre à Mociño ses dessins, qui allèrent se perdre dans un coin obscur de la Péninsule. L'Europe a dû au dévouement des dames genevoises de ne pas voir le dessin des plantes mexicaines perdu pour l'examen des savants européens ; des autres manuscrits de Mociño, quelques-uns sont perdus, d'autres gisent entassés dans les archives du Jardin Botanique de Madrid.

# NOTES DU LIVRE PREMIER

## NOTE A.

### STATUT ROYAL.

Désireuse de rétablir dans leur force et vigueur les lois fondamentales de la monarchie, voulant mener à bonne fin ce qu'elles préviennent sagement pour le cas où viendrait à monter sur le trône un monarque mineur, anxieuse aussi d'asseoir sur une base solide et permanente la prospérité et la gloire de cette nation magnanime, j'ai ordonné et j'ordonne, au nom de ma glorieuse fille Isabelle seconde, après avoir recueilli l'avis du Conseil de régence et du Conseil des ministres, que l'on garde, accomplisse et observe le statut royal ci-dessous pour la convocation des Cortès générales du royaume.

**Statut royal.**

TITRE I. — De la convocation des Cortès générales du royaume.

ART. 1er. D'accord avec ce que prévoient la loi 5e, titre 15, partida 2, et les lois 1re et 2e, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, Sa Majesté la Reine Régente, au nom de sa glorieuse fille Isabelle seconde, a résolu de convoquer les Cortès générales du Royaume.

ART. 2. Les Cortès générales se composeront de deux estamentos : celui des Procérès du royaume, et celui des Procuradorès.

TITRE II. — Estamento des Procérès du royaume.

ART. 3. L'estamento des Procérès du royaume se composera :

1° De très-révérends archevêques et révérends évêques ;

2° De grands d'Espagne ;

3° De titres de Castille ;

4° D'un nombre indéterminé d'Espagnols, élevés en dignités et illustrés par les services qu'ils auront rendus dans les diverses carrières, qui seront ou auront été secrétaires d'Etat, Procuradorès du royaume, ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, conseillers d'Etat, généraux de mer ou de terre, et magistrats des tribunaux suprêmes ;

5° De propriétaires territoriaux ou maîtres de fabriques, de manufactures ou d'établissements commerciaux, qui réuniront à leur mérite personnel et aux circonstances spéciales qui les distingueront, l'avantage de posséder une rente annuelle de 60 000 réaux et celui d'avoir été antérieurement Procuradorès du royaume ;

6° De ceux qui, dans l'enseignement public ou en cultivant les sciences ou les lettres, auront acquis grande renommée et célébrité, pourvu qu'ils possèdent une rente annuelle de 60 000 réaux, soit qu'elle leur vienne de biens propres, soit qu'elle leur vienne d'une fonction rétribuée par l'Etat.

ART. 4. Il suffira d'être archevêque ou évêque élu ou auxiliaire pour pouvoir être appelé en cette qualité à prendre place dans l'estamento des Procérès du royaume.

ART. 5. Tous les grands d'Espagne sont membres nés de l'estamento des Procérès du royaume : ils y prendront place en cette qualité, pourvu qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Avoir 25 ans accomplis ;

2° Être en possession de la grandesse, et la posséder par droit personnel ;

3° Justifier qu'on possède une rente annuelle de 200 000 réaux ;

4° N'être soumis dans ses biens à aucune espèce d'intervention ;

5° N'être point poursuivi criminellement ;

6° N'être point sujet d'une autre puissance.

ART. 6. La dignité de Procer du royaume est héréditaire dans les grands d'Espagne.

ART. 7. Le Roi élit et nomme les autres Procérès du royaume, dont la dignité est viagère.

ART. 8. Les titres de Castille qui seront nommés Procérès du royaume devront justifier qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Avoir plus de 25 ans ;

2° Etre en possession du titre de Castille, et le posséder par droit personnel ;

3° Justifier d'une rente de 80 000 réaux ;

4° N'être soumis dans ses biens à aucune espèce d'intervention ;

5° N'être point poursuivi criminellement ;

6° N'être point sujet d'une autre puissance.

ART. 9. Le nombre des Procérès du royaume est illimité.

ART. 10. La dignité de Procer du royaume se perd uniquement par incapacité légale, en raison d'une sentence entraînant peine infamante.

ART. 11. Un règlement déterminera tout ce qui concerne le régime intérieur et le mode de délibérer de l'estamento des Procérès du royaume.

ART. 12. Le Roi choisira parmi les Procérès du royaume, chaque fois que se réuniront les Cortès, ceux qui devront exercer, durant la réunion, les fonctions de président et vice-président de cet estamento.

TITRE III. — Estamento des Procuradorès du royaume.

ART. 13. L'estamento des Procuradorès se composera des personnes qui auront été nommées conformément à la loi électorale.

ART. 14. Les conditions pour être Procurador sont les suivantes :

1° Etre originaire du royaume ou être issu de parents espagnols ;

2° Avoir 30 ans accomplis ;

3° Posséder une rente personnelle de 12 000 réaux ;

4° Etre né dans la province où l'élection aura eu lieu, ou y avoir résidé dans les deux années antérieures à l'élection, ou y posséder soit une propriété rustique ou urbaine, soit un capital en cens donnant la moitié de la rente nécessaire pour être Procurador du royaume.

Au cas où une même personne serait élue Procurador par plus d'une province, elle aurait le droit d'opter entre celles qui l'auraient nommée.

Art. 15. Ne pourront être Procuradorès du royaume :

1° Ceux qui seront poursuivis criminellement ;

2° Ceux qui auront été condamnés par un tribunal à une peine infamante ;

3° Ceux qui auront une incapacité physique notoire et de caractère permanent ;

4° Les négociants déclarés en état de faillite, ou ayant suspendu leurs payements ;

5° Les propriétaires dont les biens seraient administrés par un interventeur ;

6° Les débiteurs de l'Etat, en qualité de seconds contribuables.

Art. 16. Les Procuradorès du royaume agiront conformément aux pouvoirs qui leur auront été donnés à l'époque de leur nomination, aux termes du décret royal de convocation.

Art. 17. La durée des pouvoirs des Procuradorès sera de trois ans, à moins qu'avant ce terme le Roi ne vienne à dissoudre les Cortès.

Art. 18. Quand on procédera à de nouvelles élections, soit parce que les pouvoirs seront expirés, soit parce que les Cortès auront été dissoutes, ceux qui auront déjà été Procuradorès du royaume pourront être réélus, pourvu qu'ils continuent d'avoir les conditions requises par les lois.

### Titre IV. — De la réunion de l'estamento des Procuradorès du royaume.

Art. 19. Les Procuradorès du royaume se réuniront au lieu

qui sera fixé par le décret de convocation pour la réunion des Cortès.

ART. 20. Le règlement des Cortès fixera la forme et les règles qui devront être observées pour la présentation et l'examen des pouvoirs.

ART. 21. Lorsque les pouvoirs des Procuradorès du royaume auront été examinés, ceux-ci procéderont à l'élection de cinq d'entre eux, parmi lesquels le Roi désignera les deux appelés à exercer les fonctions de président et de vice-président.

ART. 22. Le président et le vice-président de l'estamento des Procuradorès du royaume cesseront d'exercer leurs fonctions dès que le Roi suspendra ou dissoudra les Cortès.

ART. 23. Le règlement fixera tout ce qui concerne le régime intérieur et le mode de délibération de l'estamento des Procuradorès du royaume.

TITRE V. — Dispositions générales.

ART. 24. C'est au Roi qu'il appartient exclusivement de convoquer, suspendre et dissoudre les Cortès.

ART. 25. Les Cortès se réuniront en vertu d'un décret de convocation, au lieu et au jour qu'il désignera.

ART. 26. Le Roi ouvrira et fermera les Cortès, soit en personne, soit par l'intermédiaire des secrétaires d'Etat, spécialement autorisés à cet effet par un décret visé par le président du Conseil des ministres.

ART. 27. Conformément à la loi 5e, titre 15, partida 2, les Cortès générales seront convoquées après la mort du Roi, pour que son successeur y jure d'observer fidèlement les lois, et reçoive lui-même des Cortès le serment qui lui est dû de fidélité et d'obéissance.

ART. 28. Les Cortès générales du royaume seront également convoquées en vertu de la présente loi, quand le prince ou la princesse qui aura hérité de la couronne sera mineur.

ART. 29. Dans le cas exprimé à l'article précédent, les gardiens du Roi enfant jureront, dans les Cortès, de veiller loyalement à la garde du prince et de ne pas violer les lois de

l'Etat; ils recevront des Procérès et des Procuradorès du royaume le serment de fidélité et d'obéissance.

Art. 30. Conformément à la loi 2e, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, les Cortès du royaume seront convoquées chaque fois qu'il se présentera une affaire difficile, grave, pour laquelle, au jugement du Roi, on jugera nécessaire de les consulter.

Art. 31. Les Cortès ne pourront délibérer sur aucune affaire qui n'aura été expressément soumise à leur examen par un décret royal.

Art. 32. Elles gardent néanmoins le droit qu'elles ont toujours exercé, d'élever des pétitions au Roi; elles l'exerceront dans le mode et la forme qui seront fixés par le règlement.

Art. 33. La formation des lois requiert l'approbation de l'un et l'autre estamento, et la sanction du Roi.

Art. 34. Conformément à la loi 1re, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, il ne sera exigé ni tributs, ni contributions d'aucune espèce, sans que, sur la proposition du Roi, il soit intervenu un vote des Cortès.

Art. 35. Les contributions ne pourront être imposées pour des termes dépassant deux ans; avant l'expiration de ce terme, elles devront être à nouveau votées par les Cortès.

Art. 36. Avant que les Cortès soient appelées à voter sur les diverses contributions qui devront être fixées, il leur sera présenté, par les secrétaires d'Etat respectifs, une exposition qui manifestera l'état où se trouvent les diverses branches de l'administration publique; le ministre des finances présentera ensuite aux Cortès le budget des dépenses et les moyens d'y faire face.

Art. 37. Le Roi suspendra les Cortès en vertu d'un décret visé par le président du Conseil des ministres; ce décret lu, l'un et l'autre estamento se sépareront, sans qu'ils puissent se réunir à nouveau ni prendre aucune délibération ou aucun accord.

Art. 38. Dans le cas où le Roi aura suspendu les Cortès, celles-ci ne peuvent plus se réunir qu'en vertu d'une nouvelle convocation.

Art. 39. Au jour qui aura été signalé pour la nouvelle réu-

nion des Cortès, les mêmes Procuradorès du royaume devront se présenter, à moins cependant que le terme de trois ans qui fixe la durée de leurs pouvoirs ne soit déjà expiré.

Art. 40. Quand le Roi dissoudra les Cortès, il devra le faire en personne ou au moyen d'un décret visé par le président du Conseil des ministres.

Art. 41. Dans l'un et l'autre cas, les deux estamentos se sépareront immédiatement.

Art. 42. Dès que, par un ordre royal, la dissolution des Cortès aura été annoncée, l'estamento des Procérès du royaume ne peut plus se réunir ni prendre aucune résolution ou aucun accord, avant que les Cortès soient réunies en vertu d'un nouveau décret de convocation.

Art. 43. Lorsque les Cortès sont dissoutes par un ordre du Roi, les pouvoirs des Procuradorès sont, par ce même acte, annulés. Tout ce qu'ils pourront faire ou décider après, est nul de plein droit.

Art. 44. Dans le cas où les Cortès auraient été dissoutes, de nouvelles devront être réunies avant le délai d'un an.

Art. 45. Toutes les fois que les Cortès seront convoquées, l'un et l'autre estamento devront être convoqués à la fois.

Art. 46. Un estamento ne pourra être réuni sans que l'autre le soit également.

Art. 47. Chaque estamento tiendra ses réunions en un local distinct.

Art. 48. Les séances de l'un et l'autre estamento seront publiques, sauf dans les cas signalés par le règlement.

Art. 49. Les Procérès, comme les Procuradorès du royaume, seront inviolables pour les opinions et les votes qu'ils auraient émis dans l'exercice de leur mandat.

Art. 50. Le règlement des Cortès déterminera les rapports de l'un et l'autre estamento, soit entre eux, soit avec le gouvernement.

Signé : *La Reine Régente,*
CHRISTINE.

Aranjuez, 10 avril 1834.

Contre-signé : Martinez de la Rosa, Xavier de Burgos, Garelly, Zarco del Valle, Vasquez Figuèroa, Imaz.

## NOTE B.

### TRAITÉ DE LA QUADRUPLE ALLIANCE.

ART. 1er. Sa Majesté Impériale le duc de Bragance, régent du royaume de Portugal et des Algarves, au nom de la Reine doña Maria II, s'oblige à user de tous les moyens qui seront en son pouvoir pour obliger l'infant don Carlos à s'éloigner du territoire portugais.

ART. 2. Sa Majesté la Reine gouvernante et régente d'Espagne, durant la minorité de sa fille doña Isabelle II, Reine d'Espagne, priée et invitée par le présent acte par S. M. I. le duc de Bragance, régent au nom de la reine doña Maria II, et ayant en outre de justes et graves sujets de plainte contre l'infant don Miguel, pour le soutien et l'appui qu'il a prêtés au prétendant à la couronne d'Espagne, s'oblige à faire entrer sur le territoire portugais le nombre de troupes espagnoles que fixeront plus bas les deux parties contractantes, pour qu'elles coopèrent avec celles de S. M. F., à faire retirer du territoire portugais les infants don Carlos et don Miguel; S. M. la Reine gouvernante, régente d'Espagne, s'oblige en outre à maintenir pour le compte de l'Espagne, et sans aucuns frais pour le Portugal, les troupes espagnoles, lesquelles devront être reçues et traitées à tous égards comme le seraient les troupes de S. M. I.; S. M. la Reine régente s'oblige à faire retirer ses troupes hors du territoire portugais aussitôt que le but mentionné de l'expulsion des infants aura été atteint, et dès que la présence de ces troupes en Portugal ne sera plus requise par S. M. I. le duc régent, au nom de la Reine doña Maria II.

ART. 3. S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige à coopérer, par l'emploi d'une force navale, aux opérations qui doivent être entreprises en conformité des stipulations du présent traité par les troupes d'Espagne et de Portugal.

ART. 4. Au cas où la coopération de la France serait jugée nécessaire par les hautes parties contractantes pour atteindre

le but fixé dans le traité, S. M. le roi des Français s'oblige à faire, sur ce point, tout ce que lui et ses augustes alliés détermineront d'un commun accord.

Art. 5. Les hautes parties contractantes sont convenues qu'en conséquence des stipulations contenues dans les articles précédents, il sera fait immédiatement une déclaration pour annoncer à la nation portugaise les principes et l'objet des stipulations de ce traité ; et S. M. I. le duc de Bragance, régent au nom de la Reine doña Maria II, animé du sincère désir d'effacer tout souvenir du passé et de réunir autour du trône de S. M. I. la nation entière sur laquelle la divine Providence l'a appelé à régner, déclare son intention de publier en même temps une amnistie ample et générale en faveur de tous les sujets de S. M. I. qui, dans un délai qui sera signalé, reviendront à l'obéissance. S. M. I. le duc régent, au nom de sa fille la reine doña Maria II, déclare aussi son intention d'assurer à l'infant don Miguel, aussitôt qu'il sera sorti des Etats portugais, une rente correspondant à son rang et à sa naissance.

Art. 6. S. M. la Reine gouvernante, régente d'Espagne, pendant la minorité de sa fille doña Isabelle II, Reine d'Espagne, en vue du présent article, déclare son intention d'assurer à l'infant don Carlos, aussitôt qu'il sera sorti des territoires espagnols et portugais, une rente correspondant à son rang et à sa naissance.

Art. 7. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications s'échangeront à Londres dans le délai d'un mois, ou auparavant, si cela est possible.

Signé à Londres le 22 avril 1834 : Miraflorès, Talleyrand, Palmerston, Sarmento.

## NOTE C.

### ARTICLES ADDITIONNELS AU TRAITÉ DE LA QUADRUPLE ALLIANCE.

ART. 1er. Sa Majesté le Roi des Français s'engage à prendre, sur tous les points de son territoire servant de frontière au territoire espagnol, les moyens les plus actifs pour empêcher que de France il ne soit envoyé aucune espèce de secours, en hommes, armes et munitions, aux insurgés d'Espagne.

ART. 2. S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, s'oblige à donner à S. M. Catholique, les permis d'armes et de munitions de guerre dont elle aurait besoin, et à l'aider même, si cela était nécessaire, avec une force navale.

ART. 3. S. M. I. le duc de Bragance, régent du royaume de Portugal et des Algarves, au nom de la Reine doña Maria II, en communauté complète de sentiments avec ses augustes alliés, et désireuse en même temps de donner une juste rétribution aux engagements pris par S. M. la Reine régente d'Espagne dans l'article 2 du traité du 22 avril, s'oblige à venir, en cas de besoin, au secours de S. M. et à coopérer, par tous les moyens en son pouvoir, dans la forme et la manière qui seront fixées plus tard entre lesdites Majestés.

ART. 4. Les articles antérieurs auront la même force que s'ils eussent été insérés littéralement dans le traité du 22 avril 1834, et devront en être considérés comme partie intégrante ; ils seront ratifiés, et les ratifications échangées dans le délai de quarante jours, ou auparavant, si cela était possible.

Signé à Londres, le 18 août 1834 : Miraflorès, Talleyrand, Palmerston, Sarmento.

## NOTE D.

### LOI DU 16 NOVEMBRE 1834 SUR LES RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE.

ART. 1er. Toutes les dettes contractées par le gouvernement à l'étranger à diverses époques, et notamment les emprunts, tant antérieurs que postérieurs à l'année 1823, sont dette de l'Etat.

ART. 2. Il sera immédiatement procédé à l'examen et à la liquidation des comptes avec les prêteurs.

ART. 3. Toute cette dette *étrangère* se divisera désormais en dette *active* et dette *passive*; sa conversion en dette active et passive s'exécutera dans la proportion des 2/3 en dette active et de 1/3 en passive.

ART. 4. Il sera créé un fonds nouveau en 5 0/0 pour représenter la dette active ; et, dans ce fonds, viendra se convertir la part des anciens emprunts étrangers comprise dans la dette active. La proportion de cette réduction aura pour base non le capital des obligations à convertir, mais les intérêts affectés à chacune de ces obligations. A mesure qu'on liquidera la dette active, on vérifiera le payement des intérêts.

ART. 5. La dette active comprendra la dette à intérêt que le gouvernement, d'accord avec les Cortès, créera à l'avenir, et la partie de la dette ancienne mentionnée à l'article 3 qui participera au payement des intérêts qui doivent s'appliquer à la dette active.

ART. 6 La dette passive se compose de la partie de la dette mentionnée à l'article 3 qui n'est pas transformée en dette active. Les intérêts arriérés des anciens emprunts, ainsi que les billets dits de prime, seront remboursés en valeurs de la dette active. Cette partie de la dette passive se transformera successivement en dette active dans l'espace de douze ans à partir du 1er janvier 1838, sans préjudice des autres moyens qui pourront s'employer plus tard au remboursement de la dette passive. Les obligations de la dette passive ne jouiront pas

d'intérêt ; il sera pourvu ultérieurement à leur amortissement et à leur remboursement.

ART. 7. Toutes les obligations et tous les titres qui représentent aujourd'hui la dette étrangère seront échangés contre d'autres nouveaux dans le délai d'un an après la promulgation de cette loi. Le ministre des finances prendra les mesures nécessaires pour que cette conversion s'effectue sur les places de Londres, Paris, Amsterdam et Anvers. Passé le terme fixé plus haut, toutes les anciennes obligations, tous les anciens titres qui ne se seront pas présentés, perdront, par cela même, les intérêts auxquels ils ont droit.

ART. 8. On appliquera provisoirement un fonds d'amortissement de 1/2 0/0 l'an à la totalité du nouveau fonds créé à l'intérêt de 5 0/0.

ART. 9. Le fonds d'amortissement s'appliquera exclusivement à la dette active ; mais lorsqu'une certaine somme, qui sera fixée plus tard, aura été rachetée, celle-ci s'annulera, et on fera entrer par la voie du sort dans la dette active une somme équivalente de dette passive, et celle-ci viendra participer, par conséquent, au payement des intérêts et de l'amortissement.

ART. 10. Il n'y aura aucune altération, et aucune de ces dispositions n'interviendra dans la part de dette étrangère qui a été créée, soit pour satisfaire le Trésor de France, aux termes du traité conclu le 30 décembre 1828, soit pour faire face aux réclamations anglaises comprises dans le traité du 28 octobre 1828, soit pour la dette des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, à laquelle se rapporte le traité du 17 février 1834.

ART. 11. Le ministre des finances est autorisé à contracter un emprunt de 400 millions de réaux effectifs, destiné à couvrir le déficit du Trésor et à faire face aux besoins extraordinaires. Il le contractera sous les meilleures formes qui lui seront offertes et qui donneront le plus de garanties.

ART. 12. Le ministre des finances reste autorisé par cette loi pour créer un fonds de 5 0/0 correspondant à la valeur de cet emprunt, ainsi que pour l'amortissement qui doit être fixé conformément aux bases établies dans l'article 8.

ART. 13. Le ministre des finances est chargé de former les

règlements que nécessitera l'exécution de cette loi; la publicité la plus grande doit lui être donnée.

## NOTE E (page 136).

### BUDGET DE 1835, PRÉSENTÉ PAR LE COMTE TORENO, ET ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE EN 1834.

#### DÉPENSES.

| | Réaux vellon. |
|---|---|
| Famille royale | 56 300 000 |
| Ministère d'Etat (affaires étrangères) | 13 368 353 |
| Grâce et justice | 13 575 955 |
| Outre-mer et marine | 53 035 393 |
| Finances | 65 976 567 |
| Guerre | 264 347 798 |
| Intérieur | 131 678 021 |
| Dette publique | 232 241 990 |
| Cesantias et jubilations | 20 078 202 |
| Secours et pensions | 9 379 352 |
| Retraites | 41 941 000 |
| Montes pios | 29 618 739 |
| Charges de justice | 5 916 956 |
| | 937 460 321 |

#### RECETTES.

Le comte de Toreno, prenant pour base de ses appréciations les produits des cinq années précédentes de 1830 à 1835, qui avaient donné un produit moyen de 651 567 579 réaux, estimait qu'il pourrait obtenir une recette de 766 804 858 réaux, en améliorant les nombreux impôts et contributions qui constituaient les ressources du Trésor (tabac, fruits civils, paille et ustensiles, rentes provinciales, douanes). C'était encore un déficit de 170 655 663 réaux qu'il était obligé d'avouer, même en exagérant assez ses prévisions.

Voici le tableau de la dette publique, tel qu'il fut alors publié :

*Dette intérieure.*

| | |
|---|---|
| 1° Dette reconnue et liquidée jusqu'au 16 juin 1834. | 4 756 580 313 |
| 2° — pendante de liquidation. . . . . . . . . | 1 828 315 886 |
| 3° — à liquider. . . . . . . . . . . . . . . . . | 1 207 859 971 |
| ***Dette extérieure.*** | |
| Total de la dette étrangère, y compris l'emprunt Guebhard. . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 4 460 473 000 |
| | 12 253 229 170 |

Le chiffre des dettes à liquider figurant dans ce tableau est tout à fait insuffisant, et un très-grand nombre de titres avaient été omis dans la classification qui servit à composer ce total.

## NOTE F.

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS, PROPOSÉE PAR LORD ELLIOT, COMMISSAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, ET DESTINÉE A SERVIR DE RÈGLE AUX GÉNÉRAUX EN CHEF DES ARMÉES BELLIGÉRANTES DANS LES PROVINCES D'ALAVA, DE GUIPUZCOA ET DE BISCAYE, ET DANS LE ROYAUME DE NAVARRE.

ART. 1er. Les généraux en chef des deux armées actuellement en guerre dans les provinces de Biscaye, Guipuzcoa et Alava, et dans le royaume de Navarre, conviennent de conserver la vie aux prisonniers qui seront faits de part et d'autre, et de les échanger de la manière suivante :

ART. 2. L'échange des prisonniers aura lieu périodiquement, deux ou trois fois par mois, et même plus souvent si les circonstances l'exigent ou le permettent.

ART. 3. L'échange se fera dans une juste et égale proportion du nombre de prisonniers présenté de chaque côté ; les excédants resteront là où ils se trouveront, jusqu'à nouvel échange.

ART. 4. Pour les officiers, l'échange aura lieu de grade à grade, entre les officiers de toute catégorie, emploi, classe ou

fonction ; ils seront échangés des deux côtés suivant le rang respectif de chacun d'eux.

Art. 5. Si, un échange terminé entre les deux belligérants, l'un d'eux avait besoin d'un emplacement sûr pour y garder les prisonniers excédants qui n'auraient pas été échangés, il est convenu, pour la sécurité, le bon traitement et l'honneur de ces mêmes prisonniers, qu'ils seront gardés dans un dépôt par la partie au pouvoir de laquelle ils se trouveront. Le dépôt sera établi dans un ou plusieurs villages qui devront être respectés par la partie adverse, au cas où celle-ci pourrait y pénétrer ; il est bien entendu que là où se trouveraient les prisonniers, il ne pourra être fabriqué ni armes, ni munitions, ni effets militaires.

Les lieux de dépôt seront désignés à l'avance par les deux belligérants.

Art. 6. Pendant cette lutte, aucun civil ou militaire ne sera mis à mort pour ses opinions, sans avoir été jugé et condamné conformément aux règlements et ordonnances militaires qui sont en vigueur en Espagne. Cette condition s'applique exclusivement à ceux qui ne sont pas prisonniers de guerre ; pour les autres, on observera ce qui est stipulé dans les articles précédents.

Art. 7. Chaque belligérant respectera religieusement et laissera en pleine liberté les blessés et malades qui se trouveront dans les hôpitaux, villages, villes, casernes et autres parages, pourvu qu'ils soient pourvus d'un certificat de l'un des chirurgiens de leur armée.

Art. 8. Si la guerre s'étend à d'autres provinces, on y observera les mêmes conditions fixées pour celles de Guipuzcoa, Alava, Biscaye et Navarre.

Art. 9. Ces conditions seront religieusement et rigoureusement observées par tous les commandants en chef qui pourront se succéder de l'un et de l'autre côté.

Signé, le 27 avril 1835 : Valdès, Zumalacarreguy, Elliot.

## NOTE G.

### HYMNE DE RIEGO.

Soldats, la patrie nous appelle à combattre. Jurons, par elle, de vaincre ou de mourir.

Gais et l'âme sereine, vaillants, audacieux, chantons, soldats, l'hymne de la bataille.

Que le monde admire nos accents! qu'il voie en nous les fils du Cid !

Brandissons le fer. Que le timide esclave n'ose voir la face de l'homme libre et brave !

Vous dissiperez, comme la fumée, les troupes ennemies, et elles fuiront devant nos épées.

Le monde a-t-il jamais vu plus noble audace? A-t-il jamais lui un jour plus grand pour la valeur,

Que celui où nous fûmes enflammés de ce feu qu'excitait en Riego l'amour de la patrie ?

Honneur au chef! honneur à qui osa le premier saisir l'épée en vrai patriote !

La patrie affligée écouta ses accents, et vit son tourment se changer en allégresse.

Sa voix fut entendue, sa parole obéie ; soldats, nous ne craignîmes plus de mourir,

Et nous voulûmes briser les chaînes qu'un brave ne peut supporter sans honte.

Amis, nous les avons brisées. Vil qui les garde, et fou qui ose se montrer avec elles !

Libres désormais, et devenus hommes, nous saurons, soldats, humilier leur audace.

Aux armes ! Sonne la trompette ! Les armes seules sauront abattre le crime et la ruse.

Que le méchant tremble ! qu'il tremble, qu'il tremble quand le soldat brandit sa lance !

La trompette guerrière lance déjà ses échos au vent ; entendez mugir le canon altéré d'horreurs.

Le terrible Mars excite l'audace, et partout on invoque le génie de notre nation.

Voilà l'ennemi. Courons, courons, soldats! Ah! voyez-le, il est déjà atterré, il baisse le front.

Courons! L'homme libre a toujours su humilier l'audace de l'esclave vendu.

## NOTE H.

### DÉCRET DU 19 FÉVRIER 1836.

Attendu la convenance et la nécessité de diminuer la dette publique consolidée et de livrer à l'intérêt individuel la masse de biens fonciers devenus aujourd'hui propriété de la nation, et afin que l'agriculture et le commerce puissent en tirer tous les avantages qu'ils ne pouvaient en obtenir intégralement dans l'état actuel, avantages qui s'éloignent avec un notable détriment pour la richesse publique, aussi longtemps qu'on tarde à procéder à la vente ;

Vu la loi du 16 février dernier, et conformément aux propositions du Conseil des ministres, au nom de ma glorieuse fille la Reine doña Isabelle II, j'ai décrété ce qui suit :

Art. 1er. Dès ce jour, sont déclarés en vente tous les biens fonciers de quelque classe qu'ils soient, ayant appartenu aux communautés et corporations religieuses, ainsi que ceux qui ont été adjugés à la nation à quelque titre ou pour quelque motif que ce soit, ou ceux qui seraient adjugés à l'avenir, ceux-là dès le jour de l'adjudication.

Art. 2. Sont exceptés de cette mesure générale les édifices destinés par le gouvernement à un service public, ceux qui devront être conservés comme monuments artistiques, ou ceux qui rappelleront le souvenir de grands faits nationaux.

Le gouvernement publiera la liste des édifices qui, à ces différents titres, devront être exclus de la vente publique.

Les articles 3 à 10 déterminent le mode d'adjudication publique suivant lequel devront s'opérer toutes les ventes.

Art. 10. Le payement du prix de l'adjudication s'opérera

de deux manières, soit en titres de la dette consolidée, soit en numéraire.

Les articles 11 à 20 fixent le mode et les époques de payement, et les titres spéciaux que l'Etat acceptera ; un délai de huit ans est accordé à ceux qui payent en titres de rente, de seize ans à ceux qui payent en numéraire. La garantie de l'acheteur est limitée à un cinquième du prix.

ART. 21. Du produit intégral des quatre cinquièmes que l'Etat recevra en outre du cinquième de garantie, une moitié sera employée à amortir la dette consolidée du 5 0/0, et l'autre moitié à amortir la dette sans intérêt.

## NOTE I.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DE LA DETTE QUI DEVAIT ENTRER DANS LA CONSOLIDATION ORDONNÉE PAR LE DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1836.

| | |
|---|---|
| Vales non consolidés.......... | 723 273 788 réaux. |
| Dette courante avec intérêt 5 0/0 papier.................... | 911 824 363 — |
| Dette sans intérêt............ | 2 422 124 768 — |
| | 4 057 222 919 réaux. |
| Dette passive ou sans intérêt étrangère................ | 1 051 000 000 — |

# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION.

**LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS EN ESPAGNE DEPUIS L'AVÉNEMENT DE FERDINAND VII JUSQU'A SA MORT.**

**(1808-1833)**

### CHAPITRE PREMIER.



### CHAPITRE II (1808-1814).

## CHAPITRE III (1814-1820).



## CHAPITRE IV (1820-1823).



## CHAPITRE V (1823-1830).

CHAPITRE VIII. — SOULÈVEMENT DE LA GRANJA (15 mai-15 août 1836).

# NOTES

## INTRODUCTION.



## LIVRE PREMIER.



## ERRATA.

Page 195, ligne 7, au lieu de *rudes*, lisez : *riches*.
Page 197, ligne 4, au lieu de *leur*, lisez : *lui*.

Paris. — Typographie A. Hennuyer, rue d'Arcet, 7.